









## PROCHE-ORIENT

### Les élections législatives en Iran

(Suite de la première page.)

Certains mollahs, se prévalant de leur ascendant spirituel, inscrivirent d'office, en lieu et place de leurs noms, les noms qui leur paraissaient les plus dignes. Le réseau cléricale a une fois de plus bien fonctionné.

Cependant, nombre d'inspecteurs du ministère de l'intérieur parurent avoir agi avec impartialité, puisqu'une centaine de personnes ont été arrêtées dans la seule ville de Téhéran pour avoir « fait obstacle à la liberté du vote ».

En province, où les irrégularités, les pressions et la violence ont été plus répandues, les opérations électorales ont dû être interrompues dans plusieurs villes, en particulier au Kurdistan. Une émeute à Sanandaj notamment, s'est soldée par la mort de plusieurs personnes (militaires islamiques).

Malgré tout, une bonne partie de la population paraît avoir spontanément voté pour les représentants du parti républicain islamique, mieux connus du grand public en raison du traitement de faveur auquel ils ont toujours eu droit à la radio et à la télévision. D'autres facteurs ont joué en faveur du parti de l'ayatollah Behchhti. Pour beaucoup, l'allocution radiotélévisée de l'imam Khomeiny à la veille de la consultation a été décisive.

« Initialement, j'avais l'intention de m'abstenir, nous disait un ingénieur agronome qui vivait dans un bureau du centre de la ville, mais j'ai changé d'avis quand j'ai écouté l'imam nous expliquer l'importance de l'enjeu. » Quel a été son choix ? Sa réponse est : identique à celle de nombre d'électeurs que nous avons interrogés : « Comme nous l'avons recommandé l'imam, j'ai voté la droite et la gauche qui veulent nous enchaîner soit aux États-Unis soit à l'U.R.S.S. ».

Voilà déjà éliminés les « laïcs libéraux » de tous bords, réputés occidentaux, ainsi que toutes les formations de gauche, du parti communiste Tudeh aux marxistes, en passant par les fedayin du peuple (marxistes-léninistes) et les moudjahidin du peuple. Ces derniers, des musulmans progressistes, étant les plus dangereux pour le parti républicain islamique, ont été la principale cible des « intégristes » en cours de la campagne électorale. Dénoncés comme étant des « ennemis mardes », les moudjahidin ont été souvent attaqués par des bandes armées de gendarmes. Un millier d'entre eux auraient été blessés. Leur chef, M. Massoud Rajavi, qui avait purgé une longue peine de prison sous le régime du chah, a été désigné par des affiches énormes comme étant « un agent de la Sava ».

Le parti républicain islamique, donc, a, par beaucoup d'indices, le monopole de la défense de l'islam authentique. La « droite », qui se réclame de M. Bani Sadr — la Comité de coordination populaire avec le président de la République (C.C.P.P.R.) — aurait très bien pu partager cet honneur avec la P.R.I. Mais de l'opposition républicaine, le mouvement du chef de l'Etat est pratiquement inconnu dans la population, comme nous avons pu le constater dans divers bureaux de vote. Ceux qui ont voté en sa faveur ont été les distingués du P.R.I. En effet, les masses mollahs n'ont jamais été étalées de la révolte, apparemment irréductible, voire de l'antagonisme, qui oppose M. Bani Sadr à l'ayatollah Behchhti. Ainsi, un électeur rencontré sur le pas de sa porte, nous a-t-il dit : « Je n'ai pas d'objection pour le président de la République, avait donné sa voix exclusivement aux candidats du P.R.I. ».

#### La popularité

##### des « étudiants islamiques »

Une partie du Bazar a néanmoins voté pour les partisans du chef de l'Etat. Un petit boutiquier nous a expliqué pourquoi : « J'ai voté en faveur de M. Bani Sadr pour trois raisons : il est le seul capable d'affaiblir les multiples centres de pouvoir, de redresser l'économie et de nous débarrasser des « étudiants islamiques » de l'ambassade américaine, qui entretiennent l'agitation et l'anarchie ».

On entend un tout autre son de cloche dans les bidonvilles du sud de Téhéran. Très populaires, les « étudiants islamiques » sont considérés ici comme les dépositaires et les défenseurs de la révolution, les partisans les plus fidèles de la « ligne de l'imam », en d'autres termes de l'islam authentique. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, les prolétaires de Téhéran ne violent pas à gauche. Nationalistes, ils considèrent que les formations progressistes sont « mardes » à l'étranger. L'imam, celui de l'imam Khomeiny, est pour eux paré de toutes les vertus : il est tout à la fois « anticapitaliste », « anti-impérialiste » et favorable à la « prise du pouvoir par les mollahs ».

zafin » (les déshérités). Le clergé est le garant de l'avènement d'un monde plus juste et plus fraternel. Et qui donc mieux que le parti républicain islamique incarne ce nobis idéal ? Si un nombre élevé de candidats du P.R.I. parvenaient, comme certains observateurs s'y attendent, à se faire élire au premier tour avec la majorité absolue qui est requise, la victoire définitive du parti de l'ayatollah Behchhti semblerait acquise. En effet, les modalités électorales pour le second tour du scrutin ont été conçues pour confirmer et amplifier le succès d'une grande formation ou, de surcroît, de partis minoritaires.

Les conséquences d'une telle victoire seraient incalculables. Non seulement la P.R.I. tenterait, selon toute vraisemblance, de neutraliser le président Bani Sadr dont les pouvoirs constitutionnels sont singulièrement limités, mais il serait également beaucoup plus indulgent à l'égard des « étudiants islamiques », dont il a toujours soutenu le combat anti-américain. La crise dans les relations entre Téhéran et Washington à propos des otages risquerait dès lors de s'émousser.

ERIC ROULEAU.

● L'ancien chah d'Iran a été hospitalisé, vendredi après-midi, à la clinique privée Patilla, à Panama, pour subir l'ablation de la rate. Une aile du troisième étage de la clinique a été libérée pour accueillir l'ancien souverain. Celui-ci sera opéré, vraisemblablement dimanche, par des chirurgiens panaméens « conseillés » par un Américain, le docteur Michael de Bakay. — (A.F.P.)

### Jérusalem proteste énergiquement contre l'accréditation de l'O.L.P. auprès du gouvernement autrichien

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a convoqué, vendredi 14 mars à Jérusalem, le chargé d'affaires de l'ambassade d'Autriche à Tel-Aviv, M. Weisling, et lui a fait remettre une protestation verbale contre l'accréditation de l'O.L.P. auprès du gouvernement autrichien. Selon la radio de Jérusalem, la note de protestation verbale, particulièrement énergique, affirme que « l'Autriche s'est placée aux côtés d'une organisation aux mains couvertes de sang et dont l'objectif est la destruction d'Israël », et que « la politique unilatérale de l'Autriche est un danger pour la sécurité et l'existence de l'Etat d'Israël ».

#### L'éventualité d'une visite de M. Arafat à Paris

À Vienne, l'ambassadeur d'Israël a précisé, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'y a pas été rappelé pour le moment par son gouvernement, mais que cette décision pourrait être prise ultérieurement par les autorités de Jérusalem.

À Paris, M. Marchais a adressé, vendredi, une lettre à M. Giscard d'Estaing, lui demandant de reconnaître officiellement l'O.L.P. et d'inviter son président, M. Arafat, à se rendre en France. À Beyrouth, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a déclaré que la visite de M. Arafat en France avait été différée en raison d'un désaccord sur les termes du communiqué commun qui serait publié à l'issue de cette visite. Dans une interview publiée,

vendredi, par le quotidien libanais *Al Nahar*, M. Kaddoumi n'exclut pas la possibilité qu'il précède M. Arafat à Paris pour mettre au point certains détails de la visite du chef de l'O.L.P. en France. Le dirigeant palestinien exprime l'espoir que la visite aura lieu prochainement. « Cela dépend de la France qui, elle-même, estime que les circonstances sont propices à une telle visite. Toutes les déclarations faites jusqu'ici du côté français indiquent que cette visite aura lieu le plus tôt possible », déclare-t-il.

À Paris, dans les milieux bien informés, on affirme toujours que, pour être fructueuse, une visite de M. Arafat en France devrait être marquée par un geste significatif du président de l'O.L.P. « de nature à favoriser l'enseignement d'un processus de paix. Le geste pourrait être, ajoute-t-on, une déclaration reconnaissant le droit d'Israël à l'existence dans des frontières sûres et reconnues ».

#### M. LECANUET : la France doit favoriser le dialogue entre le peuple palestinien et Israël.

Les pays du tiers-monde « se sentent tenus de chercher un accord avec le peuple palestinien », mais ils ne sont pas pour autant tentés de se tourner vers les États-Unis : c'est, selon M. Lecanuet, président de l'O.L.P., « le rôle majeur d'Israël dans le paysage politique international » depuis l'intervention soviétique en Afghanistan. Au cours d'une conférence de presse, vendredi 14 mars, M. Lecanuet en a conclu : « Il y a donc un appel vers l'Europe et la France en particulier, qui n'a pas de sonnerie d'alarme ».

La France, a-t-il dit, « doit mettre en œuvre pour qu'un dialogue puisse s'ouvrir entre le peuple palestinien et Israël afin de créer les conditions d'une paix durable ». M. Lecanuet, au nom de l'O.L.P., s'est félicité de l'écho que sa position a suscité au sein du président de la République lors de son voyage au Proche-Orient.

● M. Jean-Ernest Holler nous adresse la mise au point suivante : « Une erreur de transmission, pouvant donner lieu à une interprétation erronée, s'est produite dans mon communiqué sur Giscard et la Palestine (le Monde du 4 mars). Car si j'ai salué le président de la République pour ses déclarations combinant, pour les Arabes, le réalisme politique et les droits de l'homme, j'ai dit, et pas d'un ralliement. Ce n'est pas pour rien, non plus, si j'ai mis toute la distance d'une mer d'Irlande entre lui et moi ».

#### LES TROUBLES EN SYRIE

- Un nouveau gouverneur est désigné à Alep.
- Une division est déployée autour de la ville.

Damas. — Un nouveau gouverneur a été désigné pour la ville d'Alep par le président Assad, indique un décret présidentiel pris vendredi 14 mars. Il s'agit de M. Mohamed Nihad Al Kadi, ancien procureur général de la ville et membre du parti Baas au pouvoir, qui remplace M. Hussein Bataïh. Le décret ne donne aucune indication sur les raisons qui ont motivé ce changement, qui intervient alors que se déroule une intense activité politique et populaire en Syrie, destinée à mobiliser la population contre « la bande des Frères musulmans ».

De son côté, la commission régionale, dirigée par M. Abdallah Al Ahmar, secrétaire général adjoint du parti Baas, a décidé de libérer un nouveau groupe de détenus soupçonnés d'être en relation avec les Frères musulmans (un premier groupe d'une centaine de détenus avait déjà été libéré il y a plus d'une semaine à Alep). Cette commission se trouve depuis une dizaine de jours à Alep où elle enquête sur les troubles graves dont la ville a été le théâtre (le Monde du 13 mars).

D'autre part, les autorités syriennes ont déployé une division (plus de dix mille hommes) autour de la ville, deux brigades blindées sont parties vers Alep jeudi, suivies vendredi par une brigade d'infanterie motorisée. Cette manœuvre a eu lieu en plein jour par la route principale afin, semble-t-il, de témoigner de la volonté du gouvernement d'en finir avec ses adversaires.

À Damas, deux bombes de forte puissance ont explosé, mercredi soir, à quelques secondes d'intervalle, près d'un local du parti Baas. — (A.F.P., Reuters.)

## Egypte

### L'art de la tracasserie administrative

De notre correspondant

Le Caire. — Le qualité des soins médicaux en Egypte est loin d'être toujours satisfaisante. Mais le président Sadate ayant ouvert les frontières, un nombre grandissant d'égyptiens, et pas seulement des membres de la classe dirigeante, vont se faire soigner à l'étranger.

En août 1979, le journaliste marxiste Lotfi El Kholl, rédacteur du quotidien officieux *Al-Ahram* depuis 1961, souffrit de troubles cardiaques pendant ses vacances en France. Le cardiologue parisien qu'il consulta lui prescrivit plusieurs semaines de repos, ce dont le journaliste évis sa rédaction au Caire.

Rendu en Egypte le 7 novembre 1979, M. El Kholl remit à son journal un certificat médical en bonne et due forme. Bien que la médecine du journal ait confirmé le diagnostic de son confrère français, le directeur du journal calote contesta la validité du certificat médical français, le malade ne l'ayant pas fait viser par l'ambassade d'Egypte à Paris ; le veille de son départ, il eut ses arrières de s'enfuir.

M. El Kholl constata alors que son salaire avait été suspendu depuis juillet pour « absence illégale », en dépit de la loi égyptienne sur le travail qui interdit d'appliquer une telle mesure sans préavis. De plus, pour des raisons politiques, le journaliste n'eut pas à publier un seul article dans *Al-Ahram* depuis novembre 1979. Son absence, même « illégale », ne risquait donc pas d'affecter la marche du quotidien, simplifiant au contraire le tâche de ceux qui, quoique ne portant pas le titre de censeurs, ont pour charge de refuser les articles non conformes. En décembre dernier, le versement du traitement de M. El Kholl cessa, mais, en dépit des protestations du syndicat de la presse, sans rappel des manuels impayés.

Au début de cette année, pour se conformer aux prescriptions de la loi, le journaliste voulut faire faire en France des analyses impossibles à réaliser convenablement en Egypte. *Al-Ahram* mit quinze jours à lui délivrer l'autorisation de se rendre à l'étranger que, depuis la libéralisation du régime égyptien, tout touriste ouvrier ou assilé se voit remettre sans attente dès qu'il la demande. Ce papier restant valable deux mois, M. El Kholl ne partit pas tout de suite pour Paris. Mais, le 25 février, un motard vint lui signifier à domicile — fait sans précédent — que le permis de partir lui était retiré. Après maintes démarches, l'intervention

d'un avocat, et peut-être aussi celle du ministre d'Etat à l'information M. Mansour Houssein, le journaliste a été, ces jours-ci, autorisé à aller se faire soigner à Paris.

#### Un voyage en Iran

Mme Lella Abou-Seleh, jeune docteur en philosophie et metteur en scène de théâtre, ne se réclame d'aucune idéologie, si ce n'est celle du féminisme. Elle milite en faveur d'un aménagement du statut des égyptiennes, mais hors des organisations officielles bureaucratiques. En 1979, elle a été la seule Orientale à aller protester en Iran, avec d'aussi amies occidentales, contre la remise en question de la modernisation du statut de la femme iranienne. Cela déplut à certains responsables égyptiens de la culture (il s'agit, parfois, d'anciens policiers), qui reprochèrent à Mme Abou-Seleh le théâtre où elle montait des pièces avec succès depuis plusieurs années. (le Monde du 8-9 avril, 27-28 mai et 10-11 juin 1979).

A l'automne dernier, la jeune femme a attendu six semaines — un record — l'autorisation de prendre un mois et demi de vacances aux États-Unis. Souffrant des yeux, elle a, de New-York, demandé à l'institut égyptien des arts, dont elle dépend, la permission de subir un traitement en Amérique, ce qui lui fut accordé jusqu'au 15 janvier. De retour en Egypte à cette date, elle a fourni un certificat médical en règle, mais elle a constaté qu'elle n'était pas payée depuis novembre 1979. Depuis lors, l'institut des arts trouve toutes sortes de prétextes pour lui refuser du travail et il n'a consenti, après d'épuisantes formalités et sans lui donner d'explication, qu'à lui verser son seul salaire du mois de février.

Certes, le second rais a vidé les prisons et fermé les camps de prisonniers, proclamant sa volonté de supprimer, dans la vallée du Nil, toute trace d'influence du système soviétique. Les mesquineries à répétition dont sont victimes Mme Abou-Seleh et M. El Kholl n'en sont pas moins une forme atténuée des tracasseries dont souffrent à Moscou, les opposants et les esprits libres. « Fonctionnaire libéral, notre président n'est pas au courant de tels procédés, sinon il les ferait cesser immédiatement », nous offrit-il récemment avec conviction un haut fonctionnaire égyptien en ajoutant, puisque les journaux caïotes se taisent : « La presse internationale l'a fait son devoir en publiant les cas que vous me citez. » Dont acte.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## EUROPE

### Union soviétique

#### Un nouvel appel en faveur d'Anatole Ctcharansky

Il y a trois ans, le 15 mars 1977, Anatole Ctcharansky était arrêté dans une rue de Moscou. Il fut torturé aux yeux des autorités d'être à la fois un activiste juif et un défenseur des droits de l'homme. Il fut condamné, le 14 juillet 1978, à trois ans de réclusion et dix ans de camp pour « espionnage ».

Ceux qui prirent la défense de ce mathématicien de l'Institut de physique de l'Académie des sciences ont été oubliés : une table ronde a réuni, sous la présidence de M. Daniel Mayer (Fédération internationale des droits de l'homme), le comité de défense d'Anatole Ctcharansky, celui des nationalistes et celui des médecins. Les participants ont envisagé les futures actions à mener après l'échec de la tentative faite, à la demande de la justice soviétique, de le faire voter dans sa prison par un optalmologue, le professeur Pierre Morax : Ctcharansky souffre de grands troubles oculaires et de violentes maux de tête. Le visa soviétique a été refusé ; Moscou voit dans cette démarche une « ingérence dans les affaires intérieures » du pays.

Aussi, un appel a-t-il été lancé qui, en quelques jours, a recueilli près de six cents signatures, dont celles des professeurs Kastler et Lwoff, prix Nobel, de MM. Henri Carlier, Pierre Emmanuel, Louis Leprince-Ringuet, François Barria, membres de l'Institut, M. Jacques Julliard, Arthur London, Eugène Ionesco et Jean-François Revel (1). On y lit notamment : « Il s'agit en fait de l'un des droits les plus élémentaires de la personne humaine : celui que devrait avoir le prisonnier politique Ctcharansky, de se faire examiner par le médecin de son choix. Les soussignés protestent avec indignation contre la réponse fournie par les autorités soviétiques à la demande du professeur Morax. »

Cette affaire Ctcharansky est aussi symbolique que celle du physicien Youli Orlov, arrêté, lui, dès le 6 janvier 1977, et condamné durant l'été 1978 à sept ans de camp pour son activité de président du comité de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki. Elle annonce la vague d'arrestations, de condamnations, de relégations et d'émigration forcée qui allait suivre.

Orlov a été récemment condamné dans son camp à une peine de six mois de cachot pour avoir tenté de faire sortir de sa prison un article scientifique. Les physiciens du CERN (Centre européen de recherche nucléaire), nous dit notre correspondant à Genève Isabelle Vichnias, se sont réunis pour étudier les possibilités de venir en aide à leur collègue. Un boycottage de toutes les relations scientifiques avec l'U.R.S.S. peut paraître irréaliste étant donnée l'inter-

dépendance de la recherche en physique nucléaire, chercheurs soucieux de dresser et de tenir à jour la liste des scientifiques qui ont collaboré avec les autorités de Moscou pour condamner ou exclure un de leurs collègues, qu'il soit accusé de trahison ou de la place de l'un des leurs, injustement condamné. D'autres proposent de se rendre à toutes les réunions scientifiques qui se tiennent en U.R.S.S. mais en refusant d'insérer dans l'agenda d'Orlov, et en semant d'un dossier rempli de protestations contre la condamnation. D'autres enfin proposent création d'un tribunal international.

La répression continue : depuis la relégation d'André Sakharov à Gorki, elle vise à décaper et à démolir les liens de dépendance des droits de l'homme avec les Jeux olympiques de cet été. Le 14 février, ont été arrêtés, à Pionzsk (Kirghizie), Paul et Anatole Lyssenko, deux membres de l'Eglise des « livres adolescents du septième jour ». Un écrivain juif soviétique, Igor Guberman, est jugé ces jours-ci à Dmitrov (à 40 kilomètres au nord de Moscou) pour avoir publié au Canada un livre de répression, un trafic d'icônes volées : il restaurait, en effet, des icônes mais ignorait qu'elles étaient volées. En fait, il participait à l'édition d'une revue non officielle, les *Juifs en U.R.S.S.*, le biographe Serga Kovaliev, condamné en 1975 à sept ans de camp à régime sévère pour avoir aidé des catholiques lithuaniens à diffuser leur chronique, vient d'être mis au cachot à la prison de Perm, de même que M. Nicolas Matoussévitch, étudiant ukrainien en histoire, activiste des droits de l'homme, condamné en 1978 à sept ans de camp et cinq ans de relégation.

● Le cas de M. Rémus Radina en Roumanie est signalé par le Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie. Il a été condamné le 13 février à seize mois de prison pour avoir publié au Canada un livre de Mémoires. Ce livre, *Testament d'un mort* (Testament de la mort), est un témoignage sur les années de prison faites par l'auteur de 1948 à 1954 et de 1958 à 1961. Il a aussi signé, le 15 février 1979, un Mémoire adressé à M. Ceausescu par d'anciens détenus politiques qui demandent notamment l'annulation générale et immédiate des prisonniers d'opinion et la réhabilitation des détenus politiques des années 1945-1964.

Il souffre d'une cirrhose du foie due à dix graves de la faim et de la soif faites en prison et a interjeté appel. Son procès, qui devait avoir lieu le 7 mars, a été ajourné.

● Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du parti communiste français, précise qu'elle n'a pas signé l'appel à l'opinion mondiale de Leningrad, publié dans le *Monde* du samedi 15 mars, et qu'il s'agit d'une homonymie.

(1) C/o Thérèse Stégar, 7, rue Sedaine, 12011 Paris.

## FRANCOPHONIE

### La diffusion du français doit se fonder sur la réciprocité et l'échange

déclare M. François-Poncet

Pour diffuser la langue française, nous devons « revendiquer le plurilinguisme », a déclaré M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, qui parlait vendredi 14 mars devant l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française. Nous devons regarder les réalités : le français n'est pas une des premières langues véhiculaires, a dit en substance le ministre. Soixante à soixante-cinq millions de personnes dans le monde ont le français comme langue maternelle, quatre-vingt-dix millions s'en servent comme langue de communication, vingt-cinq millions d'étrangers du monde (soit environ 15 %) étudient le français. Cependant, la langue française reste une des deux grandes langues internationales. « La langue française intéresse et, si nous agissons des moyens », nous pourrions, ce ne sont pas les élèves qui manqueraient », a déclaré M. François-Poncet. « Le français se trouve désormais dans une situation d'échange et de dialogue, la diffusion du français doit se fonder sur la réciprocité et l'échange, pour qu'il soit parlé à l'étranger, nous devons nous intéresser aux langues et aux cultures étrangères. Nous devons sortir d'une attitude de concurrence crispée à l'égard de l'en-

gais, mais revendiquer le plurilinguisme qui sera la langue du monde de demain, contre l'unilinguisme impérialiste. » L'action de la France pour les autres qui viennent doit être caractérisée, poursuit M. François-Poncet, « par la concertation, l'effort et la vigilance » : la concertation d'égal à égal avec les différents réseaux du français, ce qui implique l'abandon d'un certain paternalisme ; l'effort est déjà important, très supérieur relativement à celui de tout autre pays (seize mille enseignants et douze mille coopérateurs à l'étranger, cent mille étudiants étrangers en France), mais il doit être développé et perfectionné, la vigilance doit être maintenue, en particulier dans les grandes organisations internationales. « Je suis allé voir spécialement M. Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., pour lui en parler », précise M. François-Poncet.

« Le français est une langue conçue par des professeurs pour des professeurs. Nous devons maintenir cette orientation, mais la moderniser », conclut le ministre, qui indique son intention d'améliorer les émissions de radio vers l'étranger « pour que le français soit entendu dans le monde, sinon, parviendrait-il à moins parler où il est attendu ». — M. D.



(Publié)

## URUGUAY

### VIE SAUVE POUR RAUL SENDIC ET SES CAMARADES

Monsieur le Président de la République de l'URUGUAY,  
Messieurs les commandants en chef des Forces Armées,

Les personnes soussignées s'adressent à vous afin de vous faire part de leur plus vive préoccupation au sujet des conditions de détention imposées à Raul Sendic ainsi qu'à huit autres prisonniers dans la même situation : Henry Engler, Eleuterio Fernandez Huidobro, Jorge A. Manera Lluera, Julio Morenales, José Mujica Cordano, Mario Benavente, Adolfo Wazner, Jorge Zabala, et Raul Sendic. En effet, la menace d'extermination qui pèse sur leur vie ne cessera d'être une source de préoccupation pour nous tant que nous ne leur aurons permis de bénéficier d'un traitement humain et d'un traitement juridique adéquat, l'ensemble de ces droits étant garantis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et par la Convention Américaine relative aux Droits de l'Homme.

De nombreux organismes internationaux de caractère juridique, politique, humanitaire ou religieux — se sont élevés contre votre gouvernement pour dénoncer des situations portant atteinte aux droits humains et collectifs en Uruguay.

De telles dénonciations, que la gravité des faits précédemment décrits vient renforcer, ont eu des répercussions négatives pour votre pays dans le domaine international, et nous sommes en cette situation nous préoccupés.

Nous pensons que le respect des normes internationales en ce qui concerne le traitement de Raul Sendic et des huit autres détenus ainsi que l'amélioration des conditions générales de détention de tous les autres prisonniers politiques en Uruguay seraient des premiers pas vers la construction d'une plus grande confiance et du processus de reconstruction institutionnelle annoncé par votre gouvernement.

C'est parce que nous croyons à la nécessité du plein respect des droits humains et collectifs, et parce que nous souhaitons à l'Uruguay un futur de démocratie et de paix que nous vous adressons notre plus fervente espérance.

Ce texte a été signé par de nombreuses personnalités, parmi lesquelles :

**FRANCE**  
Guy AUBRECHER, Robert BADINTER, Jean-Pierre BEURIEU, Michel BEAUD, Pierre BARGE, Gérard BLONDIAS, Roby BOIS, Bruno BARON-BENAVILLE, G. BLANCHARD, Louis BAYETTE, Patrick BAUDOUIN, Jean CARBONNEL, Jean CHASSIN, G. COSTA-GARRAS, Jean-Pierre CHEVREMENT, Robert CHAPUIS, André DUMAS, Félix GUATTARI, Léo HAMON, René HAUTLECOEUR, Pierre Pour d'autres adhésions.  
Pierre JOYE, J. JULIEN, Pierre JALIE, Jean KEBAYAN, Nina KEBAYAN, Paul LENTIN, Jean-Paul LEVY, Denis LANGLOIS, Michaël LÉVY, Jean-Pierre LÉVY, Jean-Pierre LÉVY, François MONOD, Christiane MORÉ, Jacques MARBES, Léo MATARASSO, Claude MAURILLAC, Yves MARTIN, Yves MONTAUDO, Georges PINET, Jean-Pierre PÉREZ, Jean-Pierre PÉREZ, Jean-Pierre PÉREZ, Roger O. ROBERT, Michaël RAY, Madeleine REBERGOUX, Simone SIGNORET, Catherine de SYRÈS, Haroun TAZIEFF, Pierre TOULAT, Charles TILLON, Pierre VIDAL-MAQUET, G. VAN ECKENSTE, Jeanne Duvivier, Christiane, Union Départementale des Syndicats C.F.D.T. du Val-de-Marne, Atelier de l'Épée-de-Bols, Théâtre de l'Aquarium.

**ITALIE**  
Achille ADELO, sénateur du P.S.I.; Luigi ANDERLINI, sénateur de la G.I.; Michele ACQUILLI, député P.S.I.; Baldino GIOVANNI, député P.S.I.; Giuseppe BRANCA, sénateur G.I.; Franco CALAMANDREI, sénateur P.S.I.; Luciano CASTELLINI, député P.D.P.; Giancarlo COGNIGNI, député G.I.; Antonio CAMPA, député P.S.I.; Carlo FRACANTANI, député D.C.; Carlo GALLANTE GARONE, sénateur G.I.; Mario GOZZINI, sénateur G.I.; Rinaldo LA VALLE, sénateur G.I.; Elio LAZZARI, sénateur G.I.; Livio LABORI, sénateur P.S.I.; Ettore MARINA, journaliste de la R.A.I. (T.V.); Raimo MONTETI, journaliste de la R.A.I. (T.V.); Piero PIERALLO, sénateur P.S.I.; Camillo DE FIAZ, député; Piero PRATESI, député G.I.; Angelo ROMANO, sénateur G.I.; Antonio RIBOLDI, député d'Assisi (Région); David TURBULO, député, sénateur; Tullio VINAI, sénateur G.I.; Umberto VIGARELLI, député.

**BELGIQUE**  
Pour la Fédération Néopale du parti socialiste : Claude DEJARDIN, membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe; François ROTAUT, professeur; François ROTAUX, avocat, professeur de droit, président de la section belge de la Ligue pour les droits des peuples.

**PAYS-BAS**  
F. van DIER, professeur de droit à l'Université d'Utrecht; J.-M. den UYL, ancien premier ministre, président de la Democraatiese Kamer; Max den UYL, président du parti social démocrate; Max van DER WERF, secrétaire international du parti social démocrate; Baeco van der WAL, directeur de la fondation A. Frank; Pauline van TWILL, secrétaire internationale du parti démocrate 68; Fred van der SPEK, chef du groupe parlementaire du parti socialiste pacifique.

**ALLEMAGNE FÉDÉRALE**  
Klaus THUSING, député.

**ESPAGNE**  
Francisco GARCIA, sénateur de Barcelone, écrivain; Joan GOMIS, membre de la commission Justice et Paix de Barcelone; Lluís JORDA, écrivain; A. PRIGENT, avocat, membre du Collège d'avocats; Josep PINOL, journaliste; Felipe SOLER, sénateur de Barcelone; Felipe GONZALEZ, secrétaire général du P.S.O.E.; Santiago CARRILLO, secrétaire général du P.S.E.; Carlos LÓPEZ, journaliste; David Turbulo, député, sénateur; Alberto INESTRA, évêque auxiliaire de Madrid; Carlos, directeur au cinéma; Rafael ALBERT, poète; Marcos ANA, membre de la commission internationale du P.C.E.

**SUEDE**  
Peter WEISS, écrivain; Cecilia WEISS, écrivain; Ingemar STROM, évêque de Stockholm; Hans GÖRAN FRANK, avocat; Y.F.K. (Luna); Bo LINDBLOM, ancien président de la section suédoise d'Amnesty International; Centre des écrivains; Centre des musiciens; Syndicat d'Artistes Copco; Y.F.K.

**NORVÈGE**  
Département d'Espagnol de l'Université de Bergen; Commission océanographique norvégienne pour les droits de l'homme en Amérique latine.

Pour d'autres renseignements :

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DE RAUL SENDIC

Correspondance : C.O.B.S. 27, avenue de Cholev, 75015 PARIS.

Sources : Raul Sendic, C.C.F. Paris 2-31-31, C. M. André Deschamps.

## ASIE

### L'ANCIENNE MANDCHOURIE DANS LA NOUVELLE CHINE

#### II. — De la rentabilité de la modernisation

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Notre correspondant à Pékin, Alain Jacob, qui s'est rendu récemment dans l'ancienne Mandchourie, a évoqué dans un premier article le problème de l'adaptation de l'industrie à la nouvelle politique économique de Pékin (« Le Monde » du 15 mars). Il consacre la suite de son enquête à l'agriculture et aux relations entre le pouvoir central et les autorités locales.

Changchun. — La récolte de céréales aura été un peu moins bonne en 1979 que l'année précédente dans le Nord-Est chinois. Il est vrai qu'avec un total de 24 500 000 tonnes les deux provinces de Heilongjiang et du Jilin avaient battu, en 1978, tous les records. Il y a peut-être en un petit million de tonnes en moins en 1979. A ce n'est déjà pas mal, compte tenu des calamités, dit M. Li Kun, directeur adjoint des affaires économiques au Jilin. Un excédent de neige au printemps a été suivi par un coup de sécheresse, et les températures ont été anormalement basses en été. Dans l'est du Heilongjiang, un typhon a provoqué d'assez sérieux dommages.

L'ancienne Mandchourie est une des grandes régions céréalières de la Chine. Du moins y produit-on sensiblement plus de blé,

de maïs et de riz qu'on n'en consommait sur place, ce qui permet l'exportation vers d'autres provinces. Mais ces cultures se font dans des conditions difficiles. Les températures hivernales (dans le Nord, les hivers sont particulièrement rigoureux) jusqu'à début d'avril interdisent toutes semailles d'automne, et la campagne ne commence à s'animer qu'au printemps. Il faut alors se dépêcher de semer un blé qui sera récolté quatre mois plus tard, à la fin de juillet et en août. Le cycle des cultures est donc très court, et le mois de semis climatique peut être lourd de conséquences.

Ce genre de situation suppose une concentration des moyens pendant les périodes relativement brèves où les travaux sont les plus lourds. Une série de raisons font qu'on y parvient difficilement.

Certains moyens, d'abord, font simplement défaut. Ce n'est pas tant du nombre de tracteurs qu'il s'agit. Nous avons visité, près de Changchun, une commune qui ne doit pas être loin d'être suréquipée, avec 42 tracteurs, 82 moissonneuses et 17 camions (auxquels s'ajoutaient encore près de 1 700 bêtes de somme) pour une surface cultivée de moins de 3 000 hectares.

#### A la faucille

Les problèmes sont ailleurs. Au Jilin, on se plaint que les tracteurs ne soient pas assez puissants pour assurer dans les meilleurs délais les labours profonds de l'automne. Au Heilongjiang, ce sont les équipements accessoires qui manquent trop souvent. Dans les deux provinces, que leurs vastes plaines désignent parmi celles où les conditions sont les plus favorables à une mécanisation poussée de l'agriculture, nous apprenons avec surprise que les opérations de récolte se font encore principalement à la faucille. L'occasion, on semble se heurter à d'insurmontables problèmes techniques. Ainsi nous affirmait-on de Harbin à Changchun qu'il n'est pas possible d'exploiter de récolter les machines. Certes, on a entendu parler de telles machines qui, aux États-Unis ou dans d'autres pays, remplacent parfaitement cette tâche. Mais ici, paraît-il, « ce ne pourrait pas marcher ». Les hybrides sont-ils mal adaptés ? Ou les procédés de semailles ? Toujours est-il qu'on ne semble guère avoir espoir de réaliser bientôt cette percée technologique.

Autre sujet d'interrogation : la betterave. On parle fréquemment à Pékin de vastes projets d'extension des cultures betteravières dans le Nord-Est, et des conversations ont même eu lieu avec des firmes françaises pour l'importation d'équipements à complets, allant des machines destinées à ces cultures jusqu'aux usines sucrières. La culture de la betterave n'est pas une nouveauté dans la région et la première sucrerie y a été construite au siècle dernier par des Polonais. Mais les discussions sur place ne donnent nullement l'impression qu'il

s'agit d'un secteur prioritaire. Au Jilin, on déclare tout net que les récoltes de betteraves ne tendent pas à se réduire. Au Heilongjiang, l'affaire est présentée comme complexe : la culture de la betterave, explique-t-on, se révèle rentable dans des zones calcaires, marécageuses comme on en rencontre du côté de Daqing — où nous avons aperçu en effet quelques socs dans les prairies — mais elle donne ailleurs des résultats décevants et surtout elle épuise les terres. Nous rencontrons peu d'écho lorsque nous évoquons les techniques de l'assolement devant nos interlocuteurs, qui assurent seulement à Harbin au moins que des études sont en cours pour déterminer des régions où la betterave pourrait être recommandée.

Recommandée ou encouragée, mais il n'est pas question d'un « décider » la culture ici ou là. La betterave n'est pas cultivée principalement dans des fermes d'État mais sur les terres de communes populaires jouissant d'une autonomie au moins relative et sur laquelle on insiste particulièrement à l'heure actuelle. Or il semble bien que le système des prix n'inclut pas les paysans de la région à pousser sur la betterave.

D'une manière générale d'ailleurs, les fermes d'État (il n'y en a plus dans ces deux provinces qu'une faible partie des terres cultivées par rapport aux communes populaires). La majorité sont installées le long de la frontière avec l'U.R.S.S., se consacrent en grande partie à l'élevage et ne jouent qu'un rôle secondaire dans le développement de l'agriculture régionale.

Comme partout en Chine donc les structures du monde rural — communes, brigades et équipes de production — ne se prêtent à des actions d'ensemble que lentement, au prix d'une longue persuasion et de la mise en place d'un environnement favorable aux transformations nécessaires. Nous en avons encore un exemple à propos de la fertilisation des terres. « Les gens n'ont pas

#### Engrais, mécanisation et profits

Raisonnement inattaquable et que l'on applique, à quelques variantes près, à d'autres aspects de l'activité agricole. Tous problèmes d'équipement mis à part, jusqu'où doit être poussée la mécanisation par exemple si elle entraîne des dépenses supérieures aux gains réalisés dans la productivité ? On retrouve ici le problème fondamental de la main-d'œuvre et de l'emploi. Au tarif où sont encore payés les travailleurs agricoles, les moissonneuses-batteuses ou les arracheuses de betteraves devraient être très bon marché pour leur faire concurrence. Que ferait-on en outre de la main-d'œuvre ainsi rendue disponible au moment où l'on s'efforce péniblement, dans les villes, de résoudre le problème du chômage ? Peut-être pourrait-on envisager la situation sous un autre angle et se donner pour objectif premier d'alléger un peu le fardeau de travail extrêmement lourd du paysan. Pour le moment, en tout cas, les responsables locaux tiennent compte d'autres réalités qui les amènent parfois avec beaucoup de fran-

chise, à évoquer le problème de « la rentabilité de la mécanisation ».

Tout cela est en train de rencontrer un début d'écho à Pékin, où l'on commence à dire que le mot d'ordre principal du programme chinois de développement économique n'est plus aujourd'hui « la réalisation des quatre modernisations » (2) mais la mise en œuvre, pour de bon, du « réajustement ». Quelques textes, parus dans la presse centrale, ont été très nets à cet égard au moins en ce qui concerne l'industrie, déplorant que des directives lancées il y a six ans n'aient encore que peu ou pas du tout été appliquées. On peut regretter que, dans les trois années qui ont suivi la mort de Mao et la chute de la « bande des quatre », la nouvelle direction ait changé de cap à plusieurs reprises. Les tournants dans les investissements, les programmes de production, les plans de culture ne se sont pas toujours adaptés sur le terrain que dans la réalité (relative) il est vrai des bureaux de Pékin.

#### A chacun son bureaucratisme

Problème de structures ? De mentalités ? De « décalage » entre pouvoirs centraux et autorités locales ? De solides habitudes mandarinales subsistent, dont la Chine n'a pas l'exclusivité mais qui constituent peut-être l'une des raisons pour lesquelles les rouages du système donnent ainsi l'impression de s'engraver. Un responsable plein d'expérience de la province du Jilin se plaignait qu'il n'y ait pas de « trop administratif », trop bureaucratique de l'appareil économique. Au fond, lui demandions-nous, que souhaitez-vous ? Plus d'indépendance, répondit-il en substance, vis-à-vis des gens de Pékin et un peu moins de tergiversations de la part des municipalités, des communes et autres autorités locales qui n'appliquent pas les ordres que nous leur donnons.

A chacun son bureaucratisme — et son « volontarisme » — dans un système où le centralisme au sommet tend à se heurter quotidiennement aux bandicaps du sous-développement et de la surpopulation. A Pékin, à peu près

au même moment, un « commentateur spécial » du *Quotidien du Peuple* faisait curieusement écho à notre interlocuteur du Jilin lorsqu'il expliquait que si, d'une manière générale, le besoin d'une plus grande décentralisation se faisait sentir dans le système économique, sur le chapitre précis du « réajustement », aujourd'hui à l'ordre du jour, un peu plus de centralisation, c'est-à-dire de discipline, serait en fait nécessaire.

FIN

(1) Les fermes d'État chinoises sont un peu des communes populaires et sont les équivalents des kolkhozes en U.R.S.S. Les premières sont des propriétés d'État, souvent gérées par des militaires démobilisés sur place, salariés comme des fonctionnaires. Les communes sont, au contraire, une forme évoluée de coopératives jouissant au principe d'une certaine indépendance dans leur gestion. Le revenu de leurs membres dépend directement des résultats des cultures.

(2) Modernisation de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des techniques et de la défense nationale.

#### BIBLIOGRAPHIE

Un numéro des « Temps modernes » sur l'Indochine

#### « Guerre des socialismes, mort des peuples »

Deux ans après la troisième guerre d'Indochine, un an après l'occupation du Cambodge par l'armée vietnamienne et l'attaque chinoise contre le Vietnam, un numéro spécial sur ce premier conflit armé entre régimes socialistes dans l'Indochine a eu le triste privilège de devenir le théâtre (1). Initiée Guerre des socialismes, mort des peuples, il s'ouvre sur un constat d'échec des révolutions qui, il y a cinq ans, représentaient, chacune sur son propre mode, le retrait des « l'indochinois » qui cherchent à bénéficier de la sympathie de la majorité de l'opinion publique mondiale. Les choses ont changé et, à lire ces articles, on serait prêt à penser, comme Pierre Rigoult, « que le socialisme peut, lui aussi, parler en son sein la guerre au qu'il faut le moins, il est impuissant à conjurer les effets des haines ancestrales et du nationalisme, impuissant aussi à régler ses conflits par des méthodes différentes de celles de l'impérialisme ».

Tout à fait divers, inégal, mélangé l'étude à la polémique, ce recueil s'ouvre sur un article de notre collaborateur Jean-Claude Pomonti reprenant l'indochine, et surtout le Vietnam, dans une « chronique historique et culturelle » qui évoque le sort des « spécialistes » qui ont passé quelques semaines en Asie aux côtés de la population pré-occupée de remédier leur passé pour le faire oublier. L'image qu'ils veulent donner d'oraison : Cambodge l'irréversible replié sur lui-même pour les uns, mythe d'une solidarité indochinoise sous ombre vietnamienne pour les autres. Ciliat Paul Mus, qui, onze ans après sa mort, n'a pas fini de répondre aux questions que continue de poser l'Asie du Sud-Est, Jean-Claude Pomonti rappelle le « conflit sécu-

laire (du Vietnam) contre le Chine au nord et, au sud, plus particulièrement contre le régime khmère du Champa, réduit pour de bon au siècle siècle ».

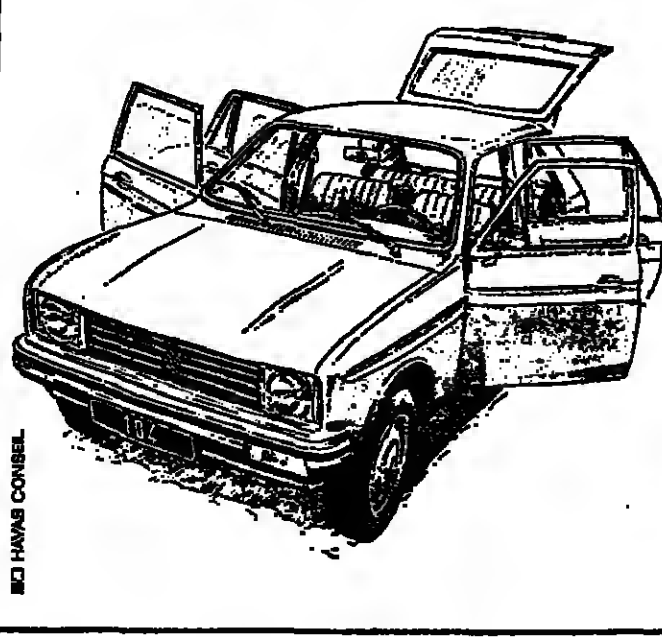
Serge Thion, qui, avec Jean-Claude Pomonti, est l'auteur d'un livre sur le Cambodge. Des courants sur les partisans (2), dresse un portrait-massacre de celui qu'il qualifie de « despote à vendre », le prince Sihanouk : chargé un peu dure pour un homme dans les incohérences actuelles ne devraient pas totalement occulter un passé qui n'est pas déshonorant. Son dévouement de la propagande khmère rouge et vietnamienne fait ressortir, derrière les accusations et les dénégations mutuelles, la réalité d'un conflit profond que les uns ont cherché à gonfler tandis que les autres le niaient purement et simplement. Il faut dire que « tout ce qu'on a raconté sur le Cambodge depuis bientôt quatre ans est un inextricable mélange de vérités et de mensonges ».

Parmi les autres articles, citons une étude du R.P. Panchaud sur les relations khmère-vietnamiennes, des témoignages de Cambodgiens, des déclarations d'un Jean Deschamps qui découvre les différences entre le Vietnam mythique et le Vietnam réel, le réquisitoire d'un ancien dirigeant hmong (mé) contre le sort fait à ses compatriotes par le P.V. et l'armée vietnamienne ; celui-ci serait toutefois plus honnête s'il rappelait le rôle que certains Hmongs, dont le général Vang Pao et son « armée secrète », ont joué aux côtés des Américains dans une guerre qui a laissé le pays exsangue. Les feutes des uns ne sauraient faire oublier celles des autres.

PATRICE DE BEER.

(1) N° 402, janvier 1980.  
(2) Gallimard, coll. « Idées », 1971.

**POUR 496 PAR MOIS**  
par Loca-Din\*  
**UNE 104... TOUT DE SUITE**



Désormais, pour 496 F par mois pendant 48 mois, vous pouvez disposer, après versement d'un dépôt de garantie de 9 940 F égal à l'option de rachat final, d'une 104 GL 5 portes, pratique et confortable.  
Prix TTC de la 104 au 2/11/79 : 26 100 F. Coût total location avec promesse de vente : 33 748 F. Offerte valable jusqu'au 28 Avril 1980.

**104 PEUGEOT**  
UNE VOITURE FAITE POUR VIVRE.

\*104 GL année modèle 80 sous réserve de l'acceptation du dossier par Loca-Din.

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ



## Cambodge

SELON LE C.I.C.R.

### La distribution de l'aide s'est sensiblement améliorée depuis trois mois

Le premier ministre et chef de l'Etat du Kampuchéa démocratique, M. Khieu Samphan, est arrivé à Pékin, vendredi 14 mars, venant de Pyongyang, où il s'est entretenu avec le président nord-coréen, M. Kim Il-sung, et avec son premier ministre, M. Li Jong-ok. M. Khieu Samphan devrait regagner le Cambodge dans quelques jours. D'autre part, des représentants de la Croix-Rouge en Asie du Sud-Est ont envoyé, à Genève, à des fins d'analyse, des échantillons de sang prélevés sur des Khmers rouges, dont la mort a, peut-être, été provoquée par des gaz toxiques. — (A.F.P., Reuters.)

De notre correspondant

Genève. — Les entraves imposées par le gouvernement de Phnom-Penh à la distribution des vivres ont été telles que, il y a trois mois, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'UNICEF se sont demandés si « l'opération survie du peuple khmer » allait pouvoir se poursuivre (le Monde daté 18-19 décembre 1979). Depuis lors, la situation semble s'être améliorée grâce à la collaboration qui a pu s'instaurer entre les organismes humanitaires et les autorités.

De retour du Cambodge, M. Alexandre Hay, président du C.I.C.R., a déclaré, le 14 mars, au cours d'une conférence de presse, que la plus grande partie des secours acheminés avec l'aide du Programme alimentaire mondial des Nations unies, s'étant plus bloqués à Kompong-Som et à Phnom-Penh, avaient pu être acheminés à l'intérieur du pays et distribués. Le président du C.I.C.R. a précisé cependant que « la décalage qui s'est produit dans le démarrage de l'action et la relative modestie des tonnages à sa disposition font que les bénéficiaires ne touchent pas encore la ration qui leur est indispensable, même si l'on tient compte de l'aide apportée par les pays socialistes et par certaines organisations non gouvernementales. Dans l'immédiat, la population vit encore des fruits de la dernière récolte (...). Celle-ci sera épuisée, ici, dans quelques semaines. »

Selon M. Jean-Pierre Hocké, chef des opérations du C.I.C.R., sur les 32 000 tonnes de sucre qui ont pu être débloquées, 28 000 ont été distribuées depuis le début de janvier. Phnom-Penh s'est engagé à assurer une utilisation rationnelle de ces moyens de transport, à autoriser l'utilisation d'un avion pour le transport des secours d'urgence à l'intérieur du pays, à faciliter le renfort des équipes C.I.C.R.-UNICEF « de la nécessité s'en fait sentir », et à « produire un flot continu et détaillé d'informations statistiques sur l'utilisation des secours au Kampuchéa ».

Un accord est intervenu sur le mise en route et la renforcement d'un

## A travers le monde

### Espagne

UNE MANIFESTATION DES PARTIS ET SYNDICATS DE GAUCHE, qui a rassemblé vingt mille personnes selon les organisateurs et sept mille selon la police, a eu lieu vendredi 14 mars dans le centre de Madrid, en signe de protestation contre la violence de l'extrême droite. Cependant, quatre mille militants de Puerta Nueva, organisation d'extrême droite, se rassemblaient près de leur siège, dans la capitale. Le président de cette organisation, le député M. Blas Pinar, a prononcé un discours dans lequel il a critiqué violemment le président Suarez. — (A.F.P.)

### Portugal

ENVIRON QUATRE MILLE EMPLOYES DU SECTEUR BANCAIRE ET DES COMPAGNIES D'ASSURANCES ont défilé à Lisbonne le vendredi 14 mars. La manifestation avait lieu à l'appel de la gauche pour protester contre le projet du gouvernement de M. Carreira d'autoriser à nouveau le fonctionnement de banques privées. — (Reuters.)

### Rhodésie

L'INDEPENDANCE DU ZIMBABWE sera proclamée le 18 avril à 0 heure locale en présence du prince Charles représentant la reine Elizabeth II, a annoncé vendredi 14 mars, à Londres, un porte-parole du Foreign Office (nos dernières éditions du 15 mars).

### Union soviétique

LA « MORT TRAGIQUE » DU GENERAL NICOLAS ROSTIENKO, responsable politique au commandement de la région militaire du Caucase du Nord, le mercredi 13 mars, a été annoncée par le journal de l'armée soviétique. La seule modification fournie est qu'il est mort en accomplissant « son devoir ». — (Reuters.)

## LA SITUATION EN AFGHANISTAN

### Les rebelles accusent les Soviétiques de raser les villages sur la frontière avec le Pakistan

L'infanterie soviétique rase systématiquement les villages afghans de la province du Khatlan afin d'empêcher le retour de la population, ont assuré, vendredi 14 mars, des réfugiés au Pakistan. Selon plusieurs témoignages, les villages sont détruits de façon systématique le long de la frontière pakistanaise. D'après l'organisation Jamiat Islami, les forces soviétiques sont actives le jour seulement. Elles sont amenées le matin par hélicoptères, creusent des tranchées et des emplacements de mitrailleuses, et repartent le soir.

La poursuite de cette offensive a chassé en direction de la frontière plusieurs dizaines de milliers de civils. Les fuyards, épuisés et affamés, sont gênés par la présence parmi eux de nombreux blessés. L'A.F.P. rapporte, en outre, depuis Peshawar, que l'aviation afghane aurait bombardé des colonnes de réfugiés, faisant plus de cinquante victimes.

D'autre part, selon l'organisation rebelle Hazbi Islami, les moudjahidines ont attaqué une nouvelle fois dans la nuit de mercredi à jeudi la ville de Jalalabad, où plusieurs bâtiments administratifs auraient été incendiés. Le musée de la ville aurait également été attaqué et une partie de

ses collections détruites, affirmant d'autres sources.

A Kaboul, le gouvernement a interdit aux diplomates d'appartenant pas aux « pays amis » de s'éloigner de plus de vingt kilomètres de la capitale. S'ajoutant au refus d'accorder des visas aux journalistes occidentaux non communistes, cette mesure risque de limiter encore davantage les sources d'informations.

Une délégation de l'Association internationale des juristes démocrates est arrivée vendredi à New-Delhi au terme d'une visite de huit jours en Afghanistan (le Monde du 14 mars). Elle a rencontré à Kaboul le président Babrak Karmal, le ministre de la Justice et des responsables des ministères des affaires étrangères et de l'information. — (A.F.P., Reuters.)

La communauté tibétaine en France, organisée le dimanche 15 mars, une journée d'informations sur « la lutte du peuple tibétain contre l'occupant chinois pour sa liberté et son indépendance ». Différentes conférences seront données entre 14 heures et 21 heures au Centre international de séjour de Paris, 6, avenue Maurice-Ravel, Paris-12<sup>e</sup>.

### «Entente» entre Moscou et Kaboul sur la «présence temporaire» de l'armée rouge

De notre correspondant

Moscou. — M. Dost, ministre afghan des affaires étrangères, a fait, les jeudi 13 et vendredi 14 mars, une brève « visite d'amitié » à Moscou, où il a eu des entretiens avec son collègue soviétique M. Gromyko. Il n'a pas été reçu par M. Brejnev. C'est la deuxième visite de M. Dost en U.R.S.S. depuis l'installation à Kaboul du gouvernement Babrak Karmal. Le ministre afghan s'était arrêté dans la capitale soviétique en janvier, sur la route de New-York, où il devait assister aux réunions des Nations unies consacrées à l'intervention de l'armée rouge.

Officiellement, les deux hommes d'état ont, selon Tass, examiné « les questions pratiques relatives aux conditions de la présence temporaire en territoire afghan du contingent limité des troupes soviétiques qui se trouvent dans ce pays à la demande de la partie afghane, pour aider le peuple afghan et le gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan à repousser l'agression étrangère ». « Une entente sur ce sujet est intervenue », ajoute Tass. Dans le discours qu'il a prononcé en déjeuner offert en l'honneur de M. Dost, M. Gromyko a précisé que l'identité de vues avait été « complète — je répète complète — sur tous les

problèmes discutés » ; « les forces impérialistes hostiles à l'Afghanistan et leurs acolytes doivent le savoir ».

L'expression « présence temporaire » fait penser au traité sur le « stationnement temporaire » des forces soviétiques en Tchétchénie, signé à Prague le 10 octobre 1968, qui légalisait la présence des troupes qui avaient envahi le pays le 21 août (1). Le communiqué de Tass annonce cependant que la mise en point d'un document qui servirait de base juridique à la présence de l'armée rouge en Afghanistan. Les dirigeants soviétiques se réfèrent constamment, à ce propos, à l'article 4 du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan en décembre 1978.

Dans son discours, M. Gromyko a répété la position de son gouvernement, sans lever l'ambiguïté qui la caractérise.

D'autre part, il n'a pas fermé la porte à une solution politique. Après avoir rappelé que « le peuple afghan n'est pas resté dans sa lutte », que les organisateurs de l'agression devaient compter avec la force de la solidarité internationale, il a déclaré : « Ce n'est pas par hasard que l'on a commencé à parler de la nécessité de rechercher des voies politiques de règlement des questions concernant l'Afghanistan. On ne peut que s'en féliciter. »

Mais, d'un autre côté, il a énuméré les conditions qui rendent bien illusoire la recherche de cette solution politique.

« Il doit être clair, a affirmé M. Gromyko, qu'aucune tentative de décider des affaires du peuple afghan dans son dos, aucun projet visant la souveraineté de l'Afghanistan ou ignorant son gouvernement légitime et n'assurant pas l'Afghanistan contre l'ingérence étrangère dans ses affaires intérieures n'aura de succès. Ces tentatives et ces projets n'ont aucune perspective. (...) Les dirigeants afghans peuvent toujours compter sur toute l'aide possible et le soutien de l'Union soviétique, la ferme ligne de principe suivie par notre pays, et les actions concrètes en vue de repousser les actes d'oppression garantissant que la cause de la révolution d'avril vaincra. »

M. Dost a été encore plus précis : « Aujourd'hui, les impérialistes sont obligés de reconnaître que leurs projets ont été déjoués et ils ont commencé à inventer différents « plans » concernant l'Afghanistan, comme celui de sa « neutralisation ». En ripostant énergiquement à cette ingérence extérieure, nous nous sommes fait clairement comprendre à tout le monde, à ces milieux impérialistes surtout, que nous ne les laisserons pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. »

DANIEL VERNET.

### Les « contre-jeux » olympiques

#### DIX PAYS AU MOINS VONT PARTICIPER A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Le ministre australien des Finances, M. Robert Kilgour, a déclaré vendredi 14 mars, à Londres, qu'au moins dix pays ayant décidé le boycottage des Jeux de Moscou prendraient part à la conférence de Genève, lundi 17 mars, dont le but est d'examiner les possibilités d'organiser l'échéance des compétitions de remplacement. (Le Monde du 15 mars.) M. Robert Kilgour n'a voulu donner aucune précision au sujet de ces dix pays, mais le Canada, les Pays-Bas et le Portugal ont fait savoir qu'ils seraient effectivement représentés à la conférence de Genève organisée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie.

A Paris, on précise que la France n'a pas été invitée à cette conférence. Pour sa part, M. Lionel Jospin, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré, le 14 mars, que « le parti socialiste avait condamné l'intervention soviétique en Afghanistan, mais qu'il se refusait à s'engager dans la campagne de boycottage qui relève plus du jeu diplomatique, sinon de la guerre froide, que de la défense des droits de l'homme ». Enfin, plus avant encore dans ce jeu diplomatique pourrait mener à la politique du cordon sanitaire à l'égard des pays de l'Est ?

### Malaisie

DEUX GUERRILLEROS COMMUNISTES, convaincus d'avoir assassiné un haut fonctionnaire de la police, ont été pendus vendredi à Kuala-Lumpur. — (A.F.P.)

# Vladimir Volkoff

## LES HUMEURS DE LA MER



LES HUMEURS DE LA MER forment une tétralogie dont l'action se passe, à divers moments du XX<sup>e</sup> siècle, tour à tour en France, en Espagne, en Algérie, en Russie, en U.R.S.S., aux Etats-Unis... et au ciel. L'ensemble se présente comme un microcosme à l'architecture strictement ordonnée ; le titre évoque l'élément auquel nous devons la vie. Quatre thèmes principaux servent de fils conducteurs :  
- Le temps qui passe, comparé à une musique enroulée en spirale sur un disque, avec sautes de plage en plage à l'initiative de l'opérateur.  
- La fécondité du mal : l'auteur rappelle que ce sont les fils de

Caïn, non ceux de Seth ni, pour cause, ceux d'Abel, qui ont inventé la musique et les arts plastiques.  
- L'acceptation du père, et, par là, celle du péché originel.  
- La création artistique qui, par l'imitation du Créateur des créateurs, permet de saisir certaines des méthodes de Dieu, et, par là, de remonter jusqu'à lui. Les quatre volumes constituent un cycle plutôt qu'une saga, et chacun d'entre eux a son unité propre. Néanmoins, l'ordre de lecture normal est le suivant : Olduvai, La Leçon d'anatomie, Intersection, Les Maîtres du temps.

JULLIARD/L'AGE D'HOMME



# AMÉRIQUES

UN COLLOQUE A TOULOUSE

## Les Indiens étrangers dans leurs propres pays

L'université de Toulouse-Le Mirail a accueilli, du 3 au 9 mars, une semaine latino-américaine particulièrement riche et originale, organisée par le groupe de recherche sur l'Amérique latine qu'anime M. Claude Bataillon. Culture populaire et identité ethnique des Indiens du continent, tels étaient les thèmes des interventions.

Le principal intérêt du débat sur la culture populaire tient à la présence de M. Juan Rulfo, auteur du célèbre roman *Pedro Paramo*, venu de Mexico pour l'occasion. Conteur merveilleux à la voix rauque, au savoir-faire de sorcier, Juan Rulfo a su captiver trois heures durant un amphithéâtre bondé, au point de lui faire oublier que, ainsi que l'a remarqué un chercheur, « la littérature latino-américaine est peut-être un superbe monument occidental, mais la parole indienne » en est absente ».

### Les ethnies amazoniennes menacées

« L'indianité » de ce continent, trop facilement qualifiée de « latin », demeure forte, et les Indiens sont encore présents malgré les massacres et toutes les tentatives d'intégration. La situation qui leur est faite dans des pays aussi différents que la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Brésil ou le Mexique a été longuement examinée à Toulouse. Le sujet a été abordé aussi bien sous l'angle des politiques indigénistes d'hier et d'aujourd'hui, que des problèmes du bilinguisme, des revendications ethniques, ou même de l'« ethnocide ».

Les Indiens représentent 15 % de la population du Mexique, mais ils semblent avoir honte de leur propre langue qui les « empêche d'accéder à la civilisation ». Telle est la conclusion à laquelle est parvenue Mme Sybille de Pury-Toum en étudiant la langue nahuatl, et la façon dont elle est perçue par ceux qui l'utilisent. Les quelques rares exceptions à ce sentiment de honte sont, elles-mêmes, dictées par l'extérieur, qu'il s'agisse par exemple de la découverte d'un site archéologique ou de l'organisation par l'Institut du tourisme de fêtes folkloriques indigènes. La recherche des Nahuas est dérisoire. A peine peuvent-ils constater par eux-mêmes que les intellectuels de la capitale se sont entichés de leur langue, ou que les commerçants de Mexico s'en

servent volontiers pour leurs enseignements.

« Nous sommes des étrangers dans notre propre pays » ont constaté pour leur part, les Indiens de Bolivie qui représentent la moitié de la population de ce pays Andin. M. Yvon Bot, universitaire, a montré les deux tendances du mouvement qui en est issu. D'un côté, les « syndicatos políticos » s'efforcent de leur revendications d'identité culturelle aux problèmes politiques et économiques. C'est la paysannerie qui pour eux est porteuse de la libération des peuples indiens. Pour le deuxième courant, au contraire, le sujet de l'histoire n'est pas le paysan, mais l'indien. Le concept de « classe » compte moins que celui de « nation opprimée ». Cette tendance est portée d'une réputation globale de l'Occident et d'un projet de civilisation qui permet à M. Yvon Bot de parler d'« ayatollah Aymara » et de « contestation culturelle de style transitoire ».

La situation des Indiens du Brésil évoquée par M. Patrick Manget et Bruce Aber est plus dramatique. Au nord du pays, les Yanomani, par exemple, une des dernières grandes ethnies amazoniennes à peu près intactes, occupent un territoire sur lequel on a découvert d'impressionnantes richesses minières. Huit mille Indiens risquent aujourd'hui de disparaître, victimes d'un jeu économique et politique qui les dépasse. Par peur du « socialisme tribal sur les frontières du pays », leur territoire sera divisé en toutes petites réserves, isolées les unes des autres. Les Indiens du Brésil, à la différence de leurs frères boliviens, demandent donc rarement l'égalité des droits. Pour ne pas disparaître physiquement, culturellement, ils ont besoin de protections particulières.

Pendant trois jours, les conférences publiques ont alterné avec des projections de films largement inédits et des sessions de chants du « Cône sud » (Daniel Viglietti, Yankarus et Bolivia Mantia). Parallèlement à cette « échappée musicale », la dernière journée a été ponctuée par les interventions de représentants d'organisations humanitaires, Amnesty International et Survival International, l'espace culturel, religieux, humain, géographique des nations américaines est constamment réduit depuis près de cinq siècles : ce sont des ethnies, voire des civilisations qui risquent maintenant de disparaître.

FRANÇOIS PISANI.

## SEIZE ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

### Le succès de l'« ouverture contrôlée » du gouvernement Figueiredo sera fonction de la situation économique et des nouvelles pressions sociales

De notre correspondant

Brasilia. — « Imaginez un officier regardant le journal télévisé. Il voit successivement les exilés politiques d'hier multiplier les déclarations et rejeter leurs perles, les étudiants reconstituer leur union nationale, malgré l'opposition du gouvernement, les syndicats de São et São-Paulo lancer des manifestations de grève, des membres du gouvernement critiquer le modèle économique, des journalistes réclamer le retour des militaires dans les casernes. Pour une force armée qui s'était habituée durant quinze ans à l'immobilité quasi totale, ne trouvez-vous pas que la mission est difficile ? Si pourtant, il est évident que le président Figueiredo contrôle parfaitement la situation de ce côté ».

Cette observation d'un député du parti gouvernemental rend bien compte du paradoxe de la situation brésilienne, en plein processus d'« ouverture contrôlée ». Parvenu au pouvoir il y a un an, après que son prédécesseur, le général Geisel, lui eût ouvert la voie en écartant les officiers républicains les plus « durs » et en abolissant une grande partie de la législation d'exception, le président João Batista Figueiredo a ébranlé les acceptations : à ceux qui pensaient que le mécanisme d'ouverture allait s'engager, on qu'il allait déboucher sur une explosion provoquant un brusque retour en arrière, le chef de l'État peut rétorquer que la démocratisation a pour suivi son chemin, lentement sans doute, mais jusqu'à présent, sans retour en arrière.

Il y a un an, alors que le général Figueiredo s'apprêtait à accéder à la présidence, le Brésil était brisé par des rumeurs relatives à la situation militaire. Ce n'étaient qu'hypothèses et spéculations sur d'éventuelles manifestations d'un « secteur dur » à déchaîner, ou un terme à l'« ouverture », ou, au contraire, d'officiers désemparés aux casernes. Douze mois plus tard, le front militaire paraît pacifié.

« Alors que nous nous affrontons d'ennemis et à l'extérieur et à l'intérieur, nous ne devons pas consacrer de sommes exagérées à la sécurité, mais accorder de plus en plus d'attention au développement », nous affirmait le ministre de l'aviation, le général de

brigade Dello Jardim de Mattos. Celui-ci est, certes, considéré comme le principal représentant de l'aile « libérale » des forces armées. Il n'empêche : un tel langage était difficilement imaginable il y a quelques années.

Est-ce à dire que le « système », selon un vocable auquel la presse brésilienne recourt volontiers pour désigner les forces armées, a disparu de la scène politique ? Si l'on est plus comme par le passé, le protagonisme actif, il en constitue toujours la toile de fond, et sa présence paraît déterminer les limites à ne pas franchir dans le processus d'« ouverture ». Limites flexibles, que les partisans de la méthode « graduelle » espèrent progressivement élargir. C'est en tout cas en arguant de l'existence du « système » que le régime justifie la prudence de l'actuel « processus d'ouverture ».

### Les prochaines étapes

Le « problème » militaire ayant perdu de son acuité, le débat politique reprend lentement de l'importance. Le projet politique du régime, attribué au chef de cabinet civil de la présidence, le général Golbery, dont les proches louent l'habileté et dont l'opposition critique le machiavélisme, semble clair : « Ouvrir » tout en se maintenant au pouvoir. Céder sur l'accès au pouvoir pour conserver le principal, affirme l'opposition. « Que ce soit en abolissant la censure ou en permettant l'apparition de nouveaux partis, le régime cède sur une série de points qui ne sont pas fondamentaux, mais qui lui permettent de récupérer les classes moyennes qui s'éloignent de lui », affirme un représentant de l'aile « progressiste » de l'Église.

Le plan du gouvernement est appliqué point par point. Amnistie, qui a permis de diviser l'opposition avec le retour des exilés ; réforme du système des partis débouchant sur la mise en place de plusieurs formations politiques. Dans une troisième phase, le retour au système d'élections directes pour les gouverneurs et les sénateurs a été accepté par le régime.

Les prochaines étapes ? D'abord, l'adoption du vote par district, qui permettra de réduire l'importance relative du vote des villes. Il s'agit de l'opposition, au profit du vote rural, plus favorable au gouvernement. L'éventuel octroi du droit de vote aux analphabètes répondrait au même objectif : le régime pourrait ainsi obtenir la majorité aux élections pour le Congrès et les gouvernements d'État. En 1982, l'année qui s'annonce la plus délicate. En position de force dans les deux Chambres, et dans la majorité des gouvernements d'État, il s'assurerait une majorité aisée au sein du collège électoral restreint qui désignera en 1984 le successeur du président Figueiredo, qui pourrait être un civil (le retour à l'élection directe du chef de l'État paraît à ce stade peu probable). Il pourrait même neutraliser ensuite l'ultime banière de l'opposition, la convocation d'une assemblée constituante, en présentant au Congrès de 1982 diverses réformes de type constitutionnel qui pourraient limiter le rôle de l'assemblée.

Pour l'opposition, ce projet est qualifié de « mégalomanie » du régime. Version brésilienne du parti révolutionnaire institutionnel mexicain, le nouveau parti du gouvernement, le P.D.S. (Parti démocrate et social), relèguerait à un rôle purement décoratif les différents autres partis. Les divisions de l'opposition, il est vrai, sont profondes. Pour l'ancien gouverneur Leonel Brizola, il s'agit d'obtenir, avec modération, le départ réel des forces armées de la scène politique. Ce n'est pas tout. Le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien), de reconstruire le front des oppositions. Pour eux, si les forces armées finissent par se convaincre de la

nécessité de se retirer, ce sera sous la pression de la société civile », les classes moyennes, traditionnellement d'une grande influence sur les cadres militaires, jouant en la matière un rôle important.

Mais quel est le poids réel de cette « société civile » ? Ceux qui parlent de « mégalomanie » devraient se souvenir que le régime mexicain est né d'une révolution populaire qui a permis de profonds changements sociaux, affirme le sociologue Francisco Weffort.

Certains dirigeants de l'opposition font valoir qu'une « mégalomanie » ne serait pas durable si elle ne s'appuyait pas sur une ébauche de pacte social, tout au moins sur une base sociale plus large que celle dont dispose actuellement le régime. La crise économique, ajoutent-ils, devrait modifier les données du débat politique. Chacun a conscience que la situation économique est le véritable talon d'Achille du projet d'« ouverture contrôlée ». Que l'inflation se maintienne en 1980 au rythme de 75 % de 1979 ou que le déséquilibre du secteur externe impose un blocage partiel des importations, et la situation pourrait se dégrader de manière difficilement contrôlable. Le ministre du plan, M. Delim Netto, qui a promis de réduire l'inflation sans passer par la récession, porte sur ses épaules tout le poids de l'« ouverture ». Son échec rendrait sans effet toutes les manœuvres politiques du général Golbery.

Mais l'hypothèque sociale reste à moyen terme le véritable problème du régime. Réduits au silence pendant quinze ans, les syndicats sont dans une phase de réorganisation, et les manifestations de São-Paulo ont mis le régime en difficulté plus sérieuse que ne l'ont fait les politiques.

THIERRY MALINIAC.

### États-Unis

#### Ancien membre de la Chambre des représentants

#### M. ALLARD LOWENSTEIN A ÉTÉ ASSASSINÉ

New-York (A.P.). — M. Allard Lowenstein, ancien membre du Congrès américain et l'un des plus fermes opposants au président Johnson à propos de la guerre du Vietnam, a été mortellement blessé, vendredi 14 mars, dans un attentat commis à son bureau, au Rockefeller Center, dans le centre de New-York.

M. Lowenstein était dans son bureau lorsqu'un homme est entré et a tiré sur lui à cinq reprises, a révélé la police. Le tireur est alors sorti, a déposé un pistolet 9 mm sur le bureau de la secrétaire, s'est assis et a attendu l'arrivée de la police.

Arrêté peu après, et identifié sous le nom de Dennis Sweeney, il travailla avec M. Lowenstein dans les années 60 et qu'il avait eu récemment une dispute avec lui.

M. Lowenstein, âgé de cinquante ans, membre du parti démocrate, avait été élu en 1968, l'un des instigateurs du mouvement Faltas tomber Johnson, destiné à empêcher le président de briser un second mandat.

Admis dans un hôpital dans un état jugé très sérieux, il mourut peu après une opération qui avait duré cinq heures.

D'une haute stature et d'une intégrité remarquable, Allard Lowenstein avait fait de brillantes études de droit, matière qu'il enseigna par intermittence dans de grandes universités. Champion intrépide des bonnes causes, il avait aidé, dans ses premières années, Mme Eleanor Roosevelt et servi d'assistant de politique étrangère au sénateur Humphrey. Adversaire résolu de la politique du président Johnson, il se présenta au fuis à la députation, mais n'obtint qu'un mandat de représentation en 1968. En 1971, il est élu président de l'Association American for Democratic Action, site marquant du parti démocrate. En 1971, le président Carter le nomma directeur des États-Unis à la commission des droits de l'homme des Nations unies.

### Colombie

#### LE GOUVERNEMENT REJETTE LES EXIGENCES DES GUÉRILLEROS DU M-19

Bogota (Reuter). — Le gouvernement colombien a rejeté, le vendredi 14 mars, toutes les exigences des guérilleros qui détiennent une trentaine de personnes, dont quatorze ambassadeurs, en otages dans l'ambassade de la République dominicaine à Bogota, a-t-on annoncé de source diplomatique. Les membres du commando du M-19 ont été avertis de la position des autorités, le jeudi 13, au cours de la cinquième séance de négociations, indique la même source. Les autorités colombiennes sont prêtes à autoriser les gouvernements à des ressortissants sont détenus en otages à négocier directement avec les guérilleros, d'un également.

Les occupants de l'ambassade exigent plus désormais que la libération de soixante-dix prisonniers politiques, et une rançon de 10 millions de dollars. Ils réclament, auparavant, la mise en liberté de trois cent onze militants détenus, et 50 millions de dollars.

L'ambassadeur de Cuba en Colombie, M. Ravelo, a présenté, vendredi, un plan de médiation, mais on ignore la réaction des autorités à ce plan.

Le gouvernement a toutefois manifesté son intention de ne pas couper tous les ponts avec les guérilleros. « La porte est ouverte aux négociations », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Uribe.

### Bolivie

Mme LIDIA GUELLER, chef de l'État, a désigné, lundi 10 mars, M. Adolfo Aramayo au poste de ministre des finances, en remplacement de St. Augusto Cuadros Sanchez, qui a démissionné la semaine dernière. M. Aramayo était sous-secrétaire de ce ministère. — (Reuter.)

### El Salvador

ARRESTATION D'UN JOURNALISTE. — La commission des droits de l'homme du Salvador fait état, le jeudi 13 mars, de la disparition du correspondant de l'agence américaine United Press International (U.P.I.), le Panaméen M. Demetrio Olaciregui. Le journaliste serait en état d'arrestation. Il avait écrit récemment plusieurs articles critiques vis-à-vis du gouvernement. D'autre part, une personne a été tuée lors de l'occupation, jeudi, de trois maisons locales par des étudiants affiliés au Bloc populaire révolutionnaire. — (A.F.P.)

### Nicaragua

PROTESTATION DE COMMERÇANTS. — Deux mille petits commerçants ont décidé, dimanche 9 mars, de « partir en guerre » contre le gouvernement qu'ils accusent de vouloir monopoliser le petit commerce. Ils reprochent à l'ENABAS, organisme d'état chargé de contrôler les prix des douze articles de consommation indispensables, de favoriser les comités de défense sandiniste l'organisation populaire des quartiers. Il s'agit du premier affrontement entre un secteur économique et la junte de gouvernement depuis juillet 1979. — (A.F.P.)



Faire progresser votre capital : le bon sens ambitieux.



Avec un petit capital au départ on peut valablement faire des projets d'avenir. Mais ce capital, encore faut-il savoir le faire grandir. Selon vos moyens, en fonction de vos besoins, immédiats ou à long terme, le Crédit Agricole peut vous

proposer divers placements. Le Compte sur Livret, le Plan d'Épargne Logement, les Sicav du Crédit Agricole, le Compte d'Épargne à long terme etc. Renseignez-vous auprès de votre bureau du Crédit Agricole.

Crédit Agricole, le bon sens près de chez vous.

CREDIT AGRICOLE

مركزنا من الأصل

LES GRANDES GRAVURES AMBITIEUSES

INFORMATIONS

TALBOT AU RENDEZ-VOUS DES FORMULES 1 EN 1981

BALLIE TEST POUR TALBOT 1510 GLS

TALBOT : UN DOUBLE VICTORIEUX

INFORMATIONS







Le Monde

# politique

## POINT DE VUE

### Le dialogue nécessaire

par JEAN CHARBONNEL (\*)

Le dialogue entre gaullistes et socialistes, que nous souhaitons dans ces colonnes il y a six mois, apparaît-il mal parti ? Brusquement apparu au premier plan de l'actualité pendant plusieurs semaines, il semble s'être estompé depuis lors ou, quand il reparait par intermittence, être plus proche d'un dialogue de sourde que de la franche et sérieuse confrontation que nous espérons. Pourquoi ? Est-il aujourd'hui possible d'en dresser un premier bilan ?

Les rapports entre socialistes et gaullistes peuvent être appréciés sur trois plans : celui de la vie politique quotidienne ; celui de la réflexion doctrinale ; celui de la stratégie de fond.

Sur le premier plan, il est incontestable que certains résultats ont été obtenus. Après les déclarations de MM. Debré, Hauri, Poncelet, pendant l'été et l'automne 1979, la rencontre, aussi brève et protocolaire qu'elle ait pu être, entre MM. Chirac et Mitterrand, a contribué à briser une glace qu'évaluaient progressivement épaissies des années de querelles et de malentendus. Il est vrai que ces initiatives ont surpris et parfois choqué des militants mal préparés à une telle accélération de l'histoire et que, localement, des oppositions résiduelles se sont profilées, çà et là, durcies. Mais des exemples beaucoup plus nombreux pourraient être donnés de contacts qui se sont spontanément noués entre élus, dans les communes, les entreprises, les associations. Ces rencontres ont été d'autant plus significatives qu'elles n'ont pas seulement concerné tel ou tel courant du parti socialiste ou les seuls gaullistes d'opposition : elles ont été fort diverses et souvent très inattendues. Qui ne s'en réjouirait ? N'y a-t-il pas là un signe de cette décongélation de la vie publique que le chef de l'Etat appelle, tout justement, de ses vœux ?

#### « Convergences »

Au niveau de la réflexion doctrinale, il est également aisé d'apercevoir de nombreuses convergences entre gaullistes et socialistes. Que de parentés, en particulier, entre les analyses faites depuis plusieurs mois par les dirigeants du R.P.R. et les interventions, orales ou écrites, de nombreux socialistes, et, en premier lieu, le programme de ce parti ! Quand ce document proclame qu'« un grand peuple ne supporte pas longtemps d'être privé d'un grand destin », qu'il faut redonner un sens à l'histoire de France et que l'Etat national demeure le cadre privilégié de l'action politique, les gaullistes peuvent à la fois se féliciter d'une telle similitude de préoccupations et de style et considérer, avec J.-P. Chevènement, que le nouveau parti socialiste est décidément un enfant de la Ve République. Il y a quelques années, des socialistes avaient de même noté une ressemblance troublante entre les thèses gaullistes sur la décadence et la coopération et les vieilles revendications présentées depuis des lustres, dans toutes les enceintes nationales et internationales, par leurs chefs. A vrai dire, ces emprunts rétrogrades, ou, si l'on préfère, ces influences des uns sur les autres, ne doivent pas étonner : ils sont seulement le signe d'une certaine communauté d'inspiration, enracinée dans plusieurs courants de pensée du dix-neuvième siècle français, et le fruit de réactions de même nature à l'événement, qui peuvent, en effet, conduire à des conclusions parfois très proches.

Il n'est évidemment pas question de dresser ici un tableau exhaustif de ces convergences, dont on pourrait retrouver la trace dans plusieurs domaines : diplomatique, militaire, mais aussi économique et social. Mais ce qu'il importe de marquer avec une grande netteté, c'est que des divergences également nombreuses peuvent être décelées entre les deux formations, à la fois dans le détail du projet socialiste et dans la philosophie « archéo-mendiste » qui l'explique. Sans doute pourrions-nous avoir l'objet de colloques fructueux entre deux clubs des deux obédiences... Encore faudrait-il que les socialistes cessent de caricaturer le gaullisme en la présentant comme « une parenthèse historique destinée à permettre, à travers une relève de générations et de valeurs, la mutation et le retour aux affaires de la vieille bourgeoisie française ». Encore faudrait-il que les socialistes cessent de mutiler la gaullisme en privilégiant « les valeurs productivistes, nationales ou d'autorité » qu'il porterait en lui, en oubliant systématiquement qu'il est à la fois recherche de l'indépendance et du progrès, combat permanent pour la grandeur de la France et pour la solidarité internationale, effort pour développer la puissance économique de la nation et pour faire participer les Français à leur destin. Mais c'est évidemment sur le plan

de la stratégie politique que la situation apparaît le plus bloquée. Les raisons en sont évidentes : l'appartenance, fut-elle de plus en plus critique, du R.P.R. à la majorité, l'échec, tout de plus en plus décevant, du P.S. à une certaine mythologie de l'union de la gauche, le pessimisme du passé, les divisions internes du parti socialiste, même si les gaullistes, à la différence de l'U.D.F., se sont toujours interdits d'en jouer. Mais le plus grave est sans doute été la tentation électoraliste qui s'est emparée de certains dirigeants socialistes d'organiser la « pêche aux voix » pour la deuxième tour de la future élection présidentielle. Le président et le secrétaire général du R.P.R. ont clairement indiqué qu'il ne faudrait pas compter sur le mouvement gaulliste pour participer à des opérations de cette sorte, qui seraient à la fois contraires à sa dignité et à son intérêt.

Faut-il alors désespérer de tout rapprochement ou se résigner au sombre courage de Guillaume le Taciturne, pour qui il n'était pas nécessaire « de résister pour persévérer » ? Nous ne le pensons pas, à la fois parce que l'évolution nationale et internationale nous paraît imposer, plus encore qu'il y a six mois, un rassemblement de salut public qui soit une authentique alternative à la politique actuellement suivie, et parce que, au-delà des calculs d'état-major, le dernier mot reste finalement à la décision des citoyens. C'est précisément pour éclairer leur jugement, avant qu'il ne soit trop tard pour le pays, que nous souhaitons que ce nécessaire dialogue soit aujourd'hui repris au niveau doctrinal, celui-ci même où il aurait dû dès l'abord se situer.

(\*) Ancien ministre, nommé délégué général du R.P.R. en janvier 1980.

■ M. Raymond Barre a donné, vendredi 14 mars, à l'hôtel Mademoiselle, une réception en l'honneur des quatre-vingt-un représentants de la France à l'Assemblée européenne. La plupart des élus de la liste conduite par Mme Simone Veil avaient répondu à l'invitation du premier ministre, ainsi que quelques membres de la liste de M. Jacques Chirac — qui s'était fait excuser — mais les élus de gauche étaient absents, à l'exception de trois membres du groupe socialiste, MM. Jacques Delors, Jacques Moreau, Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire général de l'Union progressiste.

### QUELLE EST LA VALEUR D'UN TERRAIN EN ESPAGNE ?

Dans le port de plaisance le plus prestigieux de l'Espagne une maison de rêve devient réalité pour 134.500 FF terrain compris.

Le site : la mer, la montagne, des îles, des lacs et un golf verdoyant de 2 x 18 trous surplombant un port de 1500 amarres pour bateaux. L'architecture spéciale, le style unique de la villa permet un double espace habitable pour le même prix et l'accès direct à sa piscine privée entourée de jardins exotiques, un vrai paradis ! D'innombrables plages privées à proximité de votre habitation vous donnent un confort appréciable et une liberté totale.

La valeur du terrain, l'envergure de la réalisation donnent à votre achat une plus value exceptionnelle.

A PUERTO CHROMELYNCK LE REVE DEVIENT REALITE.

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### M. Fabius (P.S.) souhaite que la commission des finances soit associée à l'élaboration du budget pour 1981

A la suite de la demande faite par M. Barre aux différents ministres d'étudier une diminution de 20 % des crédits d'investissement pour le projet de loi de finances pour 1981 (Le Monde du 11 mars), M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, député de Seine-Maritime, a adressé, vendredi 14 mars, une lettre à M. Robert-André Vivien (R.P.R.), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. M. Fabius écrit : « La presse de ces jours derniers a donné un très large écho aux instructions qui viennent d'être adressées aux membres du gouvernement par le premier ministre et le ministre du budget, au sujet de la préparation du projet de loi de finances pour 1981. Les informations ainsi diffusées ont soulevé une grande émotion dans l'opinion publique et parmi les membres du Parlement, légitimement inquiets de la forte réduction annoncée en ce qui concerne les investissements publics, la quasi-suppression de nouvelles créations d'emplois et la réduction globale du nombre des emplois civils actuellement

remunérés par le budget de l'Etat, tout particulièrement dans le secteur de l'éducation.

« Aussi, les commissaires du groupe socialiste et apparentés m'ont chargé de vous demander de bien vouloir solliciter M. le premier ministre, ou, à défaut, M. le ministre du budget, afin qu'ils acceptent d'être auditionnés par notre commission des finances, avant la prochaine rentrée parlementaire.

« Il nous paraît indispensable, en effet, que la commission des finances puisse d'ores et déjà faire part au gouvernement de son sentiment sur les premières orientations de la politique budgétaire de 1981 dès lors que ces orientations risquent d'avoir des conséquences très graves sur le niveau global de l'investissement et de l'emploi en 1981 et dans les années subséquentes.

« Il ne vous échappera pas que notre souhait rejoint celui formulé à maintes reprises par la commission des finances d'être plus systématiquement associée à l'élaboration du budget de l'Etat. »

## A MARSEILLE

### Nouvelle passe d'armes entre M. Defferre et le P.C. sur la notion « d'anticommunisme »

De notre correspondant régional

Marseille. — Une nouvelle passe d'armes a opposé, le vendredi 14 mars, à l'occasion de la séance budgétaire du conseil municipal, le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, aux élus du groupe communiste.

« Dans les faits, avec votre majorité, a notamment affirmé le porte-parole du P.C., M. Pascal Posa, vous choisissez d'appliquer à Marseille les orientations gouvernementales. Par la décision d'augmenter lourdement les impôts locaux (1), vous allez accroître les difficultés de la population la plus modeste. Pour masquer votre politique et celle de votre parti, a ajouté M. Posa, vous avez recours à un anti-communisme virulent dans le but de cerner la division, de freiner les luttes, de justifier la répression. » En réponse à cette intervention — qu'il avait prévue —, M. Defferre a cité de nombreux chiffres

puisés dans les budgets de municipalités à direction communiste et souligné à démonstration que celles-ci ont souvent dû recourir, en 1979, à une augmentation de la pression fiscale supérieure à celle enregistrée à Marseille. Il a ajouté : « Est-ce que contestez la stratégie que vous avez choisie et qui ne peut avoir pour résultat que de faire réélire M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, c'est-à-dire de l'anti-communisme ? »

Le groupe des six élus communistes a naturellement voté contre le budget, qu'il avait approuvé, en revanche, les trente-huit socialistes et apparentés, les cinq radicaux de gauche et les treize membres du groupe d'action municipale économique et sociale (GAMES).

GUY PORTE.

## LA SITUATION DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

### M. Dijoud propose une rencontre aux dirigeants syndicaux martiniquais

De notre correspondant

Fort-de-France. — Quelques centaines de personnes ont participé, jeudi soir 13 mars, à la Maison des syndicats, à un meeting organisé par le comité de coordination des organisations syndicales, avec l'appui des formations de l'opposition, pour protester contre la politique du gouvernement et le « plan d'intervention » annoncé aux élus de la majorité par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, lors de son passage à Fort-de-France, le 3 mars. Ni le parti indépendantiste, La Parole au peuple, dirigé par M. Alfred Marie-Jeanne, conseiller général, maire de Rivière-Pilote, ni le leader de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (C.S.T.M.), M. Francis Agasta, proche des indépendantistes, ne s'étaient toutefois, associés à cette initiative.

Les différents orateurs ont accusé le gouvernement de « renforcer l'aux Antilles le système répressif sous le fallacieux prétexte d'une infiltration communiste ». Au nom des organisateurs, M. Serge Mesnil a revendiqué, « au nom des Martiniquais, le droit à l'autodétermination inscrite dans la philosophie politique de la France ».

M. Dijoud avait adressé le jour même au comité de coordination des centrales syndicales une lettre précisant les positions du gouvernement sur plusieurs points : l'application du régime d'indemnisation du chômage, le fonctionnement de l'usine sucrière du Lamentin, l'aide aux ouvriers agricoles menacés de chômage, les rémunérations des fonctionnaires. « Je suis prêt, pour ma part, à rencontrer le comité de coordination des syndicats de la Martinique, soit à Paris, soit à Fort-de-France,

pour m'entretenir avec lui de toutes les questions qui le préoccupent, tant notamment le secrétaire d'Etat. Le dialogue sera le plus large possible et portera sur l'ensemble du dossier économique et social de la Martinique. » Afin de préparer les entretiens, M. Dijoud indique qu'il demandera à deux de ses collaborateurs, MM. Pierre Aymard et Jean Montpéssat, de se rendre prochainement à Fort-de-France pour « faire progresser l'ensemble de ces questions ».

Le comité syndical doit se réunir, le mardi soir 18 mars, pour préparer sa réponse au secrétaire d'Etat, mais il maintient, jusqu'à présent, son intention d'appeler à la grève générale à la mi-avril. M. Dijoud a reçu l'appui politique des élus locaux gaullistes, M. Michel Renard, conseiller général, maire du Marigot, secrétaire départemental du R.P.R., qui avait vivement critiqué le plan d'intervention, et de certains élus de la majorité, à l'exception de M. Bernard Aymard, qui, dans une interview publiée le 12 mars par le quotidien France-Antilles, le « plan d'intervention » du gouvernement dans la mesure où celui-ci va « dans le sens de ce que le R.P.R. souhaitait » (Le Monde du 9-10 mars).

« Je propose des renforts de gardiens mobiles arrivés de Martinique, M. Renard a notamment indiqué : « Il existe en Martinique des gens qui sentent de désobliger, de bloquer la vie économique et sociale du département. (...) Je parle de ces agitateurs politiques plus ou moins à la solde de l'étranger. Il existe en Martinique des élus et des groupuscules politiques qui ont décidé de déclencher la guerre à la France (...) et des professionnels du racisme et de la xénophobie (J.C.) Ce n'est plus acceptable. » — F.R.

## UNE DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT

### M. Chirac peut cumuler ses mandats de conseiller de Paris et de conseiller général de la Corrèze

Elu conseiller de Paris en mars 1977, M. Chirac cumule ce mandat, depuis cette date, avec celui de conseiller général de la Corrèze. Estimant que ce cumul tombait sous le coup des incompatibilités édictées par le code électoral, plusieurs membres du conseil général de la Corrèze et trois membres du Conseil de Paris deman-

dèrent à la juridiction administrative d'annuler les refus de ces deux assemblées et du préfet de Paris de mettre en demeure M. Chirac de choisir entre ses deux mandats, la juridiction administrative de Paris rejeta cette requête le 13 juillet 1978.

Par une décision rendue le 14 mars 1980 (nos dernières éditions), sur le rapport de Bernard Ducasmin et les conclusions de M. Michel Morisset, après observations de M. Lemoine et de la S.C.P. Lyon-Caen, Fabiani et Ller, le Conseil d'Etat a confirmé ce jugement.

L'article L. 208 du code électoral prévoit que « nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux ». Le litige portait sur la question de savoir si un membre du Conseil de Paris a la qualité de membre d'un conseil général, et se trouve donc soumis à l'incompatibilité édictée par cet article.

Depuis la loi du 31 décembre 1975 qui a modifié le statut de la Ville de Paris, la territoire de la ville recouvre deux collectivités territoriales distinctes : la commune de Paris et le département de Paris. La loi prévoit que les affaires de ces deux collectivités sont régies par les délibérations d'une même assemblée, dénommée Conseil de Paris. Il ressort en outre des dispositions du titre IV du livre I<sup>er</sup> du code électoral, que les dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux et des membres du Conseil de Paris, « comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans sa décision, que ces derniers sont désignés au cours d'une unique consultation électorale, dans une même circonscription, en vue d'appartenir à une assemblée et que la législation a entendu ainsi créer une assemblée délibérante d'une nature particulière.

Les requérants invoquaient notamment, à l'appui de leur thèse, deux dispositions de la loi du 31 décembre 1975 qui, d'une part, rendent applicables à la dissolution du Conseil de Paris certains textes régissant les conseils généraux et, d'autre part, confèrent au Conseil de Paris, pour le département de Paris, les attributions dévolues aux conseils généraux. La Commission d'Etat a écarté ces arguments, en jugeant que « les prévisions ainsi énoncées, au fonctionnement et aux attributions du Conseil de Paris n'ont ni pour objet ni pour effet d'intégrer les membres de cette assemblée d'une double qualité, celle de conseiller municipal et celle de conseiller général ». Les membres du Conseil de Paris ne sont donc pas frappés par l'interdiction de cumul posée par l'article L. 208 du code électoral, et peuvent, en l'absence de texte la leur interdisant expressément, détenir un mandat de conseiller général dans un autre département.



**Puerto Chromelynck**  
le port le plus prestigieux d'Espagne.

**EUROSPAN s.a.**  
Avenue Louise, 327 - 1050 BRUXELLES  
Tél. : 640.90.00  
Demander notre documentation complète sur votre villa + piscine  
Nom .....  
Adresse .....  
Tél. ....

مكزا من الأصل



**En vente partout : 7 F**

**europcar**

10 1234563 0012 - 0187

PAUL DURAND

2 RUE DE L'ABBE GROULT  
75016 PARIS  
260951 FR PARIS  
75/125356-121175-FR PARIS

Toujours le 1.800.80.80.80 avant de louer.



## ÉDUCATION

### Quatre mille manifestants ont défilé à Paris en faveur des étudiants étrangers

Plusieurs manifestations ont eu lieu le vendredi 14 mars en faveur des étudiants étrangers. Leur nombre risque en effet d'être restreint par l'application d'un décret paru le 31 décembre dernier et d'une circulaire du ministre de l'Intérieur. Déjà des procédures d'expulsion ont été engagées dans diverses villes, Angers et Marseille notamment.

À Lyon et Grenoble, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté dans le calme, soutenus par des organisations d'étudiants et des syndicats d'enseignants. À Poitiers, M. Jacques Fort, président de l'université, qui était retenu depuis deux jours par quelque deux cents occupants, a été libéré le vendredi 14 dans la soirée. Notre correspondant nous signale, d'autre part, qu'une manifestation avait eu lieu auparavant dans la ville, marquée par de longs arrêts devant la préfecture de région et le rectorat. Les manifestants ont ensuite rejoint le groupe qui occupait l'université pour demander l'inscription de deux étudiants étrangers, un Tunisien et un Vietnami. Ils se sont séparés en fin de journée sans avoir obtenu satisfaction.

C'est à Paris qu'a eu lieu la plus grande manifestation à l'appel d'associations d'étudiants français et étrangers.

#### «Tous unis contre Bonnet»

Derrière une haute banderole proclamant «Abrogation de la circulaire Bonnet», près de quatre mille étudiants ont défilé vendredi 14 mars, à Paris, de la gare de l'Est aux Champs-Élysées, sous le drapeau de la République. Ils étaient venus de nombreuses universités parisiennes, mais aussi, comme l'indiquaient leurs cartels, de Grenoble, Angers, Brest, Amiens et Rouen. Pratiquement tous les étudiants français et étrangers — en majorité africains — ont manifesté aux cris de : «Non, non, non aux expulsions ! Français, immigrés, solidarité !»

«Le gouvernement français veut instaurer par la circulaire Bonnet un contingentement raciste», explique un jeune Malien en accusant le gouvernement de vouloir restreindre l'inscription des étudiants étrangers par le biais de nouveaux décrets (16 S.B.).

#### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNIVERSITÉ DE VINNENNES DÉMISSIONNE

Après le président et une partie du conseil de l'université de Vinnennes, son secrétaire général, M. Guy Roux, a, à son tour, démissionné de ses fonctions le 14 mars.

Le même jour, huit élus — démissionnaires du conseil de la Haute-Corse — ont déposé une motion de censure (composée de membres du Syndicat général de l'éducation nationale — C.F.D.T., du syndicat national de l'enseignement supérieur — FEN et de non-syndiqués) ont écrit à M. Robert Mallet, recteur de l'académie de Paris. «Restant les seuls membres des élus étudiants», expliquent-ils, «actuellement en fonction, de l'instance suprême de l'université, nous demandons à être reçus par l'autorité de tutelle pour étudier la mise en place d'une procédure institutionnelle visant à assurer dans les délais les plus brefs des élections permettant la réunion du conseil d'université».

## PRESSE ACTUALITÉ

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs.

Dans le numéro de mars

**GELA S'APPELLE «L'AURORA»**

Mais que reste-t-il du quotidien de M. Lazard ?

**L'ÉGLATÉMENT D'UN GROUPE**

Les étapes de la rupture entre «Le Progrès» et «Le Dauphiné».

**LES SYNDICATS DE JOURNALISTES**

Leurs forces respectives, leurs principales orientations.

**LES KIOSQUES DE PARIS**

14 à 16 heures de travail quotidien.

**PHILIPPE ALEXANDRE**

porte de sa chronique à R.T.L. et de son procès avec le R.P.R.

**DOMINIQUE WOLTON**

évoque les problèmes posés par l'information de la presse.

**PRESSE ACTUALITÉ**

est inséparable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement.

ENVYÉZ 13 F (timbre ou chèque) à PRESSE-ACTUALITÉ, 5, rue Bayard, 75393 PARIS CEDEX 08.

L'abonnement d'accueil : 90 F.

## DÉFENSE

### L'arsenal nucléaire français

(Suite de la première page.)

En réalité, la logique incite plutôt à observer que, devant cette menace potentielle, l'Union soviétique décide d'améliorer en priorité ses moyens de défense et d'interception adaptés à la lutte contre un «vecteur» retenu par l'OTAN. Il faut donc attendre à des progrès qui rendront encore plus incertain à l'avenir la fiabilité du missile de croisière et sa capacité à déjouer une défense adverse ; du même coup, la vulnérabilité de ce système d'armes submergé à très basse altitude devient plus probable.

#### Solution onéreuse

A cette première analyse, il faut ajouter plusieurs autres considérations : le coût financier, militaire et technique.

D'abord, comme l'admettent les Américains, le missile de croisière devra être tiré en grand nombre pour mieux saturer un adversaire — les États-Unis prévoient d'en construire 4 000 à 5 000 exemplaires dans un premier temps — et le budget militaire de la France ne tolérerait vraisemblablement pas une telle ponction. Ensuite, les techniciens devront s'attacher à concevoir un engin aux miniaturisés et compact pour être le plus discret possible face à la détection radar ce qui exigera de la France d'importantes dépenses de recherche. De même, le missile de croisière requiert un «environnement» technologique indispensable, mais dépendant, confié sur utilisation combinée de satellites d'observation très discriminants, pour la connaissance cartographique du terrain survolé, et de données sur les cibles, et de données sur les cibles, et de données sur les cibles.

Cette technique de la «tête tournante» aura, du reste, son application dans un nouveau modèle de missile, le M-5, destiné aux sous-marins qui demeure la base de la dissuasion française.

Le SX devrait, ainsi, compléter une force océanique stratégique composée, avant la fin du siècle, de sous-marins d'une nouvelle classe, plus silencieux et plongeant plus profondément. La tête du missile M-5 sera accrue pour permettre au bâtiment de patrouiller dans des espaces maritimes plus proches de la France et, donc, protégés.

#### Après Pluton, Hadès

Officiellement, le nombre de ces nouveaux sous-marins n'a pas encore été arrêté avec précision. Mais il existe dans toutes les grandes marines, entre la commission de la force océanique stratégique et le reste de la flotte, une corrélation assez étroite et constante qui est fondée sur le tonnage des forces classiques d'accablant, les capacités industrielles de production nucléaire et sur les finances du pays concerné.

Il paraît difficile, dans ces circonstances, que la France puisse multiplier, au-delà de la demi-douzaine, le parc de ses sous-marins de l'an 2000, surtout si elle veut en même temps maintenir dans le sol par ce que — censé avoir déclenché les hostilités — il est contraint de manœuvrer en surface, la bombe à neutrons n'intervient pas d'exploiter cet avantage en menant la contre-offensive sur un terrain qui n'a pas été profondément chamboulé pendant la bataille.

C'est maintenant aux instances politiques de se prononcer à l'issue, au chef de l'Etat de trancher à propos d'une arme neutro-nucléaire qui ne se substituerait pas totale-ment à l'arsenal nucléaire tactique actuel. Le souhait des États-majors n'est pas, en effet, de n'avoir plus qu'une panoplie neutro-nucléaire à leur disposition, mais d'inclure dans les stocks destinés aux missions charges de cette configuration pour des besoins spécifiques.

#### Tête tournante

A partir de leur expérience déjà acquise lors de la mise au point du missile M-4 à six têtes nucléaires destinée au sixième sous-marin *Infatigable* en 1980, les techniciens se disent actuellement en mesure de proposer un SX de même portée (environ 4 000 kilomètres) et conçu, en poids et en volume, pour être le plus léger possible.

Précisément, pour mieux respecter les contraintes d'encombrement imposées par le transport à roues, les États-majors suggèrent que le SX soit doté d'une «tête tournante», c'est-à-dire susceptible de manœuvrer, en fin de parcours, de façon autonome et d'échapper ainsi à une défense sol-air qui s'attaquerait sur la dernière partie de sa trajectoire. Les ingénieurs du Commissariat à l'énergie atomique viennent d'effectuer un rapport à une commission de la force océanique stratégique en Polynésie sur la miniaturisation des charges nucléaires, les estimant capables de proposer un SX à trois têtes «manœuvrantes» en fin de trajet.

Cette technique de la «tête tournante» aura, du reste, son application dans un nouveau modèle de missile, le M-5, destiné aux sous-marins qui demeure la base de la dissuasion française.

Le SX devrait, ainsi, compléter une force océanique stratégique composée, avant la fin du siècle, de sous-marins d'une nouvelle classe, plus silencieux et plongeant plus profondément. La tête du missile M-5 sera accrue pour permettre au bâtiment de patrouiller dans des espaces maritimes plus proches de la France et, donc, protégés.

Le SX, ce super-Pluton sera installé sur un véhicule à roues «banalisé» et tous chemins, sur le modèle des camions tactiques.

Comme le SX, ce super-Pluton sera installé sur un véhicule à roues «banalisé» et tous chemins, sur le modèle des camions tactiques.

#### Des effets ponctuels

Mais l'attention des États-majors se porte, en priorité, dans l'arsenal nucléaire tactique, connue depuis une quinzaine d'années dans le monde pour ses effets de rayonnement renforcés par rapport à une arme à fission pure, qui dégage davantage de chaleur et de souffle. Des essais aux États-Unis ont eu lieu dès 1963, et de son côté, le Commissariat à l'énergie atomique se déclare en état de concevoir la configuration «militarisée» d'une telle charge avant 1985 si la directive lui en est donnée cette année.

Les techniciens font valoir qu'ils sauraient construire des armes neutro-nucléaires qui, sur la base d'une puissance de 10 kilotonnes (1), auraient les mêmes effets militaires qu'une bombe de 10 kilotonnes à fission pure, celle-ci même — à quelques détails près — que peuvent emporter l'une des versions du missile Pluton ou les avions Mirage et Jaguar en service actuellement dans les armées françaises.

Pour leur part, les États-majors avancent la thèse que l'arme tactique de 1980, par ses effets collatéraux importants de chaleur et de souffle, produit sur le terrain des «distorsions» telles que ses possibilités d'emploi sont limitées dans une Europe de plus en plus urbanisée et probablement nulle au contact de ses propres troupes ou de ses alliés. L'idée qui prévaut est donc de disposer d'une arme qui garantisse l'effet militaire le plus ponctuellement important selon le contexte stratégique-politique du moment.

Le même numéro de la *Nouvelle Revue maritime* indique, d'autre part, que l'Etat de Bahreïn, dans le golfe Persique, visité les 3 et 4 mars dernier par M. Valéry Giscard d'Estaing, a décidé d'installer quatre missiles surface-surface Exocet sur chacune des deux vedettes que ce pays a commandées à des chantiers allemands. Les missiles Exocet sont conçus par la Société Nationale Industrielle aéronautique (SNIAS).

Ces vedettes seront dotées d'un lance-chafis (il s'agit de leurs destinés à détruire la défense aérienne) du type Daga, que la marine nationale utilise de son côté.

★ La *Nouvelle Revue maritime*, mars 1980, Institut de la mer, Palais de Chaillot, 75116 Paris. Prix : 20 F.

● L'armée américaine a été autorisée à commander cette année 352 chars XM-1, le nouveau blindé lourd américain, soit trois fois plus que prévu, a annoncé vendredi 14 mars le Pentagone. Le secrétaire américain à la défense, qui avait d'abord limité la production du XM-1 à 110 exemplaires, a pris cette décision après avoir eu connaissance des résultats satisfaisants des essais. L'armée américaine a l'intention d'acquiescer, durant les dix années à venir 7 000 XM-1 appelés à remplacer le M-60, devenu trop vulnérable. — (A.F.P.)

## FAITS DIVERS

### PLUSIEURS ASSOCIATIONS DE BESANÇON S'INQUIÈTENT DE LA SÉCURITÉ DES EXERCICES MILITAIRES

De notre correspondant

Besançon. — Après le décès d'un soldat du 5<sup>e</sup> régiment de dragons, Bernard Cattet, originaire de Sancerre-le-Grand (Doubs), et celui d'un marchand de légumes, le 60<sup>e</sup> régiment de circulation routière, Jean-Paul Renguez, originaire de la région de Saint-Malo, survenus le 25 février et le 10 mars au camp de Valdabon (Doubs), la C.F.D.T., le PSU, le Mouvement pour une alternative non violente (MAN) et la Ligue des droits de l'homme ont lancé un tract, le vendredi 14 mars, devant la gare de Besançon, à l'heure où les permissionnaires affluent.

Dans cet appel, il est demandé aux appelés et aux engagés de «faire savoir ce qu'ils connaissent». La gendarmerie a contrôlé l'identité des distributeurs, mais ne s'est pas opposée à leur action. Les signataires du tract, qui n'avaient pas encore connaissance de l'accident survenu quelques heures plus tôt à Givet (Ardennes), où un camion transportant des militaires du régiment stationné au Valdabon, en stage au

centre d'entraînement commando, s'est écrasé contre un mur (un marchand de légumes et plusieurs blessés), se déclarent «inquiétés et indignés au sujet de la sécurité des entraînements au camp de Valdabon et des conditions dans lesquelles sont menés les exercices de ce type d'accidents».

Les auteurs du tract estiment que les explications fournies par l'autorité militaire, à la suite du premier décès survenu à la piscine, au cours d'un entraînement à la submersion (le second serait dû à l'explosion d'un pain de ciment de grenades), «sont insuffisantes et laissent bien des points dans l'ombre».

Le général Bernard Lemaître, commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée et la VI<sup>e</sup> région militaire à Metz, a délivré un ordre de punition contre X... pour homicide involontaire après la mort du marchand de légumes Renguez. Un juge d'instruction civil, détaché auprès du tribunal militaire de Metz, a été désigné. — C. F.

#### A Varsovie

### L'ACCIDENT DE L'LYOUCHE-62 A FAIT QUATRE-VINGT-SEPT MORTS

Varsovie (A.F.P.). — Quarante-vingt-sept personnes ont trouvé la mort, vendredi 14 mars, à Varsovie, dans la catastrophe aérienne causée par l'explosion de l'histoire de l'aviation civile en Pologne. Un Lyouchine-62 de la compagnie polonaise Lot est tombé d'une centaine de mètres sur un terrain militaire à quelque 300 mètres de la piste d'atterrissage. Selon certains témoins, l'impact a été précédé d'une explosion, et l'appareil s'est désintégré en touchant le sol. Il n'y a aucun survivant parmi les soixante-dix-sept passagers et les dix membres de l'équipage, mais cette catastrophe n'a fait aucune victime à terre.

L'Lyouchine avait quitté New-York jeudi soir et devait arriver à Varsovie à 11 heures 5, sans avoir fait escale à Montréal comme il avait été un moment annoncé par erreur.

En plus des vingt-deux sportifs américains, il y avait aussi à bord neuf passagers américains, quatre Soviétiques, trois Allemands de l'Est, et quarante-neuf Polonais. Une commission d'enquête a été immédiatement constituée, sous la présidence de M. Tadeusz Wrzesniewski, président de la commission du plan, l'hypothèse d'un sabotage n'étant pas exclue.

(Des catastrophes aériennes ont souvent secoué le sport. La liste des victimes est longue. Citons notamment : en 1943, à Superga (Italie), la presque totalité de l'équipe du football italienne ; la même année, Marcel Cerdan aux Açores ; en 1968, l'équipe de football de Manchester United ; à Munich, en 1968, à Bruxelles, dix-huit passagers de l'équipe américaine ; en 1972, l'accident d'un Fokker à bord d'un avion qui avait pris place l'équipe de rugby de Montevideo, pour les survivants et pendant deux mois, à des pratiques d'athlétisme ; en 1966, à Brème, l'équipe italienne de natation ; l'année dernière, l'équipe de football soviétique de Tschernobyl.)

مكذات الأصل







# INFORMATIONS « SERVICES »

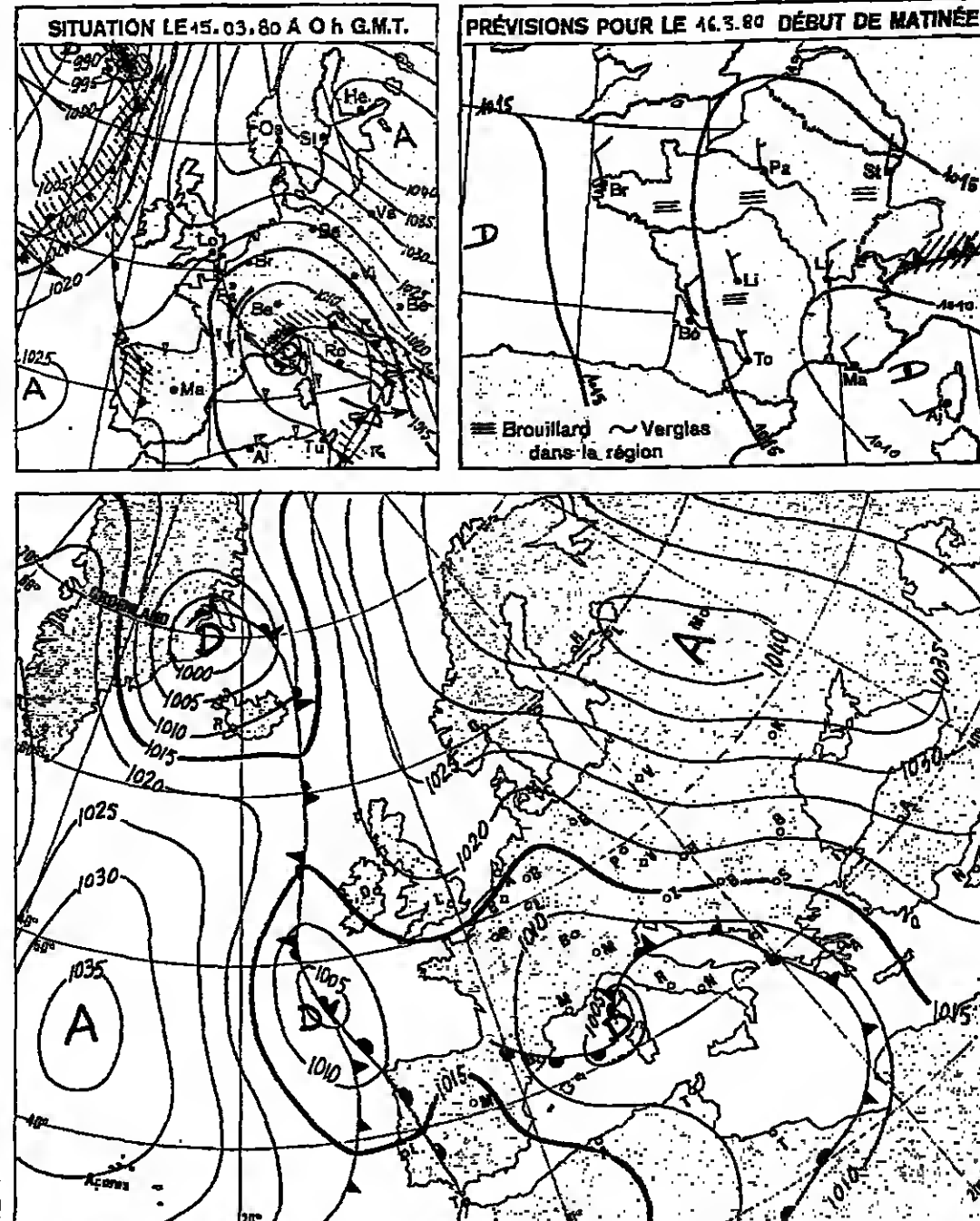
## VIVRE A PARIS

### Les urgences du dimanche

- SANTÉ**
- **UN SECOURS D'URGENCE** — Appeler le SAMU au 057-50-50; pour Paris, au 057-50-50; pour l'Essonne, au 057-50-50; pour la Haute-Saône, au 057-50-50; pour la Seine-Saint-Denis, au 057-50-50; pour la Val-de-Marne, au 057-50-50; pour la Val-d'Oise, au 057-50-50; pour les Yvelines, au 057-50-50; pour la Seine-et-Marne, au 057-50-50; ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.
  - **UN MEDECIN** — A défaut du médecin traitant, appeler les permanences des soins de Paris (057-50-50), de la garde syndicale des médecins de Paris (057-50-50), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (057-50-50) ou S.O.S.-Médecins (057-77-77).
  - **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS** : 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).
- TRANSPORTS**
- **AEROPORTS** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (057-12-34 ou 057-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (057-12-12 ou 057-12-12).
  - **COMPAGNIES AERIENNES** — Arrivées ou départs des avions : Air France (057-50-50) ou 057-12-34; U.T.A. (057-75-75) ; Air Inter (057-12-12). Renseignements, réservations : Air France (057-50-50) ; U.T.A. (057-75-75) ; Air Inter (057-12-12).
  - **S.N.C.F.** — Renseignements : 261-80-60.
- ETAT DES ROUTES**
- **INTER SERVICE ROUTES** donne des renseignements généraux au 057-33-33.
- Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière, Bordeaux (057-33-33) ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (78)

## MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS À 0 HEURE (G.M.T.)



## BREF

### DOCUMENTATION

**TOUT SUR L'IMMOBILIER** — L'annuaire général immobilier 1979-1980 vient de paraître. Quatre cents pages, deux parties : une documentaire, l'autre sur l'exercice de la profession ; la liste des professionnels (de tous les professionnels) de l'immobilier classée par départements et localités.

● Régis nouvelle de propagande et d'organisation, 2, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. : 296-15-89; 165 F pris sur place.

### EXPOSITION

**CARNAVALET CENTENAIRE** — C'est en 1880 qu'a été ouvert au public le musée historique de la ville de Paris, dont la création avait été décidée sous le Second Empire, à l'initiative du baron Haussmann. A l'occasion de cet anniversaire, une exposition évoquera, du 26 mars au 26 octobre, l'histoire de l'hôtel Carnavalet, la fondation et l'histoire du musée.

● 23, rue de Sévigné - 75003 Paris. Tél. : 272-31-13 - 272-60-25. Tous les jours, de 10 h à 17 h 45, sauf les lundis.

### FÊTE

**RECTIFICATIF : CARNAVAL ECOLOGISTE** — Le samedi 22 mars, la date organisée par les écologistes ne partira pas de Notre-Dame, comme nous l'avons indiqué par erreur dans « le Monde » du 15 mars, page 40, mais de la place Saint-Michel, à 15 heures. Le défilé se rendra jusqu'à Notre-Dame, se dirigera vers l'esplanade du Centre Beaubourg, retour sur le perron de Notre-Dame.

### FISCALITÉ

#### REPORT DE LA DATE DE PAIEMENT DE CERTAINS IMPÔTS

L'été 1980 du 15 mars 1980 pour le paiement des impôts directs (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, impôt local, taxe sur les salaires) tombant, cette année, un samedi, M. Maurice Papon, ministre du budget, fait connaître que la date limite de paiement est reportée au mardi suivant, c'est-à-dire le 18 mars.

### JEUNESSE

**LUDOTHEQUE A LA DÉFENSE** — L'association Ludo-Saine œuvre, le 19 mars prochain, une ludothèque (organisation de prêts de jeux et de jouets) à la Défense, le quartier des affaires à l'ouest de Paris.

● 53, galerie des Dames, 92000 La Défense - Is. Défense, 1, tél. 77-63-11, Mme Porta.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 15 mars 1980 :

### DES DÉCRETS

- Modifiant certaines dispositions du code des tribunaux administratifs ;
- Portant suppression de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radio-diffusion ;
- Portant création de conseil pour la diffusion des langues étrangères.

### UN ARRÊTÉ

- Relatif au contrôle des produits sanguins.

### UN AVIS

- Aux importateurs de viande chevaline.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75247 PARIS - CEDEX 05  
C.F.P. Paris 057-33

**ABONNEMENTS**

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	174 F	328 F	422 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	200 F	350 F	450 F
PAR VOIE NORMALE	300 F	550 F	650 F
ÉTRANGER (par messagerie)	200 F	350 F	450 F
II - SUISSE - TUNISIE	250 F	450 F	550 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) auront droit à une réduction de 10% sur le montant de leur abonnement.

Changements d'adresse : les abonnés qui envoient leur chèque postal ou virement doivent adresser leur demande de changement d'adresse à l'éditeur, 5, rue des Italiens, Paris-IX, 15 jours avant le départ de leur chèque postal ou virement.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les adresses par les épreuves d'impression.

## PARIS EN VISITE

### DIMANCHE 16 MARS

- Ministère de la marine, 10 h. 30, 2, rue Royale, Mme Garlier-Ahlberg.
- Comédie-Française, 10 h. 30, place Colette, Mme Gaudel.
- Bibliothèque nationale, 14 h. 50, 56, rue de Richelieu, Mme Oswald.
- Hôtel de Sully, 15 h. 00, 63, rue Saint-Antoine, Mme Allard.
- Le Village de Charonne, 15 h. 00, place Saint-Blaise, Mme Pennec.
- Hôtel de la Lanterne, 15 h. 00, 24, rue Pavée, Mme Zujovici (Classe nationale des monuments historiques).
- Exposition Monet, 10 h. 30, Grand Palais (Approche de l'art).
- Le Sénat, 15 h. 30, rue de Tourville (Mme Barbière).
- Saint-Germain-des-Près, 15 h. 30, 145, boulevard Saint-Germain (Mme Camus).
- Exposition Viollet-le-Duc, 10 h. 30, Grand Palais (Connaissance d'un art d'exception).
- Hôtel de Bouillon, 15 h. 00, rue des Francs-Bourgeois (Mme Hauller).
- Le Val-de-Grâce, 15 h. 00, 27 bis, rue Saint-Jacques (Histoire et archéologie).
- Le château de Vincennes, 14 h. 45, entrée, avenue de Paris (M. de la Boëlle, entrées limitées).
- Le faubourg Saint-Victor et les arènes de Lutèce, 15 h. 00, métro Montparnasse (Paris Inconnu).
- La Concorde, 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).
- Les synagogues de la rue des Rois, Le couvent des Blancs-Manteaux, 16 h. 30, rue Malher (Le Vieux-Paris).
- Hôtel de Camondo, 15 h. 00, 63, rue de Monceau (Visages de Paris).

### LUNDI 17 MARS

- Exposition Viollet-le-Duc, 10 h. 30, Grand Palais (Connaissance d'un art d'exception).
- Le Val-de-Grâce, 15 h. 00, 27 bis, rue Saint-Jacques (Histoire et archéologie).
- Exposition Monet, 10 h. 30, Grand Palais (Approche de l'art).
- Le Sénat, 15 h. 30, rue de Tourville (Mme Barbière).
- Saint-Germain-des-Près, 15 h. 30, 145, boulevard Saint-Germain (Mme Camus).
- Exposition Viollet-le-Duc, 10 h. 30, Grand Palais (Connaissance d'un art d'exception).
- Hôtel de Bouillon, 15 h. 00, rue des Francs-Bourgeois (Mme Hauller).
- Le Val-de-Grâce, 15 h. 00, 27 bis, rue Saint-Jacques (Histoire et archéologie).
- Le château de Vincennes, 14 h. 45, entrée, avenue de Paris (M. de la Boëlle, entrées limitées).
- Le faubourg Saint-Victor et les arènes de Lutèce, 15 h. 00, métro Montparnasse (Paris Inconnu).
- La Concorde, 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).
- Les synagogues de la rue des Rois, Le couvent des Blancs-Manteaux, 16 h. 30, rue Malher (Le Vieux-Paris).
- Hôtel de Camondo, 15 h. 00, 63, rue de Monceau (Visages de Paris).

● L'Angleterre d'Henri VIII à Elizabeth I, 15 h. 00, 21, rue Notre-Dame-de-Vierge, Mme Talbot (Classe nationale des monuments historiques).

● M. C. B. A., 15 h. 00, Grand Palais (Mme Angot).

● Hommage à Monet, 14 h. 45, Grand Palais (Mme Talbot).

● Chez un doreur-argenteur, 15 h. 00, Métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'un art d'exception).

● Hôtel de Brinville et son curieux quartier, 15 h. 00, rue Charles V (Histoire et archéologie).

● Hôtel Laurier, 15 h. 00, quai d'Arrou (Tourisme culturel).

● Les hôtels de l'île Saint-Louis, 15 h. 00, rue Saint-Louis-en-l'Île (Le Vieux-Paris).

## CONFÉRENCES

### DIMANCHE 16 MARS

- 15 h. 00, avenue d'Iéna, M. B. Oran, « Chine 1979 » ; 17 h. 00, « Kaschmir-Ladakh et Rajasthan » (projections).
- 17 h. 00, salle du Musée des monuments français, Palais de Chaillot, Mme Saint-Gilles : « Poussin ».
- 17 h. 00, rue des Beaux-Arts, M. Josi Treiber : « Israël » (Le Merka du Montmartre).

### LUNDI 17 MARS

- 10 heures : UNESCO, 1, rue Mirolles : « La conférence européenne et l'Amérique du Nord ».
- 14 h. 45, 23, quai Conti, grand salon : « La conférence européenne et l'Amérique du Nord ».
- 15 heures : salle Albert-le-Grand, 224, faubourg Saint-Hippolyte, Mme C. Reuter : « La joie de l'observance » (Amis judéo-chrétiens de France).
- 15 heures : 107, rue de Rivoli, Mme P. Baros : « La sculpture du XIV<sup>e</sup> siècle ».
- 17 h. 30 : 8, rue Ferrus, M. Leopold Unger : « La Yougoslavie ? » (Institut français des relations internationales).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 2629

#### HORIZONTALEMENT

- I. Caractère qu'on peut attribuer à ceux qui sont très chatouilleux. — II. Le loup pour Renard ; Fait comme un rat. — III. Article : Saint évêque de Lyon ; Sorte de fleur quand il est beau. — IV. Nom de foire ; A besoin de toutes ses dents. — V. Nourriture pour le rongeur ; Il en faut quatre pour faire un. — VI. Préparation des fibres textiles. — VII. Trop sucrées. — VIII. Nom de prince. — IX. Ordre de départ. — X. Solide bagage. — XI. Pronom ; Fit circuler. — XII. Quand il y a trop d'eau ; Adverbe. — XIII. Parfois due au froid ; Recolt de droite et de gauche. — XIV. Bruit. — XV. Mèche rebelle ; Préposition. — XVI. Vêtement de sport. — XVII. Pour poser la tête. — XVIII. Risquant d'être malade pendant les traversées ; Atome. — XIX. Pas à l'aise ; N'a pas un grand lit ; Pas fine. — XX. Après la licence ; Romancier ; Pas chancelant.

#### VERTICALEMENT

- I. On y fait entrer des mûres ; Au troisième, on est déjà bien fatigué. — II. Qui devraient être remplacés ; Ceux que la terre nourrit. — III. Ville du Norvège ; Coule à l'étranger ; Pronom. — IV. Les coraux, par exemple ; Difficiles à arrêter quand ils sont fous. — V. Pour tailler les pierres ; N'a pas la parole. — VI. Indemnité pour un homme ; Peut être classée avec les bêtes de somme ; Qui peut donc facilement cuire. — VII. Peut soutenir la pièce ; S'écoute ou se rompt ; Participe qui peut se rapporter à un terme. — VIII. Moitié d'enfant ; Préposition. — IX. Sert pour les réceptions ; Fait généralement son trou. — X. Pronom ;

**abano terme!!!**

kurhotel COLUMBIA \*\*\*  
kurhotel SMERALDO \*\*\*

Tradition et hospitalité dans un bâtiment moderne, efforts de perfectionnement. Tous les soins de beauté et de bien-être. Traitements au bain de boue et payés séparément. Massages, réflexologie, coiffure etc. Grandes piscines thermes et saunas. Grands salons, bar, discothèque, cinéma et services. Salles d'attente et d'attente. Plus haut salon, piscine complète des F&B, F&B 145, avec accès des F&B 125 et F&B 125. Demandez prospectus et offres spéciales pour les lecteurs de LE MONDE. Tél. 045/667000.

CURE ET SANTÉ  
PENDANT  
VOS VACANCES

Imprimerie  
de « le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commissaire paritaire n° 51 437.

## CIRCULATION

### Les nouveaux permis motos

Le dernier bulletin d'information du ministère des transports publie le tableau suivant qui résume les nouvelles conditions d'obtention des nouveaux permis motos en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars.

CATÉGORIES DE VÉHICULES	CYLINDRÉE	VITESSES	BOÎTE DE VITESSES	TYPE DE PERMIS	CONDITIONS D'OBTENTION
Cyclomoteurs	— 50 cm <sup>3</sup>	— 45 km/h	sauf	sauf	14 ans minimum
Motos de 1 <sup>re</sup> catég.	— 50 cm <sup>3</sup>	— 75 km/h	oui	A1	16 ans + épreuves théorique et pratique
Motos de 2 <sup>e</sup> catég.	— 400 cm <sup>3</sup>	+ 75 km/h	oui	A2	18 ans + épreuves théorique et pratique
Motos de 3 <sup>e</sup> catég.	+ 400 cm <sup>3</sup>	—	oui	A3	18 ans + épreuves théorique et pratique
Tricycles et quadricycles (150-400 kg)	— 125 cm <sup>3</sup>	—	—	A4	16 ans + épreuve théorique seulement

مكذبا من الأصل







# SPECTACLES

## théâtres

### NOUVEAUX SPECTACLES

**Lucernaise (544-37-34) :** Archéologie (sam., 20 h. 30).  
**Marie-Stuart (360-17-80) :** Pour-quoi m'avez-vous appelé ? (sam., 20 h. 30).  
**Forum des Halles (297-53-47) :** Hesperus (sam., 20 h. 30).  
**Studio d'Irby (072-37-43) :** Un palmier sur la banquette (sam., 20 h. 30).  
**Feu-Play (107-96-99) :** Le Songe d'un homme ridicule (sam., 20 h. 30).  
**Tristan-Bernard (822-08-40) :** Une chambre pour enfants sages (sam., 20 h. 30).  
**Expos Carole (207-66-03) :** Les Visages de Lillith de Belen (sam. et dim., 21 h.).  
**Odeon (325-70-20) :** La Folle de Chaillet (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Gemini (505-14-50) :** La Passion de Pasolini (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Palais de la Culture (320-00-06) :** Rome (sam., 23 h. 30).

### Les salles subventionnées et municipales

**Opéra (742-37-50) :** La Fantôme de l'Opéra (sam., 19 h. 30).  
**Salle Favart (286-12-20) :** Le Porteur d'eau (sam., 19 h. 30).  
**Comédie-Française (286-10-29) :** Le Tartuffe (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Petit Odéon (325-70-23) :** A cinquante ans elle découvre la mer (sam. et dim., 19 h. 30).  
**T.E.P. (797-00-05) :** Le Camp du Drap d'or (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Petit T.E.P. :** Dialogue d'une prostituée avec son client (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Centre Pompidou (277-11-12) :** Les Travaux et les Jours (sam., 18 h. 30; Carole (sam., 21 h.).  
**Début :** Yoknapatawpha (sam., 18 h.).  
**Carole Silvia Montfort (320-28-34) :** Cirque Ordes à l'ancienne (sam. et dim., 18 h. 30; dim., 15 h.).  
**Théâtre de la Ville (724-11-30) :** Dennis Wayne and Dancers (sam., 18 h. 30; le Légataire universel (sam., 20 h. 30).

### Les autres salles

**Alte (322-70-78) :** Do ré mi pas folle (sam., 18 h. 30; Amélia (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).  
**American Center (354-06-52) :** Tom Jones (sam., 21 h. 30).  
**Antioche (208-77-71) :** Une drôle de vie (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Artiste Athlétique (272-35-77) :** Quatuor à cordes (dim., 17 h., dernière).  
**Art de l'écrit (327-23-38) :** L'Œuvre d'Art (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Atelier (606-29-24) :** Audience; Venissage (sam., 21 h.; dim., 19 h.).  
**Bouffes - Parisiens (204-00-24) :** Siences au sein (sam., 20 h. 45; dim., 18 h.).  
**Carthage de la Vierge (Théâtre de l'Académie) (374-00-51) :** Flaubert (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Théâtre du Soleil (374-00-51) :** Molière (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Théâtre du Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

**Centre d'art estival (254-97-82) :** Bureau Brice (sam., 20 h. 30).  
**Centre culturel de Belgique (271-26-18) :** Une soirée comme une autre (sam., 20 h. 45).  
**Chapelle Saint-Roch (286-46-55) :** Douceur (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Cité internationale (528-57-57) :** Célébration de la Biennale d'été (sam., 20 h. 30).  
**Comédie des Champs-Élysées (723-37-21) :** J'ai bien (sam., 20 h. 30).  
**Danone (261-09-14) :** L'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h.; dim., 15 h.).  
**Drôme (284-72-00) :** Cendres (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Edouard-VII (742-37-49) :** Le Piège (sam., 21 h.; dim., 15 h.).  
**Forum des Halles (297-53-47) :** Châpelle bleue : la Vie privée de Wolfgang Rihardt (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Gaité-Montparnasse (222-16-15) :** Le Père Mouton (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Galérie 55 (324-03-51) :** Grimaux et petite sangolite (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Gymnase (246-79-79) :** L'Atelier (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Huchette (226-36-00) :** La Loge; la Cantatrice aveugle (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Le Théâtre (222-36-02) :** L'Esprit prodigieux (sam., 21 h.; dim., 15 h.).  
**Le Théâtre (222-36-02) :** Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h.; dim., 15 h.).  
**Lincoln (344-57-34) :** Théâtre rouge : les Visages de Lillith (sam., 18 h. 30; dim., 15 h.).  
**Lyrique (301-20-30) :** En compagnie de Riteux (sam., 22 h.).  
**Théâtre de la Ville (724-11-30) :** Dennis Wayne and Dancers (sam., 18 h. 30; le Légataire universel (sam., 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Samedi 15-Dimanche 16 mars

**Stadio-Théâtre 14 (527-13-88) :** Le Grand Esprit (sam., 21 h.).  
**T.A.L. - Théâtre d'Essai (274-11-51) :** Le Journal d'un fou (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).  
**Théâtre des Deux-Portes (351-24-51) :** Catherine, un soir de novembre (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Théâtre en Rond (287-75-38) :** Sacré Famille (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Théâtre 18 (222-06-27) :** La Senorita (opéra espagnol) (sam., 19 h.).  
**Théâtre de la Ville (724-11-30) :** Dennis Wayne and Dancers (sam., 18 h. 30; le Légataire universel (sam., 20 h. 30).

### La danse

**Cité internationale (528-57-57) :** Ballets contemporains Karin de Palla; Oblivion (525-02-94).  
**J.C. Ramey, S. Alvarez de Toledo, M. Dapelo (Impertinence) (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).**  
**La Forge (371-71-89) :** International Danse Contemp. (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Plaisance (320-00-06) :** S. Pichet, S. Striz, M. Vossen, S. Kassar (sam., 18 h. 30).

### Les concerts

**Lucernaise (544-37-34) :** C. Luperon (Mozart, Schumann, Beethoven) (sam., 18 h. 30).  
**Palais de la Culture (320-00-06) :** Le Bœuf du ciel (sam., 20 h. 30; dernière).  
**Palais de la Culture (320-00-06) :** Le Bœuf du ciel (sam., 20 h. 30; dernière).  
**Palais de la Culture (320-00-06) :** Le Bœuf du ciel (sam., 20 h. 30; dernière).  
**Palais de la Culture (320-00-06) :** Le Bœuf du ciel (sam., 20 h. 30; dernière).

**Centre P-Sooky : S. Grapelli, Trio Hemminger, Neo Jazz Quartet (dim., 18 h.).**  
**Bouffes (286-12-20) :** Isabel et Angel Parra (sam., 21 h.).  
**Bouffes - Parisiens (204-00-24) :** Bouffes - Parisiens (204-00-24).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

## cinémas

### La Cinémaèque

**Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans.**  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
**Châtelet (320-07-04) :** Les Princes heureux (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

### Les exclusivités

**ALEXANDRE POURQUOI ? (Régis, 1979) :** La Cité, 1979-80, 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85, 1985-86, 1986-87, 1987-88, 1988-89, 1989-90, 1990-91, 1991-92, 1992-93, 1993-94, 1994-95, 1995-96, 1996-97, 1997-98, 1998-99, 1999-00, 2000-01, 2001-02, 2002-03, 2003-04, 2004-05, 2005-06, 2006-07, 2007-08, 2008-09, 2009-10, 2010-11, 2011-12, 2012-13, 2013-14, 2014-15, 2015-16, 2016-17, 2017-18, 2018-19, 2019-20, 2020-21, 2021-22, 2022-23, 2023-24, 2024-25, 2025-26, 2026-27, 2027-28, 2028-29, 2029-30, 2030-31, 2031-32, 2032-33, 2033-34, 2034-35, 2035-36, 2036-37, 2037-38, 2038-39, 2039-40, 2040-41, 2041-42, 2042-43, 2043-44, 2044-45, 2045-46, 2046-47, 2047-48, 2048-49, 2049-50, 2050-51, 2051-52, 2052-53, 2053-54, 2054-55, 2055-56, 2056-57, 2057-58, 2058-59, 2059-60, 2060-61, 2061-62, 2062-63, 2063-64, 2064-65, 2065-66, 2066-67, 2067-68, 2068-69, 2069-70, 2070-71, 2071-72, 2072-73, 2073-74, 2074-75, 2075-76, 2076-77, 2077-78, 2078-79, 2079-80, 2080-81, 2081-82, 2082-83, 2083-84, 2084-85, 2085-86, 2086-87, 2087-88, 2088-89, 2089-90, 2090-91, 2091-92, 2092-93, 2093-94, 2094-95, 2095-96, 2096-97, 2097-98, 2098-99, 2099-00, 2100-01, 2101-02, 2102-03, 2103-04, 2104-05, 2105-06, 2106-07, 2107-08, 2108-09, 2109-10, 2110-11, 2111-12, 2112-13, 2113-14, 2114-15, 2115-16, 2116-17, 2117-18, 2118-19, 2119-20, 2120-21, 2121-22, 2122-23, 2123-24, 2124-25, 2125-26, 2126-27, 2127-28, 2128-29, 2129-30, 2130-31, 2131-32, 2132-33, 2133-34, 2134-35, 2135-36, 2136-37, 2137-38, 2138-39, 2139-40, 2140-41, 2141-42, 2142-43, 2143-44, 2144-45, 2145-46, 2146-47, 2147-48, 2148-49, 2149-50, 2150-51, 2151-52, 2152-53, 2153-54, 2154-55, 2155-56, 2156-57, 2157-58, 2158-59, 2159-60, 2160-61, 2161-62, 2162-63, 2163-64, 2164-65, 2165-66, 2166-67, 2167-68, 2168-69, 2169-70, 2170-71, 2171-72, 2172-73, 2173-74, 2174-75, 2175-76, 2176-77, 2177-78, 2178-79, 2179-80, 2180-81, 2181-82, 2182-83, 2183-84, 2184-85, 2185-86, 2186-87, 2187-88, 2188-89, 2189-90, 2190-91, 2191-92, 2192-93, 2193-94, 2194-95, 2195-96, 2196-97, 2197-98, 2198-99, 2199-00, 2200-01, 2201-02, 2202-03, 2203-04, 2204-05, 2205-06, 2206-07, 2207-08, 2208-09, 2209-10, 2210-11, 2211-12, 2212-13, 2213-14, 2214-15, 2215-16, 2216-17, 2217-18, 2218-19, 2219-20, 2220-21, 2221-22, 2222-23, 2223-24, 2224-25, 2225-26, 2226-27, 2227-28, 2228-29, 2229-30, 2230-31, 2231-32, 2232-33, 2233-34, 2234-35, 2235-36, 2236-37, 2237-38, 2238-39, 2239-40, 2240-41, 2241-42, 2242-43, 2243-44, 2244-45, 2245-46, 2246-47, 2247-48, 2248-49, 2249-50, 2250-51, 2251-52, 2252-53, 2253-54, 2254-55, 2255-56, 2256-57, 2257-58, 2258-59, 2259-60, 2260-61, 2261-62, 2262-63, 2263-64, 2264-65, 2265-66, 2266-67, 2267-68, 2268-69, 2269-70, 2270-71, 2271-72, 2272-73, 2273-74, 2274-75, 2275-76, 2276-77, 2277-78, 2278-79, 2279-80, 2280-81, 2281-82, 2282-83, 2283-84, 2284-85, 2285-86, 2286-87, 2287-88, 2288-89, 2289-90, 2290-91, 2291-92, 2292-93, 2293-94, 2294-95, 2295-96, 2296-97, 2297-98, 2298-99, 2299-00, 2300-01, 2301-02, 2302-03, 2303-04, 2304-05, 2305-06, 2306-07, 2307-08, 2308-09, 2309-10, 2310-11, 2311-12, 2312-13, 2313-14, 2314-15, 2315-16, 2316-17, 2317-18, 2318-19, 2319-20, 2320-21, 2321-22, 2322-23, 2323-24, 2324-25, 2325-26, 2326-27, 2327-28, 2328-29, 2329-30, 2330-31, 2331-32, 2332-33, 2333-34, 2334-35, 2335-36, 2336-37, 2337-38, 2338-39, 2339-40, 2340-41, 2341-42, 2342-43, 2343-44, 2344-45, 2345-46, 2346-47, 2347-48, 2348-49, 2349-50, 2350-51, 2351-52, 2352-53, 2353-54, 2354-55, 2355-56, 2356-57, 2357-58, 2358-59, 2359-60, 2360-61, 2361-62, 2362-63, 2363-64, 2364-65, 2365-66, 2366-67, 2367-68, 2368-69, 2369-70, 2370-71, 2371-72, 2372-73, 2373-74, 2374-75, 2375-76, 2376-77, 2377-78, 2378-79, 2379-80, 2380-81, 2381-82, 2382-83, 2383-84, 2384-85, 2385-86, 2386-87, 2387-88, 2388-89, 2389-90, 2390-91, 2391-92, 2392-93, 2393-94, 2394-95, 2395-96, 2396-97, 2397-98, 2398-99, 2399-00, 2400-01, 2401-02, 2402-03, 2403-04, 2404-05, 2405-06, 2406-07, 2407-08, 2408-09, 2409-10, 2410-11, 2411-12, 2412-13, 2413-14, 2414-15, 2415-16, 2416-17, 2417-18, 2418-19, 2419-20, 2420-21, 2421-22, 2422-23, 2423-24, 2424-25, 2425-26, 2426-27, 2427-28, 2428-29, 2429-30, 2430-31, 2431-32, 2432-33, 2433-34, 2434-35, 2435-36, 2436-37, 2437-38, 2438-39, 2439-40, 2440-41, 2441-42, 2442-43, 2443-44, 2444-45, 2445-46, 2446-47, 2447-48, 2448-49, 2449-50, 2450-51, 2451-52, 2452-53, 2453-54, 2454-55, 2455-56, 2456-57, 2457-58, 2458-59, 2459-60, 2460-61, 2461-62, 2462-63, 2463-64, 2464-65, 2465-66, 2466-67, 2467-68, 2468-69, 2469-70, 2470-71, 2471-72, 2472-73, 2473-74, 2474-75, 2475-76, 2476-77, 2477-78, 2478-79, 2479-80, 2480-81, 2481-82, 2482-83, 2483-84, 2484-85, 2485-86, 2486-87, 2487-88, 2488-89, 2489-90, 2490-91, 2491-92, 2492-93, 2493-94, 2494-95, 2495-96, 2496-97, 2497-98, 2498-99, 2499-00, 2500-01, 2501-02, 2502-03, 2503-04, 2504-05, 2505-06, 2506-07, 2507-08, 2508-09, 2509-10, 2510-11, 2511-12, 2512-13, 2513-14, 2514-15, 2515-16, 2516-17, 2517-18, 2518-19, 2519-20, 2520-21, 2521-22, 2522-23, 2523-24, 2524-25, 2525-26, 2526-27, 2527-28, 2528-29, 2529-30, 2530-31, 2531-32, 2532-33, 2533-34, 2534-35, 2535-36, 2536-37, 2537-38, 2538-39, 2539-40, 2540-41, 2541-42, 2542-43, 2543-44, 2544-45, 2545-46, 2546-47, 2547-48, 2548-49, 2549-50, 2550-51, 2551-52, 2552-53, 2553-54, 2554-55, 2555-56, 2556-57, 2557-58, 2558-59, 2559-60, 2560-61, 2561-62, 2562-63, 2563-64, 2564-65, 2565-66, 2566-67, 2567-68, 2568-69, 2569-70, 2570-71, 2571-72, 2572-73, 2573-74, 2574-75, 2575-76, 2576-77, 2577-78, 2578-79, 2579-80, 2580-81, 2581-82, 2582-83, 2583-84, 2584-85, 2585-86, 2586-87, 2587-88, 2588-89, 2589-90, 2590-91, 2591-92, 2592-93, 2593-94, 2594-95, 2595-96, 2596-97, 2597-98, 2598-99, 2599-00, 2600-01, 2601-02, 2602-03, 2603-04, 2604-05, 2605-06, 2606-07, 2607-08, 2608-09, 2609-10, 2610-11, 2611-12, 2612-13, 2613-14, 2614-15, 2615-16, 2616-17, 2617-18, 2618-19, 2619-20, 2620-21, 2621-22, 2622-23, 2623-24, 2624-25, 2625-26, 2626-27, 2627-28, 2628-29, 2629-30, 2630-31, 2631-32, 2632-33, 2633-34, 2634-35, 2635-36, 2636-37, 2637-38, 2638-39, 2639-40, 2640-41, 2641-42, 2642-43, 2643-44, 2644-45, 2645-46, 2646-47, 2647-48, 2648-49, 2649-50, 2650-51, 2651-52, 2652-53, 2653-54, 2654-55, 2655-56, 2656-57, 2657-58, 2658-59, 2659-60, 2660-61, 2661-62, 2662-63, 2663-64, 2664-65, 2665-66, 2666-67, 2667-68, 2668-69, 2669-70, 2670-71, 2671-72, 2672-73, 2673-74, 2674-75, 2675-76, 2676-77, 2677-78, 2678-79, 2679-80, 2680-81, 2681-82, 2682-83, 2683-84, 2684-85, 2685-86, 2686-87, 2687-88, 2688-89, 2689-90, 2690-91, 2691-92, 2692-93, 2693-94, 2694-95, 2695-96, 2696-97, 2697-98, 2698-99, 2699-00, 2700-01, 2701-02, 2702-03, 2703-04, 2704-05, 2705-06, 2706-07, 2707-08, 2708-09, 2709-10, 2710-11, 2711-12, 2712-13, 2713-14, 2714-15, 2715-16, 2716-17, 2717-18, 2718-19, 2719-20, 2720-21, 2721-22, 2722-23, 2723-24, 2724-25, 2725-26, 2726-27, 2727-28, 2728-29, 2729-30, 2730-31, 2731-32, 2732-33, 2733-34, 2734-35, 2735-36, 2736-37, 2737-38, 2738-39, 2739-40, 2740-41, 2741-42, 2742-43, 2743-44, 2744-45, 2745-46, 2746-47, 2747-48, 2748-49, 2749-50, 2750-51, 2751-52, 2752-53, 2753-54, 2754-55, 2755-56, 2756-57, 2757-58, 2758-59, 2759-60, 2760-61, 2761-62, 2762-63, 2763-64, 2764-65, 2765-66, 2766-67, 2767-68, 2768-69, 2769-70, 2770-71, 2771-72, 2772-73, 2773-74, 2774-75, 2775-76, 2776-77, 2777-78, 2778-79, 2779-80, 2780-81, 2781-82, 2782-83, 2783-84, 2784-85, 2785-86, 2786-87, 2787-88, 2788-89, 2789-90, 2790-91, 2791-92, 2792-93, 2793-94, 2794-95, 2795-96, 2796-97, 2797-98, 2798-99, 2799-00, 2800-01, 2801-02, 2802-03, 2803-04, 2804-05, 2805-06, 2806-07, 2807-08, 2808-09, 2809-10, 2810-11, 2811-12, 2812-13, 2813-14, 2814-15, 2815-16, 2816-17, 2817-18, 2818-19, 2819-20, 2820-21, 2821-22, 2822-23, 2823-24,







## TRANSPORTS

## Hambourg-Boom

## Enquête publique, enquête inique

De notre envoyé spécial

## hiété : tertio

M. LECAT RENONCE A OUVRIER LI  
LA TRANSPARENCE DES OPERATIO

Gortchakoff, le ministre  
 des Colonies, a déclaré  
 qu'il n'y avait pas de  
 danger de guerre avec  
 l'Allemagne. Il a ajouté  
 que la France était prête  
 à défendre ses colonies  
 et qu'elle ne craignait  
 pas l'Allemagne. Il a  
 également déclaré que  
 la France était prête à  
 défendre ses intérêts  
 en Chine et en Indochine.  
 Il a conclu en disant  
 que la France était prête  
 à défendre ses intérêts  
 partout où ils étaient  
 menacés.

BUREAUX  
101, rue de la République  
Paris 11

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ



Malgré le troisième pacte pour l'emploi

## Le chômage a continué de s'aggraver au cours des quatre derniers mois

Le chômage continue de s'aggraver en France, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour l'emploi, selon l'avis du ministère du travail et du CNPFP, beaucoup plus satisfaisants que ceux du deuxième. Deux autres statistiques confirment cette dégradation : de février 1979 à février 1980, l'ancienneté moyenne des demandeurs en fin de mois est passée de 235 à 253 jours et le délai moyen d'attente des demandes placées ou annulées de 143 à 163 jours.

Pour ce qui concerne les offres d'emploi non satisfaites, on note un redressement qui est dû, assure-t-on officiellement, à des erreurs de comptage, et non à une amélioration de la participation, « est légèrement inférieure à celle qui était attendue l'année dernière ». Par rapport à février 1979, on note, en données brutes, une augmentation de 7,9 % (contre deux mille chômeurs supplémentaires) et de 8 % en un an (cent trois mille).

En données observées, on enregistre, en revanche, une baisse de 2,5 % : 1 447 600 demandes non satisfaites fin février contre 1 485 400 fin janvier. Cette diminution, note le ministère du travail et de la participation, « est légèrement inférieure à celle qui était attendue l'année dernière ». Par rapport à février 1979, on note, en données brutes, une augmentation de 7,9 % (contre deux mille chômeurs supplémentaires) et de 8 % en un an (cent trois mille).

La situation du marché du travail est donc encore déprimée

d'une année à l'autre, bien que les résultats du troisième pacte pour l'emploi soient, selon l'avis du ministère du travail et du CNPFP, beaucoup plus satisfaisants que ceux du deuxième. Deux autres statistiques confirment cette dégradation : de février 1979 à février 1980, l'ancienneté moyenne des demandeurs en fin de mois est passée de 235 à 253 jours et le délai moyen d'attente des demandes placées ou annulées de 143 à 163 jours.

Pour ce qui concerne les offres d'emploi non satisfaites, on note un redressement qui est dû, assure-t-on officiellement, à des erreurs de comptage, et non à une amélioration de la participation, « est légèrement inférieure à celle qui était attendue l'année dernière ». Par rapport à février 1979, on note, en données brutes, une augmentation de 7,9 % (contre deux mille chômeurs supplémentaires) et de 8 % en un an (cent trois mille).

En données observées, on enregistre, en revanche, une baisse de 2,5 % : 1 447 600 demandes non satisfaites fin février contre 1 485 400 fin janvier. Cette diminution, note le ministère du travail et de la participation, « est légèrement inférieure à celle qui était attendue l'année dernière ». Par rapport à février 1979, on note, en données brutes, une augmentation de 7,9 % (contre deux mille chômeurs supplémentaires) et de 8 % en un an (cent trois mille).

La situation du marché du travail est donc encore déprimée

Les négociations salariales dans la fonction publique

## M. Dominati propose un nouveau mécanisme pour maintenir le pouvoir d'achat

Réactions favorables des syndicats, à l'exception de la C.G.T.

Après deux réunions instructives, les 22 janvier et 21 février, la situation s'est éclaircie, vendredi 14 mars (nos dernières éditions datent de la fin de la nuit salariale de la fonction publique, même si la C.G.T. a estimé, au sortir de la troisième séance des négociations, que M. Dominati et les sept fédérations de fonctionnaires qu'il n'y avait « rien de nouveau sous le soleil ».

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, a présenté des propositions qui ont été accueillies avec un certain intérêt non seulement par les organisations syndicales signataires de l'accord salarial 1979 (F.N.P.F., C.F.T.C. et autres), mais aussi par la C.F.D.T. et la C.G.C.

Certes, une relative « sinistres » marque ces discussions, puisqu'il est exclu d'envisager une progression du pouvoir d'achat, sauf pour les plus basses catégories de fonctionnaires et pour les retraités (avec l'intégration d'un nouveau point d'indemnité d'habitation). Le gouvernement n'est en effet engagé qu'à assurer le maintien du pouvoir d'achat, encore faut-il que ce maintien soit réel, malgré l'accord intervenu, les fonctionnaires ont subi, l'an dernier, une perte de leur pouvoir d'achat.

Assurément, le projet de loi, proposé, vendredi, un nouveau mécanisme.

● Réajustement des salaires au 1<sup>er</sup> juin : total des hausses des prix de janvier à avril inclus, auquel on retranche l'augmenta-

tion des traitements intervenus au 1<sup>er</sup> mars (+2,5 %) et auquel on ajoute un « coefficient correcteur » fixé à 1 %. Ce 1 % constitue une évaluation forfaitaire de la hausse des prix du mois de mai, qui ne sera pas encore connue au 1<sup>er</sup> juin.

● Réajustements au 1<sup>er</sup> septembre et au 1<sup>er</sup> décembre : la même méthode est appliquée : total de l'inflation enregistrée depuis janvier, moins les hausses des salaires décidées dans l'intervalle et plus le « coefficient correcteur » de 1 %. Au 1<sup>er</sup> janvier 1981 est prise une mesure automatique de réajustement final.

● Il ne s'agit que d'une redistribution de l'enveloppe, a dit la C.G.T., qui, malgré la faible portée de sa grève du 7 mars, a lancé deux nouvelles consignes d'arrêts de travail : le 20 mars pour les administrations de Paris et le 26 mars — jour de la quarantième séance des négociations, initialement prévue le 18 mars — pour l'ensemble des 2 millions 600 000 agents de l'Etat. « N'importe comment », dit en substance M. Dominati, la C.G.T. est décidée à ne pas signer d'accord, quelles que soient les propositions faites.

L'Union générale des fédérations des fonctionnaires G.F.F. réclame notamment une rémunération minimale mensuelle nette de 3 200 F (de plus bas salaire mensuel net est actuellement d'environ 2 700 F) et un acompte pour tous de 400 F.

### Trois améliorations

Les six autres syndicats ont, en revanche, accepté d'étudier les propositions gouvernementales. Selon eux, trois améliorations au moins doivent être apportées :

- 1) le premier réajustement de salaire doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> avril et non le 1<sup>er</sup> juin, faute de quoi le relèvement des traitements de la fonction publique prendra encore du retard. M. Dominati n'a pas dit non ;
- 2) le « coefficient correcteur » doit être supérieur à 1 % ;
- 3) l'accord 1980 — s'il est signé — doit continuer de prévaloir jusqu'à l'approbation, en juin, de l'accord 1981 afin de combler le « vide » entre la mesure de réajustement en fin d'année et la conclusion des négociations.

Pour tenter de faire adopter ces « amendements », les syndicats doivent se concerter la semaine prochaine. Les fonctionnaires C.F.D.T. qui sont assez rarement d'accord avec leurs collègues de la C.G.T., ont proposé à l'ensemble de leurs partenaires le principe d'une grève de vingt-quatre heures le 27 mars, au cas où les négociations du 26 mars échoueraient.

● Grève dans les mines de fer de Lorraine. — Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, lancé dans les mines de fer de Lorraine par les organisations syndicales C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.T., a été largement suivi, vendredi 14 mars. Une manifestation qui rassemblait de deux mille à trois mille mineurs a eu lieu à même jour à Metz. Les grévistes protestent contre la diminution constante des effectifs (22 327 en 1983, 4 888 aujourd'hui) et la menace de fermeture des mines.

## La C.F.D.T. dénonce une nouvelle fois l'attitude du P.C. et de la C.G.T.

Les attaques et contre-attaques se poursuivent entre la C.F.D.T. d'une part et, d'autre part, le P.C.F. et la C.G.T.

Après la réunion du bureau national fédéraliste, les 12 et 13 mars, M. Maïre, devant la presse, annonce qu'il rendrait public, le 17 mars, une importante déclaration sur le comportement des communistes à l'égard de sa centrale. La C.F.D.T. s'indigne de la campagne contre le P.C.-C.G.T. contre M. Chérèque, secrétaire général adjoint de la confédération, « qui vise à déstabiliser et à affaiblir la C.F.D.T. ».

« Les travailleurs et la C.F.D.T. sont victimes de la volonté de la C.G.T. de mener seule l'action. Notre calme et notre mesure doivent permettre peu à peu de surmonter les virages et les vertiges de la C.G.T. dans sa pratique du conseil. Il ne s'agit pas de dire que chaque organisation un groupe de travail qui recherche qu'il n'y ait aucun cas d'action unitaire. Mais dans ces rapports, il faut toujours avoir certains doses de volonté de part et d'autre. Elle n'appartient qu'à la C.F.D.T., qui n'en continue pas moins à faire des propositions d'actions communes. Elles vont porter sur la mise en place des

conseils de prud'hommes qui rencontrent actuellement de grandes difficultés, l'organisation d'un 1<sup>er</sup> Mai unitaire, qui mettra en bonne place la défense des libertés, et enfin, une « journée nationale » en avril pour obtenir la suppression du ticket modérateur d'ordre public que le gouvernement veut imposer aux mutuelles (bien que la C.G.T. ait déjà repoussé une telle offre).

A la mi-avril, la C.F.D.T. lancera une campagne d'explication. Le bureau national fédéraliste a souligné l'aggravation du chômage et jugé « comme une véritable provocation » les propos de M. Maïre invitant les chômeurs à créer eux-mêmes leur entreprise.

Enfin, la C.F.D.T. confirme sa volonté de poursuivre l'action en faveur des immigrés. Seule représentation — dit-elle — des travailleurs turcs, elle participe à la situation des travailleurs clandestins. Ce groupe est composé de représentants du ministère de l'Intérieur, du secrétariat d'Etat compétent, de l'organisation patronale de l'habillage, de l'ambassade de Turquie et de la C.F.D.T.

## RECOURS EN CONSEIL D'ETAT CONTRE LE TICKET MODÉRATEUR D'ORDRE PUBLIC

La Fédération nationale de la mutualité française (23 millions d'adhérents) a déposé, le 14 mars, un recours en Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret du 15 janvier 1980 instituant un ticket modérateur d'ordre public, comme déjà elle en avait manifesté l'intention (Le Monde du 7 mars 1980).

Pour la F.N.M.F., il y a eu un « abus de pouvoir » qui a consisté à des dispositions de traités internationaux tels que la Charte sociale européenne et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Ce décret, qui laisse à la charge des assurés sociaux, à compter du 1<sup>er</sup> mai, une partie de leurs dépenses d'assurance-maladie — 5 % du tarif de sécurité sociale — avait été sa parution suscitée de nombreuses protestations des mutualistes et des syndicats, qui annoncent des manifestations en avril.

Déjà, la Société mutualiste nationale, médicale et de soins, combattants, prisonniers et victimes de guerre s'est pourvue devant le Conseil d'Etat.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

### M. JÉROME MONOD SUCCEDE A M. PIERRE LOYGUE A LA TÊTE DU C.F.C.E.

M. Jérôme Monod a été nommé président du Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.), en remplacement de M. Pierre Loygue, atteint par la limite d'âge, par arrêté publié au Journal officiel du 14 mars.

Le C.F.C.E. est un établissement public national à caractère industriel et commercial depuis le décret du 4 mai 1960. Il a pour mission, dans le cadre de la politique gouvernementale et des directives des ministères de l'économie, du budget et du commerce extérieur, de favoriser les échanges extérieurs et l'expansion économique sur les marchés étrangers.

[Né le 7 septembre 1930 à Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Monod a été délégué à l'Assemblée du territoire de 1958 à 1970. Directeur du cabinet (1970-1976) de M. Chirac, lorsque ce dernier était premier ministre, il devient sous-secrétaire général du R.P.R. en 1976, poste qu'il quitte en 1978, après les élections législatives, pour en rester membre du conseil politique de ce parti.]

En janvier 1979, M. Monod est nommé président du secrétariat des Missions d'urbanisme et d'habitat association créée à l'initiative du ministère de la coopération. Le même mois, M. Monod entre au groupe de la Lorraine des eaux comme chargé de mission auprès du président, M. Pierre Chassagnon. En juin de la même année, il a été nommé administrateur et vice-président du conseil d'administration de la Lorraine des eaux.]

## AUTOMOBILE

### ALFA-ROMEO REJETTE L'OFFRE DE COOPÉRATION PRÉSENTÉE PAR FIAT

La coopération Fiat-Alfa-Roméo ne verra pas le jour. Présentée il y a un mois comme une contre-offensive visant à empêcher la signature de l'accord entre Alfa-Roméo et le groupe japonais Nissan (Le Monde du 20 février), les propositions de Fiat ont été officiellement rejetées jeudi 13 mars. Fiat proposait notamment que les deux firmes construisent en commun un modèle de haut de gamme.

Alfa-Roméo, dont le capital est contrôlé par l'Etat, semble donc décidé à signer l'accord avec Nissan. Cet accord prévoit, rappelle-t-on, la production en Italie de soixante mille automobiles par an. Le modèle sera équipé d'un moteur Alfa et habillé d'une carrosserie Nissan. Une nouvelle société Alfa-Nissan sera constituée et une nouvelle usine sera le jour à Pininfarina d'Arco. La moitié de la production sera commercialisée pour moitié en Italie et pour l'autre moitié en Europe, à travers le réseau Alfa.

Ce refus opposé à Fiat relance la polémique en Italie à propos de l'implantation des firmes japonaises. Des vendredi, M. Umberto Bossi, administrateur de Fiat, déclare que l'accord Alfa-Roméo-Nissan « est un désastre, un acte de masochisme, non seulement au niveau national, mais surtout européen ».

## LA C.G.C. S'ÉLÈVE CONTRE LA LIMITATION D'ATTRIBUTION DU PRÊT DE 1 % AU LOGEMENT

La C.G.C. envisage de déposer un recours en Conseil d'Etat « pour abus de pouvoir » après la publication d'un décret et de deux arrêtés qui fixent le plafond de ressources pour l'attribution des prêts à logement au titre du 1 % sur les salaires versés par les entreprises. La confédération « exprime son indignation devant cette mesure qui déstabilise le gouvernement, exclut totalement les cadres du 1 %, car, déclare-t-elle, « l'Etat intervient dans un domaine où il ne doit pas ».

Le fait, car c'est une contribution patronale pour tous les salariés de l'entreprise. Le 1 % est prélevé sur la totalité des salaires de l'entreprise sans plafonnement. Par conséquent, aucune limite ne peut justifier que les bénéficiaires soient soumis à des plafonds de ressources. Cette décision est un manquement supplémentaire aux engagements gouvernementaux de ne plus procéder à l'instauration de nouveaux plafonds dans les conditions d'attribution de transferts sociaux.

## CONJONCTURE

## Société « tertiaire » et inflation

(Suite de la page 16)

Les raisons économiques, toutefois, sont à la fois économiques, économiques et socio-politiques. Les liens qui se nouent entre les prestataires de services et leurs clients sont personnels et constants, la fixation des prix s'effectue souvent de gré à gré, en fonction du rapport de force et de séduction qui établit entre fournisseur et clients. Le coût de la production n'est souvent qu'un prétexte et la demande des activités tertiaires est assez peu influencée par les prix. Pour organiser un voyage, faire faire des réparations de toute nature, des nettoyages, choisir ses centres de loisirs, etc., le client s'adresse au commerçant, à la société de services, à la société de production et de consommation sont de plus en plus disjointes et le désir de différence, la recherche d'identité ne peuvent s'exprimer que partiellement dans la consommation de marchandises, toutes identiques ou faiblement différenciées au stade de la consommation de masse.

On constate dans tous ces pays, même ceux où l'idéologie libérale est dominante, que les emplois publics occupent une part croissante dans la population active. En Suède, ils passent entre 1960 et 1975 de 12 % à 35 % de la population active ; aux Etats-Unis, entre 1965 et 1975, de 14 % à 17 % ; en France de 1963 à 1975 de 9 % à 13 %. Les dépenses publiques croissent partout plus vite que le P.N.B. Les secteurs où l'extension de l'intervention dans l'économie est la plus marquée ces dernières années sont la santé (4,5 % du P.N.B. en moyenne dans la zone de l'O.C.D.E.) et l'éducation.

### Un consensus suffisant

Signalons toutefois que (selon les dernières statistiques comparables du début des années 70) les taux de participation dans la population de 15 à 18 ans à temps complet sont très variables selon les pays : R.F.A., 31 % ; France, 54 % ; Suède, 61 % ; Suède, 68 % ; Etats-Unis, 83 %.

Quant à l'interférence entre les pouvoirs publics et l'inflation, celle-ci est

une dans les activités tertiaires ? Selon F. de Lavigne et J. Chabot, deux solutions sont possibles. On peut, comme aux Etats-Unis, favoriser l'extension des activités tertiaires, mais en les maintenant au maximum et en les intégrant le plus possible et progressivement dans la sphère marchande. S'il on le laisse à l'initiative que le secteur agricole ou celui de la construction ?

L'autre formule, comme en R.F.A. ou en Suède, est de n'accepter qu'un accroissement minimal du tertiaire et de le financer par un développement à forte dominante industrielle. Les gains de productivité dans l'industrie permettent, par le jeu des prix relatifs, de compenser la faible efficacité des services et de leur assurer ainsi une rentabilité suffisante.

Mais l'une et l'autre de ces évolutions supposent qu'existerait un consensus social suffisant sur le type de développement à mettre en œuvre et une action de longue durée, en profondeur, des pouvoirs publics pour l'imposer. Ce qui ne semble guère le cas en France, pays aux fortes inégalités. « Dès lors, écrivent nos économistes, pourquoi s'étonner que les refus de développement de certaines catégories sociales n'aient pas intérêt ni développement industriel et les recommandations des groupes défavorisés aient été particulièrement gênantes de tensions en France, puisque le développement ne s'est accompagné, ni d'une véritable redistribution des revenus (comme en Suède) ni de l'adhésion globale à un modèle de développement (comme aux Etats-Unis ou en Suède), ni d'une redistribution des pouvoirs dans l'entreprise (comme en Suède et en R.F.A.). »

Les fortes disparités sociales compliquent en France, on le sait depuis longtemps, la gestion économique du pays. Qu'il soit plus ou moins générateur d'inflation, le tertiaire continuera de se développer dans notre pays, non seulement en suivant une sorte de pente naturelle, mais parce que le système productif, très peu éprouvé, pour l'individu, le pousse à chercher dans les « services » les plus divers de quoi répondre à ses besoins d'évasion ou au contraire à son besoin d'appartenance à un groupe.

PIERRE DROUIN.

● Les réserves de change de la France atteignent à la fin du mois de février 218,8 milliards de francs, soit une augmentation de 2,7 milliards de francs par rapport au mois précédent.

## PRESSE

### M. LECAT RENONCE A OUVRIR LE DÉBAT SUR « LA TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE PRESSE »

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, vient d'informer deux sénateurs « centristes », M. Rando et M. Chabot, qu'il n'avait l'intention d'inscrire dans l'ordre du jour de la session de printemps, qui s'ouvre le 2 avril, « ni de projets, ni de résolutions » relatives à la transparence des opérations de presse.

C'est-à-dire, outre parlementaire « centriste » du Haut-Rhin, « tendant à compléter l'ordonnance du 26 août 1974 afin de garantir le pluralisme d'expression des opinions », proposition née des travaux menés par une commission sénatoriale sur la presse (Le Monde du 7 juillet 1979).

A l'automne dernier, lors du débat sur le budget, M. Jean-Philippe Lecat — interpellé au sujet de la « liquidation » de l'Agence — s'était publiquement engagé à inscrire au sujet à l'ordre du jour de la session de printemps 1980. « Le pluralisme de la presse serait mieux assuré si chaque journaliste se sentait en droit de connaître ce qui se passe, déclarait M. Lecat, le 29 novembre 1979. Il conviendrait d'aborder franchement cette question de la transparence des opérations de presse. » Le gouvernement est prêt à déposer un projet de loi.

LE MONDE  
qui change tout à la fois la disposition des bureaux et la disposition des bureaux.  
Vous le trouverez partout.  
LES BUREAUX  
sur tous continents.

(Publi-Info)

## ÉMIRATS ARABES UNIS

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DU LOGEMENT

P.O. BOX 878 ABU DHABI - Tél. : 62275  
DUBAI P.O. BOX 1828 - Tél. : 664900  
R.F. ADG-MB-Q-80 — Date 6-2-1980

### COMPÉTITION INTERNATIONALE FAISANT APPEL A DES EXPERTS POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET DE SUPERVISION DU SITE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ABU DHABI

N° MB/22/30/1A/80

Le Ministère des Travaux Publics et du Logement a l'honneur d'inviter les experts locaux et internationaux à participer à la compétition ouverte pour le projet de construction des bâtiments et de supervision du Ministère des Affaires Étrangères à Abu Dhabi. Tous les experts dans ce genre de travaux ou tous autres travaux similaires d'un coût de 50 millions de Dirhams E.A.U. et qui désirent participer à cette compétition sont invités à se procurer un dossier complet sur les conditions de la compétition et le programme au Département des Appels d'Offres et des Contrats du Ministère des Travaux Publics et du Logement à Abu Dhabi et à Dubaï, pendant les jours ouvrables du samedi 16-2-1980 au jeudi 20-3-1980, de 8 heures à 14 heures, contre la somme de 3.000 (trois mille) Dirhams. Les offres doivent être soumises au Ministère à Abu Dhabi, ou plus tard le dimanche 25-3-1980 à 12 heures.

Ministre des Travaux Publics et du Logement  
Mohamed Khalifa AL KINBY.



# ÉTRANGER

## LES MESURES AMÉRICAINES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

- Retour à l'équilibre budgétaire
- Augmentation du prix de l'essence
- Restrictions limitées du crédit à la consommation

Washington. — Le président Carter a exposé, vendredi après-midi 14 mars, devant un parlement d'hommes d'affaires et de membres de son cabinet, le plan de lutte contre l'inflation que la Maison Blanche annonçait depuis plus d'une semaine. Soulignant que depuis deux mois la hausse des prix et les taux d'intérêt des banques ont atteint des proportions inacceptables, le chef de l'Etat américain a tenu à rappeler que le phénomène n'appartient pas à l'Europe occidentale. Toutefois, aux Etats-Unis, selon lui, les causes sont triples : la hausse en flèche du coût de l'énergie, la baisse de la productivité et l'incapacité des Américains à vivre selon leurs moyens.

« Les citoyens et le pays doivent, a-t-il dit, cesser de vivre d'emprunts. Il n'y a pas de remède miracle ni de cure sans douleur pour cette maladie dont la guérison nécessitera de longs efforts et une coopération sans faille entre toutes les couches de la population. » Le président a préconisé un grand effort de discipline nationale et annoncé cinq séries de mesures :

• Un budget en équilibre (1) : pour la première fois depuis douze ans, comportant une réduction des dépenses de l'ordre de 14 milliards de dollars ; le président a seulement indiqué que ces réductions concernaient surtout les programmes les plus récents et comportaient la suppression de vingt mille emplois fédéraux d'ici au mois d'octobre. Il a annoncé qu'il n'y aurait aucune réduction du budget de la défense, avant d'insister longuement sur le fait qu'il interviendrait personnellement pour empêcher le Congrès de voter des dépenses budgétaires.

• La restriction du crédit : après avoir évoqué la faible taxe d'épargne des Américains (moins de 3 %), le président a annoncé que la Banque fédérale serait désormais habilitée à prendre les mesures qu'elle jugerait nécessaires aux termes de la loi de 1969. Il a souligné notamment qu'un contrôle soit institué sur l'usage des cartes de crédit et que les crédits ne soient pas accordés par les banques, qu'il n'appartient pas au système de réserve fédérale, soient limités. L'attribution des prêts sera strictement contrôlée, mais des facilités seront accordées aux petites entreprises, aux agriculteurs et aux particuliers qui veulent acheter leur logement ou une nouvelle voiture. Les fraudeurs de l'impôt sur les plus-values seront poursuivis plus énergiquement. Enfin 4 milliards de dollars de prêts fédéraux seront annulés, déclaré favorable à un contrôle volontaire des salaires et des prix, mais non à des mesures coercitives « qui n'ont jamais eu de résultats tangibles en termes de paix à cet effet. L'Office de contrôle des salaires, qui comptait quatre-vingt personnes, verra ses effectifs tripler. M. Carter souhaite que les augmentations annuelles de salaires n'excèdent pas les 5,5 % envisagés par l'Office pour cette année. Dans la même perspective, les grosses entreprises pourraient

De notre correspondant

être tenues de prévenir le gouvernement quand elles envisageront des hausses importantes de rémunération.

• Augmentation du prix de l'essence : le président a annoncé que les prix de l'essence seraient augmentés de 10 à 15 % à partir du 15 mars. Cette mesure est destinée à réduire la consommation de pétrole, soit le double de l'année précédente, il a déclaré que ces importations de pétrole ont entraîné une réduction de 10 % de la production nationale de pétrole, gaz naturel, charbon et autres énergies nouvelles. M. Carter a également annoncé la convention progressive des centrales électriques du pétrole en charbon.

Pour réduire la consommation d'essence, qui représente 40 % du total du pétrole utilisé dans le pays, le chef de l'Etat a annoncé l'institution d'une taxe de 4,62 dollars par baril de pétrole importé, qui sera répercutée uniquement sur le prix de l'essence (environ 10 centimes par litre). Cette taxe rapporterait 10 milliards de dollars.

• Changements structurels : M. Carter a annoncé, sans donner de détails — que de profonds changements étaient nécessaires dans les structures de l'économie américaine, de façon à relancer la productivité, qui a diminué depuis 1973, et réparer. Il a fait allusion à divers allègements fiscaux qui pourraient étayer cette politique.

Dans l'ensemble, le président américain a donné beaucoup moins de précisions qu'il n'était attendu sur son programme économique. La balle est maintenant dans le camp de la Banque fédérale, dont le président, M. Paul Volcker, devait donner une conférence de presse samedi 15 mars.

Mais M. Carter est aussi prudent : il a annoncé son plan de lutte contre l'inflation quatre jours avant les primaires de l'Illinois. Il ne pouvait guère attendre davantage, alors que ses concurrents dans la course à la Maison Blanche le menagent de moins en moins et que l'inquiétante situation économique tend à remplacer l'affaire des otages de l'Irak au premier plan des débats électoraux.

L'équilibre du budget et la réduction des dépenses fédérales sont les enfants chéris des candidats républicains. Le contrôle des prix et des salaires celui du sénateur Kennedy. L'augmentation du prix de l'essence est l'une des armes de choc de M. John Anderson, le nouvel outsider. Une fois de plus, M. Carter fait un peu plaisir à tout le monde sans vraiment découvrir son jeu.

Les milieux d'affaires ne se sont d'ailleurs pas trompés : ils considéraient ces mesures comme tout à fait insuffisantes pour stopper l'inflation et parler d'une opération de chirurgie esthétique pour l'administration Carter.

NICOLE BERNHEIM.

(1) Le budget pour l'année 1980-1981 présenté en janvier — soit 681 milliards de dollars de dépenses et 681 milliards de dollars de recettes (base 100 en 1967), contre 682 en janvier. — (A.F.P.)

## En Union soviétique

### Un important contrat est conclu avec des sociétés françaises pour l'exploration pétrolière en mer

De notre correspondant

Moscou. — La centrale d'achats soviétique Soudimport et les sociétés françaises E.T.P.M. (Entrepôts pour les pétroliers maritimes) et U.I.E. (Union industrielle et d'entrepreneurs) ont conclu, le vendredi 14 mars, un important contrat portant sur la livraison par les sociétés françaises de deux unités de plates-formes pour l'exploitation de gisements pétroliers sous-marins. La signature a eu lieu en présence de M. Patolich, ministre soviétique du commerce extérieur, et

co-président de la « Grande commission » de coopération économique, et de M. Froment-Meurice, ambassadeur de France à Moscou.

Deux contrats, d'une valeur globale de 50 millions de francs, ont été signés. L'un porte sur la livraison d'équipements destinés à la fabrication des éléments immergés de plates-formes pour les chantiers d'Astrakhan, ville située sur la mer Caspienne dans le delta de la Volga ; le second concerne les équipements destinés aux infrastructures de ces plates-formes qui seront construites près de Bakou. De plus, trois autres contrats devraient être signés incessamment entre les mêmes sociétés : ils concernent le « savoir-faire » pour la conception des plates-formes de forage et pour leur installation en mer, ainsi que la livraison d'une barge permettant le transport de ces plates-formes et leur installation. L'ensemble de ces cinq contrats représente une valeur de 700 à 800 millions de francs. Les premières plates-formes devraient sortir des chantiers de Bakou et d'Astrakhan en 1983.

Il s'agit d'un premier contrat passé par les Soviétiques dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation pétrolière en mer. Jusqu'à présent, l'U.R.S.S. n'avait acheté qu'une plate-forme d'essai à une société finlandaise. Outre l'exploitation du pétrole de la mer Caspienne, qui représente un faible pourcentage des ressources soviétiques, l'U.R.S.S. se servira de la technologie acquise en France pour entreprendre des recherches en mer Baltique, au large de Sakhaline, et plus tard dans la mer de Barents.

Il s'agit aussi du premier gros contrat passé avec une société occidentale et une centrale d'achats soviétique depuis l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan.

DANIEL VERNET.

**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

# LA SEMAINE FINANCIÈRE

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

### Nouvelle hausse aux États-Unis

Jusqu'où les taux d'intérêt monteront-ils aux États-Unis, entraînant avec eux les taux mondiaux et poussant le dollar à la hausse ? On peut se le demander à l'issue d'une nouvelle semaine de tensions, pendant laquelle les milieux économiques et financiers ont attendu anxieusement l'annonce du plan de lutte contre l'inflation, tandis que les autorités monétaires continuaient à renchérir le loyer de l'argent entre banques (Federal Fund), qui a dépassé 17 %. Conséquence logique, les banques, qui voient augmenter le coût de leurs ressources (car la rémunération de leurs dépôts suit la tendance), ont relevé par deux fois en deux jours leur taux de base (prime ratel), le portant d'abord de 17,75 % à 18,25 %, puis de 18,25 % à 18,50 %. Ce nouveau record historique. Apparemment, cette ascension ne décourage pas les emprunteurs, notamment les entreprises, qui ont « tiré » sur toutes leurs « lignes » bancaires d'un peu plus d'un milliard de dollars dans la crainte d'un encadrement quantitatif du crédit.

Que va-t-il se passer dans les semaines qui viennent ? M. Paul Volcker, président du conseil d'administration de la Réserve fédérale (le FED) avait tenu une conférence samedi 15 mars. Peut-être annoncera-t-il un nouveau relèvement du taux de discount fédéral porté de 12 1/2 % à 13 % le 15 février dernier.

Les « cours des principaux marchés » de matières premières sont publiés dans le Monde du 18 mars.

Beaucoup, à New-York, s'y attendent. Par ailleurs, M. Volcker pourrait donner des précisions sur la limitation des crédits accordés par les banques qui ne sont pas affiliées au FED, et sur l'encadrement du crédit obtenu au moyen des cartes, instrument favori des Américains pour obtenir des facilités à 6, 12 ou même 30 mois. Dans ces conditions, il n'est pas exclu de voir le taux de base des banques s'élever à 19 % au même 30 %, à moins que la demande de crédit « de précaution » ne faiblisse.

En France, l'attente se réveille sur le marché des taux à court ou à long terme, où on a tenté de diriger dans quelle direction allait s'orienter le marché américain. Sur le marché monétaire, peu de changements ont été notés : les taux se cantonnent entre 13 1/2 et 14 % pour les échéances de un mois à un an.

Apparemment, les emprunteurs se sont « couverts » : certains d'entre eux commencent même à repérer, plus cher, ce qu'ils avaient emprunté précédemment, notamment à la Banque de France. A cette occasion, une petite révolution s'est produite sur le marché monétaire : la Banque de France, précédemment, n'accorde plus de pension à 1 mois contre bons du Trésor, maintenant seulement des pensions à sept jours au taux tactuel de 12 3/4 %, et, notation significative, des pensions à 3 et 6 mois, au taux du marché. Certes, dans l'immédiat, les autorités monétaires cherchent à la fois à calmer le jeu du marché, et à limiter les anticipations fructueuses effectuées à ses dépens.

en supprimant une source de refinancement bon marché, et en laissant les opérateurs prendre leur risque. Mais, à plus long terme, elles voudraient créer un véritable marché secondaire des bons du Trésor, mais « dans la banque », comme cela se passe ailleurs.

Sur le front des obligations, enfin, c'est la pause après l'ascension : selon les indices moyens Paribas, les rendements actuariels bruts sont, pour les emprunts d'Etat, de 13,42 %, contre 13,40 % (après 13,52 %, le lundi 10 mars), pour les emprunts de première catégorie, de 14,25 % (inchangé), après 14,28 %, le lundi 10 mars, pour les emprunts du secteur privé, de 14,90 % contre 14,67 % (après 15,04) en cours de semaine. Cette quasi-stabilité, peut-être provisoire, n'empêche pas les emprunteurs publics d'émettre sensiblement plus cher : c'est le cas de la B.P.F.E. (300 millions de francs à 14,80 % nominal et 14,84 % actuariel) et surtout, du Crédit national, qui lancera le 24 mars, un emprunt supérieur à 1 milliard de francs au taux nominal de 14,60 (14,61 % actuariel) sur douze ans, soit 0,40 % de plus que le marché. Peut-être le Trésor a-t-il peur que le taux ne continue à monter. En ce cas, il faudra également relever les taux des prêts du Crédit national.

Indiquons, enfin, que les banques ont relevé leur taux de base pour la troisième fois en trois semaines, le portant de 12,50 % à 13,25 %, nouveau record historique. C'est le vent d'Amérique.

FRANÇOIS RENARD.

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### L'ascension du dollar se poursuit

#### Chute de l'or

Cherchant à nouveau le vague des taux d'intérêt, le DOLLAR a poursuivi son ascension sur les marchés des changes, retrouvant peu à peu ses niveaux de l'automne 1979, et se rapprochant de ceux du début de l'été dernier. Il a monté vis-à-vis de toutes les monnaies, y compris à l'égard de la LIVRE STERLING, qui n'a pu le suivre complètement dans son envolée. En Europe, le FRANC BELGE est tombé dessous de son niveau d'intervention, et il a dû être soutenu par la banque centrale du S.M.E. Quant au FRANC FRANÇAIS, il a manifesté une grande fermeté, le cours de l'once d'or de 31,1 grammes a violemment chuté, en liaison avec la hausse du dollar et du taux d'intérêt.

Décidément, la monnaie américaine a le vent en poupe. Elle a haussé au début de la semaine, elle ralentissait son avance au milieu, elle a repris son essor au bénéfice, puis bondissait à nouveau et très fortement à la veille du week-end sur l'annonce de nouveaux relèvements de base des banques aux Etats-Unis. Le DOLLAR, après avoir, lundi, dépassé 1,80 DM à Francfort pour la première fois depuis octobre dernier, touchait 1,84 DM vendredi pour revenir un peu en dessous. A Zurich, il dépassait 1,76 SF, et, à Paris, il s'élevait à 6,43 F pour revenir à 6,25 F. Partout on se félicitait de la fermeté de la monnaie américaine, couplée avec des achats spéculatifs. Selon certains observateurs la hausse pourrait se poursuivre dans l'attente de nouveaux relèvements de taux d'intérêt aux Etats-Unis ; selon d'autres, ces relèvements auraient déjà été anticipés, et le DOLLAR pourrait retomber. C'est le cas, en tout cas, qui s'est passé vendredi après-midi.

Le DEUTSCHEMARK continue à s'affaiblir lentement, et la Bundesbank a vendu depuis quinze jours plusieurs milliards de dollars pour soutenir sa monnaie. Inversant sa position, elle a libéralisé les importations de capitaux, à la fois pour compenser les sorties de dollars et limiter les effets du déficit de la balance des paiements. Le FRANC SUISSE s'affaiblit également, malgré de nouvelles mesures d'assouplissement prises pour faciliter l'entrée des capitaux étrangers en Suisse : quel changement en un an ! Dans le système monétaire européen, le FRANC BELGE a dû être soutenu activement au point que les opérateurs jugent inévitable un ajustement dans quelques mois, tandis que le Danemark cherche d'inspiration à emprunter 10 milliards de couronnes (7 milliards de francs) à l'étranger. Enfin, le FRANC FRANÇAIS, plus ferme que jamais, est à nouveau en tête du S.M.E. Comme on le prévoit, le Monde du 16-17 mars 1980, le cours du DM est descendu en dessous de 2,34 F à Paris.

Sur le marché de l'or, l'événement de la semaine a été la chute brutale du cours de l'once de 31,1 grammes. Revenu auparavant de 630 dollars à 600 dollars, il a commencé à fléchir régulièrement jusqu'à 550 dollars, puis, vendredi,

il est tombé brutalement à 500 dollars environ, pour remonter en soirée à 526-530 dollars, sur une déclaration de M. Horwood, ministre des finances d'Afrique du Sud, qui a agité la menace d'un arrêt complet des livraisons d'or en provenance de son pays. Les pétroliers de l'OPEP ont écoté la fois la courbe pour une réduction de 450 dollars l'once, niveau auquel de solides achats pourraient être effectués. — F. R.

### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Libre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira
London...	—	2,2970	9,4614	3,8823	4,0498	66,0113	4,4504	1886,43
	—	—	9,3480	3,8263	3,9942	64,9455	4,3774	1855,50
New-York...	—	2,2970	—	33,3263	56,8181	54,4856	3,3433	49,5988
	—	—	—	33,7642	56,8351	55,6173	3,4278	50,7485
Paris...	—	2,2970	—	—	233,37	14,3329	212,59	5,0595
	—	—	—	—	231,29	14,1458	212,54	5,0388
Zurich...	—	2,2970	—	—	95,9128	5,8813	87,2799	2,8959
	—	—	—	—	95,9088	5,9089	87,4163	2,8622
Francfort...	—	4,0498	183,58	42,8038	104,3013	—	6,1339	90,9992
	—	3,9942	179,89	42,7381	104,3331	—	6,1036	91,2458
Bruxelles...	—	66,0113	29,5108	6,9789	16,2918	16,2997	—	14,8328
	—	64,9455	29,1990	6,9287	16,2387	16,2391	—	14,8131
Amsterdam...	—	4,4504	201,65	47,8278	114,5138	109,8910	6,7418	—
	—	—	—	47,8125	114,3785	109,8283	6,7505	—
Milan...	—	188,613	55,475	193,3615	465,6533	463,6035	28,5773	423,37
	—	185,550	53,225	190,4929	464,9038	464,9438	28,6142	423,37

Notes reproduites dans ce tableau les marchés affectés des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le cours-valeur en francs de 1 dollar, 1 livre, 100 de deutschemarks, 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### SENSIBLE BAISSSE DES MÉTAUX ET DU SUCRE

Le renchérissement persistant du loyer de l'argent a commencé à faire des « vagues » sur les places commerciales. Le stockage de précaution devient de plus en plus onéreux. Résultat : une sensible dérive à la baisse sur les prix des matières premières utilisées à des fins industrielles. La famille des métaux précieux n'est pas épargnée, loin de là. Elle serait même la plus affectée. C'est d'ailleurs dans ce secteur que des fortes ventes ont été constatées. Taut se pose :

MÉTALLS. — Nouvelle et sensible baisse des cours du cuivre et du nickel. L'échange de Londres, qui renvoie à leurs niveaux de décembre 1979. Par rapport aux cours records touchés récemment, le repli est de 30 %.

Les producteurs américains menacent de procéder à diverses réductions de prix. Le prix du métal raffiné est ramené à 1,04 dollar la livre contre 1,42 dollar à son maximum. La production minière a été accrue de 5 % en 1979, atteignant 1 411 293 tonnes.

Les cours de l'argent ont en chute libre dans le sillage de leur valeur. Sur le marché libre de Londres, le prix du platine enregistré une baisse de 30 %, il est revenu à 310 livres l'once contre 433 livres. L'étain a été affecté et s'est replié sur les différents marchés. Le ré-

gement des prix planchers et plafonds déclenchent les interventions du directeur du stock régulateur ont été réduits. L'augmentation est toutefois moins importante que prévu. Ils sont désormais fixés à 1 650 dollars par once contre 1 800 dollars et à 2 450 dollars contre 2 650 dollars au lieu de 1 550 et 2 400 dollars.

Les cours du platine sont tombés à leur plus bas niveau depuis deux mois. Le platine atteint 10 %.

CÉRÉALES. — Repli des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. Pourrait la récolte mondiale sera moins abondante. Elle est évaluée par le Conseil international du blé à 421,2 millions de tonnes contre 423,5 millions de tonnes. En 1979, elle s'est élevée au niveau record de 440,1 millions de tonnes. C'est dans les pays d'Europe orientale où la diminution est la plus importante : 23,9 millions de tonnes contre 26,9 millions de tonnes.

Les relations peu importantes sur les cours du cacao. La récolte européenne sera inférieure de 35 % à celle de la saison précédente. Elle est évaluée à 2,5 millions de sacs contre 3,1 millions de sacs.

## LES GRÉVISTES DE LA SIDÉURGIE VEULENT ÉTEINDRE LES HAUTS FOURNEAUX

Londres (A.F.P.). — Les représentants syndicaux des cent quarante mille grévistes de la British Steel Corporation (B.S.C.), réunis à Manchester, ont adopté vendredi 14 mars à l'unanimité une motion demandant aux équipes de sécurité qui maintiennent les aciéries et les hauts fourneaux en état de marche de cesser le travail.

Une telle décision, qui pourrait être appliquée dès le début de la semaine, aurait des conséquences financières considérables pour B.S.C. En effet, la remise en marche d'un haut fourneau après un arrêt total entraîne des frais énormes, notamment la réduction complète du rendement intérieur en matériaux réfractaires qu'on refroidissement total dégrade irrémédiablement. Actuellement,

les hauts fourneaux marchent en « veilleuse », avec une charge réduite de coke.

De son côté, sir Charles Villiers, président de B.S.C., a affirmé que l'avenir de l'entreprise nationale serait en jeu si la grève, qui dure déjà depuis onze semaines, se poursuivait.

Les négociations, suspendues mercredi dernier, reprendront mercredi prochain. En attendant, distributeurs et utilisateurs d'acier ont trouvé d'autres sources de ravitaillement, tandis que la B.S.C. perdait des parts de marché. L'arrêt de travail a encouragé la tendance à s'approvisionner à l'étranger, et British Steel, déjà en proie à une vigoureuse compétition internationale, devra lutter pour regagner sa position sur le marché britannique.

En outre, la production industrielle a diminué de 0,3 % en janvier (— 0,9 % pour le seul secteur manufacturier). En un an, cette production a enregistré une hausse de 6 % (+ 6,8 % pour le secteur manufacturier).

Le livre par rapport au dollar (plus de 4 % depuis un mois), alors que le budget annuel, qui doit être publié le 26 mars, comportera une nouvelle majoration de 10 à 15 %.

Il s'agit du taux le plus élevé qui ait été enregistré depuis presque quatre ans, correspondant pratiquement au double de celui observé en février 1979 (9,81 %).

De surcroît, les services de prévision tant officiel que privés s'attendent à une dégradation pour les prochains mois, la hausse des prix pouvant atteindre au moins 21 % sur douze mois. Les pressions inflationnistes vont être renforcées par la dépréciation de

مكزا من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. DIPLOMATIE
3. AFRIQUE
- SÉNÉGAL : l'ajournement de la visite de M. Giscard d'Estaing semble traduire une certaine réserve à l'égard de la politique de l'Élysée.
3. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
- 4-5. ASIE

— L'ancienne Mandchourie dans la nouvelle Chine (II), de notre envoyé spécial Alain Jacob.

— AFGHANISTAN : les rebelles occupent les villages sur la frontière avec le Pakistan.

### AMÉRIQUES

— BRÉSIL : seize ans après le coup d'État militaire, les conditions de succès du plan d'ouverture contrôlée.

### POLITIQUE

8. CONSEIL D'ÉTAT : M. Chirac peut camoufler ses mondes.

### SOCIÉTÉ

9. Longo Mai, commémorée contestée (I), de notre envoyé spécial Pierre Georges.
10. ÉDUCATION : quatre mille manifestants ont défilé à Paris en faveur des étudiants étrangers.
11. JUSTICE
- POLICE

### INFORMATIONS

12. VIVRE À PARIS : les urgences du dimanche.

### CULTURE

13. LE JOUR DES MUSIQUES
- EXPOSITIONS : la collection Mousset au Musée du Luxembourg.
15. VU : Meppanien relu par Mousset.

### ÉQUIPEMENT

16. ENVIRONNEMENT : protestations et manifestations contre la construction d'une centrale nucléaire à Plougoff.

### ÉCONOMIE

17. SOCIAL
- 17-18. ÉTRANGER
18. LA SEMAINE FINANCIÈRE
19. LA REVUE DES VALEURS

**RADIO-TELEVISION (15)**  
Carnet (15) : Journal officiel (12) : Métronome (12) : Mots croisés (12) : Programmes spectacles (14 et 15).

## Les « soins intensifs » appliqués au président Tito restent sans effet

Le quotidien soviétique les Izvestia a vivement critiqué, le 13 mars, la politique de la Yougoslavie à l'égard de l'Afghanistan et du Cambodge. Le journal reproche notamment à « certains dirigeants » de Belgrade d'être à l'origine du projet de réunion des ministres des Affaires étrangères des pays non alignés consacrée à l'Afghanistan et de faire le jeu de la Chine et des États-Unis. L'ambassade de Yougoslavie à Moscou estime que « ces grossières attaques ne correspondent pas à la réalité ». A Washington, on a accueilli les accusations avec calme. On rappelle toutefois qu'il y a un mois le président Carter s'est déclaré résolu à prendre les mesures nécessaires pour garantir en cas de besoin l'indépendance de la Yougoslavie.

A Lubljana, les médecins du président Tito sont de plus en plus pessimistes. Ils signalent que les « soins intensifs » qu'il applique restent sans effet.

De notre correspondant

Belgrade. — Les bulletins du conseil de médecins qui, au centre clinique de Lubljana, soignent le président ont cessé de répéter ces derniers jours que l'état de santé du patient était « très grave ». Le contenu du bulletin du vendredi 14 mars est encore plus inquiétant que les précédents. En effet, tout en reprenant la formule sur le « très grave » état du malade, il insiste sur les dangers de la pneumonie dont le président est atteint depuis deux semaines et le « maintien persistant d'une température élevée ». Selon les meilleurs informés, cette température aurait oscillé vendredi dans la matinée entre 38,8 et 39,8 degrés. Selon les mêmes milieux, le président serait dans un coma quasi permanent et ce n'est que par certains de ses gestes que les médecins croient pouvoir constater de temps à temps qu'il reprend conscience pendant de brefs moments.

Depuis quelques jours, les médecins s'attachent surtout à combattre la pneumonie, l'hémorragie interne et les insuffisances rénales et cardiaques. Les résultats obtenus sont dans l'ensemble jugés comme non satisfaisants.

En ce qui concerne la plaie décollant de l'amputation de la jambe gauche effectuée le 20 janvier, elle ne présenterait plus de problèmes. Avant les complications intervenues entre le 8 et le 11 février, elle aurait été presque entièrement cicatrisée, et les médecins envisageraient même la mise en place d'une prothèse construite dans un établissement spécialisé yougoslave. Or ils se

sont trouvés contraints de renoncer à leur projet, lorsqu'ils ont constaté le mauvais fonctionnement des reins, puis celui du cœur et des poumons interdisant au patient de quitter son lit.

Un système ultra-rapide d'information des dirigeants sur la santé du président Tito a été mis en place dès le début de sa maladie. Il fonctionne en permanence entre Lubljana et Belgrade, d'une part, et Belgrade et les autres centres des Républiques fédérées et régions autonomes, d'autre part. Deux dirigeants, l'un membre de la direction collégiale de l'État et l'autre de la direction collégiale du parti, qui se relaient en principe tous les trois ou quatre jours, veillent sans discontinuer sur le président dans un appartement situé dans la ville de Belgrade. Pendant les week-ends, d'autres dirigeants encore font leur apparition à Lubljana. Ils ne peuvent cependant voler le président qu'à travers une sorte de hublot, toute entrée dans sa chambre étant interdite pour éviter tout risque d'infection. Comme le président est soumis à un régime médical sévère et que nul ne peut lui s'approcher, ses fils Zarko et Milica, qui, au début de la maladie, s'étaient établis à Lubljana, ont, semble-t-il, quitté la ville. Le premier est resté à Belgrade et le second à Zagreb. Mais eux aussi reviennent au cours de la semaine et régulièrement pendant le week-end pour passer quelques heures au chevet de leur père.

PAUL YANKOVITCH.

## Le refus de délivrance des cartes de travail

### « LA DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT NE MODIFIE PAS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT », affirme M. Stoléru.

La décision du Conseil d'État d'annuler partiellement une circulaire de M. Lionel Stoléru relative à l'immigration (notre première édition datée 15 mars) sera « immédiatement appliquée », a assuré, dans un communiqué publié vendredi, le secrétaire d'État chargé de la condition des travailleurs manuels et immigrés. Le Conseil d'État a déclaré nulles les dispositions de cette circulaire qui interdisaient, d'une façon générale, de délivrer des cartes de travail à des étrangers qui, entrés en France avec un visa de tourisme, demandaient ensuite la régularisation de leur situation professionnelle.

Dans ses attendus, le Conseil d'État note que le code du travail « ne fait pas obstacle à ce que les étrangers qui se trouvent en situation régulière (c'est-à-dire avec un visa de tourisme) puissent présenter une demande d'autorisation de travail aux services compétents ni à ce que ceux-ci accordent l'autorisation (...) ». Le secrétaire d'État a pris soin de préciser que la décision d'autorisation de travail est une décision individuelle, alors que les dispositions en vigueur autorisent seulement à apprécier, dans chaque cas, s'il y a lieu de délivrer la carte de travail.

M. Stoléru a indiqué que les dispositions juridiques du Conseil d'État « ne modifient pas la politique générale de refus de délivrance de nouvelles cartes de travail, sauf pour des cas sociaux individuels, en raison de la situation de l'emploi ».

D'ailleurs, le Conseil d'État s'était opposé, en octobre 1977, à un projet de décret suspendant pour trois ans l'immigration familiale. Puis, en novembre 1978, il avait annulé notamment l'arrêté ministériel instituant une « aide au retour » des travailleurs immigrés, considérant que la condition attachée à cette disposition — ne plus jamais travailler sur le territoire français — était illégale. Cette « aide au retour », qui s'élevait à 10 000 F continue d'être distribuée.

## LA POLÉMIQUE AUTOUR DU PASSÉ DE M. MARCHAIS

### M. Fitterman : nous confondrons les conjurés de l'anticommunisme

M. Charles Fitterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., écrit dans l'Humanité du samedi 15 mars, au sujet de la polémique sur le passé de M. Georges Marchais : « Les « commentateurs » inspirés — contraints à un repli précipité par notre riposte — remettent en avant ces jours-ci la thèse d'une « classe politique faisant corps » pour imposer la loi du silence. A les en croire, la « bande des quatre » exercerait à nouveau ses ravages ».

« Non ! Il n'y a pas de classe politique, que la défense de ses intérêts menacés rendrait solidaire. Il y a une classe ouvrière des travailleurs dont le parti communiste est le défenseur intransigeant, le porte-drapeau politique, et il y a une classe capitaliste qui mène contre eux et contre lui une lutte implacable. »

« Non ! Il n'y a pas de bande des quatre ». Il y a une bande des trois qui se montre au grand jour dans l'Express. Elle a un but : assurer dans la crise la mise en œuvre permanente de la politique du capital par des équipes se relayant ou se retrouvant ensemble au pouvoir. Elle a un adversaire : le parti communiste, qu'il faut affaiblir parce qu'il s'oppose à cette entreprise néfaste. »

Dénouant les « conjurés de l'anticommunisme », M. Fitterman affirme : « Documents et témoignages à l'appui, avec l'aide de tous les honnêtes gens de tous ceux qui ont assuré de leur solidarité Georges Marchais, nous les confondrons et les confondrons définitivement et totalement. Nous exigeons la vérité, la clarté, la propriété, partout. Nous exigeons la justice. Leur crime ne passera pas. C'est eux qui paieront. Il le faut. »

### L'ATTITUDE DU MAIRE DE BOURGES

#### Une lettre du bureau de presse du P.C.F.

Mme Amélie Dreyfus, du bureau de presse du parti communiste français nous a adressé la lettre suivante : « M. Michel Mayer, qui m'a communiqué l'article paru dans le Monde, j'ai déclaré avec insistance à M. Mayer que dans l'affaire Marchais, je n'ai jamais recouru ni au maire de Bourges ni à aucun habitant de cette ville, la moindre demande pour que je sois sollicité, je n'ai jamais recouru à personne. »

Je lui ai expliqué que les derniers contacts personnels entre nous ont eu lieu à l'occasion d'échanges de vœux pour le Nouvel An.

J'avais déjà déclaré, le 11 mars 1980, à tous les journalistes qu'aucun contact n'a été pris dans cette affaire entre nos deux villes.

Je regrette infiniment que votre personne et la mienne soient impliquées dans de telles rumeurs. Cher collègue, M. Rimbault, je puis vous assurer que dans l'affaire Marchais, ni moi ni la ville d'Augsbourg n'ont été l'objet d'une quelconque intervention de votre part.

Avec mes sentiments amicaux. Votre Hans Breuer, bourgmestre d'Augsbourg, vendredi 14 mars, à 12 h. 43.

Voilà une illustration de ce que d'aucuns ont appelé « l'objectivité du Monde ».

Le jeudi 13 mars 1980, j'ai reçu le correspondant d'Antenne 2.

Nous prions évidemment ses lecteurs de ses lecteurs. — B. F.

### NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing inaugurera, le dimanche 23 mars, la Foire internationale de Lyon. Le président de la République, qui sera accompagné, notamment, de M. Raymond Barre, visitera les stands et prononcera une allocution en fin de matinée.

● Enlèvement franco-pakistanaï : le ministre français des Affaires étrangères, M. François-Poncet, a eu, vendredi 14 mars, un entretien d'une heure avec son homologue pakistanais, M. Agha Shahi, qui a porté essentiellement sur la crise afghane et ses répercussions dans la région. Selon le ministre pakistanais, il s'est échangé de cet échange une assez large coincidence de vues sur les moyens possibles de désamorcer la crise afghane. Au sujet d'Osmaï, on ajoute que la crise délicate a été évoquée, tant sous l'angle de l'Afghanistan que sous celui du développement des relations entre les pays du sous-continent indien.

● Des médicaments extrêmement toxiques ont été volés dans les locaux de l'hôpital de Berpignan (Pyrénées-Orientales) dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 mars, à 10 heures, après samedi 15 mars. Il s'agit de huit cents ampoules de médicaments classés au tableau B, notamment du palium et de la morphine. Samedi en fin de matinée, les enquêteurs se refusant à communiquer le bilan exact de ce vol.

## Secrétaire général du P.C.I.

### M. BERLINGUER SE RENDRA À PÉKIN EN AVRIL

Pékin, 15 mars (A.P.F.). — Le secrétaire général du parti communiste italien, M. Enrico Berlinguer, se rendra en Chine en avril à l'invitation du parti communiste chinois, annonce le 15 mars l'agence Chine nouvelle.

Le P.C.I. et le P.C.C. ont cessé d'avoir des contacts de fait depuis le début des années 60. Chine nouvelle indique seulement que M. Enrico Berlinguer conduira une délégation du comité central de son parti.

## Mort de Mohammed Hatta

### Un des deux pères de l'indépendance indonésienne

M. Mohammed Hatta, ancien premier ministre et vice-président de la République indonésienne, est mort vendredi 14 mars, à Djakarta, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Si Sukarno demeure le plus connu des « pères de l'indépendance » indonésienne, Mohammed Hatta a toujours été placé par les Indonésiens sur le même plan que l'ancien président dans le panthéon des dirigeants nationalistes. Son prestige était d'autant plus grand que, retiré de la vie politique active depuis 1950, il n'avait pas été mêlé à la lutte pour l'indépendance avec les communistes qui s'était achevée dans le sang en octobre 1965 par la prise du pouvoir par les militaires et le général Suharto.

Né en 1902 à Sumatra, Mohammed Hatta prend part à la lutte nationale contre la puissance coloniale néerlandaise dès les années 1920. Dirigeant de l'association des étudiants indonésiens aux Pays-Bas (Perhimpunan Indonesia) en 1923, il est emprisonné en 1927-1928. De retour aux Indes néerlandaises, il prend la tête du groupe indépendant (Golongan Merdeka), ce qui lui vaut de connaître de 1935 à 1942 le sinistre camp de concentration de Digoel, en Nouvelle-Guinée. Les Japonais le sortent de prison en 1942 et le mettent, avec Sukarno, à la tête du mouvement nationaliste.

Le 17 août 1945, Sukarno et

Hatta, toujours associés, proclament l'indépendance de l'archipel, alors que s'effondre l'empire nippon. Certaines sources affirment que les deux hommes, qui se sont rencontrés à ce sujet, ont conclu l'acte de l'indépendance, avaient été enlevés par des résistants qui les auraient contraints à signer en 1927-1928. De retour aux Indes néerlandaises, il prend la tête du groupe indépendant (Golongan Merdeka), ce qui lui vaut de connaître de 1935 à 1942 le sinistre camp de concentration de Digoel, en Nouvelle-Guinée. Les Japonais le sortent de prison en 1942 et le mettent, avec Sukarno, à la tête du mouvement nationaliste.

De sa semi-retraite — il enseigna dans plusieurs universités — il continua d'influencer les esprits, sans se mêler à la vie politique active. Pourtant, lui qui avait tant critiqué l'« ordre ancien » de Sukarno, il ne se méfia pas de son successeur, et la corruption de l'« ordre nouveau » instauré par le général Suharto. Ses paroles font le tour de la capitale et, en 1976, il appose sa signature, en compagnie des plus hautes dignitaires religieux du pays, au bas d'un texte écrit par un illuminé adepte du mytilisme javanais, un petit fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, M. Soetoro Kartono, qui demande tout simplement la démission du président Suharto. L'affaire fut grand bruit. M. Soetoro est arrêté et condamné. Mais il était impossible de s'en prendre aux personnalités précieuses qui lui avaient apporté leur caution.

Embarrassant pour les autorités pendant les dernières années de sa vie, cet humaniste, dernier grand témoin des années héroïques, sera sans doute « récupéré » après sa mort. Tout comme Suharto, mort il y a dix ans, qui s'est vu construire un mausolée par ceux-là mêmes qui l'avaient renversé.

PATRICE DE BEER.

Le numéro du - Monde - daté 15 mars 1980 a été tiré à 575 395 exemplaires.

A B C D E F G

**Un piano droit pour 8750 F ttc**  
Larges possibilités de crédit personnalisées.

hamm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement renouvelés offrant le plus grand choix de marques de Paris.

Neuf • Occasion • Vente • Achat  
Réparations • Accord • Transport.

**hamm**

Le piano... et toute la musique.  
135-139 rue Rennes 75006 Paris  
Tél. : 544 38-66 - Parking près Montparnasse.

**REPUBLIQUE TOURS**

**L'Irlande à votre rythme.**  
6 formules sélectionnées pour une semaine au départ de Paris.

**A Hôtel :** logement + voiture de location : 2.285 F.  
En autocar : circuit de 8 jours + logement en demi-pension : 2.995 F.  
En roue libre : voiture de location : 1.265 F.  
En roulotte : location d'une roulotte complètement équipée pour 4 personnes : 1.685 F.

**En bateau sur le Shannon :** location d'un bateau complet, équipé pour 4 personnes : 1.730 F.

**A la ferme :** logement dans les fermes irlandaises avec voiture personnelle (traversée par bateau) : 1.260 F.

Plus de 30 destinations.

Demander la brochure République Tours à votre agent de voyages ou au 8 bis, place de la République 75011 Paris. Tél. 355.39.30

مكتبة من الأصل

Pierre

L'écho des

est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

JEAN CAVIOT

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.

Le monde est silencieux, l'ennemi se cache dans nos gestes, se cache dans le rêve.



# Le Monde

D I M A N C H E

## L'écho des rêves

L'air est silencieux, l'eau ne mouille pas. Aucune gêne dans nos gestes. Tout se mélange. On glisse dans le rêve.

JEAN CAYROL

**L**e rêve est-il, peut-être, l'éveil de l'au-delà, la paupière fermée qui s'ouvre sur la première irisation, le rideau qui se lève sur un enchantement, l'indéfinissable épure d'une ville inconnue, naturelle mais irréelle, l'esquisse d'un environnement, d'un fleuve, d'un océan, d'une terre labourable, d'un ébouillissement de roches ? Mais les habitants sont déformés, aimables, incapables de nous donner quelque indication sur la marche à suivre pour retourner d'où l'on était venu : pareils à des hommes dont l'inscription est effacée.

Lumière sans chaleur, mais égale, ininterrompue, soleil invisible dont le rayonnement ne fait pas d'ombre. On avance sans le soulèvement de la nuit : c'est pareil, indifférent au passé, dominical, inaccessible à des habitudes, à une routine, à une tradition ; le paysage prend un caractère hiéroglyphique ; comme un grimoire, noté qui nous entoure, c'est illisible. Il y a de la gentillesse dans l'air et dans les propos. L'invention est telle qu'elle devient conventionnelle : accord tacite, sans aucun engagement de part et d'autre. On peut se saluer, traverser des clôtures, entrer dans les maisons, franchir des seuils, personne ne se dérange. Rien ne ressemble à tout ce qui fut notre mémoire. La passivité règne, une lenteur calculée. Bien sûr, on vous indique une route, les berges d'une rivière ornée par des arbres promis à une pesanteur éternelle. Nul ne s'intéresse à votre sort. Vous pouvez escalader des torrents, des eaux écumueuses, tomber d'un balcon, monter sur le haut d'une colline, aucun bulleson ne vous griffe, le sang ne se répand plus, la chair est absente de cette errance. Nous sommes toujours intacts, sans âge, au cœur de cet été immuable où les vents ne passent plus. L'humidité n'est pas fraîche,

la chaleur est tempérée. Un détail ne devient précis que si l'on observe ce par quoi on est ceinturé, sans être suffoqué. Aucune raison pour recourir à la peur, s'enfuir, presser le pas, pleurer, hurler. Simplement, le retour n'est pas prévu, même si l'aller avait une signification : recherche d'une personne, d'une étoffe, d'une ressemblance.

L'air est silencieux, léger, il ne pèse pas sur la poitrine ; c'est comme une reconstitution, dont on aurait oublié les ruines d'où elle provient.

Aucun assourissement, les gestes sont naturels, nullement empruntés ; aucun déhanchement dans cette marche qu'à soi-même on impose.

Les éléments comme l'air, le feu, la terre et l'eau semblent avoir oublié notre présence. Tout avait commencé avant notre venue, se poursuivait dans une indifférence générale. Nous sommes en plus ; cependant, personne ne s'étonnera de notre passage et de nos questions dont les réponses restent évasives.

### D'une voix blanche

Les couloirs sont clairs, l'eau ne mouille pas, l'air est tout d'un bloc. Si nous avions un sentiment de cette pérennité, le moindre éclairage serait fabuleux, donc trompeur. On vit sans poser, sans porter le poids d'une lassitude ; le voyage, doucement, se perd dans la brume, s'évapore.

Aucun détail ne manque, parfois, il est pittoresque, digne d'être admiré ou redouté. Les abrupts ne sont pas menaçants, les broussailles ont perdu leurs épines ; on glisse, on pousse, on avance, mais aucune raison ne s'impose. Personne ne refuse son aide ou son hospitalité ; même la pauvreté est généreuse. Rien n'est cérémonial, allégorique. On parcourt des prés, mais les bêtes ne nous remarquent pas. La sueur ne coule plus de notre front, la moiteur ne se

forme pas en bracelet autour des poignets. Les inconvenients naturels ne nous obéissent pas. Car notre épiderme est lisse, uni ; le rose ou le bistré ne l'atteignent pas. Notre solitude nous protège, ce manque de communication avec les êtres et les choses, et s'il y a similitude, elle n'est qu'apparente.

Le temps a disparu, la durée, la séparation du jour et de la nuit, les brusques réactions du chaud et du froid. Le rêve, au contraire, nous conserve en entier. Aucune émotion ne nous anime ; seule la crainte de ne pas être de retour à temps rôde, frémissante.

Aucun individu ne nous connaît, ne nous reconnaît, puisque nous n'attirons pas l'attention : l'impassibilité est de rigueur. Sites imperturbables, contrées impalpables qui refusent notre toucher, sans odeur (même le lilas n'a aucun parfum), lieux insaisissables qui nous entourent comme s'ils désiraient mettre un terme à leur nature, nous dérober leurs couloirs où l'érotisme peut se réveiller ; sont-ils factices et leur vraisemblance fugace ?

Aucune gêne, aucune maladresse dans nos propos, car, nous parlons d'une voix blanche, inaudible ; nos desirs ne sont pas encore imaginés.

Je touche le tissu, je retrouve ma passion ou ma répulsion et, malgré la nouveauté du décor, il agit comme dans sa propre existence, précis, rigoureux, parfois excessif : de vieilles rancunes apparaissent. On s'en détourne, car il possède une pensée, quelques sentiments sans chroniques, une tension qui se remarque. Ce n'est plus une buée, un trompe-l'œil ; on s'explique, on discute, on réclame. Les traits de chacun retrouvent leur contour. C'est alors un vieux compte à régler, une situation ancienne à mettre au clair et dont on ignore la suite, le prolongement. Tout se mélange, l'insécurité d'un caractère, quelque secret travesti. On a des ailes, on s'approprie le temps à nouveau (il retombe en grumeaux). Cette mort absente ne nous terrasse pas, car il se fait un alliage, une alliance entre l'éveil et le rêve. Mais le caractère a disparu comme notre sensibilité ou notre mémoire. Remémoraison du passé ? Peut-être sans surprise. Rien ne pourrait nous étonner que notre étonnement. Le rêve se tient à ses règles, à un ordonnancement dont nous ne devinons pas les incertitudes.

Alors, notre attitude passive a disparu, est éloignement toujours éclairé de la même manière. A cause de ce personnage venu du fond de notre mémoire, notre démarche, qui paraissait gratuite, sans fondement, prend une allure vivante ; nos pas donnent leur trace. On soupèse, on voudrait être reconnu, estimé, regardé. La clarté intemporelle s'est estompée. La nuit pourrait venir, le mensonge, l'été, l'hiver. Nous pouvons enfin nous plaindre : notre apparence a changé ; nous arrivons à reconnaître, à exiger notre dû. Notre errance lumineuse, ce vagabondage hors saison, peut avoir une cause, un motif. Nos défauts se dessinent à nouveau. La distance semble naturelle ; les espaces ne se confondent plus, ne forment plus un mélange subtil mais évanescent ; l'assiette est pleine, mais les alignements n'ont pas encore de goût ; je les saisis sans trop y croire ; ils sont là pour la vue, non pour l'odorat. Je me nourris d'une cuisine idyllique.

Le langage, pourtant parfois vêtement, ne fait aucun bruit. Nous sommes dans des bribes d'histoires, des bouts d'aventures qui veulent retrouver leur plénitude. La poussière revient ; des poulx plorent du grain, un chat reprend sa placidité. Tout est revenu, les yeux clos. Le donjon arrive.

Le rêve a ses amplitudes, son architecture, ses lointains. Qui a construit son délabrement ? Qui illumine ses caves, ses souterrains ? Qui règne sur ses panoramas ? L'illusion est si parfaite, on pourrait entendre un roitelet sur une branche. Le cauchemar traîne languissant, tardif : il pousse au réveil, aux battements du cœur plus précipités, il hâte l'aube, le bruit, les affluents. Il peut amener le final, réduire notre marche à une course, nous précipiter dans l'avalanche, le tourment, nous pousser à nous débattre, trafiquer le tragique, nous trahir.

Quelquefois, c'est le rêve entier qui nous contemple, suit nos mouvements, épie notre effarement, tout en nous enivrant de touches délicates, de paysages équilibrés, d'habitants dont la curiosité n'est jamais malsaine ; la boue ne tache pas, la gadoue

ne nous salit pas, on met son pied entre deux flaques. Il y a autour de nous comme une immense respiration régulière, un faux assoupissement. La terre et le ciel ont « la pupille dilatée », car aucun fait n'échappe à l'invisible : lignes sinuantes de l'horizon, replis de terrains qui se dérobent à notre vue, on avance sans croire à ce prodige d'être animés sans but.

Il peut arriver que le paysage tremble, mais c'est rare, ce frisson coulant dans les feuilles, sur les troncs, autour des arches des demeures. Tout devient instable, remuant, comme si un léger tremblement de terre se communiquait à toute la vision, comme si chaque chose se détachait, se divisait, puis se gâtait.

Je sais que je peux être agressé, étant vu de toutes parts, et, sans trop le vouloir, le reste bat-il trop vite, mais comment résister alors que je suis en plein sommeil, abandonné à n'importe

quel phantasme ? Le froid peut venir de dehors, l'eau de la pluie se retenir. Je me baigne : il reste dans les rainures du sable encore humide des débris de pierres lumineuses, des restes d'orfèvrerie, une sorte de minuscule trésor offert au premier venu. Je reviens dans ma petite enfance quand je rémouais, entre les fentes du plancher, sous la table devant laquelle mon père travaillait pour sa profession, une lime à la main ou une aile aux dents très fines afin d'arrondir les arêtes d'un métal précieux, le poil ; for lui était indispensable pour achever ses prothèses dentaires. Je secouais le tablier de cuir qui le protégeait, brillant d'une très fine poussière d'or. Je ramassais ces miettes en mouillant le bout de mon index. Je me précipitais aussi sur la caisse de bois qui contenait notre provision de charbon et là, avec obstination, je pyrolysais le morceau plus ou moins gros qui pouvait receler des traces de enivre : j'en avais plein les poches. Aujourd'hui, mes rêves prennent en charge cette poursuite d'un magot étincelant à travers roches, dunes, liseré de plage. Je fouille jusqu'au réveil.

### Le goût de l'aube

J'ai l'impression que je truque mon rêve, que je le fige en lui donnant une aération qu'il ne devrait pas avoir. Je le désire anodin, pareil à un lieu de détente, un moment de repos. Bien sûr, ce sont les images anciennes mais renouvelées qui reviennent dans une extrême confusion : lycées, casinos, salles délabrées, personnages auxquels je restitue leur nom, mais qui ne ressemblent à aucun être que j'ai pu approcher. Je m'assiste pas. Tout se reconstruit quand tout commence à s'effacer. Je dois donner la sensation que j'existe dans mon rêve, sans collaborer au plus petit travail qui se déroule devant mon regard. Je fais une extrême attention pour rester ainsi en marge, ne pas me mêler à un groupe, à une foule dont les chuchotements ne parviennent jamais à mes oreilles ; se mouvoir dans le vague, l'indécis, dans un grand espace vide, ne contenant aucun espace matériel. Le sommeil se transforme en une vue cavalière d'un monde auquel j'appartiens sans en sentir les liens.

Et puis, soudain, j'aperçois sur les vitres le scintillement des étoiles. Mon rêve se prolonge sans rien retentir : il se dilue et c'est alors que débute cet immense répertoire des choses à faire, des phrases à ne pas perdre : élanement du corps, perte d'un œil, qu'on croyait immortel, poids des soucis, risquement d'un ami d'enfance, etc.

Il faut allumer afin de dissiper les ténébreux qui ont pris la place de cette vision fugace dans laquelle j'accumulais les détails sans en comprendre l'ensemble. Le jour peut arriver.

An loin, il subsiste encore la leur diffuse d'une ville, tandis que le moindre des souvenirs devient obsessionnel, le plus petit rappel de faits minimes se répète indéfiniment en grossissant à vue d'œil. Le rêve est retent dans une obscure similitude avec un présent tout proche, griffu, enraciné dans nos inconsciences. Un verre d'eau et tout ira bien.

De ma fenêtre, je découvre le brutal éclairage des autos qui passent en trombe. Le premier chien aboie, d'autres chiens lui répondent, un chat dodu miaule pour rentrer dans sa maison. Il faut goûter à l'aube comme à un mets qui n'est pas encore tout à fait cuit. Il ne me restera plus entre les mains que la froide poussière d'un rêve inutilisable et pourtant affranchi d'une âme en mal d'illusion.



ALAIN LESTYER

# PARIS

## MODE D'EMPLOI

Le "premier" guide, quartier par quartier, pour tous les jours.

→ 400 pages, des milliers de contacts, de lieux, de reportages.

Un prix exceptionnel: 39F

En librairie et sur commande: revue autrement, 73 rue de Turbigo, 75003 Paris.

1550 1014 1014



## Un alibi ?

Membre d'Amnesty International, j'ai lu l'article de Richard Darnon avec intérêt (le Monde Dimanche, 17 février). Je ne dirai qu'un mot : il est obscur, et ne méritait nullement en cause l'association.

Ce que je trouve un peu inquiétant dans les propos de certaines personnes que vous avez rapportées, c'est le fait qu'Amnesty apparaisse comme un « refuge » pour des gens qui, soit ont renoncé à une action politique par le moyen des partis, soit n'ont jamais voulu s'engager.

Que ce soit vrai, du moins temporairement, pour certains, je le pense. Mais il ne faudrait pas que, par ce biais, Amnesty (et d'ailleurs les autres organisations qu'on a pris l'habitude d'appeler « humanitaires ») devienne un alibi à l'action politique. Que, par la voie de ces organisations, et à cause d'une action que l'on présente comme « concrète », on revienne à la vieille et odieuse opposition entre « la politique » (sale, malséante, suspecte, intéressée...) et les « bonnes œuvres » (pures, utiles, saintes, désintéressées).

En fait, qu'on le veuille ou non, lorsqu'on s'occupe des droits de l'homme, on est un jour ou l'autre amené à avoir une action qui se situe dans le domaine de la politique. Comme les droits de l'homme ne peuvent être violés que par le pouvoir, il est clair qu'on ne trouve presque toujours en train de s'opposer à ce pouvoir, quelle que soit la forme du gouvernement du pays en cause. Si je prends l'exemple de la section française, il est évident qu'un membre orthodoxe du P.C.F. ne se sent pas à l'aise pour s'occuper d'un prisonnier d'opinion russe, ou un membre de la nouvelle droite pour écrire à Videla. Là est le côté apolitique d'Amnesty, car il faut en effet être capable de faire les deux.

Mais je ne pense pas qu'on puisse, pour militer à Amnesty, laisser de côté les engagements politiques dans son propre pays. Le fait même qu'Amnesty soit une école de responsabilité à la base rend ses membres, au contraire, particulièrement responsables de ce qui se passe dans leur propre pays.

ELIASBETH BOUILLER  
(Montbéliard).

## Une « initiative »

J'ai lu avec un grand intérêt votre article dans le Monde Dimanche du 3 février, intitulé « Des initiatives par milliers ».

J'ai été surpris de ne pas voir mentionnée parmi les thèmes de ces initiatives, la lutte contre la discrimination politique en matière professionnelle, essentiellement dans les services publics et plus particulièrement dans l'enseignement, les postes et les chemins de fer.

Ce mouvement, selon les moments, groupe entre deux cents et trois cents comités locaux avec une coordination au niveau de chaque Land et un animateur fédéral et s'intitule « Haute aux interdictions professionnelles » (Hauter/verboden). L'importance du mouvement est suffisante pour qu'il occupe la manifestation à l'échelon des Länder plusieurs dizaines de milliers de personnes soient réunies dans les différentes grandes villes d'Allemagne fédérale.

Il y a à peu près un an, à Bonn, selon la presse et la police vingt-huit mille personnes ont organisé un cortège en trois colonnes se rassemblant sur la principale esplanade de la ville. Les organisateurs ont estimé la nombre des participants à trente-cinq mille.

D'importantes délégations des pays voisins de l'Allemagne fédérale à l'Ouest ont participé à

cette manifestation, notamment des Français, parmi lesquels les Alsaciens étaient nombreux ; nos compatriotes étaient ainsi aux environs de deux cents ; les Hollandais environ cinquante ainsi que les Danois.

La composition politique de ces initiatives est intéressante, elle se situe certainement à gauche avec des militants ou sympathisants sociaux-démocrates, représentants des diverses confessions religieuses, des syndicalistes à titre le plus ou le moins personnel, des communistes.

PIERRE KALDOR  
(Amstelveen).

## La France... ton français f... le camp !

Non, ce n'est pas l'offensive étrangère qui entame la force de notre langue. Une des causes de la déperdition du français est l'abandon par nous-mêmes d'un parti correct. La prononciation de notre langue se doit d'évoluer comme tout ce qui est vivant, mais nous n'assistons pas à une évolution mais à une déformation par laxisme. Écoutons les orateurs de nos radios, de la télévision, dont l'influence est si importante, c'est le laisser-aller absolu. Pauvre en toniques, la langue française s'aplatit de plus en plus, s'amolli, se débraille. Ce sont les Français qui abandonnent leur expression naturelle de communication, ils en perdent le contrôle, n'y prêtent plus attention.

Il ne s'agit pas de discours de rhétorique ni de parler quotidiennement sur le ton soutenu, mais de préserver ce qu'il y a de sensible et d'harmonieux, comme de clarté, dans l'oralité. Paradoxalement, nos Français aiment à danser et à chanter sur des rythmes étrangers, étrangers à leurs origines, mais négligent les cadences et le rythme de leur propre langue. Les sons se délitent et les mots s'agglomèrent dans une bouillie incohérente.

Une preuve de ce mal ? Le nombre croissant d'adultes qui, un jour, découvrent les difficultés de se faire entendre aisément lorsque des obligations professionnelles leur imposent un discours public ou une simple conférence.

Si, dans nos jeunes années, on avait accordé à l'entraînement oral une part du temps consacré à l'étude de l'écrit, nous connaîtrions moins les ravages de cette décadence.

De nos jours, dans nos écoles formatives de jeunes comédiens, l'art de la diction est abandonné, comme condamné à l'oubli.

JEAN-PAUL MOULINOT  
(penzance).

## LA PHILOSOPHIE DANS LE BROUILLARD

Nous publions quelques extraits des lettres reçues à la suite de la publication de « La philosophie dans le brouillard » (le Monde Dimanche du 10 février).

## Ghetto

Les articles parus montrent qu'enfin on commence à prendre conscience en France du marasme dans lequel se trouve, depuis des années, la philosophie française. Mais quelles en sont les causes ? Delacampagne en indique seulement quelques-unes. Mais elles ne peuvent donner qu'une idée fragmentaire de la scène philosophique internationale qui pourrissent remédier à cet état de choses.

ROBERT HAUBERGER  
(Bettendorf (Luxembourg)).

## ACTUELLES MILLÉSIMÉES

## L'animalité générale

« Le monde va finir. La seule raison pour laquelle il pourrait durer, c'est qu'il existe. (...) Je ne dis pas que le monde sera réduit aux expédients et au désordre bouffon des républiques du Sud-Amérique, qui peut-être même nous retourneront à l'état sauvage, si ce n'est que nous avons, à travers une fusil à la main. Non ; car ces aventures supposeraient encore une certaine énergie vitale, écho des premiers âges. Nouvelle exemple et nouvelles victimes des inexorables lois morales, nous périrons par où nous avons cru vivre. La mécanique nous aura tellement américanisés, le progrès aura si bien atrophié en nous toute la partie spirituelle, que rien, parmi les révoltes sanguinaires, sacrilèges ou anti-naturelles des utopistes, ne pourra être comparé à ses résultats positifs. (...) »

« L'imagination humaine peut concevoir, sans trop de peine, des républiques ou autres États communautaires, dignes de quelque gloire, s'ils sont dirigés par des hommes sages, par de certains aristocrates. Mais ce n'est pas particulièrement par des institutions politiques que se manifestera la ruine universelle ou le progrès universel ; car peu m'importe le nom. Ce sera par l'effacement des corps. À ce point de vue, ce n'est pas la politique qui se débatait fébrilement dans les étreintes de l'humanité générale, et que les gouvernements seront forcés, pour se maintenir et pour créer un fantôme d'ordre, de recourir à des moyens qui feraient frissonner notre humanité actuelle, pourtant si endurcie ? Alors le fils fera la famille, non pas à dix-huit ans, mais à douze. (...) »

L'opprobre soit sur l'abréviation ! C'est trois pages entières qu'il faudrait donner ici, des notes jetées par Baudelaire vers 1851 et recueillies dans *Fusées*...

JEAN GUICHARD-MEILL.

## PARTI PRIS

## Contestataire

Le contestataire est une position pleine de péril, et qui exige de ce fait un grand courage à Moscou ou à Prague. Non seulement le droit à l'expression, mais la liberté physique, l'intégrité spirituelle — dans le cas des internements psychiatriques — sont en jeu.

La position du contestataire en Occident est tout autre. Elle est plus excitante que dangereuse ; elle peut même être quelquefois lucrative. Appartenir à un parti ou à une Église tout en proclamant son désaccord sur un point brûlant de la doctrine apporte un lustre incomparable. L'appareil en cause hésite à frapper les hérétiques en puissance, ou qu'il estime tels, du fait de renforcer l'hérésie, à couper une branche qui peut porter un jour des fruits et surtout de ternir son image de marque, qu'elle soit aux conleurs de la tolérance ou à celles de l'unanimité. De toute façon, il est perdant.

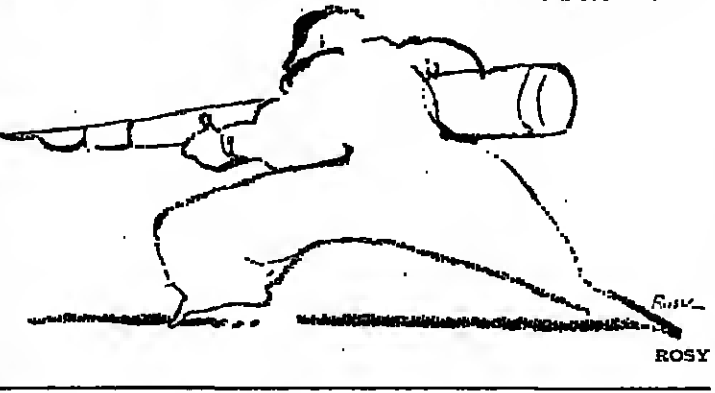
L'opposant interne fait, lui, de son déshérence permanent entre l'appartenance à l'opposition un ressort dramatique. Les spectateurs ne s'en lassent pas.

Le contestataire, c'est David face à Goliath, la Petit Poncet devant l'ogre, l'homme contre le groupe : « Et s'il n'en reste qu'un... » Comment ne pas marquer les points de son combat solitaire, le lire, l'écouter, la consulter ? N'est-il pas à témoin idéal : un acteur qui depuis la scène où il jona peut décrire les coulisses.

Encore faut-il qu'il continue de jouer, qu'il reste dans l'arène, qu'il ne soit pas chassé du temple. Il devient alors un peu un homme comme les autres, au pire un « ex » — un détroqué. La connaissance qu'il a eue des rouages au milieu desquels il se faufilait est vite périmée. Dynamite à l'intérieur, il n'est plus, hors les murs, qu'un pétard. Tout le monde ne peut, comme un Garand, offrir autre chose que des souvenirs et des rancœurs.

Aussi faut-il souvent plus de vertu pour partir et s'enfoncer ou risquer de s'enfoncer dans les ténèbres que pour continuer à se promener les bras en balancier, sur la faîte du mur. Et sous les projecteurs.

JEAN PLANCHAIS.



ROSY

tillité (sic). Refus de l'effort ? L'abandon, c'est la mort !

Où éprouve les bienfaits du jogging, pourquoi ne pas s'engager à respirer et à articuler son langage ?

JEAN-PAUL MOULINOT  
(penzance).

## Rien

La philosophie française n'est en crise que dans la mesure où il n'y a plus de philosophie française. (Celle-ci n'est pas dans le brouillard ; elle est inexistante.)

Thomas Szebel, professeur de philosophie à l'université de Chicago, écrivait récemment que la France est le seul pays où des intellectuels puissent se targuer d'être de « nouveaux philosophes » sans faire de philosophie. L'éducation nationale a-t-elle tort de vouloir réduire ce qu'on appelle encore la philosophie, mais qui ne fait qu'entretenir une confusion trop répandue entre une philosophie (absente) et les sciences (qu'on dit « humaines »).

L.-R. KARLAUSEN  
(Paris).

## Alain

Il me semble que vous exécutez bien rapidement Alain dans votre article : on ne peut être plus lapidaire. Du haut de quoi, au juste ? À moins que vous ne vous borniez à rapporter un faux sens que d'autres commenteraient. Alain n'a jamais voulu être un

S. L.  
Paris

« maître penseur » — il honorait trop ses propres maîtres pour cela...

ANDRÉ BOULAT,  
(Paris).

## Subreptice

A juste titre, Christian Delacampagne exprime la nécessité pour la philosophie (laquelle ?) de se détacher, plus exactement de s'arracher, à l'idéologie ambiante. Or, justement, je me demande si ce sur quoi son discours s'agrippe ne fait pas partie, par quelque ruse subreptice, de ce qu'il dénonce : ce qui s'appellerait, quant à moi, l'idéologie « catastrophiste », fort à la mode en ce moment dans certains cercles intellectuels que marque un goût prononcé pour l'apologie désolée de la crise, sur fond de jubilation accusatrice se donnant faussement pour de la lucidité critique.

MICHELLE SECRET-BAUTANA  
(Paris).

## Actuel

Selon vous, le succès actuel de la philosophie dans les médias est un contrecoup tardif du succès des sciences humaines. Il semble bien plutôt que le surissement de la philosophie signifie l'effacement des sciences humaines... Quant à l'actuel, tous les vertiges auxquels ont succombé les philosophes depuis une quinzaine d'années montrent bien que si on reproche de ne pas être formé, ce n'est pas celui d'avoir manqué l'actualité, mais d'y avoir trop collé.

JEAN CHEVALIER,  
(Paris).

## Retravailler

Mes enfants ayant grandi, ma décision de reprendre ma vie professionnelle m'a relancée sur le chemin des petites annonces, des chasseurs de têtes, etc. J'ai mesuré que toutes les femmes silencieuses, généreuses, discrètes, à qui l'on ne donne jamais la parole ou la possibilité de s'exprimer et qui se trouvent courues de refus.

De participer (dix femmes convoquées à la même heure) à des tests qui n'ont rien à voir avec le poste offert.

D'accepter de signer des contrats internes et occultes de six mois d'essai.

D'écouter sans réagir des propos indélicats, tels que : « Ah, vous n'êtes pas prêts ? Comment allez-vous faire pendant les coups de bourre ? », « Notre directeur est jeune et dynamique ! », etc.

Malgré les compétences reconnues, pas de propositions concrètes, d'emploi, car les enfants gênent. On ne peut tout de suite demander à des femmes qui désirent travailler et qui ont pris toutes les dispositions pour assumer leur nouvelle situation de se débarrasser de leurs enfants pour obtenir un emploi. Pour satisfaire un bon nombre d'employeurs, il faudrait avoir quinze ans d'expérience, être âgée de vingt-cinq ans, être stérile et avoir fait vœu de célibat.

Je persiste et n'abandonne pas la partie. Je continuerai à chercher l'employeur qui réellement a besoin d'une secrétaire compétente et qui ne met pas lui-même les obstacles portant atteinte à la dignité de la femme. Je fais le courage de me résigner dans la vie professionnelle autant par nécessité économique que par désir de participer et d'être dans le coup.

S. L.  
Paris

## VOUS ET MOI

## Chemins de crête

Chemins de crête... Qui se souvient qu'autrefois, dans ce pays de collines, le plus court chemin d'un lieu à un autre passait par les sommets ? Il m'enraille, quant à moi, la rencontre d'un vigneron du Pucsch pour que je l'apprenne. Alors que, de Lavolette à Lodève, on doit compter en voiture, par une route tournoyante et escarpée, 12 bons kilomètres, il était aisé possible, à l'ère du mulet, de faire l'économie d'une lieue en prenant par le chemin de crête.

Un après-midi particulièrement clair, un femme et moi sommes allés voir ce qu'il en était. Je dois confesser que, de notre berge à l'autre, nous avons aperçu, au-dessus de nos têtes, le jayet et le faisan, et le jayet est roi ! Ça grimpe d'un coup jusqu'à la première croupe, toute embaumée de sarriette et de loin en loin, ponctuée d'un cyprès dont on se demande par quel miracle il est là, sur ce plateau perdu. La vue prend de l'ampleur si l'on pousse plus loin, du côté de Nîmes où se dresse un oratoire désert de pèlerins du vingtième siècle.

Derrière nous, au nord, les rochers culminent à plus de 700 mètres, gris ou roses. Ceux qu'on voit dans la direction opposée sont rouges sombres, faits d'un schiste qu'on appelle ici la ruffe, et que l'érosion a

sculptés comme des pyramides entre lesquelles une flaque bleue tire l'œil : le Salagou, ce lac artificiel qui s'étend d'Octon à Clermont-Hérault, et où les canaux vont remplir leurs réservoirs quand la garrigue flambe et qu'il faut des tonnes d'eau pour sauver les chênes verts, les oliviers ou les mas soles.

Tout envahi qu'il soit de ronces et de genêts, le chemin est fort praticable, tracé et raboté par les cantonniers d'autrefois, qui ne connaissent ni bulldozers ni excavateurs. Nous nous élevons maintenant sans fatigue ; ce n'est plus à l'effort que se mesure l'altitude, mais à l'élargissement progressif du panorama. Dans les creux ou sur les versants, les villages ont la taille de jouets. Lodève n'est plus qu'un paquet de maisons cernées autour de la cathédrale qui, vue d'ici, a des allures sarrazines.

Soudain, ma femme tend le bras : « La mer ! » On nous l'avait dit, mais avec cet air sérieux mi-blaugueur que prennent, parfois, les paysans du coin. Fallait-il le croire ? Elle se valait là-bas, au sud-est, mince trait mauve à peine plus soutenu que le ciel à l'horizon.

Un vent légèrement humide caresse nos visages, messager de la Méditerranée, enfante peut-être sur les côtes algériennes. Car les vents n'ont pas de frontières, ils sont citoyens du monde. Et si l'on s'achète qu'on appelle ici la ruffe, et que l'érosion a

## Soupe au « Canard »

A la suite des réactions à l'article de J.-P. Enard : « Eh bien ! mangeons... » (le Monde Dimanche, 17 février) publiées dans notre courrier du 2 mars, nous nous sommes mis à la recherche de notre confrère le Canard du troisième (11, rue Barrault, 75013 Paris).

Vos lecteurs ont la digestion difficile : quatre lettres fielleuses pour fustiger un article de J.-P. Enard dont vraiment, le talent et l'humour semblent avoir du mal à passer : la réaction de Sylvie Marion nous concerne particulièrement, et nous aimerions y apporter quelques précisions. Elle déclare sans sourcilier :

« Quant à suggérer que tous les gauchistes sont devenus des « nouveaux gonzommes » permettez-moi de vous conseiller d'aller faire un tour à l'Atelier populaire de mécanique, au collectif d'animation de la rue Dunois... aux boutiques de droit... du côté des journaux de quartier comme le Canard du troisième. Vous y rencontrerez d'anciens militants qui n'ont pas cessé de militer, qui ont mis leurs idées de jeunesse en pratique dix ans après, et qui ont eu le temps ni les moyens ni l'envie de fréquenter les lieux de gourmandise que vous décrivez... »

1) Ce n'est pas un hasard si la moitié des exemples viennent du troisième arrondissement. C'est bien un quartier très actif, et pour ne citer qu'un cas, le Canard du troisième existe depuis 1972 et tire maintenant à trois mille exemplaires. Mais sa longévité est justement due au fait que ses membres n'ont jamais opposé militantisme et bonne chère, qu'ils ont toujours, au contraire, en a eue de répondre la fausse contradiction entre les « dures réalités du sacrifice politique » et les « délices pervers de la gastronomie bourgeoise ». Veodre le Canard sur les marchés, c'est aussi l'occasion d'y choisir les légumes de la potée qui nourrira la rédaction. On peut parfaitement boucler un numéro à trois heures du matin en dégustant un sorbet...

2) Si Sylvie Marion lisait attentivement le Canard du troisième, au lieu de l'embrasser malgré lui dans sa croisée contre Enard, elle saurait que très régulièrement « le Canard se met à table » pour chroniquer les bistrats du quartier, et nous ne sommes pas peu fiers d'avoir découvert, à la fin de l'année, avant votre illustre confrère La Reynière « le Chez Grand-Mère », pour ne pas la nommer. Elle attendait à la nourriture, ce n'est pas « cesser de militer », c'est bien « mettre ses idées de jeunesse en pratique ». Rappelons, sans vouloir faire un cours d'histoire des mentalités, que les rires culinaires ont toujours eu une importance considérable dans les classes populaires.

3) Le fond de la question ne serait-il pas qu'on ne pardonne pas à Enard d'être un « bon vivant » ? Il met les pieds dans le plat : non, il n'y a plus de sacrifice ; oui, on peut payer le plaisir de manger. Cela fait scandale. Quand un milliard d'hommes croquent de bon pain, Occidentaux et non, devons-nous avoir honte que J.-P. Enard crache le morceau dans *Photo de classe* et démythifie l'histoire des dix dernières années, on ne le lui pardonne pas.

Allons, de telles algèbres révéleront sûrement une mauvaise alimentation.

S. L.  
Paris

## VOUS ET MOI

même si les hommes prétendent les rattacher à une prétendue territorialité.

Ne bougeons plus ! Soyons, un long moment, statues de sel aux pommiers près, que gonfle un souffle illimité. Est-il possible de s'élever à ce point dévot ? Ah ! vieux corsaires, conquistadores je suis désormais quelle folie vous possédait ! « Homme libre, toujours le chériras la mer... » Baudelaire n'est peut-être jamais monté sur un bateau. Hérédia n'a fait qu'une fois sans doute (ce qui n'est pas si mal), la traversée de Cuba au Havre.

Qu'importe ! Ces cris ne sont pas de la littérature, à moins que nous ne fassions aussi de la littérature avec l'infini.

Le soir tombe. Une autre fois nous ferons en son entier, de Nîmes à Campestre, le chemin de crête. Il faut aujourd'hui redescendre. Avant de détacher nos yeux de la mer latine, chaque jour et de siècle en siècle recommencés, dédiés, languedociens, une pensée à la mer religieuse aux grèves bretonnes sur qui descend à cette heure un crépuscule mouillé et, peut-être, tempétueux.

« Occitania laurada de deslès de Bretanha... » (Occitania labourée de deslès de Bretagne), chante le poète méditerranéen Jean Larzac. A quel écho breton, traduit par Youenn Gwernig, réplique : « Oklania devet gant he c'hoantou a Vreizh... »

MAURICE CHAVARDÉS.



Alain  
L'am

Alain  
L'am

Alain  
L'am

Alain  
L'am

Alain  
L'am

Alain  
L'am

Alain  
L'am





PIERRE MICHAUD

VIES

## Vétérinaire en altitude

Alain, à Briançon, fait partie d'une espèce en voie de disparition : le vétérinaire polyvalent. L'amour des vaches va de pair avec le combat écologique.

CLAUDE COURCHAY

**A**LAIN est vétérinaire à Briançon (1.300 mètres, la plus haute ville d'Europe) depuis 1967. Enfant, il passait toutes ses vacances dans une ferme, chez un grand-père agriculteur. Il ne se sentait pas, dit-il, l'intelligence pratique nécessaire pour être fermier : il faut être aussi, et à la fois, comptable, plombier, canonnier. Alain s'est contenté de devenir vétérinaire.

Il a débarqué dans les Hautes-Alpes par hasard. La commune offrait un poste. Il avait vingt-neuf ans. A part lui, seuls les vieux postulaient. On l'a agréé.

Il lui a fallu deux années de contact avec ce pays, très dur, pour découvrir à la fois le travail et la haute montagne. C'était l'époque charnière, où il n'y avait que deux grandes stations : Vars et Serre-Chevalier. Depuis, des tas d'autres ont poussé. Leur impact sur son métier ? Au début, il pratiquait 80 % de médecine vétérinaire rurale, et 20 % de ville (chiens et chats). Depuis, une plus grande, c'est le contraire. Comme il était le seul à exercer jusqu'à Grenoble, à 130 kilomètres, il s'est donc associé, avec un, égal. Ainsi, ils peuvent se relayer.

Ce soir, Alain est de tournée. 18 heures. Téléphone. C'est pour une vache malade, à 12 kilomètres. La bête fait de la température : le fermier s'inquiète. Allons-y.

Louis nous attendait. Il possède quarante vaches. Dernier éleveur du village, le matin, de huit à quatre heures, il s'occupe de ses bêtes : frottement, traite. A 8 h. 30, il part en station servir un remonte-pente. Il rentre à 18 h. 30, troque l'anorak de la ferme contre son bien de travail. Il vaque de nouveau à ses bêtes jusqu'à 10 heures du soir.

Venant après l'air glacé, la tédouze épaisse de l'étable surfoque. Alain passe une blouse, des bottes. La malade, une montbéliarde, est immobile. Il lui prend la température, avec un thermomètre ordinaire, 40°. Effectivement, elle fait de la fièvre. Il examine le lait. Il est très clair, et elle en a très peu. Hémorragie ? Il ne rit pas.

Début de congestion pulmonaire au poulmon droit. La vache a une mammite, et le microbe commencent à se répandre dans l'organisme. Il lui fait une piqûre d'antibiotiques, puis nettoie le trayon atteint. Le fermier continuera le traitement deux jours. Le lait ne doit pas être utilisé. Ça ira. Mais il fallait intervenir vite et frapper fort. Sinon, la glande peut devenir stérile et la bête se retrouver en boucherie.

### Les « empiriques »

Un dernier regard à l'étable. Il y a là des tarines, la race locale, petites, brunes, à mufle marron, et des montbéliardes, plus grandes, à robe tachetée.

L'après-midi, Alain le connaît depuis longtemps. Avant, il était livré à ses propres moyens. Il n'y a pas eu longtemps, les gens restaient bloqués durant six mois, l'hiver. Il y avait alors beaucoup plus de vaches, et dans chaque village, une ou deux personnes pratiquaient l'art de les faire valoir. Les familles se transmettaient tous de main et connaissances des plantes. Ces gens-là ont disparu. Leur autorité a commencé à être sapée par l'école. Les gamins qui en revenaient se moquaient du grand-père analphabète. L'instruction a entraîné le déclin des rebouteux et des guérisseurs. Mais les éleveurs, eux, ont toujours continué à fréquenter les « empiriques ». Ils disent qu'un type qui a ses diplômes dans une école vaut bien celui qui les a eus dans une école.

Nous rentrons.

Oui, le métier a changé parce que les gens ont changé. Avant, ils étaient beaucoup moins inquiets pour leurs animaux de compagnie, pour la bonne raison que c'étaient presque tous des fils de paysans, nés là. Ils avaient tous vu des veaux naître, des brebis agnelier. Les gens de la ville qui sont venus s'installer ces derniers temps n'ont aucun contact avec le monde animal. Dès que leur chienne met bas, ils sont perdus.

C'est une belle chose qu'ils aient des animaux. C'est le seul lien qui les relie à la nature, et ça peut leur permettre de passer des caps difficiles. Mais l'adoration qu'ils en viennent à porter à leurs bêtes et leur panique devant la souffrance animale ne facilitent pas la vie des vétérinaires. Si un chien se coupe le coussinet, son propriétaire va s'affoler, se ruer à l'hôpital, et exiger que Mirza passe en priorité. Il faudrait que les gens apprennent à se prendre en charge. Par exemple, ils ont un chien de douze ans. On leur dit : « A cet âge-là, ce n'est plus la peine d'enlever les dents... » Ils insistent. Si on leur annonçait qu'on fait des miracles en Amérique, ils iraient.

Le problème devient très aigu, d'autant plus que le public est sensibilisé par les médias. Il suffit de parler d'une nouvelle maladie virale chez les chiens pour déclencher une panique. La plupart du temps, les gens dramatisent à tort. Dans une journée, Alain reçoit quarante appels. Il peut dépanner les trois quarts des gens par téléphone. Seuls dix cas seront traités en consultation. D'ailleurs, la médecine des petits animaux lui apporte beaucoup. Elle demande un savoir-faire médical et chirurgical plus grand qu'il y a dix ans. C'est avec eux qu'il a découvert les vertus de la thérapie homéopathique. Il a pu se permettre sur les tentatives des expérimentés et des traités qu'il ne pouvait entreprendre sur des vaches. Une montbéliarde vaut tout de même 5.000 francs.

Son travail lui plaît, mais il a conscience de faire partie d'une espèce en voie de disparition. Le vétérinaire polyvalent se fait rare. Et en montagne, c'est un métier difficile. Il lui arrive de faire des visites à 70 km, par des routes verglacées. Une fois sur place, les voisins profitent de votre visite. Un déplacement vous prend facilement tout un après-midi.

Quand Alain s'est installé, la désertification rurale allait bon train. Elle a continué jusqu'en 1972-1973. Les exploitations restantes fermaient. Par exemple, à Puy-Saint-André, à 6 kilomètres, en 1963, on trouvait cinquante laitiers et trente génisses. A présent, on en compte trois. Il ne restait que des vieux, ou des jeunes à double activité, qui travaillaient aussi dans les stations.

A partir de 1974, Alain a vu arriver une nouvelle population, des jeunes, qui venaient d'un peu partout, du Jura, du Midi, de Paris. Ils avaient connu le pays soit par le 15/8, le régime local, soit par les stations, qu'il s'agisse de la pratique du ski ou de celle de la plongée dans les hôtels.

### Le fluor

Le pays est colonisé, c'est le Far-West. L'affluence est telle qu'on consomme 5.000 litres de lait par jour dans le Briançonnais, pour une production de 1.500 litres. Quelques jeunes ont compris que leur avenir était là, dans la commercialisation immédiate des produits, sans intermédiaire. C'est faisable, à cause de l'étalement des vacances. Le lait, vendu à la coopérative, vaut de 1,10 F à 1,20 F le litre. Vendu au consommateur, il vaut le double. Et une fois transformé en fromage ou en yaourt, il atteint 5 F. C'est la même chose pour d'autres produits : agneaux, myrtilles, lapins... La solution est dans leur vente directe.

Mais Alain a connu des problèmes plus graves. En 1973, des paysans d'un petit village, à côté de L'Argentière, rappellent leurs brebis crevaient de façon inexplicable. Elles mouraient de faim au milieu de l'herbe, les dents rongées. Les gens n'avaient jamais vu ça, et lui non plus. Alain prend une des brebis, et l'emène à Lyon. Il en fait l'autopsie avec le professeur Longues, qui demande une analyse toxicologique de la mâchoire. A l'institut Pasteur, on trouve dans la mâchoire et les dents de la brebis une teneur de fluor excessive. Il s'agit d'un fluorose aiguë d'origine industrielle.

Pechiney a une usine, à 5 kilomètres du village touché, qui produit de l'aluminium et rejette du fluor. Cette usine venait de doubler sa production, et donc sa pollution. Pour les brebis, le seul critique venait d'être franchi.

Alain est donc allé trouver les gens :

« C'est inutile de m'appeler en tant que vétérinaire, vos brebis crevaient à cause de Pechiney. Je n'y peux plus rien. »

Pourtant si. En novembre 1974, il fait une réunion. Sont présents sept paysans. Il leur communique les résultats de l'analyse. Début 1975, une association regroupe la totalité des éleveurs menacés. Plus le temps passait, plus le bétail crevait de plus en plus loin, jusqu'à 30 kilomètres à vol d'oiseau de l'usine, ce qui représentait des milliers de moutons et des centaines de vaches en péril.

Dans l'association de défense, il n'y avait que des gens du coin. Ils sont allés trouver Pechiney, qui leur a dit : « Oui, on pollue, on le sait. Pourquoi venez-vous si tard ? »

Pechiney était d'autant plus au courant que, dans ses usines situées à l'étranger, il est tenu d'installer des dispositifs de captage de fluor à la sortie des cuves. Mais ce n'est pas obliga-

toire en France, il n'a donc rien fait.

L'association a réclamé un règlement global. Pechiney a bien tenté d'indemniser les gens individuellement. A chaque fois, ses émissaires sont tombés sur le bureau de l'association. L'usine a payé vite et bien. Actuellement, elle est en train de s'équiper. La pollution diminue.

Quand cette lutte a commencé, des commerçants ont protesté. Ils ont dit : « Vous allez mettre le pays à genoux. » Il y a bien eu quelques annulations, dans les stations, parce que des malheureux avaient entendu parler de fluor. C'est resté très limité.

Alain a un nouveau cheval de bataille. Entre 1962 et 1965, un de ses amis s'est intéressé, en Arlège, aux chevaux de Merens, autre espèce en voie de disparition. Il en restait une cinquantaine. Alain a compris l'intérêt de cette race pour l'agriculture d'altitude, et il en a amené dans les Alpes.

### La chance

Le lendemain, nous allons les voir, dans un village voisin. Il en élève trois. Petits, trapus, la tête ramassée, de longs poils au fanon leur donnent une allure préhistorique. On retrouve d'ailleurs leur image, peinte par nos lointains ancêtres, dans les grottes de Niaux. Ils restent au pré toute l'année, avec une étable ouverte à leur disposition.

Ici, ils correspondent à un besoin réel. Ils peuvent aller où les tracteurs ne vont pas. Et puis, comme un masqué l'a dit à Alain : « Un tracteur, ça ne parle pas. Un cheval, ça rassure. » En 1974, Alain a donc acheté un élan et deux juments. Ils ont passé l'hiver dehors. Au pays, les gens ont dit : « Ils sont fous ! »

Au printemps, les chevaux étaient bien vivants. Alors, les gens ont pensé : « C'est un coup de chance ! » Mais après le deuxième hiver, ils ont convenu que c'était sérieux. Des amateurs en ont acheté à leur tour. A présent, on en compte deux cents dans les Alpes du Sud.

C'est vrai qu'ils sont beaux. Avec leur poil ras et fourré, on dirait des animaux en peluche.



**S.O.S. Amitié a reçu, en 1979, 300 000 appels. D'autres lignes téléphoniques existent pour venir en aide à ceux que frappe la solitude.**

Les exclus de l'âge ne sont pas abandonnés non plus : S.O.S. Personnes âgées et S.O.S. Troisième Âge surtout, grâce à ses cinq voitures radio reliées en permanence au standard, apportent une écoute attentive et une aide à domicile à des centaines de vieillards à Paris et travaillent ainsi à leur éviter la déportation en hospice.

Jamaïs, en tout cas, le sigle S.O.S. (*Savez Our Soul*, en traduction littérale : Sauvez notre âme) n'aura été mieux employé. Les téléphones sont les instruments du suicide, les candidats au suicide, il reste le remède : homopathe par excellence aux crises d'anxiété et de solitude Véritables bouées de sauvetage, les S.O.S par téléphone permettent à l'importe qui sans crainte d'être jugé ni de décevoir (puisque l'anonymat y est la règle), de remonter à la surface.

Pour sauver ces noyés momentanés de la vie, une « ligne d'écoute », la même à peu près pour tous les postes, n'est définie : la non-directivité. Par ces stades de formation, l'« écoutant » apprend à ne pas mélanger ses propres valeurs ou ses propres opinions personnelles à ceux de l'appelant : « à être attentif à tout ce que vous dites et à accueillir les mots », accueillir inconditionnellement l'autre et à être preuve d'authenticité dans sa relation : (1) Mettre impossibles, mais que des réunions régulières et obligatoires - où sont présents des psychanalystes et des psychiatres - aident à

- S.O.S. Amitié : 878-21-31 ; 621-31-31 ; 236-25-28 ( Every 17h )
- S.O.S. Femmes : Pour les femmes consulter les pages vertes du téléphone.
- S.O.S. Heb : 723-80-80.
- S.O.S. Jeunes : 723-80-77.
- S.O.S. Espoir : 370-69-26.
- S.O.S. Femmes battues : 731-61-62.
- S.O.S. Femmes ( Nice ) : 88-58-58.
- CHRM ( Lille ) : 52-73-25.
- S.O.S. Personnes âgées : 587-08-17.
- S.O.S. Troisième Âge : 340-44-11.
- La Phénix : 63, rue Baudricourt, 75013 Paris ( le mercredi 17h à 18h, le jeudi 17h et le samedi de 14 h à 22 h ).
- La Porte ouverte : 21, rue Dupuyré, 75009 Paris, et 4, rue des Frères-Saint-Séverin, 75005 Paris.




« Tremblez, gauchistes, marxistes, fuchistes ! (sic). Car l'autre constante, ce sont les fautes d'orthographe, surtout dans les temps trop souvent imparfaits où règne la confusion entre les modes impératif et infinitif. »

On « exige » également beaucoup : la libération de militants emprisonnés dans les gâches du

Dès l'arrivée en gare de Gar-  
res-Sarcelles « Il » hurle en un  
ressaque alexandrin de caractè-  
res majuscules : « Tu dors et moi  
je crie dans le silence de la  
nuit. » « Il » invente-ve : « Vous  
êtes votre mort et sur ce  
même inépuisable : « Vous êtes  
vous morts et vous ne le savez  
pas » : « Vous : êtes des morts-

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.  
 Gérants :  
 CHUCK FAUVET, directeur de la publication.  
 Jacques Sauvaget.

 imprimerie  
 de « Monde »  
 5, r. des Italiens  
 PARIS-IX\*

**reproduction interdite de tous arti-  
 cles, sans accord avec l'administration.**

*Concessionnaires : ...*


Ons pensent de leur travail  
sensibles à vivre avec la  
histoire de La Hague, les

[illegible]

E.D.F. = expert

[illegible]

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.  
 Gérants :  
 CHUCK FAUVET, directeur de la publication.  
 Jacques Sauvaget.

 imprimerie  
 de « Monde »  
 5, r. des Italiens  
 PARIS-IX\*

**reproduction interdite de tous arti-  
 cles, sans accord avec l'administration.**

*Concessionnaires : ...*



MENTALITÉS

# Les ouvriers du nucléaire

Que pensent de leur travail les ouvriers du nucléaire ? S'accoutument-ils à vivre avec le monstre enchaîné ? A la centrale de Bugey, à l'usine de La Hague, les mentalités sont différentes.

CLAIRE BRIERE

LORSQU'ON prend la route qui s'en va vers les rives agrestes du Rhône, aussi loin que portent les yeux, on ne voit qu'elle. Et sur tous ses quatre immenses réfrigérants qui empaissent l'atmosphère de vapeur. Puis on distingue ses citernes, les bâtiments administratifs et enfin les dômes immaculés de ses réacteurs : Bugey, la plus grosse centrale nucléaire de France. Cinq réacteurs : un graphite gaz et quatre P.W.R. de 900 mégawatts. Ils produisent 10 % de l'électricité française. Rien de moins.

Pas très esthétique, l'ensemble ; vue de l'extérieur, une installation nucléaire n'est qu'un mastodonte ventru qui gâche le paysage. Il faut y pénétrer pour voir ce qu'il y a derrière. Quelle vie ! La salle de commande de Bugey IV, qui jouxte le bâtiment réacteur confiné sous son dôme de béton, ordonne, enregistre et corrige tous les mouvements de la centrale. On l'ausculte à partir de deux pupitres, sur lesquels travaillent, dans un silence feutré, treize agents de P.E.D.F. revêtus de blouses blanches.

Cadrans, compteurs, touches lumineuses, manettes, le cerveau du réacteur s'active en un ballet de clignotants, de graphiques automatisés. On peut l'entendre ronronner et fournir à chaque seconde l'état détaillé de la marche de la centrale sur un téléscripteur que le chef de bloc ne quitte pas des yeux. Bugey, centrale nucléaire ? On ne résiste guère à la fascination. C'est beau, un miracle de la technologie.

Marc, lui, a « choisi le nucléaire ». Depuis quinze mois à Bugey, doté d'une solide formation, il se fait l'opérateur. « Je suis heureux de travailler dans le nucléaire. Pour moi, c'est la plus belle des techniques, toute de finesse, qui a provoqué en moi enthousiasme, engagement et une intense curiosité. Je devore tous les livres techniques, toutes les publications sur l'atome. Je reste convaincu que cela restera la filière d'avenir... Et, lorsque je vois dans le bâtiment réacteur, je sens la centrale qui respire. » Pas d'inquiétude, Marc ? Nous y reviendrons.

## E.D.F. = expert

La porte de la salle de contrôle franchie, une fois dans la salle des machines, on pénètre dans un gigantesque animal qui bat et tape, martèle en un bruit d'enfer. La vapeur s'échappe du cœur atomique à 300 degrés. Elle court à travers d'innombrables gaines métalliques, échauffées, se jette dans de colossales turbines, retourne aux condenseurs.

Mais là n'est pas la zone nucléaire à proprement parler. Il faut pénétrer plus profondément dans la centrale, approcher de son cœur pour deviner qu'un étrange sentiment anime les hommes du nucléaire. Un long ventail, des appareils de douche, des armoires de contrôle. Un grillage et un gardien. Carte spéciale. Un film dosimètre pour chaque agent : c'est l'Achéron du nucléaire. Pas un vêtement civil n'en franchit la limite : on entre dans le BAN, le bâtiment des auxiliaires nucléaires, l'antichambre du réacteur. Dans le BAN, raconte Alain, depuis cinq ans à Bugey, on ne sent coupé de l'extérieur, on travaille en intervention, sur une fuite de vanne, par exemple, et l'on passe un temps équivalent à se protéger. En fin de compte, on se pose sans cesse des questions, mais on ne voit rien, on ne sent rien. Au retour, le contrôle est sévère : tapis roulant sur son carrosse pour lever les sennes, armoires de détection avec emplacement spécial pour les mains, qui vous dire sur un voyant « Non contaminé » : vestiaire spécial. On sort par une porte de verre ultra-sensible qui refuse de s'ouvrir à la moindre contamination. Il faut alors revenir en arrière et

passer à la douche. Le BAN ouvre sur un autre monde : silencieux, chaud, radioactif et d'une propreté clinique. Derrière les grillages et les portes de plomb circulent on se stocke les effluents du réacteur, bore, hydrogène, azote... Réservoirs d'injection, d'additifs chimiques, commandés par des centaines et des centaines de vannes : de la plomberie fine et sophistiquée, réglée depuis la salle de contrôle. Sauf évidemment en cas de fuite : c'est alors qu'interviennent les agents E.D.F. Formés à partir de la seconde ou de la troisième année des écoles E.D.F., ils s'attribuent à juste titre les compétences de techniciens chevronnés. N'importe où « zone », à l'intérieur du réacteur ou au BAN, ils savent sur quel matériel ils interviennent, décident de la tenue à revêtir. Ils n'ont guère besoin des conseils de la direction pour, en toute connaissance de cause, assurer leur propre sécurité. E.D.F. = expert.

Alors d'où vient le malaise, lorsque Richard, se faisant l'écho de tous, avoue, mimique désabusée à l'appui : « Je ne suis pas contre le nucléaire, il en faut, mais je suis comme les autres, moins intéressé, et moins je me porte. » « La peur ? » « Non », répond-il. Le mot est trop fort : « De l'appréhension, un peu d'inquiétude. Une inquiétude qui grandit et progresse avec le fonctionnement de la centrale. Au BAN justement : « Très peu radioactif au début, il s'est devenu de plus en plus. Il y a des fuites dont on sait qu'elles sont inévitables et prévisibles. Mais il y en a eu des centaines qui étaient imprévisibles. » Et de raconter comment, un jour, de l'eau contaminée jaillit en vapeur dans le bâtiment. Il y a bien eu alarme et évacuation. Mais une dizaine d'agents n'ont rien entendu. Ils n'ont subi qu'une contamination légère. « On s'y habitue. Mais comment savoir ? Le dosimètre est envoyé

tous les mois et ne revient qu'un mois plus tard. » Cette centrale qu'on nous a tant vantée, dit un délégué, on y découvre des choses pas catholiques ! Ils parlent comme des amoureux déçus.

## Le cœur de la bête

Car il y a eu choc. Armand, trente et un ans, est mort en « zone rouge » : dans le bâtiment réacteur, asphyxié par l'azote, le 10 novembre 1979. Il intervenait sur un tube de générateur de vapeur de Bugey III. Il est mort au cœur de la centrale.

Une porte vitrée que l'on commande directement depuis la salle de contrôle et un sas de 8 tonnes en dépressurisation ouvrent sur le saint des saints, sur le feu de Vulcain : la cuve qui mijote la fission des noyaux d'uranium enrichi, flanquée de ses trois générateurs de vapeur. « Personne n'est à l'aise au moment de pénétrer dans le bâtiment réacteur. La dépressurisation provoque une sorte de vertige. Lorsque le sas claque derrière nous, nous sommes froids hors du monde. » Paul raconte : « Le bruit, les pulsations sont continuels, très forts. J'ai alors le sentiment d'être au cœur de la bête, d'être enfoncé en elle. A la fin, les bruits se rassemblent pour n'en former qu'un seul, celui du cœur, d'un gigantesque cœur qui palpite. » Etienne, lorsqu'il y pénétra pour la première fois, n'en revenait pas. « Je suis un amoureux de la bande dessinée, de la science-fiction. Lorsque je me suis retrouvé dans ce décor blanc, froid, je me suis dit : La science-fiction, j'y suis, bien davantage que dans une B.D. »

Mais voilà, explique Alain Ginestet, délégué du syndicat C.F.D.T., légèrement minoritaire, mais qui représente un état d'esprit assez général, même parmi les cégétistes de Bugey : « Il y a 900 agents E.D.F. la moyenne d'âge est de vingt-sept, vingt-huit ans. Avec les entreprises extérieures, nous sommes 1200. Si certains ont été formés par E.D.F., il y a eu, en raison de la rapidité des travaux, des embauches sur simple C.A.P., avec

stage de formation à la centrale. Au début, sur Bugey I, on n'avait pas la trouille. Une petite équipe fonctionnait, nous étions vraiment des producteurs d'électricité. »

Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui ? Les nécessités de la production, répondent-ils. Un exemple : au départ, il fallait l'autorisation du chef de centrale pour descendre dans le bâtiment réacteur, aujourd'hui il suffit de celle du chef de quart ; pourquoi ? « Pour aller plus vite, peut-être ? » Et puis, on embauche à tour de bras. Et si un agent E.D.F. rechigne devant une intervention, on risque de faire intervenir le privé. Les entreprises extérieures. Ces entreprises travaillent aux services généraux : au nettoyage des 600 kilos de linge quotidien, à la maintenance des combustibles, à l'usine de béton où l'on scelle les déchets. Dans des conditions pas toujours idéales. Jean-Louis, lui aussi un amoureux du nucléaire : « A l'enseigne des déchets, il y a ce qu'on appelle une balise Gamma (une alarme) qui se déclenche lorsqu'un certain seuil d'irradiation est atteint. Des types d'entreprises extérieures y travaillaient. Ils ont enlevé le « strap », c'est-à-dire déconnecté la balise et continué. »

Il se sent mal dans cette nouvelle ambiance qui rappelle les nécessités de production d'une usine ordinaire. Même Marc, le plus fasciné, a moins confiance aujourd'hui. Sentiment diffus : ils commencent à craindre cette centrale qu'ils découvrent à mesure qu'elle fonctionne.

« On n'en a jamais fini avec la sécurité », explique un ouvrier. Un drôle de problème. Il n'y en a jamais assez. Mais en même temps trop. Travailler à protéger la centrale, à se protéger, à renforcer la sécurité, à la doubler, à la tripler. Sécurité de la sécurité : la spirale est infernale. Les syndicats ont posé le problème sur tous les sites nucléaires. A Bugey, un bâtiment en construction abritera prochainement deux ordinateurs. Ceux-ci pourront enregistrer minute par minute tous les mouvements du personnel muni de cartes magnétiques. L'ordinateur fera mieux qu'un espion : utile, peut-être, mais névrosant. « Est-ce une centrale nucléaire ou une centrale pénitentiaire ? », demande la C.F.D.T. Paradoxes des conditions de travail dans des installations ultra-sophistiquées ; contradictions du nucléaire « ils ont fait le nucléaire », conclut Marc, mais je suis bûlé et j'aime cette centrale. »

## Poubelle

« Alors, ça marche, les poubelles ? » « Eh ! l'éboueur, tu vois encore un coup ? » Les convives du banquet de nocce tiennent la forme et interpellent mi-sérieux, mi-riolards l'un des militants les plus en

vue de la C.F.D.T. de La Hague. La Hague, à des centaines de kilomètres de Bugey, est le point terminal de la chaîne nucléaire. Les combustibles irradiés, les barreaux extraits du cœur des centrales aboutissent à La Hague. On stocke, on sépare, on transforme uranium, plutonium et produits de fission : américium, tritium, strontium, d'autres encore.

Ne seraient-ils pas doublement de barbelés, ces chevaux de frise doublés d'un champ magnétique, les jeeps pour les rondes et les chiens dressés, « la poubelle nucléaire de la France » pourrait bien apparaître comme l'usine la plus propre et la plus claire de toute l'industrie nationale. Dressée en pleine lande, elle ne s'embarrasse pas des structures gigantesques d'une centrale. Elle se contente de bâtiments blancs et discrets et d'une seule cheminée, longue et haute, il est vrai, comme un phare, qui sert aujourd'hui d'amener pour les navigateurs qui s'aventurent entre la pointe du Cotentin et l'île d'Azur.

## Une aventure

La Hague, qui a balbutié ses premiers essais de retraitement en 1965, nous conte une histoire. Celle des pionniers du nucléaire qui y ont cru, puis ont été déçus et parfois couronnés. Racontons leur histoire à plusieurs voix, celle « des anciens », et des militants C.F.D.T. (1). Il était une fois... Avant, bien avant, lorsque nous avons procédé aux premiers essais, nous avions le sentiment de vivre une aventure fantastique, une aventure d'expérimentation, de production. L'usine à l'époque appartenait au Commissariat à l'énergie atomique, symbole des techniques nouvelles et de l'énergie de demain. « Nous nous sentions investis d'une mission scientifique et, en un sens, patriotique. Nous étions des fonctionnaires de l'Etat. Même si le travail était difficile, nous n'hésitions pas à nous y jeter à bras le corps. » Très vite, ils passent dans la presqu'île pour des messieurs, des techniciens, des savants. Des courriers agents du C.E.A. ? Alors donc ! Le monde C.E.A. est un monde à part, vêtu de blanc et qui s'en va travailler en costume veston, cravate, attaché-case à la main « même s'il y a un casse-croûte à l'intérieur ». A cela vient s'ajouter comme une aura de mystère : le travail relève du secret militaire, et l'on garde jalousement par dessus soi ce que l'on sait.

La confiance et les consciences vont commencer à craquer lorsque, il y a cinq ans, la direction de La Hague annonce que l'usine va passer sous le contrôle d'une filiale privée, la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) (2). Coïncidence des deux phénomènes : alors que l'usine a vieilli, et Dieu sait que les installations vieillissent vite ! les ouvriers ont l'impression que ce nouveau statut va faire de La Hague non plus un outil d'expérimentation, mais un outil de production au service d'intérêts privés. Ils font la grève, et le rideau se lève sur le mystère du travail nucléaire. Les angoules les plus intimes surgissent : « Quel est le sens de mon travail ? Interrogeait Laurent au moment de la grève. Je suis en poste au plutonium. Je ne touche ni ne sens la matière. En fin de compte qu'est-ce que je produis ? Rien. Des déchets. » Comment voulez-vous répondre dans une poubelle ? », demandait un autre. Le

soir dans les villages, ils parlaient de leurs peurs non dites avant la grève. Des incidents de plus en plus nombreux, au dégoûtage notamment, l'atelier dans lequel les barreaux sont débarrassés de leur « peau » métallique : celle d'un agent qui se mit à hurler dans son « cercueil », une boîte où l'on vous enferme totalement pour les mesures de contamination. Ils avouaient leur honte : « On se sentait pestiféré, raconte un délégué, lorsque, contaminé, il fallait reprendre le car muni de bocaux pour les analyses d'urines et de selles à rapporter le lendemain. » Sur tout, ils parlaient des interventions de plus en plus nombreuses, qu'il fallait effectuer en tenue intégrale, le « shaddock », la tenue en vinyle transparent, un vrai scaphandre, sous lequel on respire coupé du monde, sourd, sauf aux battements de son propre cœur. « Une fois l'intervention terminée, on pouvait avoir perdu un ou deux kilos tant on avait transpiré. » Contre ce qu'ils appelaient alors « la banalisation du nucléaire », « la peris d'identité », « les marges de sécurité de plus en plus réduites », ils restaurèrent le premier débat public sur le travail dans les installations atomiques aux assises de Cherbourg et tournèrent un film remarquable *Condamné à réussir*, qui a largement dépassé les deux cent mille entrées. Pourtant, le C.E.A. devint Cogema.

« Nous ne sommes plus que des métaux », disent aujourd'hui, anciens et jeunes, les anciens de La Hague et du Commissariat à l'énergie atomique. Fini le parum de l'aventure scientifique, terminé la rêve du bonheur et du progrès technologique. La Hague est une usine comme une autre. »

## Deux générations

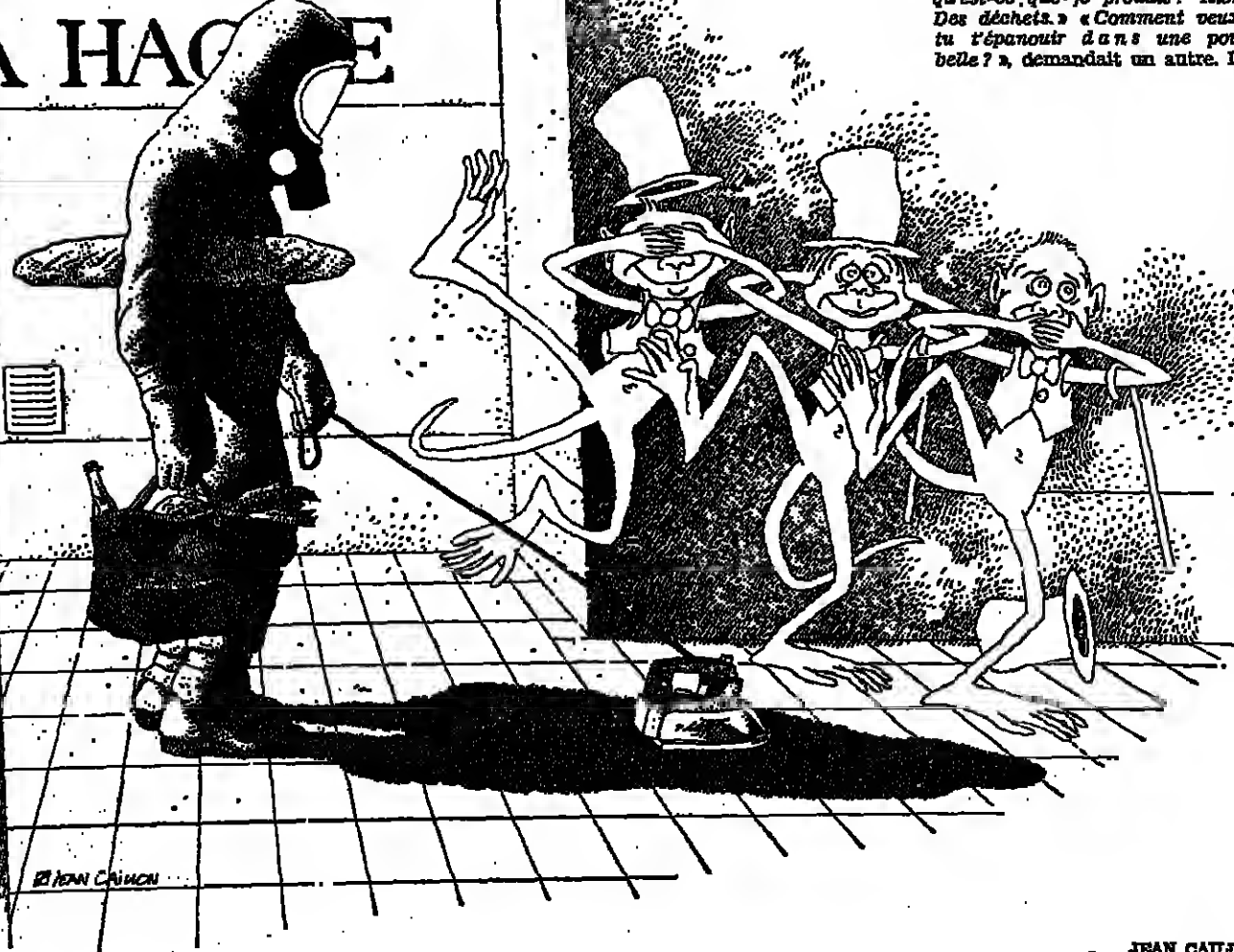
La Cogema, en trois ans, vient d'embaucher quelque quatre cents jeunes. L'usine compte à l'été de 1980 près de mille trois cent cinquante ouvriers. L'embauche, avec la crise, a été facile. Mais la rupture a été consommée avec la génération précédente. Attirés surtout par des salaires supérieurs à ceux de Cherbourg (3 500 francs les plus bas salaires, 1 000 francs de plus environ si l'on travaille en poste), les jeunes ouvriers ont vite découvert qu'ils étaient au fond des ouvriers comme les autres. Un peu moins présentables même. Sécurité de l'emploi, conscience diffuse que, de toute façon, l'on n'y peut rien : une sorte de « je-m'en-foutisme » s'est installée dans l'usine. « Le travail est sale, disent les jeunes. Mais, dans le silence d'ateliers froids et clairs, on ne s'en aperçoit pas. Alors... » De certaines salles de contrôle, notamment celle des produits de fission, on peut voir la mer au pied des falaises. Deux générations coexistent à La Hague. Les « anciens », désabusés, pensent que jamais leur usine ne fonctionnera : « C'était, dit l'un d'eux, un prototype de formule 1 : on a voulu en faire un camion. » Les jeunes disent « bof ! ».

André, vingt-trois ans : « Je fais la politique de l'autruche ; j'ai fait un choix, on m'a embauché. Je suis payé pour faire un travail de routine. S'il y a un incident, j'interviens très vite, mais c'est par solidarité avec les copains de poste. Je travaille au plutonium, mais je n'intéresse d'aucun des côtés. N'importe comment, on est coincé : ce n'est pas l'heure de faire de la philosophie. » Maurice : « On est pris dans son petit confort ; on aime bien gagner son argent. Moi, je re-trousse mes manches et je construis ma maison. Alors, le nucléaire ! Je ne veux pas passer mon temps à courir peur. » Et c'est une véritable frénésie de bricolage, d'activités sportives — vélo, tennis, marche à pied, pêche — qui s'est emparée des gens de La Hague. « Quand il y a eu les fuites, en novembre et en décembre, on a pris ça à la rigolade », ironisent nombre de jeunes, qui se disent qu'un jour peut-être ils verront pire. Pourtant, ils sont unanimes, les cartes magnétiques, les caméras, une seconde enceinte à l'intérieur du site, autour des bâtiments nucléaires, les C.R.S. pour chaque lot de combustible, cela finit par faire beaucoup. Mais, conclut Maurice, « il ne faut surtout pas trop penser. »

(1) La C.F.D.T. représentait à La Hague 10 % des syndiqués, ensuite venait P.O. avec 25 % pour le collège I (la C.G.T. un peu moins de 10 %). Pour le collège II (ingénieurs et cadres), la C.G.O. rassemblait 80 % des syndiqués.

(2) Le passage du C.E.A. à la Cogema a eu lieu le 15 janvier 1976. Fin juin, le transfert d'activité est opéré pour l'usine de La Hague. Les actions appartenant à 100 % au C.E.A. mais l'usine est désormais régie selon les règles du secteur privé.

LA HAGUE



JEAN CAILLON



## CROQUIS

## Monsieur Bil

M. Bil, âgé de sa canne, ne craint rien — elle a résisté au temps, comme lui. Il aura quatre-vingt-deux ans en avril.

Il marche toujours, même plus en deux, il trotte, sa canne pointée en avant, un pas sur deux, un pas sur trois quand l'homme est belle; un pas sur deux, il s'immobilise, il arme sa canne, met en joue une auto, vise en criant « gare ! », marque un temps de silence pour abattre. « Un jour, m'a-t-il dit, je les supprimerai toutes ! Finalement, les animaux punis, liquides d'un seul coup ! »

Bil descend ses six étages une fois par jour, de bonne heure. Il lui faut le temps de se préparer, de prendre la mesure de sa haine en aspirant les vapeurs d'essence, l'odeur des fèves. Il descend, dit-il, dans la ménagerie.

En croissant du boulevard de Sébastopol et de la rue des Lombards, il installe sa loge d'arbitre, en plantant quand il fait beau; quand il pleut, il saute sur place pour marquer les buts entre les pions et les bolides. La tête de biais, élançant l'œil vers le feu rouge, il regarde les couleurs alterner. Passez, ne passez pas, attention, pruderie !... C'est l'orange, sa

couleur préférée, c'est le suspense du feuilleté qu'il s'écrit tous les jours. C'est à l'orange que sa canne, balançant tête en bas, régulière comme un métronome, donne aux voitures leurs temps de grâce.

Puis il décide de traverser. Il descend du trottoir, la canne levée, le corps tordu, il fait signe aux piétons : « On y va ! » La barbe blanche prend le vent favorable. M. Bil se sépare les eaux. La vague ralentit, se sépare à ses pieds, s'écroule, obéissante. La canne fait des moulinets au-dessus de la tête de M. Bil.

Elle, il avait l'homme des meilleurs jours; nous nous sommes retrouvés à la hauteur des ciels, un s'est aventuré; rouge, vert de nouveau, M. Bil fait face à une voiture qui corne : « Alors, pépère, on ne voit plus les couleurs ! »

M. Bil lève sa canne, l'abat sur le moteur. Le bout de bois vole, retombe en deux morceaux. M. Bil ramasse le plus grand et le livre croque pour protéger le chemin qui lui reste jusqu'au trottoir.

« Vous avez vu ça, dit-il, casser un bois pareil ! faut le faire ! Demain, je les abattrai toutes ! »

GUYETTE LYR.

## Où est grand-père ?

Il pleuvait, ce dimanche, et la bonne journée prévue aux environs d'Armenonville gâchée bien avant l'heure traditionnelle du bouchon entre Soeux et La Chapelle, on a pensé rentrer... par les petites routes. Des pièges !... On tourne, on vire, on fait des marches arrière, et pas un de ces patellins pour avoir sa pancarte indiquant l'Armenonville. Si par hasard un indigne indigne gentiment l'itinéraire, dès qu'on l'a quitté, personne ne sait plus si la deuxième à droite c'est avant la première à gauche ni s'il faut passer sous la pont après les trois arbres ou près des trois arbres sans passer sous le pont.

C'est ainsi, perdue du côté de Senlis, que la famille est arrivée à Chantant.

Tout d'un coup, dans le crâne de papa, un décollé ! Chantant !... S'il se souvient bien — et il ne se souvient jamais mal — c'est là qu'est né son grand-père.

« Bien ça alors ! » a dit le fils, et la fille a eu l'idée d'aller le voir.

Tant pis pour la pluie. Et voilà toute la famille qui pa-

tange et qui cherche. On joue à qui découvrira grand-père le premier.

Mais tous les jeux, surtout la plus lassante, et malgré le fils qui voudrait bien gagner les 10 francs promis au découvreur, la décision est prise d'abandonner les recherches. Après tout, voilà bien soixante ans que grand-père n'a pas repéré de visite, il s'en passera bien encore quelque temps.

Avec moins d'enthousiasme, on repartage pour gagner la sortie et, par acquies de conscience — comme dit papa — on jette encore un coup d'œil circulaire ici et là, on vérifie l'angle pas oublié une seule navette.

« On a tout fait ! », dit maman, et c'est vrai. On a tout fait et on n'a pas trouvé grand-père. Si vraiment l'on n'a pas très bien cherché, ce sera pour une autre fois. Maintenant, il est l'heure, l'embouteillage dominical n'attend pas... et on se secoue soigneusement les chaussures pour ne pas transformer la voiture en boudoir. C'est fou ce qu'il peut y avoir de bon dans ces ciels perdus !

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

## Femmes

« On a l'émancipation de la femme », déclarent les pancartes de bois dans les rues de la capitale. Partons-en de l'émancipation au village ! « Il y a vingt ans, les villageois n'auraient pas toléré une femme seule, explique Farinata, l'institutrice, célibataire. Aujourd'hui on l'accepte, mais je suis considérée comme une bête curieuse ! »

Exceptionnelle Farinata, dont l'exemple montre que, ici comme ailleurs, l'histoire est en marche, mais avec quels lourds sabots ! Une femme vierge coûte la moitié du prix d'un bo... chameau, mais elle se déprécie plus vite : à cause du divorce, la valeur est divisée par deux. Quoique théoriquement réglementée, les prix des femmes (puisque intitulés « frais de mariage » dans les textes officiels) grimpent allègrement, en brousse, au gré de l'offre et de la demande, jusqu'à atteindre des 300 000 F.C.F.A. (4 000 FF).

Bien exploitée, l'investisseur est très rentable : la femme — on, le plus souvent, les femmes — petite la case, entretient le feu, va chercher l'eau, pile le mil surtout.

« Toute la journée, toute l'année elles pient, explique Farinata. Des bêtes. Il n'est pas rare qu'en brousse elles soient venues aux enchères. Pas publiquement, bien sûr. Mais le père fait la navette entre les prétendants, et c'est à qui offrira le plus. »

Une moitié de la population du village a faim pas avec le visiteur. Une moitié de la population glisse, fantomatique, dans les ruelles, s'efface dès le taxi servi.

« Là aussi, ça change, explique encore Farinata. On voit maintenant quelques jeunes rester avec une seule femme. Un sourire : « Evidemment, c'est difficile de dire si c'est pour le principe. »

DANIEL SCHNEIDER.

## Conte froid

de JACQUES STERNBERG

## Le Noyé

On est beaucoup de peine à le récupérer dans les vagues. La mer était très creuse, le courant violent.

On est encore beaucoup plus de mal à le ramener à coups de piqures et d'oxygène. Quand, après deux heures, le noyé retrouva ses esprits, il remercia les sauveteurs et les spectateurs qui l'entouraient sur le sable sec, puis il se dirigea vers l'océan pour aller y prendre un bain.

## CAPITALES

## Il était Bruxelles, une fois

Bruxelles n'a pas été rasée par les promoteurs. De justesse, parce que ses habitants ont pris conscience de leur patrimoine.

BERNARD BRIGOULEUX

LORSQU'ILS ont, l'an dernier, célébré son millième anniversaire, les amoureux de Bruxelles ont éprouvé des sentiments mêlés. Non que mille ans, pour une capitale européenne, soit un âge bien avancé; mais ils avaient l'impression que les deux derniers siècles avaient terriblement modifié le visage de la ville aimée, et que l'on venait tout juste de mettre un terme à cette dégradation. Sans doute est-elle révolue l'époque où « Bruxelles bruxelloise », comme l'a chanté Brel, il y a belle lurette que les tramways à impériale ne sillonnent plus la place de Brouckère — ni aucune autre au monde, probablement. Mais les Bruxellois ont sans doute évité le pire : celui qui avait commencé à se dessiner au début des années 60, lorsque la capitale belge a voulu se rajouter à toute allure, à tout prix, à tout va.

Oubliant son enfance flamande et sa maturité francophone, elle ne rêvait plus, alors, que d'américanisation, d'internationalisation. On, du moins, d'auteurs ex révélaient pour elle, Bruxelles livrée à l'architecture sans imagination des multinationales, d'étais Marieke le francocanailant sur le tard avec le fils du patron. Comme les dames mûres qui veulent soudain s'habiller comme leur grande fille, elle s'est donnée un sacré coup de vieux en croyant trouver une seconde jeunesse. Pour ses soupçons, elle n'était pas loin d'être devenue une vieille dame, et même une vieille dame indigne. Vivre à Bruxelles n'avait plus, pour beaucoup, cette saveur qui ne se réveille généralement pas tout de suite à l'étranger de passage, mais que les vieux Bruxellois évoquaient désormais avec des nostalgies d'anciennes combattantes.

Anciens combattants, c'est d'ailleurs vite dit. L'ancien Verdun était américain. Il n'y manquait ni les tranchées immortelles ni les rafales de mitrailleuses-pneumatiques. Entre promoteurs, la bataille faisait rage, tous les coups étaient permis. Les civils fuyaient de plus en plus nombreux; l'exode des conduits dans des banlieues de plus en plus lointaines. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui renouent avec le centre-ville ou, du moins, cherchent à y revenir. Les pancartes « à vendre » ou « à louer » sont plus nombreuses que jamais aux fenêtres des logements de la capitale; les prix sont à peu près les deux tiers de ce qu'ils sont à Paris.

## « Faire de l'américain »

Dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, on a été mis à construire, là comme ailleurs. Mais ce n'était rien, car, se souvenant un vieux Bruxellois du quartier des Marolles, « Le drame proprement dit a commencé l'été 1955 ». En fait, c'est surtout l'installation à Bruxelles du siège des principales institutions européennes et de l'OTAN qui a incité tant de promoteurs à y chercher de fructueuses bénéfices. « Nous avions les beaux boulevards plantés d'arbres et grouillant de promeneurs », explique encore notre vieux Marollien. « On nous en a fait des autoroutes urbaines où plus personne n'aurait l'idée d'aller flâner. Quand donc les Européens comprendront-ils que « faire de l'américain » n'a jamais réussi qu'à l'amérique ? »

Les logements individuels, et surtout les plus populaires, ont dû céder la place aux bureaux. Dans l'euphorie européenne des lendemains du traité de Rome, de nombreuses sociétés voulaient avoir au moins une succursale près du siège des Communautés. « Bruxelles se transformait en ville vouée au secteur tertiaire », clamait fièrement des voix officielles. « Le résultat, constate aujourd'hui avec amertume M. Serge Moureaux, échelonné (c'est-à-dire maître adjoint) à l'urbanisme, c'est que les promoteurs ont presque rasé la ville. »

MM. les Anglais ont tiré les premiers. Trois grandes sociétés britanniques ont occupé le marché, rasant les terrains en rampant avec la tradition bruxelloise du marchandage, faisant monter les prix — ils ont commencé par tripler en un an et demi — et rachetant des quartiers entiers pour les livrer aux démolisseurs d'abord, aux constructeurs ensuite. Les études de marché étaient formelles : on pouvait construire, c'est-à-dire vendre, environ 150 000 mètres carrés de bureaux par an à Bruxelles, pendant dix ans au moins à compter de 1970. Résultats : en deux ans, on en a édifié environ 1 350 000.

## Pas de politique

« Ce n'était pas que la politique d'urbanisme fut mauvaise, commente encore M. Moureaux, élu du Front démocratique des francophones, le parti majoritaire à Bruxelles. Le problème était qu'il n'y avait pas de politique dans les années 60. Il y avait tout au plus une pratique, ou plutôt deux : celle de l'urbanisme du secret, et celle qui consistait à faire de la dérogation une habitude, de l'exception une règle. »

C'est vers la fin de cette décadence que s'est amorcée une réaction contre un certain urbanisme ravageur. Cette réaction a d'abord été le fait de personnalités isolées. Elle se heurtait parfois — et « même souvent », reconnaît l'une d'elles aujourd'hui — au scepticisme de la population, sans doute peu enthousiaste devant les destructions de vieux quartiers, mais soucieuse, à Bruxelles encore plus qu'ailleurs peut-être, de montrer qu'elle savait épouser son siècle.

Puis ont commencé à paraître les premiers articles d'urbanisme critique, dans des petites revues. Une certaine prise de conscience s'est fait jour. Ce mouvement a abouti à la fondation de l'ARAU (Atelier de recherche et d'animation urbaine), qui, après avoir rassemblé la plupart des organisations et comités de quartiers naissants, devait donner le véritable coup d'éclat à la révolte pacifique des Bruxellois.

Depuis lors, les comités locaux, les associations d'habitants, ont été et multipliés. Certains se réclament de l'écologie au sens large; d'autres se sont constitués autour d'un programme simple et précis, comme de sauver le quartier de Marolles. « Un combat gagné en deux mois en 1969 grâce à une extraordinaire mobilisation », note fièrement l'abbé Van der Bieck, vicar de la paroisse et animateur infatigable de la vie locale. A quelque chose malheur est bon : les ravages de l'urbanisme à tout va ont, par contre-coup, rendu à Bruxelles l'assoupiement de ses plus anciennes et de ses plus belles traditions, celle de la vie associative. Mais il reste quelque deux cent vingt mille « navetteurs », comme on dit ici, qui doivent quitter quotidiennement leur banlieue pour venir travailler à Bruxelles, ou inversement.

De cette renaissance très perceptible de la vie de quartier dans la capitale belge, une éclipse vient particulièrement témoigner : celles des radios locales. Il n'en existe déjà au moins une demi-douzaine à Bruxelles, qui émettent chacune pour un quartier. « A l'origine, les radios étaient surtout l'émancipation des comités populaires d'urbanisme », explique un journaliste de la R.T.B., spécialiste de la capitale. « Elles voulaient rompre catégoriquement avec la radio traditionnelle. Curieusement, ajoute-t-il, avec un rien de satisfaction malicieuse, elles en ont vite retrouvé le ton, voire les trucs. Mais elles plaisent, c'est sûr. »

Les Bruxellois paraissent se féliciter que, depuis quelques années, la vapeur ait été inversée. De nombreuses mesures ont été prises contre l'édification de nouveaux locaux industriels et commerciaux, notamment une taxe (qui vient, il est vrai, d'être annulée par le Conseil d'Etat),

l'abandon volontaire des immeubles est également combatu. Cette pratique, très répandue voici quelques années, consistait pour un promoteur à acheter une maison, à en expulser les locataires et à laisser se dégrader le bâtiment jusqu'à ce que la municipalité, pour ne pas nuire à l'ensemble des habitants du quartier, accorde l'autorisation de construire demandée.

Mais, surtout, un plan a enfin été élaboré pour l'ensemble des dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise. Toute demande de dérogation fait l'objet d'une publicité considérable dans la population du quartier, convoquée à grand renfort d'affiches rouges en « commission de concertation », dont l'avis, en pratique, sinon en droit, s'impose de plus en plus au pouvoir.

Oui, les Bruxellois vivent mieux. Mais il était temps de réagir. La rue de la Loi n'est plus qu'un immense courant d'air (ou plutôt de vapeurs d'essence) entre les bâtiments des Communautés européennes et le parc, heureusement préservé. La place de Brouckère, la porte de Namur, plusieurs grands boulevards portent des blessures irrémédiables. Mais il reste, heureusement, outre l'inévitable Grand-Place (point de passage obligé de tout étranger, mais dont les regards des touristes et les déclarations de leurs appareils photo n'ont pu épouser la beauté), bien des quartiers, ouvriers ou bourgeois, où les fidèles de Bruxelles peuvent venir retrouver la ville qu'ils aiment et où s'exhale le génie populaire belge.

Quartier-musée de l'Îlot sacré, qui presse ses étroites maisons flamandes à l'ombre de la flèche de l'hôtel de ville, et que les restaurants à touristes n'arrivent pas à pervertir. Quartier populaire des Marolles, ce « Bruxelles profond » où, du marché aux « puces » cosmopolite au mont-de-piété, l'enfermement de dernières dettes, ses tarifs, la vie telle qu'elle est à sa conservation se droie. Elle grouille encore derrière le palais de justice, dans la Rue-Haute, où, aguerrie, s'ouvre, à deux pas de la maison de Breughel, le plus étonnant bistrot de Bruxelles : pour le prix d'une bière ou d'un genièvre, on pouvait y affronter sur une corde d'échouage de dernières dettes, ses tarifs, la vie telle qu'elle est à sa conservation se droie. Elle grouille encore derrière le palais de justice, dans la Rue-Haute, où, aguerrie, s'ouvre, à deux pas de la maison de Breughel, le plus étonnant bistrot de Bruxelles : pour le prix d'une bière ou d'un genièvre, on pouvait y affronter sur une corde d'échouage de dernières dettes, ses tarifs, la vie telle qu'elle est à sa conservation se droie.

## Canal perdu

Quartiers d'Ecce, de Scharbeek, de tant d'autres communes de l'agglomération, sans grâce particulière pour qui n'est pas sensible à leur poésie de villages du Nord en pleine ville avec le plus souvent « un creux à bas qu'un canal s'est perdu », leurs commerces, leur grandeur et leur clocher, et où celui qui vient de la commune voisine est déjà, d'une certaine façon, un étranger. Quartiers cosmopolites, derrière la gare du Midi, où se tient le dimanche un grand marché arabe, et où les enseignes indiquent une « Sasterra », un « Café espagnol », les « Voyages Melas », une « Moutonnerie musulmane » et même un (pourtant modeste) « Turque Palais International » et bien d'autres boutiques italiennes, espagnoles, grecques, turques, portugaises. On les trouve principalement dans la rue du Prince-de-Mérode, l'un des fondateurs de l'Etat belge. Décidément, il n'y a pas de hasard innocent ! Bruxelles ne saurait mieux rappeler quelle a, de tout temps, accueilli en foule les travailleurs immigrés. Ceux-ci, qui constituent aujourd'hui près de 20 % de la population totale, jettent, à côté de ces immigrés de luxe que sont les « Eurocrates », un rôle considérable dans la vie économique et sociale de la cité. Si, considérable, même, que d'anciens commencent à s'en inquiéter...

Ce sont en tout cas les Bruxellois de souche qui fournissent l'essentiel du public qui assure, depuis quelques années, l'essor du « jeune théâtre » belge dans la capitale. La pléthore de petites troupes d'avant-garde s'explique notamment par la multiplication des écoles de comédie au lendemain de la guerre; mais elle demeure impressionnante pour une ville de un million d'habitants. La difficulté que rencontrent ces troupes est d'attirer un autre public que celui des habitués des premières, toujours à la recherche d'une nouveauté mais numériquement limitée, et aussi de faire rompre les Bruxellois avec leur fidélité quasi absolue à une salle, et une seule : le public des Galeries n'ira pas, en règle générale, au Rideau de Bruxelles, dont les spectateurs attirés ne sont pas ceux du National.

« Ce mouvement a contribué très utilement à renouveler la vie culturelle bruxelloise », explique M. Siegfried, critique et auteur dramatique, président de la Commission consultative du jeune théâtre (qui distribue chaque année douze millions de francs belges de subventions). Des noms ont été révisés. Des créations ont été rendues possibles, comme celle de Pinter en français, avant Paris. En outre, de nombreuses pièces sont jouées ailleurs que dans des théâtres. Des locaux industriels désaffectés, comme cette ancienne usine sucrière devenue la raffinerie du plan K, sont ainsi gagnés au théâtre, à l'animation culturelle, et, tout simplement, rendus à la vie. En tout cas, les spécialistes sont unanimes : il y a plus de spectateurs aujourd'hui à Bruxelles que voilà quinze ou vingt ans.

## Le public C.E.E.

Si la dernière salle consacrée à l'opéra, l'Hallambra, a disparu (alors que ce genre lyrique se porte bien à Charleroi et à Liège), l'opéra, lui aussi, a retrouvé sa vitalité. Il est vrai que le « public C.E.E. », notamment allemand et italien, n'y est sans doute pas étranger. En outre, si Bruxelles dispose d'une belle salle — le Théâtre de la Monnaie — elle ne possède pas encore sa propre troupe, et doit se contenter d'accueillir des artistes étrangers, parmi lesquels les Ballets du XX<sup>e</sup> siècle de Béjart sont particulièrement prisés.

Mais le signe le plus tangible du renouveau de la vie culturelle des Bruxellois, c'est probablement la création des « milieux », de la poésie, de la musique, du théâtre. La présence dans la capitale, à l'heure du déjeuner, de tant de « navetteurs », a permis l'organisation de ces « conférences-sandwiches », comme dit l'un de leurs organisateurs. Pour une somme symbolique, on vient, à l'heure de la pause, meubler son estomac et son esprit en écoutant une causerie sur le thème de l'« Émancipation en Belgique » (500 personnes récemment), ou une pièce à un ou deux personnages, ou encore un concert de musique de chambre. On a beau savoir que les bonnes idées ne sont pas toujours importables, le Parisien de passage se prend à rêver ! Comme il rêve aussi en apprenant que les banques, publiques ou privées, jouent traditionnellement un rôle culturel important par la pratique du mécénat. Publiée ? Sans doute. Mais celle-ci ne vaut-elle pas, très largement, les affiches assurées que notre argent les intéresse ?

Finalement, la « vieille dame indigne » n'est ni si indigne ni même si vieille. On peut être la capitale du Vieux Continent et ne manquer ni d'idées neuves ni de courage, ni de dévouement à ceux qui ne voient Bruxelles — et les déchéances politiques — dont elle est l'objet — que comme une « histoire belge » de plus. Bien sûr, il y a les tours, les buildings incongrus, certains boulevards transformés en autoroutes. Mais il y a aussi les vieilles maisons que l'on restaure enfin. Les bistrotts infatigables, comme le Cirio, à côté de la Bourse, avec son décor 1900 intact, où une clientèle qui doit avoir l'âge de l'établissement vient, à l'heure de l'apéritif, discuter gravement devant une petite bouteille de porto ou un verre d'« halvehalve » sur la durée des temps; le Waterloo, sur les boulevards, où l'on boit la bière brune dans des pots d'éclair; et tant d'autres, moins beaux, moins connus, mais où il fait bon s'asseoir et écouter... Il y a, surtout, les Bruxellois. « Je me demande souvent comment je peux encore vivre ici », dit l'un d'eux. Mais quand l'arrête de me le demander, c'est pour me dire que, décidément, je ne saurais pas vivre ailleurs. Et ça fait pas loin de septante ans que ça dure... »



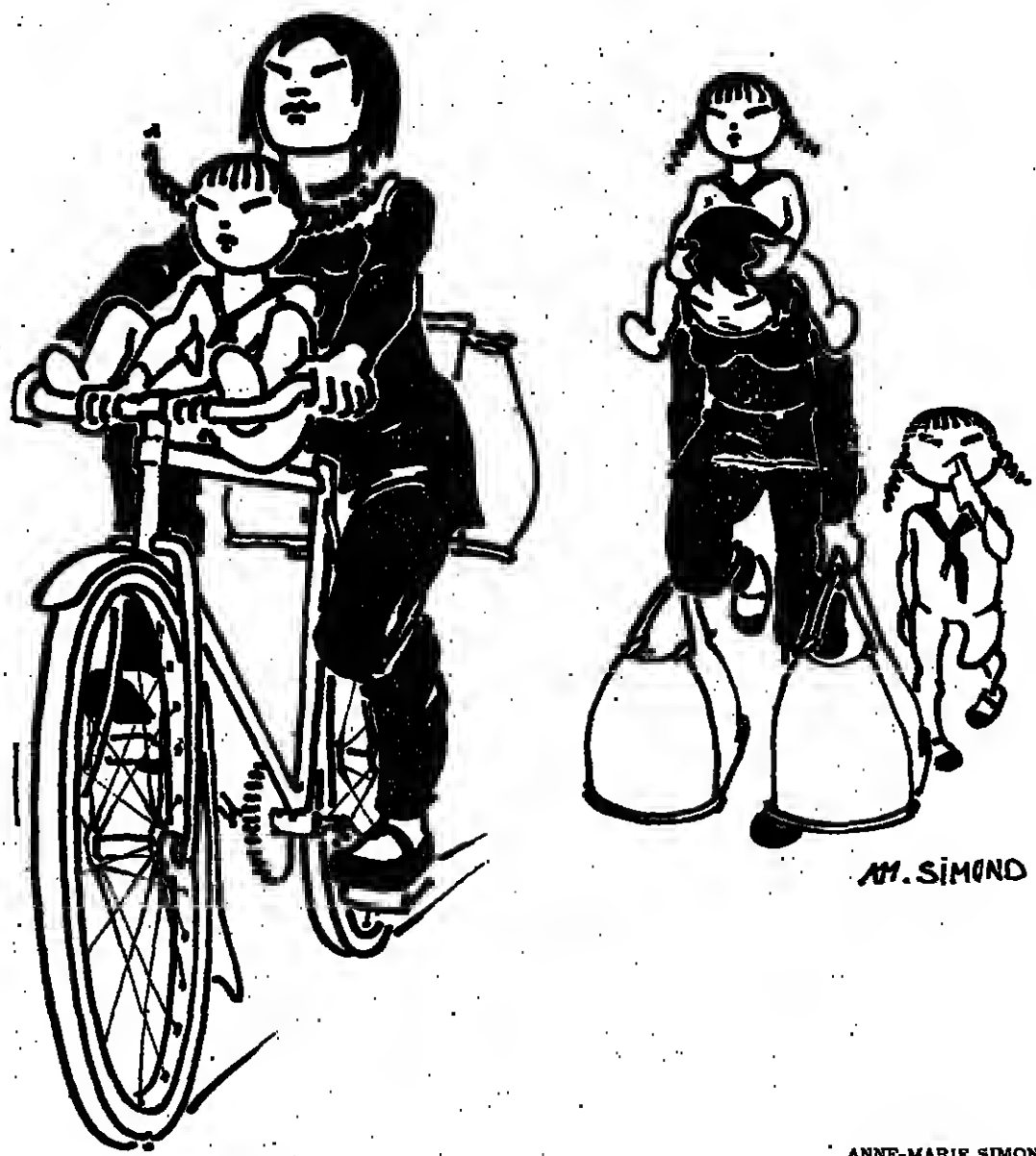
La loi pour l'éducation

unique dans une...  
salle aux puces ! La C...  
culture par habitant

Le problème est d'ailleurs plus complexe que les statistiques. La population de la Région de Bruxelles-Capitale est de 1 050 000 habitants, dont 600 000 dans la ville de Bruxelles. La densité est de 150 habitants par hectare. La Région dispose d'une superficie de 161 000 hectares, dont 100 000 sont en zone bâtie. La Région a une population de 1 050 000 habitants, dont 600 000 dans la ville de Bruxelles. La densité est de 150 habitants par hectare. La Région dispose d'une superficie de 161 000 hectares, dont 100 000 sont en zone bâtie.

La Région dispose d'une superficie de 161 000 hectares, dont 100 000 sont en zone bâtie. La Région a une population de 1 050 000 habitants, dont 600 000 dans la ville de Bruxelles. La densité est de 150 habitants par hectare. La Région dispose d'une superficie de 161 000 hectares, dont 100 000 sont en zone bâtie.





ANNE-MARIE SIMOND

CHINE

# La longue marche pour l'enfant unique

L'enfant unique, dans une famille chinoise, sera gâté par l'Etat. Mais gare aux puînés ! La Chine ne dispose que d'un demi-hectare de terre cultivée par habitant.

ALAIN JACOB

Il est encore né trop de bébés en Chine en 1979. C'est la constatation qu'a faite une Conférence nationale sur le contrôle des naissances, réunie récemment à Changou — sans précéder toutefois dans quelles proportions l'objectif préétabli de 10 pour mille avait été dépassé. On cite en exemple de grands centres urbains comme Shanghai ou Pékin, où le taux était tombé respectivement à 5,07 et 6,8 pour mille dès 1978. Il en va très différemment de provinces comme le Guangdong ou le Jiangxi où il approchait, dans la même année, de 15 et de 20 pour mille.

Le problème est d'autant plus dramatique que les générations pléthoriques nées dans les années 50 et 60 — alors qu'il n'était guère question de limitation des naissances — arrivent maintenant à l'âge de fonder des familles et de procéder à leur tour. La pression démographique va donc non seulement se maintenir, mais s'accroître. Or la Chine ne dispose déjà que d'environ un dixième d'hectare de terre cultivée par tête d'habitant. C'est le chiffre le plus bas du monde : presque trois fois moins qu'en Inde et huit fois moins qu'en U.R.S.S.

Sur la base des chiffres de 1978, la population de la Chine continentale atteindra en 1990 les 900 millions d'habitants, et déjà à Pékin on parle couramment du « milliard ». Officiellement, le taux de croissance enregistré en 1978 était de 12,05 pour mille, mais ce chiffre laisse soupçonner un nombre d'experts étrangers pour lesquels il s'accroît mal avec les réalités constatées dans le pays. S'il est exact, il représente un progrès considérable réalisé en quelques années, puisqu'en 1971 le même taux établissait à 23,4 pour mille. Entre-temps, indiquait récemment l'agence Chine nouvelle, 170 millions de personnes ont subi des opérations de stérilisation ou la mise en place de stérilisation.

Impressionnant dans l'absolu, ce chiffre reste néanmoins relativement modeste pour une population aussi nombreuse que celle de la Chine. Les efforts se poursuivent donc, activement dans ce sens, et des méthodes chimiques de stérilisation, pour les hommes comme pour les femmes, sont en cours d'expérimentation. De même, les autorités s'efforcent de populariser l'usage des contraceptifs oraux.

Le problème de la limitation des naissances est cependant, pour la Chine, beaucoup moins technique que sociologique. Compte tenu des objectifs ambitieux que s'est fixés le gouvernement — un taux de croissance de 0,5 pour mille vers 1985 et voisin de zéro en l'an 2000 — une campagne extrêmement énergique est en cours depuis environ un an pour convaincre les couples de ne pas avoir plus d'un enfant.

## Une bicyclette

Encouragements et sanctions sont également utilisés, non par des règlements édictés pour l'ensemble du pays, mais par des mesures variées prises en général à l'échelon des provinces ou des municipalités. Les mêmes méthodes étaient mises en œuvre depuis longtemps pour retarder les mariages. Si un nouveau couple décidait de concevoir plus tôt que ne le prévoient les « recommandations » gouvernementales (vingt-sept ans pour les garçons, vingt-cinq pour les filles), toutes sortes de difficultés se dressaient soudain devant les jeunes époux : aucune chance d'obtenir un logement, peu ou pas d'espoir de promotion professionnelle, risque d'affectations à des postes de travail séparés et éloignés, etc.

Il en va de même, mais de manière beaucoup plus perfectionnée, pour limiter le nombre des naissances. La dernière innovation consiste en une sorte de contrat par lequel un couple s'engage vis-à-vis de l'Etat à ne pas avoir plus d'un enfant. Les avantages afférents sont très

substantiels. En général, d'abord, une allocation de cinq yuans par mois (soit environ un mois d'un « bon » salaire pour l'année) pour l'enfant jusqu'à l'âge de quatorze ou quinze ans. S'y ajoute ensuite, très souvent, un tour de faveur pour l'achat d'une bicyclette, d'une machine à coudre ou d'un poste de télévision pour les parents. Après sa naissance, l'enfant unique sera en outre prioritaire pour son admission dans une crèche, puis dans une bonne école, puis peut-être à l'université. On lui facilitera enfin la recherche d'un emploi.

Tout change si survient un puîné. Non seulement il n'est plus question de congé payé de maternité ni d'accorder au nouveau bébé les avantages réservés au premier enfant, mais encore les parents devront, en principe, rembourser les allocations qui leur ont déjà été versées. Le coup peut être sévère si le remboursement en question représente quelques mois de salaire dans un ménage où l'homme seul assure la subsistance du foyer.

Le mauvais citoyen qui se permet d'avoir un troisième enfant s'expose, quant à lui, à des sanctions. Mauvaise note, remontrances, queue de liste pour les inscriptions à la crèche et à l'école, mais parfois aussi pénalisation financière qui peut aller jusqu'à une retenue de 10 % sur le salaire — à titre de participation aux services sociaux assurés par l'Etat. Il est vrai que tout sera fait pour éviter la naissance de ce troisième enfant et que des procédés de « persuasion » puissants peuvent être mis en œuvre pour obtenir de la mère qu'elle consente à un avortement. Celui-ci sera alors gratuit, sinon sans douleur — car opéré en général sans anesthésie, — et pourra s'effectuer au dispensaire le plus proche.

Inversement, des récompenses substantielles peuvent être accordées aux parents qui, après la naissance d'un premier enfant, veulent bien se faire stériliser.

Telles sont — approximativement, car des variantes existent d'une province, d'un canton à l'autre — les règles en vigueur. La manière dont elles sont appliquées change considérablement selon les milieux sociaux. Comme le montrent les chiffres déjà cités, le milieu urbain autorise une certaine rigueur. C'est affaire de développement, de niveau culturel, d'encadrement social, qui permet par exemple dans un atelier de suivre les périodes de menstruation des ouvrières, d'intervenir à temps si nécessaire. Surtout, le luxe relatif d'une vie citadine est une incitation à n'entretenir que des foyers restreints : un enfant supplémentaire, après tout, coûte beaucoup plus cher qu'un poste de télévision. Enfin, les travailleurs de l'industrie et des administrations bénéficient d'un régime de pension-vieillesse en général convenable.

## Les paysans

La situation et les réflexes sont tout différents dans les campagnes, où le nombre des enfants reste encore un signe et un facteur essentiel de prospérité. Et pour cause : à de très rares exceptions près, il n'existe pas de retraite pour les vieux paysans chinois, et un minimum vital très élémentaire leur est en principe assuré par la collectivité, leurs enfants sont en fait leur principal soutien lorsqu'ils ne sont plus en âge de travailler. Encore faut-il tenir compte de la tradition qui veut qu'une fille, le jour de son mariage, rejoigne la famille de son mari. On compte dans ces conditions qu'un couple ayant déjà une, deux ou même trois filles brave tous les interdits pour avoir enfin un garçon qui non seulement demeurera au logis, mais y amènera plus tard une belle-fille — dont une des tâches essentielles sera de veiller sur les vieux jours de ses beaux-parents. Sans attendre cette époque, chaque enfant supplémentaire représente d'ailleurs une paire de bras de plus, dans une souche de rémunération additionnelle pour le foyer familial, qui reste la cellule de base dans tout le monde rural.

Le désir d'avoir des enfants, dans ces conditions, est assez fort pour justifier toutes sortes de pratiques. On cite même récemment le cas extrêmement révélateur d'un médecin un peu « marron » qui, dans la province du Shanxi, se faisait payer fort cher pour retirer clandestinement à ses clientes les stérilettes qui leur avaient été posés dans les dispensaires officiels. L'historien en dit long sur le caractère « volontaire » du recours aux procédés contraceptifs extrêmes.

Le principe même des avantages matériels accordés aux familles à enfant unique n'est que d'une efficacité relative dans la société paysanne chinoise. Un vieux fonctionnaire d'une des provinces septentrionales de la Chine nous en parlait sur un ton un peu désabusé. « Lo vie, disait-il, n'a jamais été particulièrement oisive pour les familles nombreuses. Bien au contraire, plus on était, plus c'était difficile. Et simplement pour se nourrir, s'habiller, se loger... Est-ce que cela empêchait les gens de faire des enfants ? » Vues sous cet angle, les sanctions financières imposées aux familles trop nombreuses ne sont, pour ainsi dire, qu'un facteur nouveau de pauvreté, subi avec quelque fatalisme.

On tombe ici sur une contradiction fondamentale : la Chine ne pourra stopper sa croissance démographique que le jour où les nouveaux-nés ne constitueront plus un capital d'avenir pour les 80 % de paysans qui composent sa population ; mais ces mêmes paysans ne pourront d'une « sécurité sociale » réelle que le jour où le taux de croissance de l'économie dépassera sensiblement celui de la population. Le problème n'a rien de simple et l'on aurait tort, s'agissant de 1 milliard d'habitants, de juger des pratiques chinoises d'après les critères en vigueur dans des pays occidentaux nantis, surdéveloppés et dont les taux de croissance démographiques ont plutôt tendance à fléchir. Si respectable que soit la notion de libre-échange, elle se heurte en Chine aux exigences de la survie et du progrès collectif, et il s'agit ni plus ni moins de savoir si les petits Chinois auront droit, dans dix ou vingt ans, à une ration alimentaire au moins égale à celle, rudimentaire, de leurs parents aujourd'hui. Cela explique la rigueur, mais la route est encore longue sur la voie de réformes touchant autant au progrès économique qu'à des moeurs échappant largement aux édits administratifs.

## REFLETS DU MONDE

### CORRIERE DELLA SERA

#### Un entrepreneur entreprenant

L'un des trois frères Calta-girone, vedettes d'un énorme scandale financier en Italie, ajoutait, selon le quotidien de Milan *Corriere della sera*, à toutes les vertus d'un entrepreneur contesté, celles d'un admirateur déclaré et efficace du beau sexe. Cadet de la famille, ce Francesco, « robuste gaillard athlétique et sûr de lui, fondait sa carrière sur son arrogance et les jolies femmes. Arrogance fondée elle-même sur l'argent, qui était la base de la manœuvre d'encerclement des belles, dont il exigeait essentiellement, outre les charmes propres, une notoriété mondaine, ne négligeant pas au demeurant le titre nobiliaire ». Le *Corriere* expose ensuite la stratégie utilisée par cet entrepreneur entreprenant : « Son arme secrète était le dîner-surprise. La belle, qui s'attendait à un habituel dîner

romain, était conduite à l'apart de Clammaro, emmenée à bord du petit jet personnel du séducteur, et emmenée à Paris chez Maxim's où sa table était réservée. Puis on rentrait à Rome, la partie gagnée. » En effet, observe avec une indéfectible compétence l'auteur de l'article — en l'espèce une femme, — « il n'est pas chic, la première fois, de céder ou d'insister, mais ce petit rouage aérien créait les bases d'une « affaire », ou du moins affirmait la réputation de don Juan de Francesco », lequel, toutefois, en bon Sicilien, était un « mari empressé et tendre ». Dans ces scènes de la vie quotidienne d'un milliardaire du monde politico-affairiste italien, le *Corriere* évoque aussi avec admiration « les fautes arrivées au train Porri de Francesco, entouré de ses huit gorilles ».

### Pariser Kurier

#### Quand le ministre distribue les crédits

Le bimensuel franco-allemand *Pariser Kurier* relate le procédé pour le moins contestable utilisé par les photographes turcs lors de la visite officielle dans leur pays du ministre des Finances allemand. La revue écrit : « Hans Matthöfer, ministre des finances, avait refusé d'indiquer la somme du crédit que Bonn veut accorder à la Turquie. Qu'à cela ne tienne ! Les journalistes turcs, qui suivaient la visite du ministre allemand à Ankara, n'ont pas insisté et ont préféré lui demander de poser pour la traditionnelle photo. Un représentant lui a alors tendu un billet de 10 deutschemarks.

Après quelques secondes d'hésitation, Hans Matthöfer s'est empressé, bien sûr, de rendre le billet, faisant valoir que l'usage voulait que les ministres, en Allemagne fédérale, se fassent photographier pratiquement. Trop tard. La photo était déjà prise, et le lendemain, la presse turque montrait le ministre des finances tendant le billet à d'invisibles interlocuteurs. Titre de la photo : « Bonn accorde 10 marks à chaque citoyen turc ». Tous comptes faits, cela représenterait quelque 400 millions de deutschemarks, ce qui est encore inférieur à tous les chiffres officiels en circulation. »

## LE SOIR

### Menacée par un œuf

Les œufs ne passent généralement pas pour constituer un aliment préjudiciable à l'équilibre psychique des individus. Dans un cas bien particulier, pourtant, si l'on en croit le *Soir*, de Bruxelles, une citoyenne américaine a vu sa santé mentale menacée à cause d'un œuf. Le quotidien belge raconte : « Mme Ursula Beckley vou-

lait se joindre une omelette. Elle prit un œuf, le cassa et un serpent en sortit, long de 15 centimètres. J'ai frôlé la crise de nerfs. Depuis, je ne suis plus tout à fait la même. Je suis hantée par les rongeurs et les serpents », affirme Mme Beckley, qui réclame 3,8 millions de dollars de dommages et intérêts à la chaîne de magasins d'alimentation où elle a acheté l'œuf. »

### le nouvel album de Greg

## ACHILLE TALON ET L'AGE INGRAT



une cathédrale de gags... gargouille comprise !

DARGAUD ÉDITEUR















Jeudi 20 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé.  
Petite enfance... petite toumoute.  
14 h Les vingt-quatre heures.  
Émission du Centre national de documentation pédagogique.  
14 h 5. Amis on ennuie : 14 h 25, Sécurité : surprises ; 14 h 35, Cinéma : 14 h 55, Pour les enfants, pour les parents, un lieu d'échanges ; 15 h 5, Entrer à l'université ; 15 h 25, La fête des images ; 16 h 5, Y a-t-il des genres à la télévision ; 16 h 5, L'adulte et la lecture ; 17 h, Les adultes et la lecture.  
16 h TF 4.  
16 h 35 Un, rue Sésame.  
16 h 55 C'est arrivé un jour.  
Le poudet et l'indifférence.  
17 h 10 Une minute pour les femmes.  
Les loisirs et la retraite.  
17 h 20 Informations régionales.  
17 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 30 Série : « La Fortune des Rougon ». N° 4.  
21 h L'événement.  
Émission d'Henri Marquet et Julien Besançon.  
22 h 30 Expression.  
Magazine culturel de C. Weillhoff.  
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La vie des autres (Le bac de l'algèbre).  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui, madame.  
Les enfants et la justice.  
15 h Série : « Mission impossible ».  
Le roman.  
16 h L'invité du jour : Elle Wiesel.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Entre moi et vous trente ans.  
17 h 50 Révisé A 2.  
Rentrée : Mes mains ont la parole : Salinas et Diabolo ; Je veux être... l'honneur de l'air.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Émission réservée aux formations politiques.  
L'opposition : la P.C.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : « Le Passager de la pluie ». Film français de R. Clément (1980), avec M. Robert, C. Bronson, A. Cordy, J. Ireland, G. Tinti, J. Gavon, M. Masson, C. Rancourt. Violée par un inconnu, dans sa ville isolée, une jeune femme tue son agresseur en état de légitime défense, mais n'aurait pas la grand-mère et va jeter la cadavre dans la mer.

Un mystérieux Américain se présente alors à elle et cherche d'un geste de la main à la faire passer à l'autre rive.  
Le pianiste Misha Dichter interprète des œuvres de Liszt.  
Spécial Coupe d'Europe.  
22 h 30 Magazine : Première.  
Le pianiste Misha Dichter interprète des œuvres de Liszt.  
23 h Sport : Football.  
Spécial Coupe d'Europe.  
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Météo (n° 2) : le Mystère des canaux maritimes : à l'échelle de la terre ; Dérive des continents.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le P.R.S. (parti radical socialiste).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 (Cinéma cycle Alain Delon) : « L'Éclipse ». Film italien de M. Antonioni (1962), avec A. Delon, M. Vitti, S. Bolognini, G. Bolognini, L. Saligner, B. Romy, M. Rinaldi (N. rediffusion).  
A Rome, une jeune femme qui s'empare avec son amant se laisse peu à peu séduire par un autre homme qu'elle croit aimer et auprès duquel elle cherche une solution à ses problèmes personnels.  
22 h 5 Journal.

Vendredi 21 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
14 h 5 Images de la vie rurale hier et aujourd'hui.  
Émission du C.N.D.P.  
17 h 30 Algorithmes de la division.  
Émission du C.N.D.P.  
18 h TF 4.  
18 h 30 Un, rue Sésame.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
L'enfant prodige.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Les retraités et la sécurité.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 - Les Muses de l'Europe.  
Opéra bouffe de L. de Ponte, d'après Beaumarchais.  
Avec M. Devlin, S. Boney, V. Masterson...  
Xenoglossie au Festival international d'art lyrique et de musique d'été-en-Provence, en 1979, est une œuvre majeure de l'art moderne, œuvre d'un homme par un des maîtres du théâtre du siècle, Jorge Zaverucha.  
23 h 15 Journal et cinq jours en Bourgogne.

12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui, madame.  
Balsac et la femme.  
15 h Série : « Mission impossible ».  
Meurtre en différé.  
16 h Cinéma : « Les Muses de l'Europe ».  
Magazine des loisirs.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Pékin : G. Gassiot Talabot.  
17 h 50 Révisé A 2.  
Rentrée : Sophie la sorcière ; Candy.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : « Médecine de nuit ». Fable-Royal.  
21 h 35 Apogée.  
La Corne et les Cornes.  
Avec M.M. B. Muracolo (co-auteur de Corne la poudrière), P. Pomponi (le Mémorial des Cornes), A. Sanguinetti (Le roman de la fin du XIXe), M. Ritali (le fait forcé).  
22 h 5 Journal.  
23 h 5 Cinéma : « Les Muses de l'Europe ».  
Film français de P. Colombier (1980), avec R. Basso, A. Sarrus, R. Fournier, M. Rinaldi, P. Stephan, P. Carton, G. Derian (N. rediffusion).  
Un banquier corse, assés de prison, entre sous un faux nom, au service d'une famille de petite bourgeoisie, transforme la boutique et se voit une fortune par des affaires frauduleuses.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Les contes du folklore japonais ; Le mille-pattes géant ; Des livres pour nous : La Fabuleuse histoire de l'eau.  
18 h 55 Tribune libre.  
Fédération des centres culturels communaux.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : le roman-photo.  
Émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze ; Enquête : J. Badiguet.  
Un Français sur trois lit des romans-photos, ou plutôt une Française sur trois. Ici, on assure que l'écriture est « littéraire » et que les romans-photos, la genre de la fin du XIXe, en Italie il fait fortune.  
21 h 30 UN jour de presque hiver.  
Scholar de J. Balp, réalisation G. Mare, avec J. C. Bouvier, J. Serre, G. Balat-Jean, A. Mira et M. Costa.  
Dans un village isolé du Quercy, un double meurtre vient dépeindre, en même temps que des hommes et des femmes, l'histoire d'un amour de jeunesse pour l'éternité. La « justice » des villageois opère...  
22 h 5 Journal.  
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 22 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Émissions régionales.  
12 h 30 Cuisine légère.  
12 h 45 La vie commence demain.  
13 h Journal.  
13 h 30 Le monde de l'accordéon.  
13 h 50 Au plaisir du samedi.  
13 h 55. La croisière d'été : 14 h 45, Un nom en or ; 14 h 50, Plume d'élan ; 15 h 10, Maye l'été : 15 h 35, Télé-tour ; 15 h 40, Archéologie pour tous (n° 1) ; 16 h 45, Le Magazine de l'aventure (N° notre sélection) ; 17 h 55, La vallée des dinosaures ; 17 h 55, Avec des idées que savez-vous faire ; 18 h 15, Trente millions d'années.  
19 h 10 Magazine auto-moto.  
19 h 10 30 minutes pour vous défendre.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 Numéro 20.  
Gérard Lenormand.  
21 h 35 Série : « Anna Karénine ». N° 3.  
D'après L. Tolstoï, réalisation B. Coleman.  
22 h 30 Télé-foot 1.  
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.  
12 h La vérité est au fond de la mer.  
12 h 30 Samedi et dimanche.  
13 h 35 Cinéma : « Les Muses de l'Europe ».  
14 h 25 Les jeux de l'été.  
17 h 20 Les mœurs d'été et les autres.  
18 h 10 Chorus.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret.  
L'affaire Saint-Fiacre.  
Un des meilleurs films : enquête sur la meurtre d'un comte.  
22 h 20 Sports : Basket.  
Championnat de France, à Nantes.  
23 h 20 Document : les carnets de l'aventure.  
Les tous les valises.  
Faire du distopie autour de l'Édimond et de l'Édimond en tenant les chaussettes.  
23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Il était une fois l'homme : les années folles ; Les années exotiques.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Histoire étrange : « Le Marchand de sable ».  
D'après E. T. A. Hoffmann, adaptation et dialogues C. Rémy et P. Badel. Avec : P. Pécou, N. Nall, A. Landais, A. Berteau, S. Bourdieu, etc.  
Dans une brasserie d'Alsace, deux hommes présentent un numéro de cabaret : le premier est un homme, le second un animal. Ils d'entraînent jusqu'à, sont tous les deux ne sont pas forcément fêtés...  
21 h 55 Journal.  
22 h 15 Cinéma : « Les Muses de l'Europe ».  
A côté du cinéma, il y a ceux qui filment les voyages et ceux qui les racontent.  
Un reportage sur l'association Connaissance du monde.

Dimanche 23 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 15 A Bible ouverte.  
8 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe, en l'église Notre-Dame de Montfort (Val-d'Oise), prédicateur : Père Jean de la Croix.  
12 h La séquence du spectateur.  
12 h 30 Concours de la chanson française.  
13 h Journal.  
13 h 30 C'est pas sérieux.  
14 h 30 Les rendez-vous du dimanche.  
de Michel Drucker.  
15 h 30 Tiercé.  
15 h 40 Série : « Le Signe de justice ».  
Le tréfil chinois.  
16 h 30 Sports premiers.  
17 h 30 Série : « Commissaire Moulin ».  
Petite hantise.  
19 h 25 Les animaux du monde.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : « La Panthère rose ».  
Film américain de B. Edwards (1964), avec D. Niven, P. Sellers, Gaudin, R. Wagner, C. Cardinale, F. Jeffries (rediffusion).  
A Corinthe d'Ampezzo, un policier l'inspecteur « gentleman » ombrieux se débrouille à démasquer un grand voleur appartenant à une principauté du Proche-Orient en exil.  
22 h 30 Portrait : Jorge Llavell.  
Regard sur l'opéra.  
Lire notre sélection.  
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h Émissions pédagogiques.  
11 h 45 On va go.  
12 h Concert (en l'honneur de France-Musique).  
« Ouverture de Rite », de Chostakovitch, « les Fontaines de Rome », de Respighi, par l'Orchestre national de France, direction L. Maasilta.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Série : « Colomède ».  
La danse du tablier jaune.  
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
15 h 45 Des animaux et des hommes.  
16 h 35 Série : « Un juge, un flic ».  
Les hochets.  
17 h 45 Majet : passe-passe.  
18 h 35 Dessin animé un monstre.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 « Le Maître des Clous ».  
Téléfilm de J. D. F. Black, réal. D. Medford. Une douzaine de pure produits de manipulation génétiques vivront chacun en des lieux propres en restant en contact téléphonique avec son « créateur ».  
22 h 10 Document : Par elles-mêmes.  
Mme Jeanine Chaurin, institutrice de maternelle.  
22 h 40 Chère d'œuvre en péril.  
Ce patrimoine qui est le nôtre.  
Lire notre sélection.  
23 h 10 Journal.

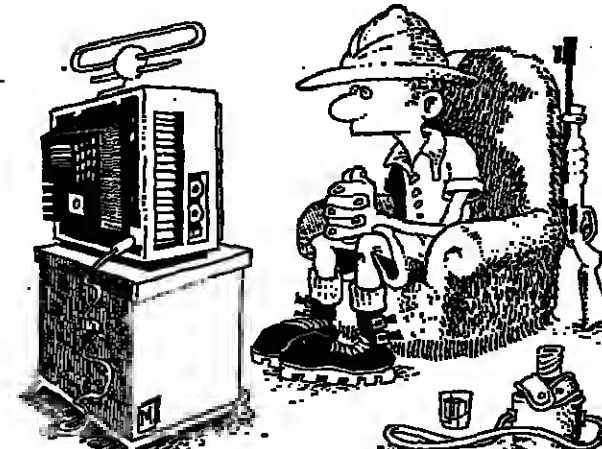
10 h 30 Musical.  
Émission préparée par T. Fares et J.-L. Orsbon réalisée par la radio-télévision tunisienne à Kairouan. Reportage : l'eau en Tunisie ; Variétés : Lilla et T. Ensauteur.  
18 h Jeu : Tous contre trois.  
Rousselle d'Als.  
17 h Prélude à l'après-midi.  
Les Jansons : « Émission (1980) avec ses quinze troupes » par l'orchestre symphonique du Bayrische Rundfunk, direction E. Kubelek.  
17 h 35 Théâtre de toujours : « le Bourgeois gentilhomme ».  
Comédie-ballet de Molière, musique de Lully. Avec orchestre et chœurs de l'O.R.T.F., direction D. Sira ; chorégraphe M. Spérenbach et R. Calada. Réalisation P. Badel. Avec M. Serrault, Ph. Stora, D. Cecaldi, E. Virlojeux. (rediffusion).  
19 h 45 Spécial DDM-TOM.  
20 h Rire et sourire au Compté Palace.  
20 h 30 Les grandes villes du monde : Lisbonne.  
Scénario A. O'Neill. Réalisation F. Lopez et A. Cabrita.  
(Lire notre sélection).  
21 h 25 Journal.  
21 h 40 L'invité de FR 2 : l'arbre de vie.  
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle L. Thelberg) : « les Titans du ciel ».  
Film américain de G. Hill (1931), avec W. Berry, G. Cabla, G. Nagel, D. Jordan, M. Stambert, M. Prevost, G. Edwards, J. Millan (N. sous-titrage, N.).  
Deux sous-officiers d'aviation risquent de battre et de perdre leurs conquêtes féminines, le plus âgé d'entre eux est en cours d'un exercice dangereux.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émission de l'U.C.E.L. destinée aux travailleurs immigrés.  
Images d'Algérie.

A VOIR

Images des Papous



DOCUMENTAIRE : « LE CIEL ET LA BOUE »

Samedi 22 mars  
TF 1, 19 h 45

« Le magazine de l'aventure » a eu la bonne idée de retrouver le documentaire de Pierre-Dominique Gasseau et Gérard Delley, le Ciel et la Boue, qui était la première traversée de la Nouvelle-Guinée du sud au nord. Le film dure quatre-vingt-dix minutes et ce sont des extraits (choisis avec le réalisateur

Pierre-Dominique Gasseau) qui sont montrés dans l'émission. Journal de bord en couleurs, le Ciel et la Boue raconte l'étonnante aventure de l'expédition française (1959-1960) à travers les forêts, les marécages, les montagnes guinéennes. Dangereuse, l'aventure fut surtout un exploit ethnologique, et c'est cet aspect que « Le magazine de l'aventure » a principalement retenu, invitant les téléspectateurs à la découverte des Papous.

La France au télescope

CHEFS-D'ŒUVRE EN PÉRIL

Dimanche 23 mars  
A 2, 22 h 40

Tambour battant, et sans qu'il soit question de reprendre son souffle, Pierre de Lagarde propose une sorte d'histoire du patrimoine français, de sa signification, des mouvements qui l'ont agité depuis les fresques de Lascaux, aux animaux libérés, et les animaux enclos d'un cadre, plus tard, des mosaïques gallo-romaines. Comme dans « Le temps des cathédrales », et plus encore peut-être, la vaste émission de Georges Duby et Roland Barthes, la parole, l'explication, la réflexion, tout est à l'œuvre, les confidences pour à tour aux deux historiens René Huyghe et Germain Bazin, se dispute avec l'image l'attention du spectateur, tant l'une et l'autre sont denses, passionnées, pressées de ne pas manquer l'essentiel.

grands mouvements qui ont effacé la France et l'Europe, leur signification, leur lien avec les grands courants d'idées et les bouleversements politiques. Une histoire de l'art au télescope que n'écrit nullement le regard plus précis, « microscopique », d'un Duby, il y a tant de choses à dire, et de tant de façons, depuis que ce pauvre « patrimoine » a retrouvé droit de cité.



Si belle au bord du Tage

LES GRANDES VILLES DU MONDE : LISBONNE

Dimanche 23 mars  
FR 3, 20 h 30

Aux confins de l'Europe, ce pays allongé, le Portugal, si différent, et si unique, tout entier tourné vers l'Océan. A l'embouchure gigantesque du Tage, le fleuve d'Espagne devenu « mer de paille », se trouve Lisbonne, plus « capitale » que n'importe quelle autre cité du continent. Lisbonne, le pont, la toute en couleurs, Lisbonne à l'origine de la route des Indes et des premières empires. Et surtout des souvenirs : celui du tremblement de terre, le désastre de 1755 qui inspira Vattel, celui du mer-qui-de-Pombal, un baron Heussmann avant l'heure, sans qui le plan du Commerce ne serait pas si hiératique dans sa régularité verte. Et tout au long du Rêve, le mémoire des auto-détails et des révolutions, les nouvelles rêves d'inspiration. Plus haut, au fil des ruelles carillonnées de minuscules pavés noirs et blancs, résonnent les échos assourdis de quelque fado

triste, l'andale qu'essais par terre des femmes vêtues de sombre vendant maintes sardines ou de la morue échouée. Lisbonne a été chantée par un des siens : Pessoa, le poète, mais beaucoup l'ont aimée, venus d'ailleurs, tels Volery Labaud, qui cède à son charme mélancolique, ou, plus près de nous, Dominique Desoux, récemment disparu : il pouvait décrire durant des heures l'air particulier qui enveloppe cette métropole maritime. Et puis il y a eu la révolution des œillots, les défilés, les effiches, les premiers 1er mai : fin du régime de Salazar, fin de cinquante années de peur. Et toujours le sourire un peu mystérieux des passants, qui ont l'air de douter d'une liberté trop fragile. Lisbonne le peuple : là reviennent ceux du Mozambique et de l'Angola. Il ne faut pas manquer la promenade proposée par Alexandre O'Neill et filmée avec tendresse par Fernando Lopes et Augusto Cabrita. Lisbonne est belle. Lisbonne est dans la Vieux Mende, le cœur de San-Francisco.

**BMW**

● Essai des nouveaux modèles  
● Location longue durée  
● Voitures d'occasion garantie BMW

**WAGRAM**

Concessionnaire  
25, rue Cardinet - 75017 PARIS  
Tél. : 267.31.00









LUC GIRARD

LOISIRS

# Joffre Dumazedier et le temps de vivre

Le chômage n'a pas supprimé la fringale de loisirs. Ceux-ci secrètent au contraire de nouvelles valeurs qui s'opposent aux excès du travail.

JEAN-MARIE DUPONT

**V**ERS une civilisation du loisir. Paru au début des années 60, le titre de cet ouvrage de Joffre Dumazedier a fait fortune. Il explique aussi la fortune d'un certain nombre de marchands de vacances. Professeur de sciences de l'éducation à l'université Paris-V, responsable de l'équipe de recherche sur le loisir et les modèles culturels du C.N.R.S., Joffre Dumazedier continue imperturbablement à creuser son sillon. Après avoir publié, aux Éditions du Seuil, entre autres une « Sociologie empirique du loisir » en 1974 (traduit aux États-Unis, en Italie, au Japon et récemment au Brésil), il anime actuellement une des dix-neuf équipes du C.N.R.S. qui participent à une recherche coordonnée sur l'évolution du temps dans la société d'aujourd'hui.

« Est-il opportun de se consacrer à une analyse du temps de loisir, alors que la préoccupation dominante est le chômage ? Les syndicats des pays de l'O.C.D.E. qui revendiquent tous la semaine de trente-cinq heures, invoquent moins le droit aux loisirs que la nécessité de partager le travail disponible.

— Il est bien normal de commencer par donner du travail à tout le monde. Mais après le travail, si les trente-cinq heures sont réalisées, si la cinquième semaine de congé est accordée et si l'âge de la retraite peut être avancé, il y aura encore plus de loisir à la fin de la journée, de la semaine, de l'année ou de la vie de travail. Vous croyez que cette croissance ne posera pas de problèmes, dont il faudrait peut-être se préoccuper dès maintenant si l'on veut éviter qu'une fois de plus les lois du marché n'en fassent qu'une occasion supplémentaire de consommation ? La société industrielle produit à la fois davantage de richesses plus ou moins bien partagées et davantage de temps libre. On a beaucoup étudié le premier aspect, très peu le second. Et pourtant, quand Marx

a écrit « le Manifeste communiste », les ouvriers parisiens travaillaient environ quatre mille heures par an ; aujourd'hui, ils travaillent en majorité mille huit cents heures.

« En cent cinquante ans, il y a eu un véritable effondrement de plus de la moitié du temps occupé par le travail. Les effets en profondeur de cet effondrement sont encore très mal connus. Le temps réellement vécu, qui se préoccupe de son évolution ? La conception unidimensionnelle du temps — comme s'il n'existait qu'un temps normatif imposé par les institutions (travail, famille, scolaire, etc.) — a freiné toute la réflexion théorique sur l'évolution des temps sociaux.

## Partout

— Mais le temps libéré par le travail professionnel et familial n'est-il pas de plus en plus souvent utilisé à autre chose qu'aux loisirs ?

— Oui, « métrou, boulot, dodo », c'est vrai pour une minorité de travailleurs qui ont plus de deux heures de déplacement journalier aller et retour. Mais pour la majorité ? Que certains utilisent le temps des loisirs pour exercer un second métier ou faire du travail au noir est également indéniable. Mais cela ne signifie pas que la part consacrée aux loisirs soit globalement en recul. C'est le contraire qui est vrai. Tous les sondages qui ont été faits depuis 1965 jusqu'à 1979 ont révélé que le second métier n'est exercé que par une infime minorité de gens et que le travail noir concerne au maximum 25 % des ouvriers et employés ; il n'occupe jamais la totalité du temps libre et sert bien souvent à financer des biens et services de

loisir coûteux (auto ou moto du dimanche, bateau, etc.).

— Vous restez donc convaincu de l'essor des loisirs, malgré les difficultés économiques du moment ?

— Il n'y a qu'à observer les résultats des sondages et des enquêtes sur les vacances, les promenades en auto, les sports, du premier au troisième âge, en passant par l'âge du travail. Ces activités se développent malgré des restrictions récentes de dépenses. Ni les différences de culture (Belgique ou Cuba), ni les inégalités de la production et de la consommation (Pérou ou France), ni les oppositions des systèmes socio-politiques (Etats-Unis, U.R.S.S.), ne modifient cette prépondérance des loisirs, qui occupent partout plus de 90 % du temps libéré du travail professionnel ou familial et du temps de transport. C'est un fait d'importance majeure. Certains parlent vaguement de « société du temps libre ». Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas de problème capital pour l'avenir de la participation active des citoyens dans toutes les démocraties. Pourquoi le dissimuler ? Il est plus rassurant et plus illustré de ne voir dans le loisir qu'un produit de « la société de consommation ».

— Vous estimez que ce développement du temps de loisir a des effets sur tous les aspects de la vie sociale ?

— Le loisir a, certes, toujours un rôle « complémentaire » ou « compensateur » par rapport au travail (G. Friedman). Il occupe une partie du temps libre créé par une société scientifique et technique capable de produire plus en travaillant moins. Le loisir est dans l'oliveté. Comme

la richesse, ce temps libre est d'abord un produit du travail payé par lui-même par lui-même et par les rapports de classe qu'il engendre. Il ne faut pas l'oublier. Mais il est davantage.

« En libérant du temps, la société libère des valeurs centrées sur l'être. Jusque-là réprimées, elles tentent à s'exprimer plus librement malgré tous les conditionnements du marché et des classes, tous les dogmes culturels de l'institution scolaire. Le temps libre devient un champ de conflits entre la consommation et la création, entre le confort et la libération, entre la consommation personnelle, entre les activités de participation sociale volontaire et les activités d'évasion infantile. Le loisir produit par le travail sécrète des valeurs nouvelles qui s'opposent aux excès de ce dernier. Chaque fois qu'on interroge un échantillon représentatif (et non des cas favorables) d'ouvriers ou d'employés sur le contenu de leur temps de travail et qu'ils expriment des critiques, inmanquablement leur cadre de référence est ce qu'ils aiment faire en dehors du travail professionnel. Le temps de loisir devient un temps de référence critique y compris le libre travail manuel qui l'occupe. Il est de plus en plus fournisseur d'images de vie idéale pour la vie professionnelle, scolaire ou familiale.

— Le développement du temps libre et des loisirs conduirait donc à une remise en cause du travail comme valeur centrale plutôt qu'à une reconstruction du travail sur de nouvelles bases ?

— C'est une fausse alternative. Il est évident qu'il faut d'abord s'occuper de rendre supportable et, si possible, désirable pour la majorité cette nécessité sociale première qu'est le travail. Mais comment ?

« Quelle est la part de probabilité et la part d'illusion dans l'espoir fondé sur la socialisation et l'autogestion des entreprises ? Ayant exercé pendant plusieurs années une responsabilité majeure dans la formation ouvrière de la communauté de travail autogérée Bolmondau à Valence, je sais, comme dit mon ami Mermoz, que « l'autogestion c'est pas de la tarte ». On discute beaucoup sur cette voie qui, effectivement, apporte certaines solutions. Mais combien s'intéressent aux observations des sociologues sur les cas réels d'entreprises socialistes, coopératives ou communautaires (avec ou sans autogestion) en France, en U.R.S.S. ou en Yougoslavie ?

## Père Noël

« Jamais la socialisation de l'entreprise, avec ou sans autogestion, n'a réellement intéressé plus du quart des ouvriers. Et les autres trois quarts ? Aucune enquête soviétique, française, yougoslave ou autre n'a pu établir que la socialisation avec ou sans autogestion était capable de transformer le travail en « premier besoin humain » si ce n'est pour une minorité de travailleurs (10 % à 20 %). C'est toujours les préoccupations hors travail qui priment. Alors n'y a-t-il pas un peu de croyance au Père Noël dans tous ces discours, toutes ces spéculations pour changer le travail par ces seuls moyens-là ?

— Que proposez-vous ?

— On peut se demander si le temps de loisir qui domine de façon écrasante le temps libéré du travail professionnel et familial ne libère pas des désirs autrefois refoulés, des intérêts autrefois censurés, des exigences

autrefois limitées par les contraintes inhumaines de la société industrielle montante. Il s'ensuit, à l'aube de l'ère post-industrielle, une valorisation du respect de la nature, de la communication entre les hommes, de l'expression de soi. Cette nouvelle structure symbolique du temps de loisir dans le système fini des temps d'une journée, d'une semaine, d'une année ou d'une vie, modifie indirectement mais profondément toutes les attentes dans tous les autres temps sociaux et, d'abord, le temps de travail.

« Pour la majorité l'écart entre les temps réglés par les institutions et les temps vécus par les groupes va croissant. En comparaison du souvenir ou du projet d'activités plaisantes en plus grand nombre, toutes les activités qui ne se proposent pas de plaire semblent durer plus longtemps. On s'ennuie plus vite, on a l'esprit ailleurs plus aisément, on attend autre chose qui ne vient pas assez vite. Les besoins de vie rêvée dépassent les moyens de les satisfaire. Les contraintes les plus nécessaires pour la division du travail, la reproduction de l'espèce ou la gestion de la cité sont plus difficiles à supporter ; paradoxalement, plus le « temps de vivre » augmente, plus le mal de vivre semble se répandre, et ce, quels que soient les régimes économiques ou politiques, telle est notre hypothèse centrale.

« Jusqu'à présent, une recherche brillante, illustrée par George Friedman, Baudrillard, Bourdieu ou Establiat, a bien mis en lumière les conditionnements culturels du temps de loisir sous l'effet du travail, de la consommation, de l'éducation des classes sociales. Mais la question de l'influence manifeste ou cachée de la production du loisir (malgré la reproduction sociale) sur la structure symbolique des autres temps sociaux n'a jamais suscité beaucoup d'intérêt. Il s'ensuit un déséquilibre dans la sociologie actuelle, préjudiciable à la connaissance complète de la réalité sociale et à une action efficace sur elle. »



## AQUACULTURE

## Les tortues de Saint-Leu

Cocorico ! La France est en tête dans l'élevage des tortues de mer. La ferme aquacole de Saint-Leu, à la Réunion, est le fleuron de cette production.

LAURENT GRELSAMER

La France l'ignore encore, s'il ne s'agit pas de la grande tortue. Pour ce qui concerne l'élevage des tortues, elle est en tête des nations. Est-ce une boutade ? Un sujet négligeable ? Voir. « Dans ce domaine, personne ne peut revendiquer à l'étranger des recherches aussi poussées que les nôtres », affirme M. Guy Lebrun, trente-deux ans, ingénieur agronome, docteur en océanographie biologique et auteur d'une thèse de troisième cycle sur les tortues de mer. Et encore : « La France possède les plus grands sites de ponte et la plus haute niveau scientifique ».

A ceux qui seraient tentés de s'esclaffer, précisons que M. Lebrun nous tient ce discours sur la côte ouest de l'île de la Réunion, à Saint-Leu. Nous cheminons parmi trente bassins en béton de 100 mètres cubes où reposent des lots de 1500 tortues de mer entassées les unes sur les autres. Un ancien four à chaux, où l'on calcinait autrefois le corail de l'océan indien, domine la ferme à tortues comme un mirador.

Dans cette aventure, amorcée concrètement en 1977, M. Lebrun n'est certes pas parti seul. S'il fallait une confirmation de l'intérêt de cette « expérience aquacole », signalons que la société O.R.A.I. (Compagnie réunionnaise d'aquaculture et d'industries littorales) est une filiale à 51 % de la SOMDIAA, du groupe des Grands Moulins de Paris. Le reste du capital provient d'industriels locaux et de la Société de développement régional de la Réunion, la Soder. Ce sont là quelques atouts et références. La ferme à tortues, que l'on aurait pu hâtivement ranger parmi les utopies écologiques de cette fin de siècle, a du sérieux à revendre.

M. Lebrun, à coup sûr, est l'homme idéal, l'homme de la situation. Outre ses diplômes, il a vécu cinq ans à la Réunion, cette ancienne île Bourbon où l'on dégustait de la tortue dès le dix-huitième siècle. Une coopération de deux années avec l'Institut des pêches maritimes l'avait déjà convaincu que ce reptile marin, si pacifique, était « un animal robuste à croissance rapide ». Il lui restait à dresser des plans, faire des calculs, projeter une gestion harmonieuse pour un élevage équilibré.

## Recordwoman

Coup de chance ? M. Lebrun a très vite compris que la tortue de mer française, dite tortue verte, la *Chelonia mydas*, est une recordwoman de la rentabilité. Chez elle, rien ne se perd, tout se conserve. Elle est à son dévoué ce que le cochon est au paysan perigourdin. L'animal, sorti tout droit de l'ère secondaire sans que les millénaires l'aient affecté, a « une valeur commerciale élevée » et permet la réalisation d'un « maximum de valeur ajoutée ». Jugez-en ! Il offre généreusement cinq produits à son nourrisseur : une viande pauvre en lipides, riche en protéines, dont on fait des « steaks » ; un cartilage ventral, dénommé calipee par les Anglais, qui est friandise, et qui sert à la composition de la célèbre soupe de tortue ; une huile, située sous la carapace, dont on a l'utilisation en parfumerie ; la peau des pattes et du cou, imitation raisonnable du croco ; l'écaille, enfin, matière jaspée, semi-précieuse, utilisable dans la petite bijouterie et l'ébénisterie. Comme l'on voit, le produit est « diversifié ».

Ce don de la nature laisserait

froid l'éleveur s'il ne s'agissait de ce que M. Lebrun appelle des « qualités zootechniques remarquables ». La tortue française, de par sa constitution, semble en effet pouvoir se mouler à la perfection dans le cocon d'une ferme, des bassins de la nursery à ceux pour les plus grands. De fait, l'animal a un très bon « rendement alimentaire » à partir d'un régime à dominance herbivore ; sa vie dans l'eau et la poussée d'Archimède qui en résulte lui ménagent bien des efforts, son sang-froid lui évite aussi de grosses dépenses calorifiques ; enfin, sa respiration à l'air libre n'impose pas une teneur fixe de l'eau en oxygène.

L'ensemble de ces données valent leur pesant d'or. Ce sont elles qui permettent un élevage en concentration très élevée. A mille cinq cents dans un bassin de 17 mètres sur 4 et 1,50 mètre de profondeur, les tortues ne se gênent pas. Elles nageotent certes les unes sur les autres, mais sans dommage. Surmont, leur « rendement alimentaire » laisse perplexe. M. Lebrun ne veut assurément pas trop s'appesantir sur ce sujet : secret industriel oblige ! Il n'empêche : on apprend que la tortue française produit, grosso modo, 1 kilo de viande pour moins de 2 kilos d'aliments absorbés. En matière expérimentale, le rapport descend en dessous de 1. Voilà qui ouvre des horizons ! A titre de comparaison, le poulet, déjà particulièrement doué, « produit » 1 kilogramme de viande pour 2,5 kilos d'aliments et le porc, pour 3,5 kilos.

Sur une période de trois ans, la tortue française, bonne fille, passe ainsi du poids plume de 25 grammes à celui, plus conséquent, de 30 à 50 kilos. Ce bon fantastique porte la tortue à maturité aux yeux de l'éleveur, qui estime que trois ans d'attente, ce n'est déjà pas si mal. Sur l'île de la Réunion, ce cap sera atteint d'ici à dix-huit mois. Il en aura coûté 8 millions de francs d'investissements. On commencera alors à tirer parti du premier lot des deux mille cinq cents tortues de 25 grammes chacune, livré au milieu de l'année 1978.

La ferme à tortues de Saint-Leu, véritablement opérationnelle depuis le mois de janvier 1979, compte aujourd'hui un peu moins de quinze mille tortues au poids global de 55 000 tonnes. Tous les mois, le gain pondéral est de l'ordre de 6 à 7 tonnes. Ainsi va la vie ! Potentiellement, la ferme peut déjà produire 80 tonnes annuelles en poids vif. « Aucun élevage, qu'il soit de tortues ou de saumons, ne peut en dire autant », assure M. Lebrun.

A terme, il faudra compter sur 100 tonnes de poids vif par an pour rentabiliser les installations. D'ores et déjà, on sait le parti tenu. L'élevage emploie seize personnes ; il en emploiera vingt-cinq au bout du compte. Et l'on songe déjà à l'exploitation en aval des produits de la tortue, l'« industrie induite ». La viande passera probablement par l'abattoir de Saint-Pierre ; la soupe pourrait être mise en boîte sur l'île ; l'écaille sera sans doute purifiée dans une hollerie que construit la SOMDIAA, et ainsi de suite.

En attendant, les bébés-tortues grandissent dans leurs bacs, les bêtes d'un et deux ans forment dans leurs bassins de béton. Deux fois par jour, elles remontent à la surface pour venir laper leur pitance — encore un secret industriel — conçue et fabriquée en métropole. Erigée

en bordure de mer, la ferme aquacole a jonné (un peu) la « carte du solaire ». En effet, avant de passer dans les bassins, l'eau de mer, prisonnière d'un lagon, se réchauffe. Les bacs noirs de la nursery forment des serres. Avec son ordonnancement strict, ses allures austères, l'élevage semble parfait. Machine impeccablement huilée.

La tortue serait-elle sans reproche ? Pas exactement. Les spécialistes confient que l'animal a une maturité sexuelle tardive (à 7-8 ans) et que son cycle de reproduction tourne autour de 3 ans. Bref, voilà un énorme défaut, le seul peut-être : « La reproduction en captivité est rendue extrêmement difficile, voire impossible ». Il fallait trouver une solution. Ce fut l'île Europa, et de manière assez simple. L'homme. Depuis quarante ans, ces dépendances françaises, au nord de la Réunion, sont de véritables réserves de tortues protégées par l'administration, les « sites de ponte les plus riches de l'océan indien » (1). Dans la seule année 1979, cinq millions de naissances ont eu lieu à Europa.

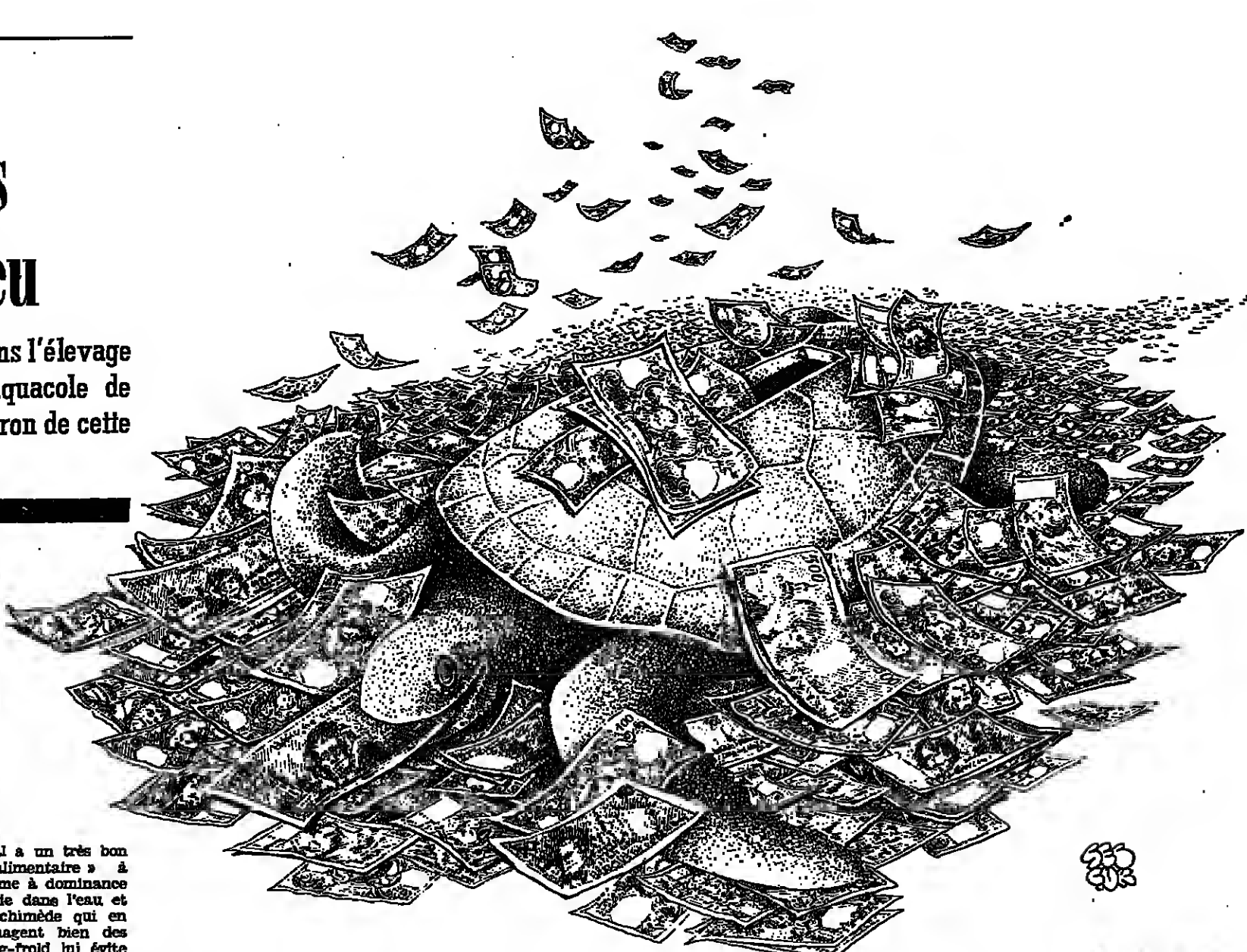
## Ecologique

Cette solution-miracle (bénéficiaire d'un site de reproduction naturelle à proximité d'un élevage) a été exploitée dès l'origine de la ferme. Au moment de la ponte au mois de janvier, février ou mars, des équipes prélèvent les bébés-tortues nécessaires à l'élevage et les expédient à la Réunion. L'opération ne s'arrête cependant pas là. Les équipes soustraient en effet les œufs de tortues aux oiseaux prédateurs, notamment les frégates, pour les rejeter, la nuit tombée, à la mer afin qu'ils puissent se développer. Ainsi l'élevage de Saint-Leu intègre-t-il à sa dimension commerciale, certes novatrice, une mission, plus noble, de protection de l'espèce. A coup sûr, cet aspect n'est pas négligeable lorsque l'on sait que les Caraïbes et les côtes de l'Amérique centrale ont quasiment perdu toutes leurs tortues après des massacres cent fois répétés.

M. Lebrun, « éleveur de tortues à part entière », n'hésite pas à parler de la « vision écologique » qui a présidé à la réalisation de sa ferme aquacole. Il s'agit, pour lui, de rien de moins que de « respecter la fécondité et la reproduction » de la tortue, animal-symbole d'une certaine sagesse, miroir d'un temps comme infini.

Il n'y a pas si longtemps, les pêcheurs de Madagascar pêchaient ce reptile marin à bord de pirogues. La première tortue pêchée était sacrifiée à la proue de l'embarcation et le sang répandu à la mer. Ne s'agit-il pas, aujourd'hui, de sacrifier aussi au rituel de la protection ?

(1) Une autre ferme existe depuis dix ans aux îles Galapagos (Antilles).



SILVAIN DEMARTE

## RÊVE

## D'autres énergies pour la Bretagne

Deux mille éoliennes, des plantations énergétiques, des centrales marémotrices... Une équipe de chercheurs montre qu'on peut vivre en Bretagne avec les énergies nouvelles.

BRUNO DETHOMAS

LORS que de nombreux Bretons se rebellent contre la centrale nucléaire de Flamanville, par un harcèlement incessant des forces de l'ordre et la perturbation d'une enquête d'utilité publique qui n'aura guère de sens, des écologistes affirment qu'il est possible de « mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire ».

Des chercheurs, appartenant au C.N.R.S., à l'I.R.D., au Collège de France et à l'Institut national de la recherche agronomique, avaient, en 1978, publié un projet « ALTER », sous-titré « Etude d'un avenir énergétique pour la France axée sur le potentiel renouvelable, esquisses d'un régime à long terme tout solaire (le Monde du 23 mai 1978). Soutenus par le P.S.U.-Bretagne, des chercheurs des mêmes organismes ainsi que du C.N.R.S. et de l'Institut d'études marines se sont évertués à appliquer les principes définis par ALTER à la Bretagne.

Autant en convenir, il n'est pas possible d'appliquer à de telles études les critères de jugement habituels. La principale accusation portée généralement à l'encontre des énergies dites nouvelles est leur faible rentabilité. Or les initiateurs d'une solution énergétique pour la Bretagne refusent de tomber dans ce piège (1). « Nous n'avons tenu

aucun compte des coûts de réalisation de nos propositions en matière d'énergie », disent-ils. « Seule la faisabilité technologique a été retenue. La question du coût n'a pas de sens, abstraction faite du système économique dans lequel on raisonne ». « Qui peut dire, ajoutent-ils, quel sera le prix du pétrole en 1995 ? ».

## Anti-gaspi

Le projet breton remet, bien sûr, en cause le système économique actuel et le type de société qu'il édicte pour promouvoir « la satisfaction des besoins fondamentaux des hommes et des femmes (...) en refaisant tout gaspillage ». Mais il n'est pas question pour autant de retourner à la bougie. La population — y compris celle de la Loire-Atlantique — passerait de 3,5 millions à 4 millions d'ici la fin du siècle. Et le projet prévoit une augmentation des besoins de l'industrie (+ 50 %) du secteur résidentiel et tertiaire (+ 22 %) et surtout de l'agriculture et de la pêche (+ 67 %). La consommation énergétique individuelle s'éleverait ainsi de 1,83 tonne d'équivalent pétrole (tep) à 2,16 tep en l'an 2000.

Mais les gaspillages seraient réduits : la consommation globale n'augmenterait que de 30 % contre plus de 100 % dans les

études officielles, et, au nom du « small is beautiful », les grandes villes seraient remises en cause, l'industrie totalement remodelée (par la multiplication des petites unités de production), et les Bretons seraient appelés à manger moins de viande.

Pour obtenir les 9,52 millions de tep d'énergie primaire nécessaires à l'horizon 2000, les auteurs du projet font confiance principalement à quatre filières d'énergie renouvelable : filière marine, biomasse, solaire direct et éolienne.

L'exploitation des champs d'algues après méthanisation, l'installation de centrales marémotrices (50 unités de 10 MW et 250 barges de 0,5 MW) et de centrales marémotrices fourniraient 1,28 Mtep.

Les plantations énergétiques — presque autant de terres y seront consacrées qu'à l'alimentation humaine — les déchets de scieries, la méthanisation des déchets agricoles et la transformation en chaleur des ordures ménagères représenteraient 4,18 Mtep.

Deux mille éoliennes de 2 MW produiraient 2,01 Mtep, et la filière solaire directe — les 370 000 logements de villes moyennes, par exemple, seraient chauffés à 100 % par la chaleur solaire — contribuerait pour 2,04 Mtep au bilan énergétique breton.

Il y a, bien sûr, de la science-fiction et la part du rêve dans de telles études, qui tournent si radicalement le dos au présent. Mais la solution énergétique ainsi présentée a l'avantage de mieux faire prendre conscience des défauts d'une politique fondée sur l'hypercentralisation et le gigantisme des moyens de production. Et puis, comme le remarquent les auteurs du projet, qui peut le plus peut le moins. La France s'intéresse-t-elle assez à l'énergie de la houle ou aux éoliennes ? La science-fiction est parfois une manière de faire entrevoir l'avenir.

(1) Les auteurs du projet ALTER avaient annoncé un chiffre qui n'a jamais été publié.

## La pensée politique de Saint-Simon

Textes présentés par Ghita Ionescu

« Dans Saint-Simon nous trouvons une largeur de vues vraiment géniale, nous permettant de voir en germe toutes les idées non strictement économiques des Socialistes qui ont suivi ».

Karl Marx

AUBIER



HISTOIRE

# Les propagandistes de Marathon

Le coureur de Marathon n'a jamais existé. Cette invention fait partie de l'opération de propagande montée par les aristocrates athéniens pour exploiter cette victoire à leur profit.

FRANÇOISE RUZE

**M**ARATHON : c'est une épreuve olympique commémorant l'exploit de ce coureur qui aurait voulu couvrir en 42 kilomètres pour annoncer à ses compatriotes : « Réjouissez-vous, nous avons vaincu » qu'il en serait mort. Malheureusement, cette anecdote n'est guère qu'une invention tardive rapportée par Lucien de Samosate, et les antiques Jeux olympiques ignorent toute course de ce genre. Les Athéniens auraient-ils réécrit l'histoire de Marathon pour leur plus grande gloire ?

Le récit d'Hérodote — notre principale source — nous pose tant de problèmes qu'il a fallu l'acharnement d'un historien d'outre-Atlantique, W.K. Pritchett, pour arracher à la plume de Marathon une partie de ses secrets. Qu'est-ce donc que ce combat ? Le grand roi des Perses, Darius, qui vient de pacifier difficilement et de réorganiser son immense empire, a envoyé en Europe une expédition militaire, chargée de faire comprendre à ces deux États microscopiques d'Érétie, en Éubée, et d'Athènes qu'ils n'ont pas à intervenir contre lui pour soutenir les cités grecques d'Asie mineure en révolte contre son autorité. Pour lui, l'ensemble de la terre habitée tombe dans sa dépendance, réelle ou virtuelle.

Érétie est écartée, sa population civile déportée. Vient ensuite le tour d'Athènes. L'armée perse débarque dans la plaine de Marathon, au nord-est de l'Attique. Le lieu est bien choisi : proche de l'Éubée, avec un mouillage, une plaine côtière qui devrait permettre la nourriture et l'évolution de la cavalerie — situation exceptionnelle en Attique. Un inconscient devait se réveiller plus tard : la présence de marécages où seuls pouvaient circuler sans danger ceux qui en connaissent les chemins.

Les Perses ont donc tiré leurs bateaux à Scholmia et les Athéniens se précipitent pour prendre position au sud de la plaine, sous le sanctuaire d'Éréos. Ils sont renforcés par un contingent de Platéea (des Bœotiens auxquels ils avaient auparavant rendu service). L'attente se prolonge. On a envoyé à Sparte un courrier (un vrai, cette fois), spécialisé dans les longues courses ; en deux jours, il aurait couvert 320 kilomètres pour rapporter que des impératifs religieux interdisaient aux Spartiates de partir avant la pleine lune. Mais une nuit, les Perses font rembarquer leur cavalerie et une partie de l'armée, avertis peut-être par des Grecs d'Ionie, contrainct à servir leur maître.

Les Athéniens décident de ne pas se laisser berner : ils par l'arrière-garde, demeurée en place, tandis que l'ennemi se porterait sur un autre point du territoire. Les sacrifices d'usage garantissant la faveur des dieux, ils attaquent au pas de charge : leur rapidité neutralise vite les effets de la meilleure arme adverse : l'arc. Dans un combat rapproché où leur entraînement fait merveille, ils refoulent les barbares qui cherchent à regagner les bateaux et s'égarent dans le marais, où beaucoup se noient. Mais le barbare vend chèrement sa fuite et, dans ces derniers combats, tombent le polémarque Kallimakhos, magistral qui commandait l'ensemble de l'armée athénienne, un des généraux et le frère du poète Eschyle.

Les Perses auraient perdu six mille quatre cents hommes, mais seulement sept navires ; les autres repartent faire le tour de l'Attique pour débarquer sans doute au Phalère, près du Pirée, dont le port n'est pas encore aménagé. Les Athéniens ne s'attardent pas et couvrent les quelque 42 kilomètres avec une telle précipitation qu'ils y précèdent l'adversaire. Récusé, celui-ci repart vers l'Asie, sans livrer combat. Il ne reste plus qu'à ensevelir solennellement les morts (cent quatre-vingt-deux citoyens athéniens seulement) sous un

tumulus, le Soros, que Schliemann retrouvera sans l'identifier et dont les fouilles confirmeront la destination.

Tels sont les événements, brochés à grands traits. Le récit est terminé, l'histoire commence, l'histoire politique et idéologique. Comment ces quelques neuf mille (?) Athéniens ont-ils pu triompher des « myriades » barbares ? Toute la tradition démocratique d'Athènes est là pour nous l'expliquer, mais une tradition quelque peu idéalisée : la valeur du combat hoplitique, la vigueur et le courage des propriétaires fonciers, le sagesse de la jeune démocratie « élithénienne », encore tout imprégnée des traditions et de l'éducation aristocratiques. Depuis deux siècles déjà, les cités grecques ont progressivement adopté un mode de combat reposant sur la phalange d'hoplites : le fantassin, lourdement protégé par une cuirasse, un heaume, des jambières et un bouclier rond à double prise — l'hoplion — qu'il tient du bras gauche, attaque avec une lance et une courte épée ; mais il n'attaque pas seul : la phalange s'avance tous éléments soudés, chacun protégeant la partie droite de son voisin de gauche.

## Trahison des clercs

Pierre Vidal-Naquet a montré que toute une idéologie de la guerre se révélait dans ce type de combat, qui exige les espaces découverts, sans ruses ni volonté d'extermination : le choc de la phalange doit faire reculer l'ennemi. Après avoir montré la supériorité de l'entraînement et de la cohésion, atténuée, le vainqueur dispose du terrain pour élever un trophée, signe tangible de sa victoire et de sa reconnaissance envers les dieux qui l'ont protégé. Le schéma se réalise avec succès à Marathon, parce que les Perses n'ont pas gardé leur cavalerie, qui aurait perturbé la bonne ordonnance de la phalange, parce que l'attaque au pas de charge a rapidement neutralisé l'impact des flèches adverses, parce que les nouvelles d'Érétie, devenant singulièrement les Grecs, et puis, il faut l'avouer, parce que les Perses étaient moins bien armés et protégés, moins nombreux qu'ils ne l'auraient dû.

Or qui sont-ils ces vaillants hoplites ? Ils doivent pouvoir financer un armement dont le coût, d'après deux inscriptions, peut être évalué à trente ou deux cents jours de travail. Mais les listes de mobilisables ne recensent que les détenteurs d'un bien-fonds : de plus il faut disposer de loisirs pour l'entraînement. Ce ne sont plus les nobles d'Homère qui combattaient en champions devant la pléiade, mais tous ceux qui, depuis bientôt deux siècles, déclinent tout à la fois la charge politique et la charge militaire de la cité. C'est pourquoi ils ne sont guère plus de neuf mille, sur les quelque trente mille citoyens qui auraient eu l'âge requis. Ils sont regroupés en dix contingents, correspondant aux dix tribus territoriales entre lesquelles l'Attique a été répartie au sixième siècle. Un stratège est élu à la tête de chacun, et le polémarque, lui aussi élu, commande l'ensemble.

Hérodote, ne comprenant plus pourquoi les Athéniens avaient tardé à livrer le combat, propose une histoire compliquée de désaccord dans le collége des stratèges, d'arbitrage suggéré par Miltiade, l'un d'entre eux, au polémarque Kallimakhos et de commandement confié à ce même Miltiade le jour du combat. Nous prenons là en défaut l'histoire des guerres médiques, car le polémarque — toujours élu et non tiré au sort comme il le prétend — est bien le chef de l'armée. Mais le commandant en chef disparaît, les stratèges prennent la relève, sans problèmes apparents. Ces précisions nous permettent de redonner aux événements une signification qu'Hérodote leur avait fait per-

dre : pour la première attaque d'envergure que subit la nouvelle démocratie athénienne, les institutions fonctionnent parfaitement : elles permettent aux chefs d'être efficaces, aux soldats-citoyens de défendre vaillamment leur patrie, au prix d'un minimum de pertes. C'est l'enthousiasme d'après Vainu.

Les Perses ne se tiendront pas pour battus. Darius mort, son successeur Xerxès liquide le soulèvement de l'Égypte et se tourne contre les Grecs. Cette fois-ci, toute la péninsule est menacée, et les Spartiates dirigent les opérations communes, auxquelles les Athéniens prennent une part éminente : en 480-479 la victoire navale de Salamine, la victoire terrestre de Platée, permettent de bouter hors d'Europe les Barbares qui avaient envahi l'Attique et menacé le Péloponnèse, après avoir franchi le défilé des Thermopyles.

Sauvés de la servitude, les Athéniens oublient leur peur pour ne plus songer qu'à vanter les vertus des combattants. Deux générations plus tard, Aristophane en fait encore l'écho : aux jeunes, il donne comme exemples ceux « qui, pour défendre le pays, croisèrent le fer contre les Mèdes à Marathon et dont la victoire fournit matière à tant de grandiloquences » (Cavaliers, 781-783). A ces valeureux sans doute tous morts en 480, le Comique compare les adversaires acharnés d'une négociation avec Sparte, devenue le principal adversaire : « Je venais ici rapporter une trêve en hâte ; mais eux ont fait la chose : des dissensions, de vaines rancunes, en cœur de chène, des durs à cuire, des Marathonomanes durs comme l'érable. Puis ils se sont mis à crier tous : « Ah ! canaille, tu es porteur d'une trêve, quand nos pécs ? », et dans leurs manières, ils ressemblent à des pierres » (Acharniens, 178-184).

Derrière l'ironie, pointe la tendresse nostalgique pour ces anciens, qui n'avaient pas encore été pervertis par les sophistes, ces contestataires de l'usage dont la raisonnablement permissif de l'éducation morale rangée au magasin des accessoires. Or « c'est avec ces vieilleries-là que les guerriers de Marathon, grâce à mon système d'éducation, furent formés » (Les Nuées, 885-888). C'était déjà la « trahison des clercs ». L'idéologie devient réactionnaire lorsqu'un Isocrate ou un Platon nous expliquent comment la grande victoire ne fut possible que grâce à l'organisation politique des anciens, la patrie politique, dont il est de bon ton dans les milieux oligarchiques de dire qu'elle était parfaite, comparée à la dégradation des

## Dénigrer la marine

Pour arriver à une telle amplification d'une bataille somme toute rapide, il a fallu faire entrer à l'histoire bien des distorsions. Les années passant, on ne raconte plus du tout la même bataille. Athènes est l'unique adversaire des Perses (et les Érétiens ?) : elle se bat seule, à peu d'hommes, contre des myriades (et les Platéens ?) et le rembarquement du gros des troupes adverses ? : elle a sauvé, non ses propres citoyens, mais la Grèce tout entière ; enfin, la vertu de ses citoyens était telle que la guerre se déroula en un éclair, au point que « les mêmes messagers allèrent annoncer aux

autres Grecs, à la fois l'arrivée des barbares sur le sol athénien et la victoire des anciens. Au lieu d'avoir à redouter un danger prochain, la Grèce put la fois d'apprendre qu'elle était sauvée ». Nous ne pourrions mieux faire pour notre propagande. Mais comment pouvaient-ils y croire ? Il semble que la vision de leur passé par les Athéniens devait beaucoup au discours prononcé par un orateur désigné par l'assemblée du peuple pour célébrer les citoyens morts à la guerre, lors de la fête des *epitaphia* qui leur était annuellement consacrée.

Les rivalités politiques des années 470 et 460 (avant J.-C.) ont déclenché le mouvement Cimon, fils de notre Miltiade, se dressant en champion des aristocrates qui, combattant comme hoplites, ont préservé l'Attique de l'invasion et Athènes de l'incendie. Cette réplique des hoplites, il voudrait la maintenir dans son intégrité, tout en consacrant, par ailleurs, son énergie au développement de la ligne maritime athénienne. En contrepoint, sa propagande vise à dénigrer Thémistocle, un outsider qui déplaçait aux aristocrates et qui avait, après Marathon, engagé Athènes dans l'aventure maritime, permettant ainsi le succès de Salamine, payé du prix de l'abandon du territoire à l'ennemi. Rabaisser Salamine, c'est rabaisser les marins,

c'est se battre contre les démocrates, et bientôt on pourra englober dans une même réprobation Thémistocle et Salamine, Éphialtes et ses réformes démocratiques, Périclès et sa stratégie de la terre brûlée : ces gens-là sont tous coupables d'admettre que la cité n'est plus défendue par les seuls hoplites, mais aussi par cette catégorie de citoyens qui ne peut offrir que ses bras pour ramener, bref, la populace : « Les forces navales d'une cité, à l'heure du salut, attirent les honneurs vers ce qui n'est pas la fleur des hommes de guerre. Comme la victoire, en effet, est due à l'art du pilote, du maître d'équipage, du rameur, et en somme à des gens de toute espèce et peu recommandables, il est impossible de rendre correctement aux individus les honneurs qu'ils méritent » (Platon, Lois, 707 a-b).

En dépit de l'autorité de Platon, qui veut rejeter la « Royale » dans les bas-fonds, tout l'honneur allant à la « Basse », de nous y trompons pas : la manœuvre des trières était infiniment plus subtile que celle de la phalange, l'entraînement plus exigeant, les risques de mort plus grands aussi. Mais ce n'est plus le combat à la loyale. Surtout ce sont les sans-verve et les sans-bien qui servent : ils ne peuvent avoir cette relation visuelle à la terre des ancêtres qui distingue l'homme de bœuf.

## Exploits d'autrefois

Seul l'hommage à Marathon est resté dans les prestigieuses réalisations du deuxième quart du siècle : c'est l'Athènes Promachos de Phidias, érigée sur l'Acropole à partir de 465 grâce aux dépoüilles « des Mèdes qui ont débarqué à Marathon » ; c'est la représentation, dans la grande peinture qui décorait le Portique du Pouclès sur l'Agora, du combat de Marathon, où se distinguent Kallimakhos et Miltiade ; c'est enfin ce surprenant monument dédié à Delphes, sur lequel se dressaient des « statues consacrées sur la liste des affaires de Marathon : ce sont (entre autres) Athènes et Apollon, et parmi les stratèges d'alors, Miltiade » qui prend ainsi la place de l'un des traditionnels héros éponymes des tribus athéniennes — mais une place de choix, au milieu des dieux. Par contre Ajax, assimilé au roi héroïque de Salamine, y est remplacé par Thésée, qui les soldats de Marathon avaient cru voir combattre au milieu d'eux.

C'est donc bien la propagande cimonienne que sert la renommée de Marathon : il réconcilie la pierre de son père et en fait le héros central du combat. Mais l'explication ne suffit pas : fallait-il ensuite, en pleine démocratie, poursuivre la fiction ? Fallait-il en arriver à une totale déformation des faits, qui finissent par isoler Athènes au milieu des Grecs ? Il faut admettre que les Athéniens, emportés dans leur conflit avec Sparte et ses partisans, en butte à l'hostilité de leurs « alliés », qui reçoivent à l'obéissance et au versement du tribut, socialement par les dévastations que leur territoire a subies, puis amoindries par leur défaite de 404 et la perte de leur empire, ont cherché à exalter la grande victoire remportée dans l'unanimité, en un temps où ils n'avaient pas encore choisi le grand large.

Par là, leur patrie se trouve justifiée dans sa défense d'un panhellénisme dont elle avait l'hégémonie — le guide : elle a pris en charge la défense des Grecs d'autrefois, on peut donc lui faire confiance. Comme l'a souligné P. Amandry, Marathon tient lieu de rite initiatique pour la cité toute entière : ce qu'elle a accompli alors, il lui appartient de le répéter jusqu'à la fin des temps, et nul n'a à lui contester cette capacité. C'est pourquoi un démocrate comme Lykias se fait le complice de ce travestissement historique inauguré par des oligarques : pour ne pas avoir à reconnaître la médiocrité présente, « Athènes se met à vivre au passé » (N. Loraux) ; et le discours qui transfigure l'ancienne bataille remplace les actes qu'on n'a plus la force d'accomplir.

• W.K. Pritchett : *Marathon*, University of California Publications in Classical Archaeology, IV, 1960, p. 127-130 ; *Studies in ancient Topography* I, 1963, p. 82-83.  
• P. Amandry : *Sur les « épiques » de Marathon*, *Festschrift Schuchardt*, 1960, p. 1-3.  
• P. Vidal-Naquet : *Une légende à Delphes, à propos de la base de Marathon*, *Revue historique*, CCXXVIII 1971, p. 281-302.  
• *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*, publiés sous la direction de J.-P. Vernant, 1968 : articles de M. Detienne, p. 118-162, et P. Vidal-Naquet, p. 163-181.  
• N. Loraux : *« Marathon » ou l'histoire idéologique*, *Revue des études grecques*, 75, 1972, p. 12-62.  
• Z. Petre : *Scythia, Salamine et les légendes de Marathon*, *Revue roumaine d'histoire*, XVII, 1978, p. 13-21.



MORGAN



## GÈNES

# L'hérédité de l'intelligence est improuvable

Aucune méthode scientifique ne permet de dire que l'intelligence est héréditaire. Telle est la conclusion de Pierre Roubertoux, qui vient de consacrer une importante thèse à ce sujet.

ÉVELINE LAURENT

DEPUIS 1869, date de la publication par Francis Galton, le cousin du grand Charles Darwin, du premier traité scientifique posant en termes modernes les problèmes de l'hérédité de l'intelligence (il s'agit de « Hereditary Genius »), la querelle de l'inné et de l'acquis n'a cessé de se poursuivre. Il s'agit de déterminer, dans le développement intellectuel, le poids de l'hérédité (commandée, on le sait aujourd'hui, par les gènes et leurs combinaisons) et celui du milieu, c'est-à-dire, en fait, de la nutrition, de l'éducation et de ses conditions. On veut calculer la part de l'un et de l'autre, à dire vrai, pour certains, de l'un « contre » l'autre. Des estimations sont avancées. L'hérédité jouerait de 40 à 80 %, selon les auteurs, tandis que des contestataires refusent en bloc de tels pourcentages.

La controverse vient de rebondir. Ce n'est pas la première fois, car, en cette affaire, les moments agités ne manquent pas, suivis d'accalmies, plus ou moins longues.

Parmi les périodes « chaudes », il faut retenir aux États-Unis le début des années 30. On procède alors à la mise au point et à l'application de l'« Immigration Act » (1924), visant à réduire, pour cause d'infériorité intellectuelle génétique, le quota de certaines immigrations. Autre conséquence des théories mettant en avant l'importance de l'hérédité : la stérilisation forcée de retardés mentaux (aux États-Unis et dans les pays scandinaves).

Les années 50 et 60, en revanche, ont été sur ce front relativement paisibles. Le savant anglais éminent Sir Cyril Burt a pu, alors, communiquer en toute quiétude des résultats chiffrés obtenus à partir de couples de jumeaux et tendant à prouver le rôle quasi exclusif de l'hérédité. Or, on sait maintenant qu'une bonne partie des données statistiques publiées sur ce sujet par Cyril Burt sont fausses et probablement inventées (voir l'article ci-contre).

Le renouveau des affrontements date de 1969, soit cent ans exactement après la publication du livre de Francis Galton. À cette date, le psychologue américain Arthur Jensen écrit un article retentissant dans une revue scientifique fort cotée, dans lequel il met en cause les dépendances programmes éducatifs compensatoires conçus à l'usage des enfants « défavorisés » d'outre-Atlantique (en bonne partie des Noirs).

À la fin des années 70, la France n'est pourtant relativement à l'écart de ces conflits. En 1976, une « table ronde » sur la question, organisée à l'occasion d'un congrès de psychologie, ne réunit que... cinq personnes ! Pour certains des « patrons » français de la psychologie, il paraissait inutile alors d'ouvrir ce débat. Mais les idées n'étaient pas forcément aux commandes, surtout quand des groupes politiques veulent à leur importance. Ces trois dernières années, paraissent coup sur coup en langue française plusieurs ouvrages qui se consacrent à la défense des théories héréditaires et, d'autre part, de la réplication scientifique.

C'est dans ce climat surchauffé qu'est présentée devant un jury d'universitaires psychologues, médecins et généticiens, une énorme thèse consacrée aux rapports entre les gènes et les comportements. Son auteur est Pierre Roubertoux, un jeune chercheur encore mal connu malgré quelques interventions très remarquées (lors d'émissions de France-Culture, par exemple).

Pétulant, chaleureux, mais pourtant réservé, Pierre Roubertoux nous reçoit dans le laboratoire dirigé par le professeur Maurice Reuchlin, au centre

Henri-Pierson, qui est maintenant installé dans l'ancien hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente.

— Dans ce débat sur l'importance respective de l'hérédité et du milieu en matière de développement intellectuel, on entend un certain nombre de voix, dont quelques-unes émanent de personnalités n'ayant jamais conduit de travaux originaux sur ce plan. Faut-il s'en formaliser ?

— Je suis, pour ma part, convaincu de l'importance de connaissances très précises sur le sujet. Avant de discuter des rapports entre les gènes et l'intelligence, il faut connaître plusieurs disciplines : la psychologie, la biologie, les statistiques. Comment, sans ces bases, traiter un thème dont la particularité est justement de les mettre en liaison ? En ce qui nous concerne, avec mes collègues, nous avons, entre autres, effectué des travaux sur les conduites de reproduction chez un petit poisson et sur l'apprentissage chez la souris, tout cela en rapport avec le patrimoine génétique de ces espèces.

— De même, à l'hôpital des Enfants-Malades, grâce à l'aide d'un professeur Royer, le pédiatre bien connu, nous avons examiné des enfants atteints de maladies génétiques. Nous nous sommes alors demandé et les difficultés intellectuelles rencontrées chez certains d'entre eux sont dues aux gènes de la maladie, ou aux seules conséquences de leurs troubles physiques.

— Vous n'avez pas été les premiers à entreprendre de tels travaux. Et les autres chercheurs ?

— Je les connais bien, ainsi que leurs publications. Mais il m'a semblé indispensable de ne pas accepter leurs conclusions sans les avoir auparavant scrupuleusement analysées. C'est pourquoi je me suis mué en inspecteur ou en détective, examinant à fond des données déjà publiées. Parfois, j'ai même écrit à mes collègues étrangers pour qu'ils m'adressent le détail de leurs résultats. Et ils l'ont fait ! Je désire, en effet, prendre l'aide de méthodes mathématiques plus sophistiquées.

## La taille des fils

— Un gros effort... mais pour quel thème sur le sujet ?

— Le thème est loin d'être épuisé. Certes, il y a longtemps qu'on s'interroge sur les fondements biologiques de l'intelligence, mais les progrès de la statistique et de l'informatique permettent aujourd'hui de donner à ces questions une formulation différente. Les progrès, ici, comme dans toutes les autres sciences, dépendent, bien sûr, des réponses, mais aussi de la façon dont on formule les interrogations.

— Quant à moi, mon intérêt pour le problème des relations entre génétique et intelligence remonte à 1970, date à laquelle j'ai pris connaissance des travaux de Jensen. J'ai éprouvé là un des chocs les plus forts de ma vie.

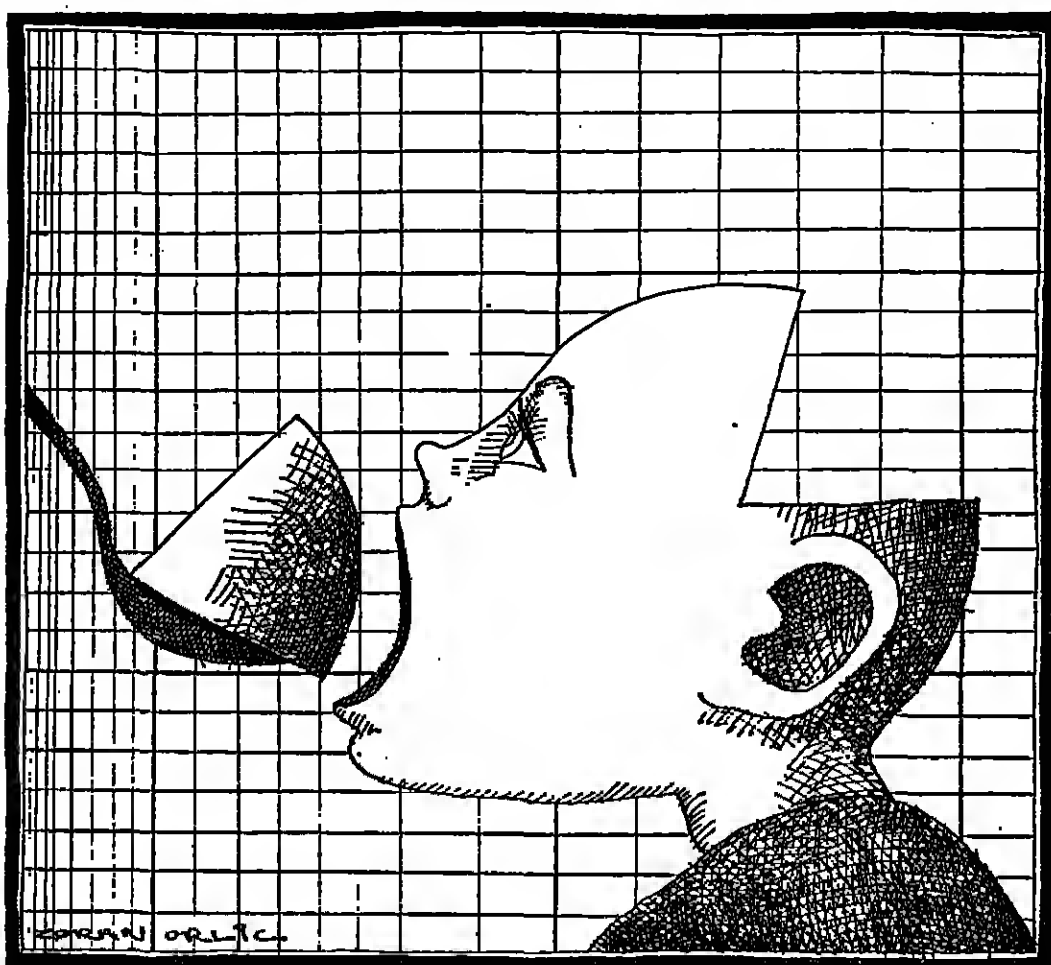
— Pourquoi donc ?

— Ce que disait Jensen heurtait ma croyance profonde, la seule que je considère comme vraie : la seule qui permette d'avoir, d'une façon scientifique, de fonder les inégalités sociales ou ethniques. Or, ce que proposait Jensen (et ceux qui reprennent ses arguments), c'est précisément une justification des inégalités par le biais de la biologie génétique. Cette science « expliquerait » pourquoi les Blancs exercent en général, aux États-Unis, de meilleurs métiers que les Noirs, ou pourquoi les sujets économiquement « favorisés » ont aux tests des performances supérieures à celles des sujets « défavorisés ». Attention, il faut bien remarquer qu'on parle ici d'« inégalités » et non de différences (voir par exemple le livre d'Eysenck dont le

titre est l'« Inégalité de l'homme »). Je dois reconnaître que je n'ai pas abordé le sujet de façon neutre.

— Mais, pour bien comprendre ce dont il s'agit, sans doute convient-il, d'abord, de définir certains termes un peu trop mystérieux.

— Commençons par celui de



ZORAN ORLIC

## Un psychologue imposteur

En 1976, le Sunday Times, de Londres, annonçait que le défunt Sir Cyril Burt, le plus respecté des psychologues britanniques de l'enfance, était un faussaire. La nouvelle provoqua une sorte d'émotion à travers le monde. Sir Cyril (1883-1971) était un des pionniers des tests d'intelligence, et ses travaux faisaient autorité. Il avait, dès le début de ses recherches, abouti à la conclusion que l'intelligence était mesurable et, pour une large part (80 %, précisait-il), innée.

En tant que psychologue des écoles de Londres, il avait vigoureusement défendu la thèse qu'il était du devoir de l'État de tester l'intelligence de l'enfant, de lui donner une éducation en rapport avec les résultats des tests, et enfin « de lui fournir le type d'occupation auquel le nature l'a destiné ».

Aux alentours de la seconde guerre mondiale, une considérable opposition s'était développée à la pratique qui était résultée de ces théories en Grande-Bretagne et qui consistait à tester les enfants à l'âge de onze ans et de les orienter ensuite, de façon quasiment irrévocable, vers l'activité intellectuelle, le travail manuel qualifié, ou les tâches répétitives et les tâches répétitives et les tâches répétitives. Sir Cyril produisit alors, pour défendre ses conceptions, une série de tests, devenue célèbre, concernant des jumeaux monozygotes (issus d'un même œuf, à la différence des jumeaux dizygotes, ou faux jumeaux, qui proviennent de deux œufs différents fécondés à un même temps). Ceux-ci, séparés dès la naissance et élevés dans des milieux très différents, avaient des Q.I. et des résultats scolaires extraordinairement semblables, ce qui démontrait que le principal facteur était génétique.

« corrélation ». On y voit quelque chose d'horriblement complexe.

— En effet : cette notion, centrale dans l'argumentation de Jensen et chez ceux qui, comme Eysenck ou Hebert, utilisent les mêmes démonstrations, est, en général, mal comprise. Pourtant, on peut aisément voir ce dont il s'agit. Prenons l'exemple de la taille. Choisissons un groupe d'hommes adultes, qui ont des enfants. On les appellera « les pères ». Mesurons leurs tailles. Elles varient, disons, entre 1,70 m pour le plus grand et 1,50 m pour le plus petit. Évaluons ensuite la taille de leurs fils. Si nous retrouvons le même ordre entre le classement des pères et celui des fils (c'est-à-dire si le père le plus grand a effectivement le fils le plus grand, et ainsi de suite), nous pouvons dire qu'il existe une corrélation parfaite en ce qui concerne la taille entre ces deux groupes.

— Je vous pose alors la question : quelle est la taille des fils ?

— Vous ne répondez rien, et vous avez raison. On pourrait tout aussi bien demander quel est l'âge du capitaine ! Car rien, dans un calcul de corrélation ne nous permet de « prédire » les moyennes d'un deuxième groupe à l'aide des valeurs observées dans le premier. La corrélation « évacue » ces moyennes. Et la

taille des fils peut varier, par exemple de 1,70 m à 1,50 m ou de 1,80 m à 2,10 m. Cette différence de taille entre pères et fils n'affectera en rien le résultat final, à condition que le père le plus grand ait effectivement engendré le fils le plus grand, et ainsi de suite. Ceci est un point très important, qu'il faut constamment garder en mémoire.

## Ressemblances

— Comment utiliser ces calculs de corrélation dans les études sur l'intelligence ?

— Le principe général est simple : on s'intéresse, par exemple, à des individus biologiquement proches (père et fils) et à des individus moins proches (cousins). Les corrélations évaluées alors les « ressemblances » dans les classements. Si les individus biologiquement proches se ressemblent davantage que les individus biologiquement moins proches, on peut admettre que le biologique joue un rôle dans cette ressemblance.

— Mais les milieux de vie des pères et des fils sont aussi plus proches que ceux dans lesquels sont élevés deux cousins éloignés ?

— C'est pourquoi on retient surtout des situations où ne

jouent pas de différences de milieu. C'est le cas quand on compare des paires de jumeaux vrais (issus du même œuf et possédant donc le même patrimoine génétique) et des « faux jumeaux » (qui n'ont pas plus de gènes en commun que des frères ou sœurs ordinaires). Que constate-t-on alors ? Les jumeaux vrais (homozygotes) se « ressemblent » plus que les jumeaux fratriels (hétérozygotes), en ce qui concerne les épreuves donnant lieu à une mesure du fameux Q.I. (quotient d'intelligence). Cette estimation, certains chercheurs la contestent en bloc. Mon avis à ce sujet sera beaucoup plus nuancé. Quel qu'il en soit, il faut rester, sur ce thème, plus de vingt études comparant jumeaux « vrais » et « faux ». Toutes vont dans le même sens et les corrélations sont plus fortes entre jumeaux « vrais » qu'entre « faux » jumeaux.

— Il existe aussi des études sur les enfants abandonnés.

— En effet, on peut recueillir les performances des enfants abandonnés et de leurs parents biologiques, qui ne les ont jamais connus. Là aussi, on constate l'existence de certaines corrélations. Mais il ne faut pas en conclure, comme Jensen, que l'intelligence est héréditaire ! C'est commettre là une première et grossière erreur.

— On ne voit pas très bien pourquoi.

— Parce qu'une telle formulation joue sur les mots. Dans toutes ces études, le rôle du biologique est invoqué en quelque sorte « par élimination », comme une hypothèse permettant de rendre compte de plusieurs faits. En ce sens, il est possible de dire que la génétique a quelque chose à voir avec l'intelligence. On ne peut avancer, pour autant, que l'intelligence soit héréditaire, car aucune des méthodes utilisées (jumeaux, adoptions) ne permet d'établir un mode de transmission pour une caractéristique individuelle (physique ou du comportement). Il ne faut donc pas parler d'hérédité de l'intelligence ni de la taille, sauf, peut-être, dans le cas de certaines affections pathologiques. On utilisera plutôt le terme d'« héritabilité ».

— La consonance est voisine !

— Pourtant, il s'agit d'une autre notion. L'héritabilité est une quantité estimée à la suite de calculs complexes, fondés sur des corrélations. Elle prend la forme d'un coefficient, qui se calcule sur un rapport, lequel varie en fonction de la population étudiée.

— Tout ceci reste peut-être abstrait, mais prenons un exemple. Soit un groupe de souris différentes les unes des autres, chez lesquelles on étudie une performance : la rapidité d'apprentissage d'un labyrinthe, au bout duquel se trouve de la nourriture en guise de récompense. On calcule pour cette caractéristique une valeur d'héritabilité, notons 40 %. Si l'expérimentateur procède à une sélection en ne faisant se reproduire à chaque génération que les souris qui « apprennent vite », on voit les réussites augmenter jusqu'à un plafond au-delà duquel aucun progrès n'est possible. C'est le maximum qu'on puisse obtenir. Du même coup, l'héritabilité décroît, et atteint pratiquement 0 % lorsque toutes les souris se débrouillent au mieux.

— Un même trait (ici les capacités des souris) peut donc avoir des « héritabilités » différentes selon les groupes où il a été étudié. Ici, la sélection a modifié la structure génétique de l'ensemble des souris, et, du même coup, l'héritabilité. Il n'y a aucun sens à parler de l'héritabilité de cet apprentissage ou de l'intelligence en général. Il faut d'abord définir la population, c'est-à-dire le groupe sur lequel on expérimente.

## Les skieurs bronzés

— Pourtant on avance des chiffres : de 40 % à 80 % d'héritabilité de l'intelligence selon les auteurs.

— Tout ceci ne veut rien dire quand on retient des populations dont les « croisements », c'est-à-dire les mariages, échappent à la volonté de l'expérimentateur. Ce qui est le cas pour l'homme bien évidemment. Nous présentons de tels pourcentages, comme le font Jensen et bien d'autres, consiste à prendre et faire prendre pour du bon argent comptant ce qui n'est que de la monnaie de singe. Et ceci constitue une deuxième erreur.

— C'est pourtant à partir de tels calculs qu'on en vient à « expliquer » les « inégalités » entre groupes ethniques, entre classes sociales... et entre les sexes.

— Troisième erreur ! Souvenez-vous de ce que nous disions

JOHN L. HESS.

\* Cyril Burt, Psychologist, by L.S. Hearnshaw, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 310 p.

## Rats rapides

— Si l'on ne veut pas être trop technique, on peut dire que l'effet de la partition génétique est nul.

— Mais non, tout cela a fait l'objet d'un test, et ce test a montré que les rats « rapides » ont une héritabilité de 40 %, ce qui est une valeur très élevée.

— Comment cela ?

— Reprenons nos souris. Plus elles sont rapides, plus elles sont « bronzées », car le fait d'être rapide est une caractéristique qui se transmet de père en fils. Les souris « rapides » ont une héritabilité de 40 %, ce qui est une valeur très élevée.

— Cela montre clairement que l'effet héréditaire de la partition génétique peut être très important.

— Mais non, tout cela a fait l'objet d'un test, et ce test a montré que les rats « rapides » ont une héritabilité de 40 %, ce qui est une valeur très élevée.

— Cela montre clairement que l'effet héréditaire de la partition génétique peut être très important.

هكذا من الأصل



an début : la corrélation des mesures de hauteur entre individus biologiquement liés (père et fils, par exemple, qu'on a fait passer sous la toise) ne permet pas de connaître leurs tailles, ni non plus les causes de ces différences entre les moyennes, si elles existent. Si les pères sont plus petits que les fils, on pensera, par exemple, que ceux-ci ont été sous-alimentés. Si les fils sont plus petits, peut-être, tout simplement, est-ce dû au fait qu'ils n'ont pas achevé leur croissance.

Autre exemple, qui montre qu'on ne peut transposer les résultats obtenus à l'intérieur d'une population bien définie pour expliquer les différences entre populations : c'est l'histoire bien connue du savant « natif » qui, débarquant un lundi matin d'hiver à la gare de Lyon, et apercevant des sœurs bien bronzées descendant des trains, en déduit qu'ils ont forcément des ancêtres noirs !

— De quelle façon ?

— Mais, tout simplement, en se basant sur ses précédentes observations de fils au teint mat ayant été eugénisés, en moyenne, par des pères à la peau plutôt brune. La bêtise de cette déduction fait toucher du doigt l'imprudence de telles simplifications. Pour répondre sérieusement à la question concernant les causes des différences entre populations contrastées, il faudrait disposer de lignes consanguines réalisées par croisement entre frères et sœurs pendant cent cinquante à deux cents générations. C'est possible pour plusieurs espèces animales et végétales, mais strictement impensable chez l'homme. Heureusement.

— Certains prétendent, pourtant, que les races humaines réalisent une telle expérimentation.

— Pas du tout. Les races humaines ne sont nullement assimilables à des lignées ! Un certain nombre de travaux (en particulier sur les systèmes sanguins) ont bien montré que l'idée de race ne reposait sur aucune base génétique.

— Pour toutes ces raisons, les questions relatives à l'action du patrimoine génétique sur les différences entre races et classes sociales, en ce qui concerne, en particulier, certaines performances aux tests, ne peuvent recevoir de réponses scientifiques.

## Rats rapides

— Sait-on, par contre, quelque chose de l'action du milieu ?

— Parfaitement. L'environnement social et économique a un effet net sur le développement intellectuel. Les mêmes études, qui montrent les corrélations entre individus liés génétiquement, montrent aussi clairement les résultats, à long terme, d'un environnement. Par exemple, les enfants du milieu pauvre adoptés par des parents aisés réussissent mieux à l'école et aux tests que les enfants issus de ces mêmes milieux démunis et élevés dans de mauvaises conditions. Plusieurs travaux (en particulier, dernièrement, ceux de Michel Schiff en France) prouvent que des enfants de familles modestes adoptés par des « cadres » ont des performances identiques à celles des enfants « biologiques » des classes aisées.

— Ceci prouve-t-il que l'effet du patrimoine génétique est nul ?

— Mais non, c'est tout à fait indépendant. Il faut cesser de considérer l'inné et l'acquis comme des vases communicants où tout ce qui vient, à l'un est enlevé à l'autre. Génétique et milieu peuvent jouer massivement.

— Comment cela ?

— Reprenons nos souris. Plutôt, ici, des rats, car je fais allusion à une expérience précise. On leur fait apprendre un parcours, et toutes les précautions sont prises pour que les rats sélectionnés pour leurs bonnes performances à un labyrinthe soient génétiquement différents de ceux qui échouent. Il y a donc tout lieu de penser que la différence génétique « fait » la différence dans la rapidité de cet apprentissage. Changeons, alors, le milieu d'élevage. Les enfants des rats « rapides » élevés dans un milieu pauvre en stimulations deviennent lents. L'inverse est aussi observé. Les enfants des rats « lents » élevés dans un milieu « intéressant » rattrapent les rats qui apprennent bien.

— Cela montre clairement qu'un effet indiscutable du patrimoine génétique peut être renversé par une modification massive du milieu « éducatif ». Et si nous revenons à l'homme, on peut comprendre tout de suite ce que nous suggèrent de tels résultats.

## MISE EN SCÈNE

# Une télévision pour l'Homme soviétique

On y parle peu de politique. On y montre tous les aspects de la vie. Mais toutes les émissions de télévision en U.R.S.S. concourent au même objectif : forger l'« Homme soviétique », responsable, discipliné et patriote.

KRISTIAN FEIGELSON (\*)

L'ERE de l'audiovisuel est apparue relativement tard en Union soviétique. L'image en Russie n'a jamais eu le même coefficient révolutionnaire que l'écrit, diffusé sous des formes parallèles. Elle a surtout intensifié une culture de type oral, faisant passer rapidement la Russie du stade de l'écrit à celui de l'image. Transposant les expériences occidentales de l'audiovisuel, l'Union soviétique constitue dans les années 50 le dispositif télévisif et l'adaptait au contexte général de consolidation du communisme. Elle est alors la « télévision d'un seul pays », média de l'autarcie et du stakhanovisme, se réduisant à donner des directives politiques sur des objectifs industriels précis.

Ce n'est qu'à partir des années 60 qu'elle deviendra prioritaire sur la radio dans la diffusion des messages politiques. Mais ses possibilités sont encore jugées insuffisantes. S'inscrivant comme « agent de la conscience » et du « savoir », elle n'attire qu'un faible auditoire. Évacuant, selon le projet léoniste initial, tout corps étranger, elle encourage plus la politique d'industrialisation que celle de la distraction. Fixant constamment des tâches et obligations au téléspectateur, elle le réduit à un rôle militif. De plus, selon les normes de l'époque, ce dernier n'est pas seulement un propagandiste actif ou un agitateur politique, mais aussi un organisateur collectif. Ces tendances centrifuges n'ont pas disparu en 1980, mais se sont atténuées et se diffusent différemment.

Le développement de la télévision a profondément transformé le mode de vie soviétique ces dix dernières années, en redéfinissant de nouvelles normes par rapport aux rôles traditionnels. Monopole d'État, subordonné au « Comité ministériel pour la radio et la télévision », son mode d'organisation centralisée distinguait peu cet appareil d'État de la télévision française. Les techniques d'administration et de gestion en vigueur lui ont été reprises à-bas. Mais les images diffèrent : elles ne dissimulent rien de la vie soviétique, obligeant aux mises en scènes ouvertes et publiques, et transforment intellectuels, paysans et ouvriers en propagandistes actifs du régime. Brejnev malade, la télévision produira un film le montrant en bonne santé. Ces mises en scènes continuelles du social véhiculent autant un modèle de culture socialiste qu'elles diffusent une idéologie de type normatif et ritualisé. Évacuant les notions occidentales d'objectivité et réinterprétant celles de censure, elles organisent le réel soviétique et font partie d'un effet d'ensemble.

Avec environ 98 postes pour 100 familles, la télévision est devenue une des premières acquisitions familiales. L'achat d'un téléviseur ne représente pas vraiment un luxe, et la consommation collective d'images dans divers lieux publics accentue leur domination. On compte 90 millions d'adeptes du petit écran, avec 85 % des téléviseurs allumés entre 18 heures et 21 h. 30, soit une audience comparable à celle des États-Unis. On est parvenu, en 1976, à une rationalisation du réseau en le répartissant dans 130 centres. Mais à part Moscou, on dénombre 19 centres principaux à Leningrad, Volgograd, Sverdlovsk, Novosibirsk, Gorki, Saratov, Tchéliabinsk, Pétrozavodsk, Perm, Vladivostok, pour la République de Russie et un centre par capitale pour chaque République fédérée. Le réseau comprend 400 stations et 1 600 centres de relais utilisant les satellites de liaison « Molnya ». A « l'ère de la télévision dans un seul pays » a succédé celle d'une télévision plus multinationale et plus opé-

rateuse dans la couverture de l'espace. Cette implantation n'a pas été sans difficultés dans une société composée de 47 % de non-Russes, où les questions nationales sont souvent épineuses. Accroissant l'entreprise de russification d'avant la révolution, la télévision a pu synthétiser ce rêve d'unification du grand État russe, lui substituant une vision moderniste de la nation soviétique. Intégrée en 1977 au projet constitutionnel d'« État socialiste du peuple tout entier », elle est aussi devenue l'harmonie réalisée de l'État total.

## Une vitrine

La chaîne I centrale programmant de Moscou treize heures d'émissions sur tout le territoire symbolise cette osmose. Un programme particulier « Vostok » pour l'Asie centrale et le Kazakhstan et un programme « Oubla » pour la Sibirie lui sont annexés. La chaîne II se réserve les programmes régionaux, diffusant pendant 6 heures, suivant le même type de verticalité, des émissions pour les parties européennes de l'U.R.S.S. et pour les Républiques fédérées dans leurs langues respectives. Une troisième chaîne, à caractère essentiellement pédagogique, se consacre pendant six heures à l'enseignement. On prévoit bientôt deux chaînes supplémentaires et un programme interrégional. Loin de s'identifier à un système monolithique, cette télévision « gère » des catégories sociales variées de téléspectateurs au moyen de programmes régu-

(\*) Spécialiste à la faculté d'histoire de l'université de Leningrad en 1976-1977.

particuliers pour lutter contre la paresse et l'alcoolisme, moralisation générale de la vie publique.

Un journal télévisé comme V « Vremia » fonctionnant chaque soir de 21 heures à 21 h. 30 dans l'intemporalité la plus complète, utilisant les mêmes techniques journalistiques occidentales de découpage du réel, résume au mieux cet idéal d'une communauté soviétique durable et immuable. Dans son traitement quotidien de l'information, « Vremia » excrute les messages éloignés des conceptions idéologiques du moment pour surélever les objectifs présents et futurs, auxquels tous se doivent de participer activement.

## Des vérités

La ligne d'orientation prime sur la relation de l'événement. En régime socialiste, les rapports entre médias ne sont pas définis en termes de concurrence, mais de complémentarité. Leurs finalités consistent non dans la production de « nouvelles » (« Novosti »), mais de « vérités » (« Pravda »). Cette tendance générale à l'uniformisation ne signifie pas une standardisation des produits : l'imagerie paysanne et ouvrière présente à la télévision soviétique ne correspond pas à l'imagerie stéréotypée chinoise. On tend bien plus à éliminer les écarts entre les diverses couches sociales, tout en consolidant l'idéal étatique d'une culture soviétique aux valeurs intangibles.

La popularisation de cette culture ne va pas sans résistances, comme le remarquait en son temps Lounatcharsky, commissaire à la culture, faisant du spectateur de films « qu'il n'est pas un patient en quête de sa dose de médicaments ni un écolier que l'on doit assourdir à son pupitre ». La réception est souvent distancée et il est bien rare que le téléspectateur adhère totalement au contenu des messages. Des études récentes de sociologues soviétiques, effectuées en milieu rural et urbain, ont fréquemment souligné ce phénomène lié à l'écart entre les contenus et les valeurs des différents groupes sociaux. Mais il existe aussi des opérations de traduction idéologique des messages, propres à cette société.

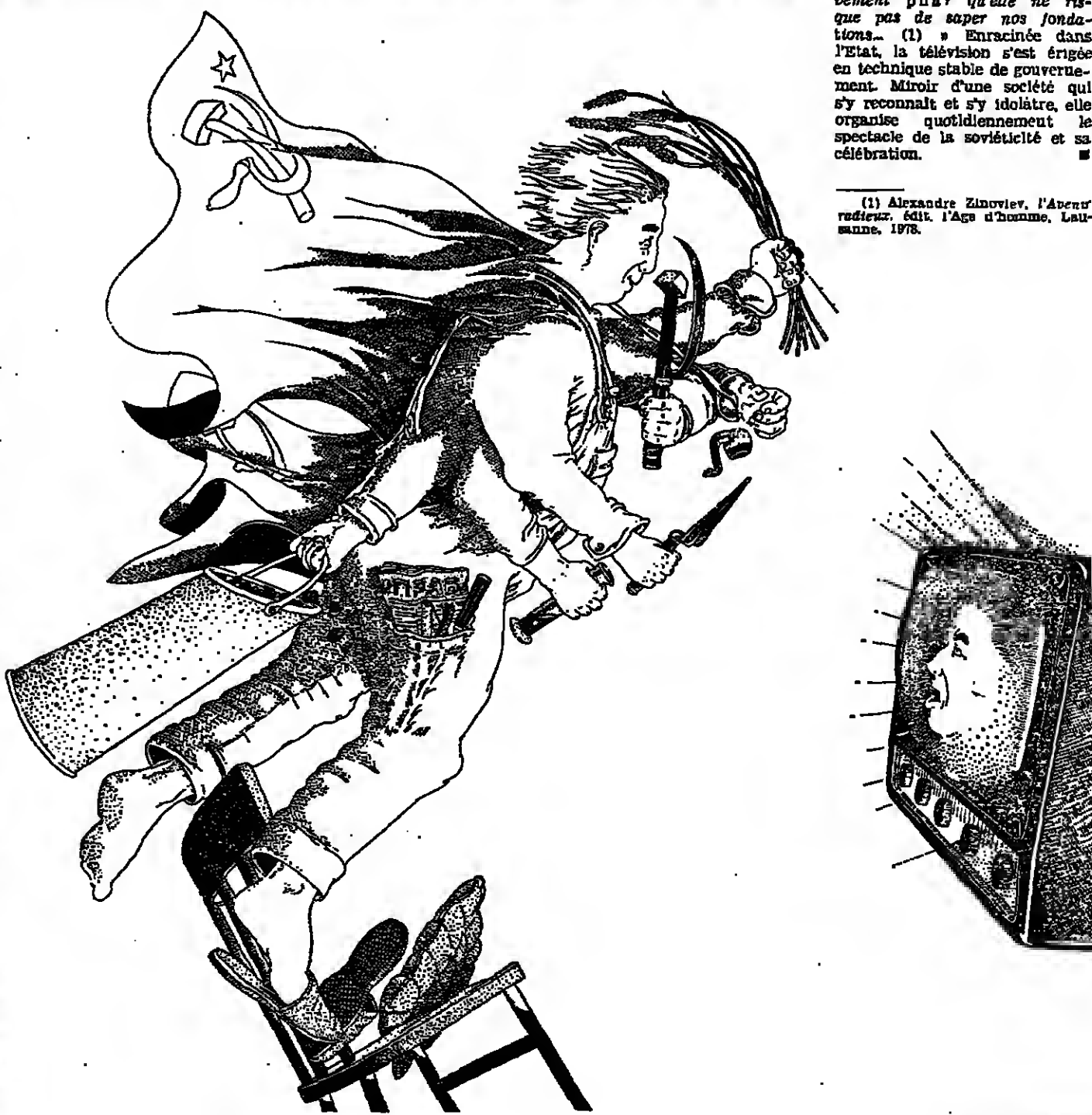
Les dernières résolutions du XXIV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. recommandaient l'application d'un certain nombre de directives pour accroître et améliorer les émissions de télévision, intensifier leur audience et faire diminuer la passivité des téléspectateurs. Le courrier abon-

dant des lecteurs (plus d'un million trois cent mille lettres par an) et les critiques habituelles des éditorialistes de la Pravda comme de la Literaturnia Gazeta se font l'écho des exigences de la « base », mais n'en traduisent pas les réelles tensions. Celle-ci se plaint le plus souvent de l'insuffisance des émissions consacrées aux problèmes civiques et moraux. Elle se voit aussi sollicitée lors de campagnes de mobilisation télévisée contre des écrivains ou contre la Chine, qui ne s'avèrent jamais vraiment efficaces.

Si l'on parle toujours d'améliorer la coordination des programmes, de former de nouveaux spécialistes, on insiste conjointement sur une plus grande ouverture vers l'extérieur. Les échanges limités du début se sont développés, mais restent tributaires des aléas de la politique internationale. Membre d'Inter-Vision, l'homologue d'Eurovision pour les pays de l'Est, l'U.R.S.S. a aussi signé des accords de coopération avec les différentes télévisions occidentales. Dès 1963, par exemple, furent retransmises en première et en direct des États-Unis, par relais satellites, les obsèques de J. F. Kennedy. Tandis qu'un annonçait des coproductions soviéto-américaines sur la seconde guerre mondiale, la télévision soviétique adaptait une nouvelle littérature. *All the King's men*, replaçait l'histoire dans l'Amérique contemporaine au lieu de la Louisiane des années 30, afin de rendre plus virulentes les critiques du système américain.

Les accords de coopération franco-soviétique vont permettre l'adoption du procédé SECAM de télévision couleur en 1981, puis, à partir des années 70, l'échange régulier de programmes. Des équipes de la télévision soviétique viennent tourner en France des séquences sur Marx et Lénine. TF1 signe un protocole d'accord en juillet 1979, organise des Semaines de la télévision française à Moscou, exporte ses émissions de variétés, Antenne 2 renouvelle son accord de coopération en 1977, prévoyant l'échange de feuilletons, tel *« Le pain noir »*. « La télévision ? Hockey sur glace, football, travailleurs modèles du labour communiste, agriculteurs de choc (et pendant ce temps-là, il n'y a rien à bouffer), discours, réunions, départs, rencontres... Autrement dit, on passait des films policiers, des films étrangers, des performances, des chanteurs originaux (russes ou étrangers). Maintenant il n'y a presque plus. Les étrangers qu'on nous sert ne se distinguent pas beaucoup de nos vedettes. La culture occidentale est sélectionnée qualitativement et quantitativement pour qu'elle ne risque pas de saper nos fondations... (1) ». Enracinée dans l'État, la télévision s'est érigée en technique stable de gouvernement. Miroir d'une société qui s'y reconnaît et s'y isole, elle organise quotidiennement le spectacle de la soviéticité et sa célébration.

(1) Alexandre Zinoviev, *« L'avenir du régime soviétique », L'Express, 1978.*





## GÉNÉALOGIE

## Le mouvement se crée en marchant

PIERRE CALLERY

La Fédération des sociétés françaises de généalogie, d'héraldique et de sigillographie a tenu, le 23 février, son assemblée générale à Paris, 12, rue Mont-sieur. Comme il fallait s'y attendre, l'un des sujets traités fut le déroulement du cinquième congrès national de la généalogie, à Lyon, les 20 et 21 octobre dernier. En effet, organisé par les associations généalogiques de la région Rhône-Alpes, ce dernier n'en était pas moins, bien évidemment, celui de la Fédération.

L'ambition première de la manifestation lyonnaise était d'assurer la liaison entre les universitaires et les généalogistes. Et, effectivement, dans chacune des huit commissions et de la demi-douzaine de forums, qui se réunirent dans les différentes salles de la partie nord de l'université de Bron, la responsabilité des discussions échut très souvent à des professeurs de l'enseignement supérieur.

L'assemblée générale de Paris eut à peine quelques-unes des motions qui y furent votées : ouverture des dépôts d'archives le samedi et le dimanche, seuls moments où le salarié peut s'y

rendre ; suggestions (Albert Bertin, société généalogique du Lyonnais) d'appeler « musées d'archives » les bâtiments d'archives départementales, et de leur donner le même statut que les musées (et *ipso facto* l'ouverture des portes le dimanche), etc.

## Palabres

Elle passa presque sous silence les débats sur les refus d'envoi de photocopies par certains dépôts. Sur tous ces sujets, du ressort de l'administration, elle se déclara incompétente. Toutefois, on ne voit pas très bien alors pourquoi elle ne rappelle pas la réaliste intervention de Pierre Duray (conservateur en chef aux Archives nationales) d'intervenir à tous les échelons, c'est-à-dire d'écrire aux parlementaires, aux collectivités locales, à tous les élus... pour demander du personnel, des crédits et l'ouverture décentralisée des dépôts, et non pas d'importer les archivistes eux-mêmes qui n'en peuvent mais.

Le débat s'est éternisé sur des règlements internes d'un intérêt fort discutable (et d'ailleurs contesté). Il s'est enlisé sur les étendues territoriales des sociétés

tés, sur l'impossibilité théorique qu'elles soient plusieurs dans un même département, sur la répartition par région (c'est presque réalisé), sur les groupements de sociétés possibles ou impossibles... Pourquoi donc toutes ces discussions inutiles ? A quoi servent ces palabres ?

Le mouvement se crée en marchant. Bien sûr, ce n'est pas à la Fédération de se substituer aux différents centres, de réaliser à leur place les activités qui leur incombent. Et cela est convenable moins que jamais, lors d'une assemblée générale. Mais n'aurait-il pas été plus souhaitable et moins coûteux de suggérer aux différents centres — qui l'ont parfois oublié — que la généalogie ce n'est pas seulement la recherche de filiations ?

L'histoire des aïeux — leur petite histoire — fait également partie de notre recherche. C'est même son côté le plus passionnant. La Fédération devrait inciter les centres à répertorier tous les documents de leur région qui complètent l'état civil et l'enregistrement dans ce domaine. Il conviendrait qu'elle les invite à montrer à leurs membres ce que l'on peut découvrir dans les archives notariales, les dossiers de personnel des entreprises et de l'administration... même les délibérations de conseil municipal.

Cela n'outrepasse pas ses fonctions. Cela correspond à ce qu'on attend d'elle.

A l'ouverture de l'assemblée, un membre fit remarquer avec ironie que, en Allemagne, trois fédérations coexistent et ne s'entendent guère. N'y a-t-il pas un risque que cette situation s'établisse de façon analogue en France, si notre Fédération continuait à ignorer les vrais problèmes ?

## THÉÂTRE

## La fête à Venise

BERNARD DORT

VENISE a retrouvé son Carnaval. Et la Biennale son festival de théâtre. L'an dernier, le Carnaval avait ressuscité presque spontanément, sur la place Saint-Marc, le soir de mardi gras, les gens s'étaient mis à danser et les masques avaient fait leur réapparition. Peut-être est-ce cela qui donna à Maurizio Scaparro, le nouveau directeur du théâtre à la Biennale de Venise (après Luca Ronconi, et près de deux années de suspension des activités théâtrales), l'idée de choisir pour thème de sa première manifestation, précisément, le carnaval.

Fin décembre, le Festival de Nancy avait, lui aussi, pour inaugurer son nouveau cours, retenu le thème de Noël et de la Nativité, et réuni dans la capitale lorraine, transie de froid, un chœur d'enfants de Majorque, des marionnettes siciliennes, des clowns anglais, un cracheur de feu suisse, des ours allemands, des bergers polonais, le Bread and Puppet... et Michel Hermon.

Ce Carnaval vénitien s'annonçait modeste. Certes, avec la collaboration de la municipalité, de l'agence de tourisme et du Théâtre de la Fenice, la Biennale n'avait pas jérémy. Elle avait même fait construire, par l'architecte Aldo Rossi, un théâtre flottant en bois, ocre et azur, amarré à la pointe de la Salute ; le Teatro del Mondo, qui tenait à la fois du campanile de Saint-Marc et du Théâtre du Globe de Shakespeare. Une centaine de représentations étaient prévues, sur six jours, du 14 au 19 février. Mais là où l'on attendait environ quatre-vingts journalistes, il en arriva cinq cents. En un tournemain, les billets pour le spectacle furent achetés (à des prix modestes : pas plus de 3 500 lire, soit moins de 20 F), et les hôtels pris d'assaut. On a parlé de cinquante mille visiteurs.

Les rues, les collines, les places, la Campi, sont nées de la fête. Partout des masques, des plus simples — souvent, ce n'était qu'un maquillage, un corne blanc sur le visage, dessinant comme un loup et faisant ressortir les yeux soulignés de noir ou de bleu — aux plus fastueux : les travestissements de carnaval, tels qu'ils peuplent des tableaux de Tiepolo ou de Longhi, élégants et funèbres (le tricorne, noir ; le demi-masque blanc au nez pointu ; la cape, noire aussi, avec, parfois, un rabat de dentelle, et les écarlates vernies). Il n'était pas rare de rencontrer un Vénitien tout à fait ordinaire, de retour peut-être de son travail, qui arborait, sans que cela change rien à son comportement, un gigantesque faux nez ou un masque d'animal.

L'Avogaria. Cela rappelait le Nancy des belles années, quand il fallait jouer des pieds et des mains pour voir le Bread and Puppet ou le Campesino.

Le théâtre et la fête coexistaient, sans communiquer, sans s'enrichir mutuellement. Ce n'était pas que les spectacles fussent mauvais. Mais, à côté du tohu-bohu de la ville, ils paraissaient étriqués, appliqués. Ils s'en tenaient frileusement à la scène, s'enfermant derrière des portes closes. Leur espace n'était pas celui du carnaval. Ainsi, par exemple, de la Donna Serpente, une « fable tragico-comique » de Gozzi, par le Teatro Stabile de Gênes, guidée dans de superbes costumes d'Emmanuele Luzzati, et récitée comme un exercice d'école (c'en était d'ailleurs un). Ou encore d'un laborieux *Centro dell'Aleph*, par le Settimo Teatro de Rome, qui nous touchait seulement lorsque, le plateau vide et les acteurs disparus, s'élevait, lentement au milieu de la coupole du Teatro del Mondo, une boule de verre, suspendue à un fil, qui contenait la maquette de ce théâtre, avec, pour accompagnement, la psalmodie du texte de l'Aleph de Borges...

## Antagonistes

D'autres spectacles singuliers à miner la fête et nous en livraient des images grossières ou empruntées, des rituels exsangues, des masques et des gestes privés de nécessité, coupés de toute vie : c'est l'impression que j'ai eue à la *Festa di Piedigrotta*, une comédie musicale napolitaine de Raffaele Viviani, reconstruite par un musicien et ethnologue consciencieux, Roberto de Simone, qu'un jeune acteur, Giuseppe Barra, sinistre et drôle comme un croque-mort de Naples, faisait tonte-tout échapper à l'opérette... En tout cas, dès qu'ils étaient élaborés par des groupes de théâtre, les intermèdes et les défilés de rue étaient moins surprenants, moins fascinants que ceux qui naissent à l'improvvisation, ici ou là, pour se défaire presque aussitôt.

Sans doute, le théâtre ne cesse-t-il de rêver à la fête. Notre théâtre plus que tout autre, dans une société qui multiplie les fêtes, peut-être, précisément, pour exorciser la possibilité d'une fête véritable : celle qui transgresse les lois — comme en mai 1968. Mais, s'il y a entre le théâtre et la fête un lien profond, une identité de nature et de visée (1), ceux-ci n'en sont pas moins antagonistes.

(1) Voir les travaux de Jean Guilleminot et le livre d'Alfred Binet : *Les Signes et les Sons* - Essai sur le théâtre et la fête. Le Seuil, collection « Esprit », 1976.

Placés souvent l'un en face de l'autre, ils se contredisaient plus qu'ils ne s'épousaient. Le théâtre jette un doute sur la fête : il en fait suspecter la nécessité et la profondeur. La fête diminue le théâtre : elle le confine dans son artificialité, elle en accentue, paradoxalement, la clôture. Nous l'avons bien senti à Venise : en fin de compte, ce Carnaval de théâtre n'était plus tout à fait ni carnaval ni théâtre.

Pourtant, à deux reprises, la fête et le théâtre se sont, sinon conjugués, du moins rejoints : avec *Sol Solet*, le spectacle d'un groupe de jeunes comédiens catalans, Els Comediants, et lors de la très longue soirée (elle dura de 21 heures à 3 heures) de Franco Ramon et Dario Fo. Ici, le théâtre ne jouait plus au carnaval. Mais il en retrouvait le pouvoir de libération. Et aussi cet accord, cette entente, qui fait des spectateurs, sinon des acteurs à part entière, du moins des complices dans le jeu.

## Tout

avec presque rien

Reprenant la leçon et certaines des techniques du Bread and Puppet (dont le mélange des acteurs et des marionnettes, petites ou grandes), c'est à la fois une création du monde (de Lune et de Soleil sont là, présents) et un voyage à travers la Terre et les saisons que miment, dansent, chantent, musiquent Els Comediants : entre leurs mains, les objets se transfigurent à l'infini, et leur jeu ne semble pas connaître de limite. Ils peuvent tout raconter, tout imiter, les hommes et les bêtes, les changements de saison, les naufrages ou les guerres... Notre plaisir vient de cette toute-puissance d'un théâtre qui, représentant tout avec presque rien, nous libère de la pesanteur des choses et de la durée des événements. Ce théâtre est bien, par-là, carnavalesque : il joue avec la réalité, il en subvertit les lois.

Peut-être Dario Fo ne fait-il, à sa manière, pas autre chose. Quand, après avoir, une bonne heure durant, présidé à l'installation de deux ou trois mille personnes dans une salle qui ne devrait pas en contenir mille, et mis en appât son public par des anecdotes et des blagues d'actualité (il faut le voir jouer à Jean-Paul II !), il raconte son histoire « chinoise » : l'histoire de la tigresse qui est une énorme charge contre tout ordre bureaucratique, la souveraineté dans le jeu de ce bêteleur nous conquiert absolument. Un jeu aux effets minutieusement calculés (Fo est le plus professionnel de tous les hommes de théâtre) qui, pourtant, semble miraculeusement libre, passant du récit au mime, de l'éclat à l'ironie, de l'attention à la fureur, de la larme à la gauloie...

Avec Fo, les certitudes s'ébranlent : tout langage trop bien établi (Fo invente lui-même, presque à chaque fois, un nouveau dialecte) vacille, et le théâtre se montre à nu. Comme une inlassable façon de défaire et de refaire le monde. Alors, la fête est là.

Israël... 1600F l'aller et retour en Israël... 1600F

## LA MER MORTE A ENCORE BAISSÉ.

En réalité, ce sont les prix d'Israël qui ont baissé depuis l'été dernier. La Mer Morte, elle, est toujours à 390 mètres ou-dessous des autres mers : le point le plus bas du monde. Ses eaux n'ont rien perdu de leur mystère et de leurs vertus. Et puis autour de la Mer Morte, les montagnes

et le désert de Judée, Jérusalem et tout Israël : un pays où le passé et le présent ne font qu'un. Alors profitez-en et partez : pour 1600 F Paris-Tel-Aviv/Paris, par vols quotidiens et réguliers El Al et Air France. 11 540 F de Nice, Lyon, Marseille. Allez d'un étonnement à un autre : en Israël.

ISRAËL, le pays de tous les dépaysements.

Pour partir en Israël, au départ de Paris, Nice, Lyon, Marseille, adressez-vous à votre agence de voyages ou renvoyez ce bon à l'Office National Israélien de Tourisme, 14 rue de la Paix, 75002 Paris, qui vous adressera une documentation complète sur Israël.

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

\*Valeable jusqu'au 31 mars 1980 sous réserve de disponibilités de billets.

Office National Israélien de Tourisme EL AL AIR FRANCE

## l'agenda du week-end

## Offres

## de particuliers

P. e. p. 40 600 F Cause double emploi machine à laver le linge BENDIX à 100 000 F Economique chaudière, élect. part. état. Tél. : 010-02-07 à partir de 10 h.

PARTICULIER VEND TABLEAUX CROTTI - CORNILLE SURFACE 1000 MOULY T. 005-25-21 10-15 h. et 19-23 h.

## Bijoux

VENTE EXCEPTIONNELLE de diamants sous scellés certifiés. International exemplaires couleur & poids 1 carat 02 VSD 50 000 F. Tél. pour rendez-vous 549-20-02.

## Cours

LANGUES IFLV (org. privé) 45, bd St-Michel, 75006, 22-00-70. Démonstr. gratuites les mardis à 19 h. 30 ; les jeudis à 12 h. 30. Angl., esp., all., russe, français.

## Cheminée

Part. vs CHEMINÉES ANCIENNES MARBRE à partir de 500 F pièce T. 96-07-28

## Débaras

DÉBARAS INTÉGRAL Cave, grenier, appartement. Tous locaux. T. : 406-40-06.

## Maison de retraite

RESIDENCE DU PARC d'Ermenonville 10000 F. 40 km Paris (autoroute Nord). Retraite, soins assurés. Cadre agréable, ambiance familiale, 115 F par jour (t. compris). Chambres particulières tout confort. Tél. : (41) 454-00-52.

## Moquette

EN SOLDE grand choix de moquette. Exemple de prix : 10 m<sup>2</sup> sur mesure en 4 m, 10,99 F/m<sup>2</sup>. Murale textile 6,60 F le m<sup>2</sup>. Tél. : 340-73-72.

## Numismatique

Etablissement financier JEGU achète au plus haut cours. Pièces de 5 - 10 - 50 F. 45, fg Saint-Denis. T. 770-74-67.

## Pêche

CAP-VERT DAKAR PÊCHE SPORTIVE AU TOUT GROS. Bateau entièrement équipé. Ecrite LERINAY Centre de pêche. Hôtel Meridien, DAKAR.

## Philosophie

Le Centre Gerjeff-Ouspensky est ouvert. Tél. : 434-61-01.

## Troisième Age

VOTRE TROISIEME AGE dans un cadre historique à 40 km Paris, autoroute Nord. Château d'Ermenonville (Oise). Chambres et Appartements. Pension à court ou long terme : vacances, retraite, repos, convalescence. A partir de 160 F/jour T.T.C. 69440 ERMONVILLE Tél. : (41) 454-01-57 et 454-00-26.

VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne

## CARRIÈRE ECOLE

sur voiliers de haute mer. Manche, Méditerranée, Indes. Tél. : 930-07-05.

Deux amis : Pierre et Francis proposent navigation et escalade sur NORMA Café Arrière 14 m et ALBATROS Golette 16 m vers la Corse et la Sardaigne. CROCS ECOLE des 60 d'Or. Beauvillages, 83300 Carqueiranne. Tél. : (94) 58-67-83 et 54-54-44.

## ITALIE 90 km Florence, pleine

camp 600 m a.l., sous très belle demeure O. Ct. 504-29-73.

## VAC TURQUIE EST-OUEST

Prie jeunes, vision nouvelle BP 22 92250 La Piazzi Robinson

## SEJOURS A LA FERME

AU PIED DES PYRENEES. A partir juillet pension compl. Tranquillité, cadre agréable. Nouveaux locaux, Pierre Pénine ESCOSSE. 09100 PAMIERES.

## Teinturiers

NOMMES D'AFFAIRES Votre situation exige une tenue élégante et impeccable ! Faites nettoyer vos vêtements de valeur : vestes, manteaux, week-end par un spécialiste quatre GERMAINE LEBECNE 11 bis r. de Surène 75008 Paris

## L'ECOSSE EN JUILLET

Passez une semaine ou plus (du 20 juin au 27 août) à St Andrews, la première université de l'Ecosse. Si vous avez quelques connaissances en anglais et si vous voulez en savoir plus sur la Grande Bretagne inscrivez-vous maintenant. Les frais de 8 £ par semaine couvrent le logement, la nourriture, les transports, les petits déjeuners, dîner, soirées et conversations en anglais. Excursions à Edimbourg et en Ecosse centrale, activités sportives, distractions et récréations. Sur brochure gratuite sur demande à : University of St Mary's place, St Andrews SCOTLAND

## UN SEJOUR MERVEILLEUX

pour enfants de 8 à 12 ans VACANCES A LA FERME de DOMAINE de la Roche, 50200 ANJOUIN Tél. : (44) 454-00-52 (pour renseignements) ou la jeunesse et les sports.

## Feux rouges

Un soir, la place Saint-Marc se recouvrait d'une immense toile d'araignée, par les soins du laboratoire Ambienteazione di Donato Sartori (le fils du sculpteur de masques qui a recréé le masque en cuir de l'Atréide du Pseudo Teatrò : ces fils qui tombaient de la campanile, aux sons d'un orchestre polonais, se mêlaient à la brume, transformant la place en un étrange paysage à la Guardi, presque indéchiffrable. Un matin, les passants, stupéfaits, trouvaient une des principales calles vénitienne métamorphosée en « rue Saint-Antoine de Mestre » : deux autos y stationnaient entre des panneaux indicateurs, des lignes blanches, des stops et des feux rouges... Pendant les troupes des promeneurs, l'insolite argentin : un tableau de carton qu'on allait brûler, selon les usages du carnaval, sur le campo San Stefano, un orphelin du haut de leurs 2 ou 3 mètres, des paysans en costumes bariolés, faisant claquer leurs sabots...

Et le théâtre ? Il était partout : il n'était presque nulle part. Ce n'est pas que les spectacles manquaient. Il y en avait aux quatre coins de Venise, et jusque dans des salles de cinéma revenues à leur vocation théâtrale première. Sans doute ne pouvait-on pas toujours y avoir accès : on se bousculait ferme devant le Ridotto ou

**MARIGNY**  
Sélection de Tabacs Bruns



## En fer forgé

La morphologie des femmes âgées ayant, quelque peu, changé depuis le Moyen Age, nous nous sommes intéressés à ce qui concerne l'architecture du bassin, la première partie de modèles MARK 1, les résultats des témoignages accompagnés inévitablement toute recherche de pointe. Et très vite envoyée au rebut lorsque la Huguesen Chastely (la Compagnie) fut au point fin de la MARK 4. Ce chef-d'œuvre en fer forgé, confortable, équipé de coussins noirs, était encore l'œuvre de la firme, avant 680 et 900 grammes, à l'heure que 80 francs, garantie et manuel d'entretien, capable que son constructeur en outre tous les aspects, des plus beaux aux plus subtils.

L'engin consiste en une bande de deux pièces en arc de cercle au milieu du dos. Artisanale, conçue de façon que l'on puisse procéder à l'ajustement dans tout atelier tant soit peu équipé. Du point d'articulation à l'autre, elle passe entre les os, forme barrage devant les poches, lieux où d'être et vers racrocher à une monture en fer.

Robin Huguesen constatant très vite qu'il était inconcevable, du point de vue économique, de fabriquer en série la reproduction du système de verrouillage an-

مكتبة من الأصل



FIDÉLITÉ

# Histoire moderne de la ceinture de chasteté

Un ancien officier de cavalerie de l'armée des Indes a réussi sa reconversion. Il a vendu en dix ans 35 000 ceintures de chasteté à travers le monde.

MARTIN MONESTIER

DEBUT 1980, un homme était condamné par le tribunal de district de Jérusalem à trois ans d'emprisonnement pour avoir violé sa femme. La dame, pour d'impérieux motifs qui ne sont pas remontés jusqu'à nous, refusait depuis trois ans de se soumettre à ses devoirs conjugaux.

Il y a quelques années, le service d'immigration de l'aéroport de Londres procédait à des tests de virginité sur les jeunes filles indiennes de moins de vingt ans avant de leur ouvrir les portes du royaume de Sa Très Gracieuse Majesté.

Pensant qu'il était temps d'inflechir de façon durable l'immoralité observée ces dernières décennies, Robin Huguesen, ancien officier de cavalerie de l'armée des Indes, que rien de ce qui est humain n'a jamais lassé indifférent, prenait une initiative propre à réjouir toute une partie de la population. En novembre 1969, l'ex-capitaine fonda la Huguesen Chastity Belt Company, outil nécessaire à la résurgence et à la diffusion planétaire de l'archaïque mais salvatrice ceinture de chasteté.

Déposant leur quartier de Wilham, dans l'Essex, Robin Huguesen et son épouse Anne entraient de plain-pied dans une ingéneuse activité qui, selon eux, devait non seulement secourir le petit monde engourdi de la ferronnerie d'art, mais offrir au plus grand nombre un remède simple et efficace à bien des maux.

Avec à ce jour trente-cinq mille ceintures de chasteté vendues à travers le monde, les Huguesen considèrent que l'homme, la bête et la vertu en partie maîtrisée, le viol et l'acquiescement désormais, tout du moins en Grande-Bretagne, dans les limites les plus étroites jamais observées. Admiratifs des critères de qualité en usage dans l'artisanat anglais sous les règnes des Plantagenêts, ils reprirent les choses là où leurs ingénieurs prédécesseurs des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles les avaient abandonnées et commencèrent à lancer sur le marché la copie fidèle d'un modèle de ceinture oublié dans les réserves du British Museum.

## En fer forgé

La morphologie des femmes anglaises ayant quelque peu changé depuis le Moyen Âge, notamment en ce qui concerne la largeur du bassin, la première génération de modèles MARK 1, 2 et 3, résultat des tâtonnements qui accompagnent inévitablement toute recherche de pointe, fut très vite envoyée au rebut lorsque la Huguesen Chastity Belt Company mit au point fin 1972 la MARK 4. Ce chef-d'œuvre en fer forgé, confortable, esthétique, de couleur noire, martelé à l'ancienne, surmonté d'un encore fleuron de la firme, pèse entre 680 et 900 grammes, suivant les tailles. Il n'en coûte à l'amateur que 80 francs, serrurerie et manuel d'entretien compris. Prix d'autant plus raisonnable que son constructeur en garantit l'éternelle résistance contre tous les assauts, des plus furieux aux plus subtils.

L'engin consiste en une bande de deux pièces en arc de cercle entourant les hanches. Articulée au milieu du dos, la ceinture est conçue de façon que l'on puisse procéder à l'élargissement ou au rétrécissement de la taille dans tout atelier tant soit peu équipé. Du point d'articulation part la pièce maîtresse. Perforée à bon escient, elle passe entre les cuisses, forme barrage devant les possibles lieux du délit et vient s'accrocher à une monture située devant.

Robin Huguesen constata très vite qu'il était incommode, du point de vue économique, de réaliser en série la reproduction du système de verrouillage an-

cestral. Aussi, depuis quelques années, livre-t-il ses modèles accompagnés d'un cadenas moderne d'une conception exclusive et de deux clés, dont il ne délivre jamais d'exemplaires supplémentaires.

A peine l'honnête commerçant venait-il de lancer son ustensile, que l'administration fiscale britannique l'informait officiellement qu'elle avait décidé de classer son petit outillage dans le groupe A I des règlements fiscaux en usage en tant qu'article vestimentaire d'importance secondaire. Habitué dans sa jeunesse aux rudes combats des premières lignes, l'ex-capitaine se jeta dans une bataille juridique inconnue de toutes les jurisprudences, même les plus oubliées. D'après lui, la ceinture de chasteté ne pouvait être classée que dans

la liste des équipements de sécurité, dispensés de ladite imposition. Le conflit dura trois ans, entrecoupé d'avantages et de reculs pour les deux parties. Puis vint l'éclatante victoire de l'observation sur la stérile et rétrobitoire sottise administrative.

Le 2 août 1974, en réponse à une question posée à la Chambre des communes par son député, le colonel Marcus Lipton, élu de la circonscription de Brixton, le porte-parole de la trésorerie britannique annonça aux députés

présents que « l'attitude Huguesen ne devait pas être considérée comme tombant sous le coup des impôts fiscaux ordinaires ». Victoire qui fit honnêtement connaître à toute l'Angleterre l'existence du petit monde si restreint de la ceinture de chasteté.

L'aspect cocasse de cet affrontement avait inamoviblement attiré l'attention de la presse et très vite, les ventes montèrent en flèche. Quant au colonel Marcus Lipton, il ne s'agissait plus à la Chambre des communes qu'une ceinture de chasteté posée en évidence sur son pupitre, rappelant ainsi à ses amis et adversaires de quelle cause il était désormais le champion.

Très rapidement l'entreprise Huguesen prit de l'ampleur et une cinquantaine de dépôts anglais diffusèrent cette originale production, dont le célèbre magasin Harrods à Knight Bridge, qui jusqu'en 1976 présentait les fameuses ceintures à ses rayons sous-vêtements. Aujourd'hui, la H.C.B.C. assure elle-même la vente par correspondance des deux mille cinq cents pièces qu'elle fabrique chaque année.

Tout allait très bien lorsqu'en janvier 1975, date à laquelle la Purchase Tax fut remplacée par l'équivalent de notre T.V.A., l'administration fiscale saisissait l'occasion de s'intéresser derechef à l'audacieux artisan. Elle lui signifiait que désormais la ceinture de chasteté était classée dans la catégorie des objets usuels et donc assujettie à la T.V.A.

L'après bataille juridique allait reprendre. Le 6 mars 1975, Robin Huguesen faisait un souvenir impérissable à ses concitoyens en apparaissant à la B.B.C. dans

la plus fameuse émission de l'époque « Look Easy ». Il se lançait dans une virulente diatribe propre à émuir tous les cœurs épris de justice. « Mon produit est le dispositif de contraception le plus ancien et le plus sûr du monde. La plus, son équivalent moderne, ne peut en aucun cas revendiquer les mêmes avantages et provoquer les mêmes désagréments, si ce n'est dangereux. Pourtant elle bénéficie d'une exemption de taxe. Pourquoi ma ceinture de chasteté n'en bénéficierait-elle pas, elle aussi ? »

Et l'orateur terminait sa prestation par une redoutable et menaçante interrogation : « Monsieur Barber, souhaitez-vous réellement être livré à l'histoire comme le ministre des finances qui impose fiscalement la ceinture de chasteté Huguesen ? » Une telle éventualité hâta la réponse du ministre. Faisant fi de la procédure administrative habituelle, M. Barber répondit par retour à cette apostrophe publique que « la coupable obstruction n'était pas son fait mais celui de l'intransigent secrétaire financier de la Trésorerie royale, lord Terence Higgins ».

## Deux exemplaires

Malgré la puissance de l'argumentation de Robin Huguesen, le différend n'est toujours pas réglé à l'heure actuelle. Mais, quelle que soit l'issue du conflit, les services du Trésor britannique venant d'offrir une seconde fois une publicité inespérée à une intrépide petite entreprise qui ne demandait qu'à croître et prospérer.

Grâce à la presse étrangère, le marché international tendit les bras à l'entrepreneur négociant. Dès juillet 1976, partout dans le monde, des voyageurs de commerce, depuis toujours assujettis à de désespérantes mais prévisibles déconvenues, des femmes désirant posséder l'arme absolue contre le viol, des fétichistes libidineux, des plaisantins, envoyèrent des lettres de commande par milliers. Mais aussi un des plus grands musées de Moscou, le prince Charles d'Angleterre, ou des grands bourgeois inquiétés, l'air de chirurgien belge qui pose commandé de deux exemplaires : un pour sa femme lorsqu'il rend visite à sa maîtresse et l'autre pour celle-ci quand il rentre chez lui.

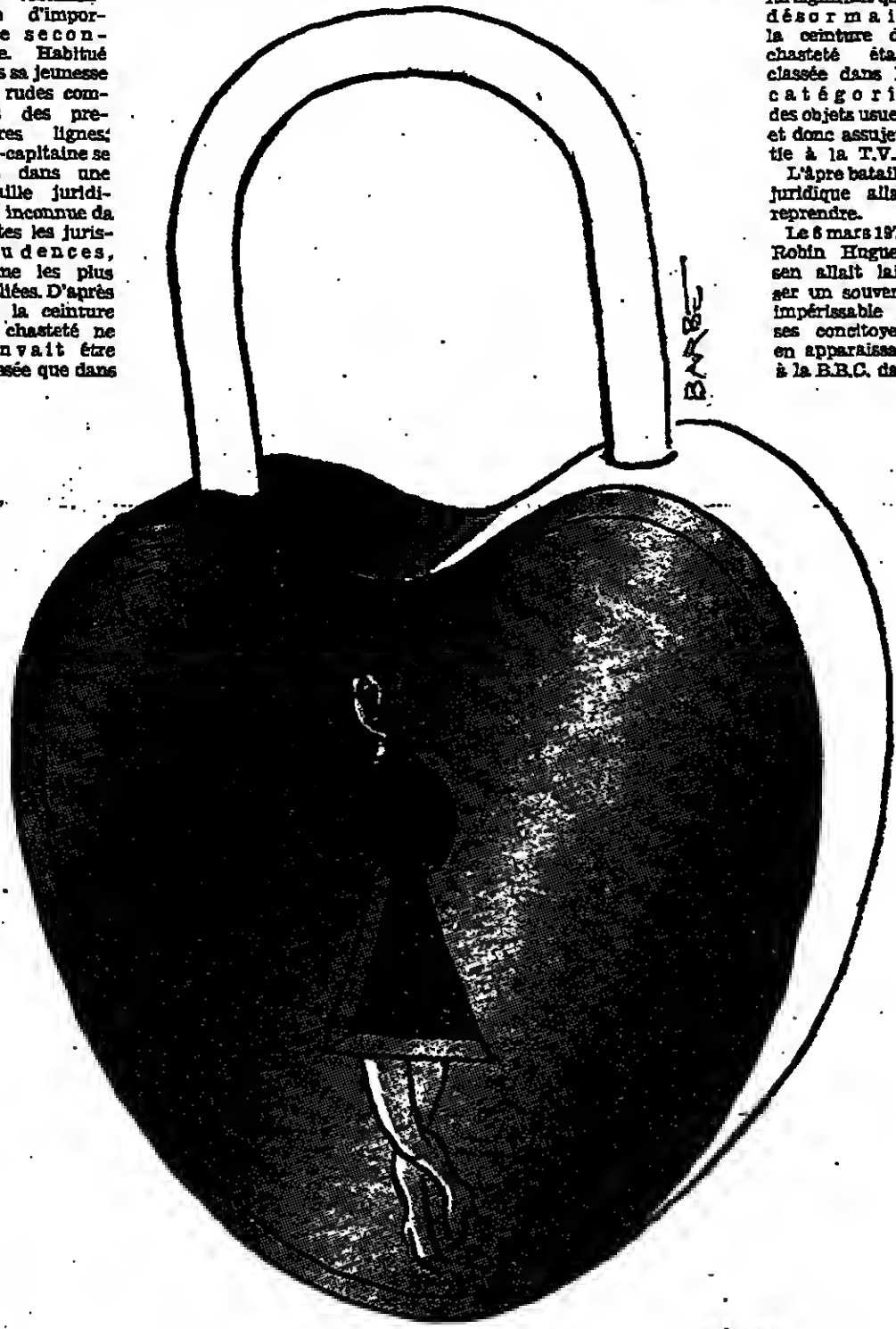
La société Huguesen est devenue la terreur des femmes adultères dans vingt-neuf pays. Si l'Allemagne, la France — la H.C.B.C. a désormais une antenne à Paris — et les États-Unis se partagent la moitié de la production annuelle, elle espère conquérir un jour prochain le marché oriental, qui se cantonne encore, à l'heure

actuelle, face à cette petite mécanique occidentale, dans une intéressée mais prudente réserve. Les incidents sont toutefois fréquents et Robin et Anne Huguesen possèdent toute une collection de télégrammes dont un peut résumer les textes à : « Sommes enjoints dans ceinture, avons perdus clés, envoyez rapidement formule pour ouvrir. » A Southam, près de Londres, Tom Smith avait « offert » une ceinture de chasteté à son épouse. Leur fils, facétieux gamin de cinq ans, avait trouvé les clés et jeté le précieux sésame dans la verte campagne. On les chercha longtemps sans succès, et finalement, comme aucun des serruriers de la région ne se déclara compétent, le couple, forcé d'admettre la brutale réalité, se résolut à appeler les pompiers. En France, dans une ville de province, la même mésaventure se termina tragiquement par le suicide d'un bijoulier, incapable de survivre à sa honte.

Robin Huguesen compte venir définitivement au secours des étourdis en commercialisant rapidement un système de verrouillage électronique. Dans l'attente de cet heureux jour, il conseille de confier une des deux clés du cadenas au directeur de sa banque.

En Angleterre, les Huguesen ont pour eux tous les rieurs et la partie semble de la population. Si les lignes morales observent un méprisant silence, il n'en est pas de même de certains mouvements féministes. Régulièrement, la société est l'objet de menaces et un mouvement américain de libération des femmes est même allé jusqu'à proférer des menaces de mort s'ils honoraient une commande de 2 000 ceintures passée par un industriel new-yorkais. Robin Huguesen contracta ce jour-là une assurance-vie à la Lloyd's de Londres et remplit son contrat sans trembler. Ayant toujours vécu dangereusement, le diable d'homme prend tous les risques et organise des meetings, intervient dans des colloques féministes, prend la parole certains dimanches dans des églises afin de justifier un petit commerce qui, selon lui, ne fait de mal à personne.

Le succès de son entreprise ne peut affirmer-t-il, que se confirmer. Il est l'éphémère d'un courant qui entraîne les sociétés occidentales vers des formes de vie ancestrale. Ce retour en arrière dû à la nostalgie du passé est déjà sensible dans bien des domaines. Et de citer certaines campagnes anglaises où les attelages des chevaux de trait remplacent de plus en plus fréquemment les tracteurs. A la question : « Pensez-vous que la traction animale emploiera bientôt les femmes ? », l'ex-officier de cavalerie de l'armée des Indes répond sans hésiter : « Certainly ! but God save the Queen ! »



ANDRÉ BARRE

(Publité)

L'Institut Supérieur des Affaires, créé il y a dix ans par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, fait partie du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de Jouy-en-Josas.

Son objectif est de donner, au cours d'une scolarité de 18 mois, une formation à la fois généraliste, approfondie et personnalisée à tous les problèmes que pose la gestion des entreprises, au niveau le plus élevé.

Son enseignement et sa pédagogie sont comparables à ceux des meilleures business schools étrangères. Ils sont assurés par un corps professoral d'une centaine de membres, tous hautement compétents dans leur spécialité.

L'I.S.A. s'adresse aussi bien à des jeunes diplômés du deuxième cycle qu'à des jeunes cadres, quelle que soit leur formation d'origine : scientifique, économique, juridique, littéraire, etc.

Chaque année l'Institut organise trois sessions d'admission en vue de la rentrée de septembre. Pour celle de 1980, la date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session est fixée au 31 mars 1980.

Ces dossiers peuvent être demandés et doivent être adressés à

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
I.S.A.  
1, rue de la Liberté  
78350 JOUY-EN-JOSAS  
Tél. : 956-43-61 et 956-80-00

Le Monde  
dossiers et documents

## LA SANTÉ DES FRANÇAIS

« Un ouvrage de référence. »

« Le Quotidien du Médecin. »

« Au travers des chiffres, des reportages, des témoignages, apparaissent la richesse, la variété et l'incohérence du système de soins français. »

« Le Matin. »

Une brochure de 232 pages.

En vente chez les marchands de journaux : 22 F.

PASSEZ VOS VACANCES DE PAQUES  
CHEZ BERLITZ ET VOUS  
PASSEREZ VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT.

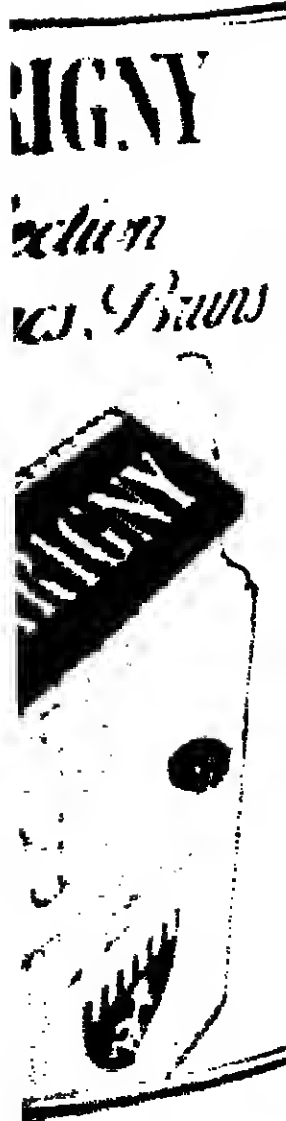
Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues. Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.

BERLITZ®

Langues vivantes.

Organisme privé.

Ch.-Elyées : 720.41.40 - Nyon : 371.11.34 - Opéra : 742.13.29 - Paris-Montparnasse : 633.98.77 - St-Augustin : 572.22.23 - V.-Hugo : 500.34.38  
Boulogne : 609.15.10 - La Défense : 773.68.16 - St-Germain-en-Laye : 173.75.00 - Versailles : 950.08.70





QUAND tout craque dans les systèmes que les sociétés se sont données pour vivre, un rayon d'espoir luit toujours : il vient du non-conformisme de l'homme. A-t-on assez entendu ces prophètes de malheur qui nous prouvent (étonnante, cette faculté de « prouver » ce qui n'est pas encore advenu) que notre espèce sera si conditionnée par son environnement technologique que les réseaux de liberté ne seront plus qu'un souvenir. Ajoutés aux noires perspectives ouvertes par la crise économique, au recul de l'Occident devant l'impérialisme soviétique ou le regain de l'islam, cela vous compose un chant funèbre de grande allure. Pourquoi toujours se laisser bercer par cette odeur de mort ?

Regardons un peu comment les gens savent se construire un monde viable à côté de celui qui pourrait les étouffer. Ne parlons pas des dissidents — héros de l'Union soviétique, à qui l'on ne délivre pas de médailles, mais des séjours en hôpitaux psychiatriques — ni des marginaux de l'Ouest, qui ont choisi l'évasion. Ce sont des espèces trop rares. Songeons seulement à ce qui se passe réellement aujourd'hui pour une masse de citoyens qui, grâce à leur intelligence et à leur extraordinaire faculté d'adaptation, ont réussi à se créer un monde à eux où il peuvent jouer des coudes.

Du côté de l'Est, ce qu'on a appelé la « seconde société », celle qui ne suit en rien les règles du modèle soviétique, remplit une vraie fonction culturelle et sociale (1). Depuis longtemps, le marché noir, des réseaux d'information parallèle, permettent à beaucoup de citoyens d'ouvrir une soupape dans la machinerie bureaucratique. L'économie souterraine est devenue une partie de notre économie, reconnait un expert hongrois, et il suffit de passer quelques jours dans une démocratie populaire pour se rendre compte que nombre de travailleurs exercent, en dehors de leur tâche officielle, un second métier, auquel ils consacrent au reste souvent plus de temps qu'à la première. A l'Ouest, la crise a donné des idées à toute une catégorie de personnes frappées par le chômage, qui sont ainsi venues renforcer le contingent plus

classique de ceux qui avaient trouvé dans l'économie souterraine le moyen d'échapper au fisc. Vingt millions d'Américains s'adonneraient ainsi à des activités non déclarées, et en Europe le très officiel Bureau international du travail estime que 5 % ou plus de la main-d'œuvre totale alimentent cette société de la débrouillardise individuelle. Le travail n'est devenu en Italie une véritable institution, et dans de nombreux pays les transactions non déclarées profitent : ventes de produits fabriqués « à la maison », paie-

ment de la main à la main, troc de services, le jardinier payant son médecin en nature, le charpentier aidant le plombier, qui à son tour installe la plomberie du charpentier, etc.

Cette réponse au mauvais fonctionnement des économies nationales tend à devenir un phénomène de société. Des bombes-taupes reconstruisent, sous le vernis des échanges patentés, appréhendés par les statistiques, des galeries locales où ils retrouvent les premiers gestes d'une économie archaïque. Une vie plus conviviale anime ces catacombes, car les « agents » sont obligés, pour vendre leur production ou leurs services, de rechercher le contact direct avec ceux qui en ont besoin.

Curieux effet de balancier ! L'homme ne se reconnaît plus dans une civilisation trop quadrillée, trop matérialiste où, pire, il est rejeté comme un parasite d'une économie qui tourne pour

## VARIATIONS

# La société souterraine

PIERRE DROUIN

bureaucratique. L'économie souterraine est devenue une partie de notre économie, reconnait un expert hongrois, et il suffit de passer quelques jours dans une démocratie populaire pour se rendre compte que nombre de travailleurs exercent, en dehors de leur tâche officielle, un second métier, auquel ils consacrent au reste souvent plus de temps qu'à la première. A l'Ouest, la crise a donné des idées à toute une catégorie de personnes frappées par le chômage, qui sont ainsi venues renforcer le contingent plus

me faisait pas. Dans la rue, le cri d'un vitrier retentit. J'étais las, vidé. Mon genou gauche me faisait mal, comme Rimbaud. Je lus quelques lignes : « Nadja, je vous attendrai à cinq heures du soir boulevard Montmartre. Je vous aime. Si vous le désirez, nous irons au café où j'ai l'habitude, chaque jour à la même heure, les images du désespoir et de la folie. » Je revins à la signature. C'était bien celle que je connaissais par cœur.

Brusquement, je n'en puis plus. Je jetai la liasse de feuilles jaunes à la face de la matrone, bondis jusqu'à la porte et dévalai l'escalier. Comment suis-je rentré chez moi ? Je ne m'en souviens absolument plus. Ce dont je me rappelle, c'est que Nadja — prévenue par qui ? — me récupéra au café du Petit fer à cheval, complètement ivre, burlant des mots sans suite, en total état de frayeur. Elle me berça longuement, puis ce fut le trou noir.

Il paraît que j'ai déliré pendant deux jours. Nadja me soigna avec dévouement et tendresse. Durant quarante-huit heures, je rejetais les draps, je tombais en bas du lit, je craignais le nom de Nadja. Nadja pleurait. Elle fut admirable. Elle ne me quitta pas une seconde. Elle essaya les vomissements de ma bouche, nettoya mon front fiévreux, me nourrit de soupes, de laitages.

Le troisième jour, j'étais debout, en bonne santé. Je décidai d'en avoir le cœur net. Je suppliai Nadja de me croire, de m'accompagner. Un taxi nous emmena rue Saint-Martin. Je reconnus immédiatement l'immeuble. Le cœur battant, nous grimpâmes les étages. Il n'y avait plus de bout de papier épinglé sur la porte. Je pouvais celle-ci qui n'offrait pas de résistance. L'appartement était vide, désert. C'était un de ces appartements visiblement non habités depuis longtemps. Nous examinâmes la concierge. Du moins nous tentâmes, car celle-ci nous pria de déguerpir. Nous cognâmes aux portes. Les quelques-unes qui s'entreouvrirent se refermèrent très vite. Personne n'avait jamais vu « madame Nadja ».

Une fois de plus, je crus devenir fou. Mais j'avais l'habitude. Un chat filant entre mes jambes me donna un sérieux espoir, mais il ne ressemblait pas du tout à l'autre. Seule la petite pluie fine, rageuse, sombre, n'avait pas changé. C'étaient mille aiguilles qui s'enfonçaient durement dans ma tête, trouaient mon cuir chevelu, perçaient ma poitrine.

Nous redescendîmes dans la rue. Un homme qui ressemblait étrangement à Nietzsche, la face déchirée par un rire tragique, s'approcha de nous. « T'es pas cent balles ? »

Trois mois plus tard, Nadja fit une difficile fausse-couche. Deux mois après, elle me quitta pour épouser un danseur de tango argentin, vaguement lié à la famille de l'ex-président Peron.

Poète, critique et romancier, ANDRÉ LAUDE est notamment l'auteur de *Joyeux Apocalypses* (Stock), *Rue des mercuries* (Pléiade), *Comme une blessure rapprochée du soleil* (La Pensée sauvage). Un temps d'ouvrier des mines (les Editions françaises réunies), il vient de publier un « Essai d'autobiographie fantastique », *Liberté couleur d'homme* (L'Éclaire).

« faire de l'argent » avec de moins en moins de travailleurs. Alors pour se retrouver, il laisse tomber ce qui faisait l'orgueil des banquiers (le chèque, la carte de crédit), des industriels (l'automatisation), des Etats (l'administration informatique) pour reconstruire des petits circuits personnalisés d'allure moyenâgeuse !

On dira : il n'y a pas de quoi être fier ! Certes. Mais la faute à qui, sinon à ceux qui ont pris leurs organisations pour des fins. Quand l'homme ne veut plus — ou ne peut plus — servir de rouage dans la Grande Machine, il s'invente des micro-sociétés souterraines, et adresse des pieds-de-nez à ceux du dessus. Et comme il est plus malin que les Shadoks, cela finit par se savoir, et donner des idées à ceux qui se morfondent en attendant l'aube.

(1) Lire l'article d'Anne Charreyron dans *Futuribles* de décembre 1979.

XX. — LE MONDE DIMANCHE

16 MARS 1980

# Le Monde

D I M A N C H E

UNE NOUVELLE INÉDITE

## Nadja, rue Saint-Martin

par André Laude

ELLA arriva quelques jours après mon retour de Nantes. J'allais assez régulièrement à Nantes, car l'almalme la sœur magie du Vieux Port ensablé, envahi par les herbes folles, les détritus, les carcasses de barques aux coques pourries, du Passage Pommeraye où j'attendais, à chaque fois, les urfés tendus, la tête fiévreuse, que quelque chose d'inouï, d'habituel m'arrivât, des quais où les décors de bistrot me rappelaient la déjà lointaine époque des capitaines négriers qui, grâce au profit de la traite, se faisaient éléver de somptueuses demeures, aristocratiques et vastes. Oui, j'aimais Nantes où rôdaient les ombres calcinées de Jacques Vaché, Benjamin Péret, Julien Gracq. Cette ville me prenait dans sa toile d'araignée de songes et fantasmes.

Assis sur un banc d'une des petites places qui me faisaient irrésistiblement penser à certaines peintures de Giorgio de Chirico, sur le pavé desquelles résonnaient les pas pressés des religieuses en corset et des jeunes séminaristes se rendant à l'office du matin, je m'ahondonnais avec délectation aux plus sombres pensées. Je songais à ma mort, aux atrocités crues que j'avais imposées aux femmes que j'avais aimées, ou que j'avais cru aimer, et qui m'avaient aimé avec plus ou moins d'intensité. Cette fois, j'étais venu chez mes amis M. et Mme Paul L., un de mes meilleurs camarades de ce temps-là. Paul était — il est mort, depuis, d'un hanté cancer — un poète délicat, esthète. Il vivait chez ses parents dans un petit appartement encombré d'objets, de paravents chinois, de toiles. Son père était peintre, un peintre pour qui Picasso incarnait la diable et la décadence. Il peignait « sur le motif » des paysages d'été de France, sensuels et sans grande profondeur. Sa mère avait, dans ses jeunes années, joué sur les genoux de Léon Bloy, l'implacable pamphlétaire catholique.

Paul était fétichiste. Il fréquentait des prostituées caparponnées de cuir noir qui le fouettaient jusqu'au sang. Il ne pouvait jouer qu'en mimant le coq. Il montait sur l'armoire et bondissait sur la « fille de joie » en poussant des cocoricos terrifiants et sonores. Je l'avais rencontré, par hasard, dans un de ces tristes recueils de poésie où quelques vieilles filles et quelques vieux célibataires guindés, polis jusqu'aux ongles, venaient lire, ou plutôt annoncer, leur production hebdomadaire. Je ne sais plus pourquoi j'étais venu dans ce lieu étouffant. Mais Paul L. m'émut — nous nous liâmes. Mon éthylisme farouche

le fascina ainsi que ma « grande gueule ». Sa fragilité me toucha.

Je vivais alors avec Natacha, une jeune femme d'origine russe, sensuelle et mystique, farouche et affamée d'absolu. J'étais littéralement fondu de l'amour avec Natacha. Quand elle me présentait en toute simplicité : « Tommy », je saluais, quelque peu gêné. A ma demande, Solange accepta de me suivre jusqu'à la cuisine. Je contemplai Solange, je remarquai quelle vieillissait. Des petites rides creusaient ses yeux. Ses cheveux étaient plus lourds que du temps de nos attonnements nocturnes. Mais sa bouche n'avait pas changé : bouche d'alcoolique sensuelle, aux lèvres gourmandes. Je posai un baiser léger sur sa joue, puis lui expliquai mon problème. Elle tituba légèrement jusqu'à son sac à main. Elle en extrêma un carnet qu'elle feuilleta, le regard voilé. Elle avait fumé, pensai-je. Enfin, elle me jeta un nom, non adressé, que je m'empressai de recopier sur la première page du *Monde* que mes mains étreintes trituraient depuis mon arrivée.

Je déposai un autre baiser sur la joue de Solange, lui souhaitai bonne chance. Je traversai la chambre, sautai le grand nègre cuiré, qui sans se soucier de moi, préparait un « joint ». J'entendis un vague « ciao ». Je sortis dévalai l'escalier. Une demi-heure plus tard, j'étais chez nous où m'attendait Natacha en déshabillé bien crépusculaire. Je la serrai très fort dans mes bras, couvrant de baisers ses joues, son front, sa poitrine, sa nuque. Je lui racontai ma visite chez Solange. Je promis d'aller rendre visite, dès le lendemain, à la « faiseuse d'anges ». Nous grignolâmes deux hamburgers chacun, un peu de yaourt, nous bûmes trois calvas, écoutâmes le dernier disque de Vinícius de Moraes, et puis nous nous couchâmes.

Le lendemain, à 9 heures, je pris une douche brûlante, me fis un shampooing, taillai mes moustaches, puis un nœud sans goût. Je bédai no taxi. « Rue Saint-Martin, s'il vous plaît ! »

J'eus un choc au cœur. L'immeuble jouxtait la maison natale de Gérard de Nerval. Je me disputai avec le chauffeur de taxi, qui n'avait pas de monnaie. Je m'engageai dans un couloir très sombre, plein de remugles, de prospectus publicitaires. C'était sale, nauséux, méconnaissable. Il pleuvait encore et toujours. J'appuyai sur le bouton de la minuterie. Une pâle lumière de chambre d'hôpital éclaira à peine des murs crevés de lézards. Du coin de l'œil, je surveillai si quelque rat ne surgissait pas des poubelles remplies à ras bord. Une

fois de plus, l'obsession de tout ce qu'une grande cité vomit, rejette, me foudroya. J'étais nerveux, obscurément inquiet. Je sortis mon portefeuille de ma veste pour vérifier si j'avais bien l'argent sur moi. Je l'avais.

Je grimpai deux étages. Enfin, je parvins devant une porte où était épinglé un bout de papier. Je n'arrivai d'abord pas à déchiffrer le nom écrit sur le papier. Je brûlais une allumette et lus : « Mme Nadja ». Ce nom me traversa comme une onde de choc. L'encre de l'écriture me sembla déformée, comme si elle avait été écrite par une main qui tremblait. Je regardai quatre ou cinq marches et m'immobilisai. C'est idiot, pensai-je. Je revins vers la porte. Cognai de mon poing fermé comme un nœud d'arbre. J'entendis un pas traînant, puis la porte s'ouvrit lentement. Je murmurai le nom de Solange. La porte s'ouvrit plus largement. Une vieille femme se tenait devant moi, grosse, visage bouffi, mal fagotée dans une robe grise. Les yeux interrogateurs. Je répétai le nom de Solange. Elle me fit signe d'entrer.

C'était un appartement triste, sans lumière. Je distinguai quelques meubles enfouis dans la pénombre. Un chat maigrissant passa entre mes jambes.

Ca nom me tourmentait : Mme Nadja. Je ne pouvais pas ne pas songer au livre d'André Breton. Me revint aussi à l'esprit l'ultime message de Nerval : « La nuit sera noire et blanche », et je me dis que j'étais un idiot, en proie à mes fantasmes, que j'avais trop lu Nerval et Hölderlin, les sœurs Brontë et Ann Radcliffe. Que pouvait-il m'arriver de grave, alors que j'étais dans la pluie cingler les toits, les moteurs des camions en livraison ? Ah ! cette pluie oblique cognait les fenêtres !

Je me dis que mes amis n'avaient pas tort de me traiter de « romantique niaisé ». Le pain sur la table était du vrai pain. Je tendis la main. On ne pouvait s'y tromper. Et le chat aussi était réel. Quand il enfonce ses griffes, après un bond prodigieux, à travers l'étoffe du paravent, la douleur ne me trompait pas.

Elle n'avait rien dit. Elle m'observait du coin de l'œil. Elle se tenait appuyée contre un gros buffet surmonté de photographies anciennes que je n'arrivais pas à déchiffrer. Dehors, la pluie redoublait. La sirène d'un véhicule de police — secours déchira la brume. Elle alama une gauloise. Elle avait l'air d'avoir son temps. Je ne sais pas pourquoi, mais le titre d'un livre de E.M. Cioran flamba dans mes temps : *La Chine dans le temps*.

Timidement, je lui exposai la raison de mon intrusion chez elle. Elle m'écouta. Nous convînmes d'un rendez-vous chez Natacha et moi. Nous discutâmes du prix. Je n'avais pas assez d'argent. J'allais devoir, une fois de plus, aller pleurnicher auprès de mes journaux.

Comment cela est-il arrivé, je ne me souviens plus. Toujours est-il qu'un moment j'ai prononcé le nom d'André Breton. Aussitôt, une insolite agitation s'empara d'elle. Je n'osais avouer mon trouble quand j'avais lu sur le bout de papier épinglé sur la porte « Madame Nadja ». Elle se leva, marcha jusqu'à la fenêtre, dévora le rideau froissé, sale, plongea son regard vers le bas.

Soudain, elle se retourna, le visage empourpré, les yeux sauvages hors des orbites. « Monsieur Nadja, c'est moi ! »

Un fou rire me déchira la poitrine. C'était impossible. Nadja, cette « faiseuse d'anges », cette matrone à la trogne rouge, cette « pouffiasse » de bas étage.

« Vous ne me croyez pas, hurla-t-elle. Vous allez voir ! »

Elle se dressa, telle une furie, me jeta un regard meurtrier et bondit jusqu'au buffet. Elle ouvrit rageusement un tiroir où elle extrêma une liasse de lettres. Elle revint à table.

« Excusez-moi, murmura-t-elle, je suis malade des nerfs. »

Elle posa la liasse devant moi, m'invitant à dénouer la ficelle qui l'entourait. Paniqué, mais saisi de curiosité, je dénouai le paquet. Je parcourus la première lettre d'un regard ébahi et aussitôt je reconnus la célèbre signature. D'évidence, c'était bien l'écriture d'André Breton, le fondateur du surréalisme. Elle me contemplait, arrogante, les mains posées sur les genoux, un peu de salive aux commissures des lèvres. Je la fixai, les yeux dans les yeux, et soudain, je la trouvai belle, séduisante, magique. Ce n'était plus une matrone aux grosses jambes marquées par la phlébite, à la poitrine avachie, aux cernes sombres. C'était vraiment Nadja.

Je crus être devenu fou. La pluie n'avait pas cessé. Dans un coin de la pièce, le chat m'observait. Il avait des dents de tigre. Son regard jaune-vert ne

**BACCALAURÉATS**  
**COURS privé CARNOT**  
Vacances de Pâques  
Révisions intensives  
98, RUE PIERRE-DUMOUINS  
75014-PARIS

هكذا من الأصل

LE POLISARIO  
AFFIRME AVOIR INFLUENCÉ  
DE LOURDES PERTES  
AUX FORCES MAROQUINES

La montée des « vertes »  
en R.F.A.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Plégoff.  
La « marée noire » s'étend dans les Côtes-du-Nord.  
(Lire nos informations page 42 et 43.)